
WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

COUR D'ARBITRAGE

F. 2000 — 759

[C – 2000/21114]

Arrêt n° 22/2000 du 23 février 2000

Numéro du rôle : 1600

En cause : le recours en annulation de l'article 20 de la loi du 5 juillet 1998 relative au règlement collectif de dettes et à la possibilité de vente de gré à gré des biens immeubles saisis, introduit par l'Union professionnelle du crédit et autres.

La Cour d'arbitrage, composée des présidents M. Melchior et G. De Baets, et des juges H. Boel, E. Cerexhe, A. Arts, R. Henneuse et E. De Groot, assistée de la référendaire B. Renauld, faisant fonction de greffier, présidée par le président M. Melchior, après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. Objet du recours

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 27 janvier 1999 et parvenue au greffe le 28 janvier 1999, l'Union professionnelle du crédit, dont le siège est établi à 1040 Bruxelles, avenue de la Joyeuse Entrée 12, la s.a. Générale de Banque, dont le siège social est établi à 1000 Bruxelles, rue Montagne du Parc 3, la s.a. Caisse générale d'épargne et de retraite-Banque, dont le siège social est établi à 1000 Bruxelles, rue du Fossé-aux-Loups 48, la s.a. Crédit communal de Belgique, dont le siège social est établi à 1000 Bruxelles, boulevard Pachéco 44, la s.a. Banque Bruxelles Lambert, dont le siège social est établi à 1000 Bruxelles, avenue Marnix 24, la s.c.r.l. Banque Bacob, dont le siège social est établi à 1040 Bruxelles, rue de Trèves 25, la s.a. HBK-Banque d'épargne, dont le siège social est établi à 2018 Anvers, Lange Lozanastraat 250, et la s.a. KBC Bank, dont le siège social est établi à 1080 Bruxelles, avenue du Port 2, ont introduit un recours en annulation de l'article 20, spécialement des paragraphes 2 et 3, de la loi du 5 juillet 1998 relative au règlement collectif de dettes et à la possibilité de vente de gré à gré des biens immeubles saisis (publiée au *Moniteur belge* du 31 juillet 1998).

II. La procédure

Par ordonnance du 28 janvier 1999, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 23 mars 1999.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 3 avril 1999.

Des mémoires ont été introduits par :

— le centre public d'aide sociale d'Uccle, dont les bureaux sont établis à 1180 Bruxelles, chaussée d'Alseberg 905, par lettre recommandée à la poste le 3 mai 1999;

— l'a.s.b.l. Union des villes et communes de Wallonie, dont le siège social est établi à 5000 Namur, rue Godefroid 11, par lettre recommandée à la poste le 3 mai 1999;

— la « Vereniging van Vlaamse Steden en Gemeenten », dont les bureaux sont établis à 1040 Bruxelles, rue d'Arlon 53/4, par lettre recommandée à la poste le 3 mai 1999;

— le Gouvernement wallon, rue Mazy 25-27, 5100 Namur, par lettre recommandée à la poste le 7 mai 1999;

— le Conseil des ministres, rue de la Loi 16, 1000 Bruxelles, par lettre recommandée à la poste le 10 mai 1999.

Ces mémoires ont été notifiés conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 19 mai 1999.

Les parties requérantes ont introduit un mémoire en réponse, par lettre recommandée à la poste le 17 juin 1999.

Par ordonnances du 29 juin 1999 et du 23 décembre 1999, la Cour a prorogé respectivement jusqu'aux 27 janvier 2000 et 27 juillet 2000 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 22 décembre 1999, la Cour a déclaré l'affaire en état et fixé l'audience au 19 janvier 2000.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats par lettres recommandées à la poste le 24 décembre 1999.

A l'audience publique du 19 janvier 2000 :

— ont comparu :

. Me J. Kirkpatrick, avocat à la Cour de cassation, pour les parties requérantes;

. Me N. Van Laer, avocat au barreau de Bruxelles, pour l'a.s.b.l. Union des villes et communes de Wallonie, le Gouvernement wallon et le Conseil des ministres;

— les juges-rapporteurs E. Cerexhe et H. Boel ont fait rapport;

— les avocats précités ont été entendus;

— l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

III. *En droit*

— A —

Quant à l'intérêt des parties requérantes

A.1.1. La première partie requérante est une union professionnelle reconnue, conformément à la loi du 31 mars 1848. Elle a pour but, selon l'article 2 de ses statuts, d'assurer "la représentation et la défense des intérêts du secteur professionnel du crédit, plus particulièrement dans le cadre du crédit à la consommation et du crédit immobilier. A cette fin, elle a pour tâche de protéger et de développer les intérêts professionnels de ses membres, et notamment [...] d'étudier les questions juridiques, fiscales, économiques, sociales et commerciales en rapport avec l'activité des membres; d'être, auprès des pouvoirs publics et autres instances, leur porte-parole ainsi que le défenseur et le protecteur de leurs intérêts".

L'article 20 de la loi du 5 juillet 1998, en ses paragraphes 2 et 3, qui impose un prélèvement annuel aux entreprises pratiquant des opérations de prêt ou d'ouverture de crédit hypothécaire et de crédit à la consommation, est susceptible d'affecter, directement et défavorablement, les intérêts des entreprises de crédit qui sont membres de l'union professionnelle requérante.

A.1.2. Les deuxième à huitième requérantes sont toutes des banques pratiquant des opérations de crédit visées par l'article 20, § 2, 1° à 3°, de la loi. Leur situation est donc directement affectée par les normes critiquées.

Quant à l'intérêt des parties intervenantes

A.2.1. Le centre public d'aide sociale (ci-après C.P.A.S.) de la commune d'Uccle justifie son intérêt à intervenir dans la cause parce qu'il pratique la médiation de dettes depuis 1984 et est habilité à être désigné comme médiateur de dettes, en application de la loi du 5 juillet 1998.

En s'attaquant au mode de financement du Fonds de traitement du surendettement, les parties requérantes bloquent la création de ce Fonds et, partant, pénalisent les plus faibles de la société, c'est-à-dire les "clients" du C.P.A.S., lesquels auront des difficultés à trouver des médiateurs qui acceptent de les aider en l'absence de fonds. Par ailleurs, l'annulation demandée des paragraphes 2 et 3 de l'article 20 de la loi précitée aurait pour conséquence de rendre impossible pour le C.P.A.S. de récupérer auprès du Fonds, lorsqu'il est désigné comme médiateur, la partie de ses honoraires, émoluments et frais restés impayés.

A.2.2. L'a.s.b.l. Union des villes et communes de Wallonie a pour objet social de « rassembler et représenter tous les pouvoirs locaux de la Région wallonne. Elle a pour objet de les aider à remplir leurs missions au service des citoyens et d'assurer la promotion de leur action, de leur autonomie et, par là, de la démocratie locale ». L'a.s.b.l. Union des villes et communes de Wallonie regroupe tant les villes et communes que les centres publics d'aide sociale de la Région wallonne et son objet social lui impose d'agir par tous les moyens qu'elle estime adéquats pour aider ses membres à remplir leurs missions. Cent vingt-cinq centres publics d'aide sociale membres de l'a.s.b.l. Union des villes et communes de Wallonie bénéficient de l'agrément de la Région wallonne pour pratiquer la médiation de dettes. Leur situation est, dès lors, susceptible d'être influencée par le résultat du recours introduit à l'encontre de l'article 20, §§ 2 et 3, de la loi du 5 juillet 1998 puisque cette disposition détermine le financement du Fonds de traitement du surendettement dont l'objet est de prendre en charge, dans la mesure des moyens dont il dispose, le solde impayé des honoraires, émoluments et frais des médiateurs de dettes.

A.2.3. La « Vereniging van Vlaamse Steden en Gemeenten » (V.V.S.G.), dont l'objet social est d'aider les pouvoirs locaux à remplir leurs missions, devra notamment veiller aux intérêts des C.P.A.S. de la Région flamande qui, en tant que médiateurs de dettes, seraient préjudiciés par l'annulation des paragraphes 2 et 3 de l'article 20 de la loi du 5 juillet 1998 vu qu'en l'absence d'une alimentation du Fonds de surendettement, ils ne seront pas honorés pour leurs frais et débours.

Quant au fond

Sur le premier moyen d'annulation

A.3.1. Un premier moyen d'annulation est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution par l'article 20, § 2, de la loi du 5 juillet 1998 en ce que cette disposition crée une discrimination non raisonnablement justifiée entre deux catégories de créanciers qui sont soumis de la même manière à la procédure de règlement collectif des dettes et sont affectés de la même manière par la situation de concours résultant de la décision d'admissibilité de la demande en règlement collectif de dettes. La première catégorie à laquelle appartient les organismes de crédit et les entreprises hypothécaires visés par l'article 20, § 2, 1° à 3°, de la loi attaquée doit contribuer, par un prélèvement annuel sur le solde restant dû des crédits visés par la loi, à l'alimentation du Fonds de traitement du surendettement alors que la seconde catégorie dont relèvent tous les autres créanciers est exemptée de toute contribution audit Fonds.

A.3.2. Les deux catégories de créanciers ci-dessus décrites sont comparables : en effet, la décision d'admissibilité de la demande en règlement collectif de dettes fait naître un concours entre tous les créanciers du débiteur, sans distinction selon la nature ou l'origine de la créance. De même, ils sont tous affectés par la suspension des voies d'exécution tendant au paiement d'une somme d'argent, par le report ou le rééchelonnement du paiement des dettes en principal, intérêts et frais et par la remise totale ou partielle des intérêts moratoires, indemnités et frais.

A.3.3. La procédure de règlement collectif de dettes a pour objectif principal de combattre le fléau social que constitue le surendettement dont le recours excessif au crédit est loin d'être l'unique cause. Cette procédure n'a pas été conçue uniquement dans l'intérêt du débiteur surendetté : elle vise aussi à sauvegarder les intérêts de l'ensemble des créanciers.

A.3.4. La distinction établie par l'article 20, §§ 2 et 3, de la loi n'est pas raisonnablement justifiée. La création d'un Fonds de traitement du surendettement trouve son origine dans un amendement parlementaire justifié par la considération qu'il "devrait permettre d'assurer le paiement de tout ou partie de ce qui est normalement dû au médiateur de dettes". A cela, l'auteur de l'amendement ajoutait qu'il résultait de données statistiques que les dettes de crédit représentent en moyenne 64,7 p.c. de l'endettement total des ménages et d'en conclure qu'il s'impose de prélever sur les organismes de crédit une part de leurs recettes pour alimenter le Fonds nouvellement créé.

Les motifs ainsi avancés sont en contradiction avec l'exposé des motifs du projet de loi, lequel mettait en évidence le fait que le recours excessif au crédit n'est que l'une des causes du surendettement : lorsqu'une loi se donne pour objectif de combattre un fléau social déterminé et instaure, à cet effet, une procédure et des structures nouvelles, il est contraire au principe d'égalité d'en faire supporter le coût par certains seulement des acteurs économiques dont l'activité contribue à créer le fléau. C'est en ce sens que la Cour a tranché dans son arrêt n° 42/97.

Le caractère non raisonnablement justifié de la distinction critiquée est encore plus frappant lorsqu'on se réfère au second objectif poursuivi par la loi qui est d'assurer une meilleure égalité entre les créanciers d'un non-commerçant. Le fait invoqué dans les travaux parlementaires qu'il serait « impossible d'assujettir d'autres créanciers au financement d'un fonds » que le seul secteur du crédit ne saurait justifier la mesure critiquée. En effet, dans les mêmes travaux préparatoires, on a invoqué le fait que « les distributeurs d'énergie participent déjà au financement d'un système analogue mis en place par les Régions ».

En outre, le prélèvement imposé aux organismes de crédit et aux entreprises de prêt hypothécaire a la nature d'un impôt.

A.3.5. Le Conseil des ministres, le Gouvernement wallon et l'a.s.b.l. Union des villes et communes de Wallonie estiment que les organismes de crédit et les entreprises de prêt hypothécaire se distinguent des autres créanciers et ne constituent donc pas deux catégories comparables. Les organismes astreints au financement du Fonds de traitement du surendettement sont des professionnels du crédit pratiquant des méthodes commerciales et dont la publicité « agressive » est à l'origine directe du surendettement. En outre, leur qualité de professionnels du crédit leur donne accès à la centrale des crédits aux particuliers de la Banque nationale et, dès lors, la liberté de refuser d'accorder un nouveau crédit à un débiteur si celui-ci ne leur paraît pas présenter une capacité financière suffisante. Par ailleurs, ces organismes imposent à leurs débiteurs des charges et des taux d'intérêt qui couvrent le risque d'insolvabilité et les frais de récupération de leurs créances. Enfin, la responsabilité des entreprises de crédit dans le phénomène du surendettement n'est nullement comparable à celle des autres créanciers.

Par rapport à l'objectif poursuivi par le législateur, à savoir lutter contre la marginalisation des personnes surendettées et assurer leur intégration économique, le moyen utilisé de faire peser sur les organismes de crédit le financement est raisonnable et s'avère en tout état de cause proportionné par rapport à la responsabilité imputée aux organismes de crédit dans le surendettement. Il est raisonnable et légitime d'astreindre le secteur du crédit au financement d'un fonds destiné à combler le solde impayé des frais encourus par un médiateur de dettes puisqu'il est une cause essentielle du phénomène de surendettement et qu'il occupera une place prépondérante dans la partie de ce surendettement qui sera réglée par la procédure de règlement collectif de dettes.

Alors qu'en matière de surendettement, la responsabilité des prêteurs est patente, ils ne contribuent en rien à en limiter les dommages, contrairement à d'autres créanciers. Les distributeurs de gaz et d'électricité contribuent à un fonds d'entraide de plus de 300 millions de francs belges, dans le cadre de conventions entre les communes, les C.P.A.S. et les distributeurs. Ce fonds permet d'aider les personnes qui ont des difficultés pour payer les factures de gaz et d'électricité.

Le Fonds de traitement du surendettement n'interviendra qu'à titre subsidiaire, c'est-à-dire lorsqu'il subsistera un solde impayé des honoraires, émoluments et frais du médiateur de dettes. Or, il ne peut être contesté, d'une part, que ce sont les médiations relatives à la catégorie des ménages modestes, présentant une insuffisance d'actif, qui nécessiteront principalement l'intervention du Fonds et, d'autre part, que ces ménages aux revenus modestes sont les premiers concernés par les octrois de crédits et les découverts bancaires.

Enfin, les organismes astreints au financement du Fonds de traitement du surendettement sont des professionnels, obligés d'examiner la situation financière de leur client avant de leur accorder un prêt et qui imposent, en outre, à leurs débiteurs des charges et taux d'intérêt couvrant le risque d'insolvabilité. Ces charges qui pèsent sur l'ensemble des débiteurs constituent une assurance du secteur du crédit contre les frais et risques d'insolvabilité de l'un des débiteurs de l'organisme de crédit et ne bénéficient naturellement pas aux autres créanciers de la procédure de règlement collectif de dettes.

Il est dès lors raisonnable de n'assujettir au financement du Fonds de traitement du surendettement que les créanciers qui, non seulement, peuvent choisir leur clientèle, mais également peuvent imposer à l'ensemble de leurs clients des charges financières supplémentaires couvrant les frais de récupération des créances et les risques d'insolvabilité.

A.3.6. Le C.P.A.S. d'Uccle et la V.V.S.G. considèrent tous les deux que les entreprises de crédit ne sont pas comparables aux autres créanciers de personnes susceptibles de bénéficier de la procédure de règlement collectif de dettes. D'abord, l'article 1675/12, § 2, de la loi du 5 juillet 1998 prévoit que le délai de remboursement des contrats de crédit peut être allongé : ceci prouve que le législateur a traité différemment les deux catégories parce que leurs situations ne sont pas comparables. En outre, la responsabilité des organismes de crédit dans le surendettement des ménages n'est pas comparable à celle des autres créanciers. Enfin, les méthodes commerciales des organismes de crédit sont différentes non seulement parce qu'ils ont toujours le droit de refuser un crédit mais aussi parce qu'ils imposent à leurs clients des charges couvrant le risque d'insolvabilité.

Les parties requérantes n'ont pas non plus correctement exposé les objectifs du législateur, dont le but était avant tout de venir en aide à la personne surendettée en lui permettant de sortir, dans un délai raisonnable, de sa situation financière critique et de retrouver sa place dans la société. Ainsi, il ne s'agit pas tant de lutter contre le surendettement comme tel mais contre l'exclusion sociale liée à la situation de surendettement. L'objectif premier du législateur n'est donc pas de sauvegarder l'intérêt des créanciers ni de répartir les sommes disponibles du débiteur entre eux mais bien d'améliorer la situation du surendetté et de lui permettre « de prendre un nouveau départ dans la vie ».

Enfin, l'assainissement du secteur du marché du crédit a été aussi un des objectifs poursuivis par le législateur, notamment par la « responsabilisation » de ce secteur.

Quant au moyen utilisé, on ne peut nier que, même s'il n'est pas le seul, le recours excessif au crédit constitue un élément particulier dans la problématique du surendettement : le marché du crédit est attirant, l'offre est provocante et les personnes en difficulté ont recours à l'emprunt pour vivre conformément aux normes « communes » de consommation ou pour payer des factures en retard.

C'est à juste titre que le législateur a entendu distinguer les dettes de crédit des autres dettes, dans la mesure où ces dernières (les dettes fiscales, sociales ou alimentaires notamment) relèvent d'obligations légales dans lesquelles le créancier n'a pas de pouvoir d'appréciation. Quant aux loyers, factures d'eau, de gaz et d'électricité, ils répondent à des obligations matérielles indispensables pour vivre conformément à la dignité humaine. C'est en ce sens aussi que la responsabilité des organismes de crédit dans la cause du surendettement est d'une tout autre nature.

A.3.7. Dans leur mémoire en réponse, les parties requérantes estiment d'abord que l'ensemble des parties intervenantes lancent plusieurs affirmations polémiques qui ne sont étayées par aucune pièce ou aucun élément vérifiable.

Ensuite, tous les professionnels normalement prudents, et pas seulement les organismes de crédit, considèrent le risque d'insolvabilité du débiteur. Ainsi, les tarifs pratiqués par les fournisseurs d'eau, de gaz et d'électricité tiennent compte des risques évoqués plus haut. Même les dettes d'impôts et de sécurité sociale sont majorées d'intérêts de retard supérieurs au taux d'intérêt légal. Diverses catégories de créanciers privés, comme les bailleurs, bénéficient également de privilèges légaux.

Quant à la comparabilité des deux catégories de créanciers, le fait que des sujets de droit remplissent des fonctions sociales entièrement différentes ou soient régis par des règles distinctes ne les empêche pas de se trouver dans une situation comparable par rapport à la norme qui fait l'objet du recours en annulation. Ainsi, par son arrêt n° 75/97 du 17 décembre 1997, la Cour a décidé que s'il est vrai que l'Etat doit servir l'intérêt général alors que les particuliers peuvent se laisser guider par leur intérêt personnel, il n'en reste pas moins que, dans ses relations contractuelles en matière de travaux, fournitures et services, l'Etat se trouve, à certains égards, dans une situation comparable à celle des cocontractants particuliers.

Aucun des quatre éléments retenus par les trois premières parties intervenantes pour soutenir que les entreprises du secteur du crédit ne seraient pas comparables aux autres créanciers n'est fondé.

En faveur de l'idée selon laquelle la publicité agressive des entreprises de crédit serait à l'origine directe du surendettement, elles ne retiennent qu'un bref article d'une revue de consommateurs dont elles suggèrent une lecture incomplète.

On a montré plus haut que l'opinion selon laquelle les professionnels du crédit seraient les seuls à faire financer par l'ensemble des débiteurs les risques d'insolvabilité d'une partie de ceux-ci repose sur une prémisse qui est fautive.

L'argument qui se fonde sur le fait que les dispensateurs de crédit ont accès au fichier de la centrale des crédits aux particuliers de la Banque nationale omet de préciser que cette consultation permet uniquement de prendre connaissance des retards de paiement au sens strict défini par l'arrêté royal du 20 novembre 1992. En réalité, lorsque la consultation de ce fichier révèle des retards de paiement, cela se traduit, dans la majorité des cas, par le refus du nouveau crédit sollicité.

Quant à l'argument selon lequel les dispensateurs de crédit « occupent une place prépondérante dans le phénomène de surendettement », cette analyse se fonde sur une interprétation superficielle de quelques études statistiques fort lacunaires.

Les deux autres parties intervenantes invoquent qu'au regard du contenu de la norme attaquée, les dispensateurs de crédit ne seraient pas comparables aux autres créanciers, pour le motif que le nouvel article 1675/12 du Code judiciaire comporte une disposition qui ne s'applique qu'à ces seules entreprises.

Cette disposition purement technique n'affecte nullement la comparabilité des entreprises de crédit, d'une part, et des autres créanciers, d'autre part.

En ce qui concerne l'absence de justification raisonnable de la distinction critiquée, les mémoires des parties intervenantes laissent sans réponse plusieurs des arguments invoqués dans la requête en annulation et notamment le caractère lacunaire des études statistiques, le fait que la disposition attaquée ne se borne pas à imposer à certains acteurs économiques (en l'espèce, les entreprises de crédit) une charge « proportionnellement plus élevée » que celle qui pèse sur d'autres mais fait supporter par un seul secteur de l'économie la totalité du financement du Fonds de traitement du surendettement, le fait que la loi poursuit également comme objectif d'assurer une meilleure égalité entre les créanciers d'un non-commerçant et qu'au regard de ce second objectif, il n'y a aucune raison d'imposer un traitement dérogatoire au seul secteur du crédit, le fait que plusieurs autres méthodes de financement du coût de la médiation de dettes ont été envisagées au cours des travaux préparatoires.

Les trois premières parties intervenantes font valoir que les distributeurs de gaz et d'électricité participent à un fonds d'entraide spécifique. Cette circonstance pourrait, le cas échéant, justifier que les distributeurs de gaz et d'électricité soient exonérés de toute contribution aux honoraires des médiateurs de dettes. Elle ne justifie pas que les entreprises de crédit contribuent seules au Fonds de traitement du surendettement, à l'exclusion de tous les autres créanciers, publics ou privés.

Toutes les parties adverses admettent implicitement que la distinction entre les dispensateurs de crédit et les autres créanciers est injustifiable au regard des deux objectifs qui ont été rappelés. Aussi consacrent-elles l'essentiel de leurs développements à tenter de démontrer que cette distinction serait justifiée au regard d'un troisième objectif, celui « d'assainir le secteur du crédit », en « responsabilisant » les entreprises de ce secteur et en luttant contre les effets pervers « d'une publicité agressive » qui « exploite la crédulité et/ou le désarroi des consommateurs ». Or, il ne s'agit pas là d'un objectif poursuivi par la loi.

Surabondamment, même si la norme attaquée avait pour but d'assainir le secteur du crédit et de pénaliser les entreprises qui se livrent à une publicité agressive ou trompeuse, il existerait alors une inadéquation totale entre cet objectif et le moyen utilisé. En effet, le prélèvement imposé par l'article 20, § 2, de la loi aux entreprises qui se livrent à des opérations de crédit, est égal à un pourcentage du solde restant dû (au 31 décembre de l'année précédente) de tous les prêts et crédits visés par la loi : en conséquence, le prélèvement frappe au même titre les crédits dont la conclusion pourrait être la conséquence des méthodes publicitaires stigmatisées par les parties adverses et les crédits dont le caractère économiquement ou socialement justifié ne saurait être mis en cause et qui n'ont entraîné aucun surendettement du débiteur. Il n'y a donc aucune corrélation entre le mode de calcul du prélèvement et le comportement qu'il s'agirait, prétendument, de sanctionner.

Quant au second moyen d'annulation

A.4.1. Le second moyen d'annulation soutient que l'article 20, § 2, de la loi du 5 juillet 1998, dans son texte en vigueur au jour de l'introduction de la requête en annulation, établit une discrimination, contraire aux articles 10 et 11 de la Constitution, entre les entreprises de crédit soumises à agrément, en application de l'article 74 de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, et les entreprises relevant du droit d'un autre Etat membre de la Communauté européenne, soumises à enregistrement, en vertu de l'article 75bis, § 1^{er}, alinéa 4, de la même loi.

Cette disposition crée ainsi une discrimination non raisonnablement justifiée, au regard de l'objectif poursuivi par la loi précitée, entre deux catégories de créanciers, à savoir, d'une part, les entreprises de crédit à la consommation soumises à agrément, en vertu de l'article 74 de la loi précitée du 12 juin 1991, et, d'autre part, les établissements de crédit relevant du droit d'un autre Etat membre de la Communauté européenne, lesquels, étant dispensés d'agrément par ledit article 74 de la loi du 12 juin 1991, sont, par voie de conséquence, dispensés de toute contribution au Fonds prévu par l'article 20 de la loi litigieuse. Cette discrimination doit entraîner l'annulation, non seulement du paragraphe 2 de la loi mais encore du paragraphe 3, qui lui est indissolublement lié.

Même si le fait que ces établissements soient exemptés de toute contribution au Fonds de traitement du surendettement n'a peut-être pas été voulu par le législateur mais résulte incontestablement de la référence, dans le libellé de l'article 20, § 2, de la loi du 5 juillet 1998, à l'article 74 de la loi du 12 juin 1991 et à l'absence de référence à l'article 75bis, § 1^{er}, alinéa 4, de la même loi, l'exemption dont bénéficient ainsi les établissements de crédit relevant du droit d'un autre Etat membre de la Communauté européenne est dépourvue de toute justification objective et raisonnable et viole, en conséquence, les articles 10 et 11 de la Constitution.

A.4.2. Le Conseil des ministres, le Gouvernement wallon et l'a.s.b.l. Union des villes et communes de Wallonie attirent l'attention de la Cour sur l'article 11 du projet de loi portant des dispositions budgétaires et diverses, adopté le 11 mars 1999 par la Chambre des représentants et le 22 avril 1999 par le Sénat, lequel énonce, en son paragraphe 1^{er}, que :

« § 1^{er}. Au point 8, 3°, de la partie '32 - Affaires économiques' du tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, inséré par l'article 20 de la loi du 5 juillet 1998, les mots 'agréee en application de l'article 74 de la même loi' sont remplacés par les mots 'agréee ou enregistrée en application des articles 74 ou 75bis de la même loi'. »

Le but de cette modification est d'assujettir les prêteurs étrangers enregistrés en application de l'article 75bis de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, aux mêmes obligations que les prêteurs en Belgique. Il n'existe, en effet, aucune raison de « ne pas faire contribuer au financement du Fonds de traitement du surendettement les prêteurs étrangers qui ont une activité en Belgique dans le cadre de la loi relative au crédit à la consommation et qui sont à ce titre enregistrés » (*Doc. parl.*, Chambre, 1998-1999, n° 1937/1 et n° 1938/1, p. 4).

L'article 11 met, dès lors, le financement du Fonds à charge de l'ensemble des prêteurs professionnels, belges ou étrangers. Cette loi sera prochainement publiée au *Moniteur belge*.

Le moyen manque, en conséquence, en fait.

A.4.3. Dans leur mémoire en réponse, les parties requérantes constatent que l'article 11 de la loi du 3 mai 1999 portant des dispositions budgétaires et diverses (*Moniteur belge* du 4 mai 1999) a modifié le texte de la disposition attaquée : depuis l'entrée en vigueur de cette loi, les établissements de crédit relevant du droit d'un autre Etat membre de la Communauté européenne, soumis à enregistrement en vertu de l'article 75bis, § 1^{er}, alinéa 4, précité de la loi du 12 juin 1991, sont soumis au prélèvement, au même titre que les établissements agréés en application de l'article 74.

Le législateur a ainsi reconnu le bien-fondé du second moyen d'annulation, en supprimant la discrimination qui était dénoncée par ce moyen. L'article 11 de la loi du 3 mai 1999 n'est pas une disposition interprétative ni rétroactive.

Néanmoins, la norme attaquée n'a encore reçu aucun effet, puisque le Roi n'a pas encore fixé, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, conformément à l'article 20, § 3, de la loi, le pourcentage du prélèvement au profit du Fonds de traitement du surendettement.

Le second moyen d'annulation est dès lors devenu sans intérêt à la suite de l'entrée en vigueur de l'article 11 de la loi du 3 mai 1999.

— B —

Quant au fond

B.1. Les parties requérantes demandent l'annulation de l'article 20, §§ 2 et 3, de la loi du 5 juillet 1998 relative au règlement collectif de dettes et à la possibilité de vente de gré à gré des biens immeubles saisis.

Cette disposition est ainsi rédigée :

« Art. 20. § 1^{er}. Il est créé un fonds de traitement du surendettement, lequel constitue un fonds budgétaire au sens de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991.

Les recettes affectées au fonds visé à l'alinéa premier, ainsi que les dépenses qui peuvent être effectuées à sa charge sont mentionnées en regard dudit fonds au tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires.

§ 2. La partie '32 - Affaires économiques' du tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires est complétée par les dispositions suivantes :

'Dénomination du fonds budgétaire organique :

32-8.- Fonds de Traitement du Surendettement.

Nature des recettes affectées :

Prélèvement annuel d'un pourcentage du solde restant dû au 31 décembre de l'année précédente, des opérations suivantes :

1° prêts ou ouvertures de crédit hypothécaires visés à l'article 1^{er} de l'arrêté royal n° 225 du 7 janvier 1936 réglementant les prêts hypothécaires et organisant le contrôle des entreprises de prêts hypothécaires, effectués par une entreprise soumise au Titre II du même arrêté ou visée à l'article 65 du même arrêté;

2° crédits hypothécaires visés aux articles 1^{er} et 2 de la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire, effectués par une entreprise soumise au Titre II de la même loi;

3° crédits à la consommation visés à l'article 1^{er}, 4°, de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, effectués par une personne physique ou morale agréée en application de l'article 74 de la même loi.

Nature des dépenses autorisées :

Paiement du solde resté impayé après application de l'article 1675/19, alinéa 2, du Code judiciaire, des honoraires, émoluments et frais des médiateurs de dettes, dus pour les prestations effectuées conformément aux dispositions de la Cinquième partie, Titre IV, du Code judiciaire. '

§ 3. Le Roi fixe par arrêté délibéré en Conseil des ministres le pourcentage du solde restant dû des crédits visés au § 2, qui est prélevé au profit du Fonds, ainsi que les conditions et les modalités de perception des recettes affectées et de paiement des dépenses autorisées.

Il organise également la gestion du Fonds.

Le pourcentage prélevé ne peut excéder 0,5 pour dix mille du solde restant dû des crédits visés au § 2, 1° et 2°, et 2,5 pour dix mille du solde restant dû des crédits visés au § 2, 3°.

Le Roi exerce Ses pouvoirs sur la proposition conjointe des ministres ayant les Affaires économiques et la Justice dans leurs attributions.

§ 4. Pour obtenir l'intervention du Fonds de Traitement du Surendettement, les médiateurs de dettes lui communiquent le solde resté impayé après application de l'article 1675/19, alinéa 2, du Code judiciaire, de leurs honoraires, émoluments et frais, dus pour les prestations effectuées conformément aux dispositions de la Cinquième partie, Titre IV, du Code judiciaire. »

Sur le premier moyen d'annulation

B.2. Le premier moyen d'annulation est pris de la violation par les paragraphes 2 et 3 de l'article 20 précité des articles 10 et 11 de la Constitution, en ce que ces dispositions prévoient que le Fonds de traitement du surendettement créé en vue d'honorer, à titre subsidiaire, les médiateurs de dettes, est alimenté uniquement par un pourcentage prélevé du solde restant dû des opérations de crédit effectuées par les parties requérantes.

Celles-ci estiment que les organismes de crédit qui sont pourtant, selon elles, dans des situations comparables à tous les autres créanciers des personnes susceptibles de recourir à la médiation de dettes, sont traités différemment, sans motif raisonnable, par rapport aux derniers créanciers cités, puisqu'eux seuls doivent contribuer à l'alimentation du Fonds.

B.3. Les règles constitutionnelles de l'égalité et de la non-discrimination n'excluent pas qu'une différence de traitement soit établie entre des catégories de personnes, pour autant qu'elle repose sur un critère objectif et qu'elle soit raisonnablement justifiée.

L'existence d'une telle justification doit s'apprécier en tenant compte du but et des effets de la mesure critiquée ainsi que de la nature des principes en cause; le principe d'égalité est violé lorsqu'il est établi qu'il n'existe pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé.

B.4.1. La procédure du règlement collectif de dettes instaurée par la loi du 5 juillet 1998 a pour objectif principal de rétablir la situation financière d'un débiteur surendetté en lui permettant notamment, dans la mesure du possible, de payer ses dettes et en lui garantissant simultanément ainsi qu'à sa famille qu'ils pourront mener une vie conforme à la dignité humaine (article 1675/3, alinéa 3, du Code judiciaire inséré par l'article 2 de la loi précitée du 5 juillet 1998). La situation financière de la personne surendettée est globalisée et celle-ci est soustraite à la pression anarchique des créanciers grâce à l'intervention d'un médiateur de dettes, désigné aux termes de l'article 1675/6 nouveau du Code judiciaire par le juge qui aura, au préalable, statué sur l'admissibilité de la demande de règlement collectif de dettes. La décision d'admissibilité fait naître une situation de concours entre les créanciers et a pour effet la suspension du cours des intérêts et l'indisponibilité du patrimoine du requérant (article 1675/7 nouveau du Code judiciaire).

B.4.2. Le médiateur de dettes, qui peut être un avocat, un huissier, un notaire ou une institution publique (tel un C.P.A.S.) ou privée agréée à cet effet (article 1675/17 du Code judiciaire), est rétribué selon des règles et tarifs déterminés par le Roi. Les honoraires, émoluments et frais du médiateur sont à charge du débiteur et sont payés par préférence (article 1675/19).

B.5. Dans ce contexte, la disposition attaquée de la loi du 5 juillet 1998 institue un Fonds de traitement du surendettement, fonds budgétaire destiné à couvrir le solde restant dû des honoraires, émoluments et frais des médiateurs de dettes. Ce Fonds n'intervient donc qu'à titre subsidiaire si le débiteur ne peut pas payer les charges dues au médiateur. Ce Fonds est exclusivement alimenté par un pourcentage fixé par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres du solde dû des crédits définis dans le paragraphe 2 attaqué de la loi (prêts ou ouvertures de crédits hypothécaires, crédits à la consommation) et consentis par les organismes de crédit et des entreprises de prêts hypothécaires.

B.6. L'article 20 de la loi du 5 juillet 1998, dont les paragraphes 2 et 3 sont attaqués, trouve son origine dans un amendement parlementaire (amendement n° 83, *Doc. parl.*, Chambre, 1996-1997, n° 1073/10) justifié notamment par la considération que le Fonds de traitement du surendettement et son financement relèvent « d'une logique de solidarité ou de mutualisation des risques au sein du secteur du crédit [...] » :

« Il est normal que les coûts liés au traitement du surendettement soient, en partie tout au moins, incorporés dans le coût du crédit et ainsi socialisés.

Du traitement statistique de 866 questionnaires valablement complétés par les Centres de médiation de dettes de la Région wallonne entre le 1^{er} octobre 1996 et le 31 mars 1997, l'Observatoire du Crédit et de l'Endettement conclut que les dettes de crédit représentent en moyenne 64,7 % de l'endettement total des ménages qui ont eu recours à ces centres agréés. Il s'agit des soldes restant dus au titre de crédits à la consommation et de crédits hypothécaires, exprimés en pourcentage de la somme totale des dettes de crédit et des dettes non bancaires (factures impayées de loyer, de gaz, d'électricité, d'eau, de téléphone, d'hôpital, ainsi que des dettes alimentaires et des dettes diverses).

Pour un dossier sur quatre, les dettes de crédit constituent la seule forme d'endettement des ménages; dans 29,9 % des cas, la part de l'endettement bancaire est comprise entre 81 et 99 % de la dette totale. » (*ibid.*, pp. 5-6)

Il résulte de la discussion de cet amendement que :

« les créances de crédit se retrouvent dans tous les cas de surendettement, et ce dans des proportions élevées par rapport à la dette totale des personnes surendettées (voir les chiffres cités dans la justification de l'amendement).

Par ailleurs, les distributeurs d'énergie participent déjà au financement d'un système analogue mis en place par les Régions.

Pour le reste, il est impossible d'assujettir d'autres créanciers au financement d'un fonds (bailleurs, commerçants, particuliers, etc.) » (*Doc. parl.*, Chambre, 1996-1997, n° 1073/11, pp. 124-125).

B.7. Les organismes de crédit et les entreprises de prêts hypothécaires constituent une catégorie de créanciers que l'on peut raisonnablement distinguer de l'ensemble des autres créanciers d'une personne surendettée. En tant qu'établissements pratiquant à titre commercial l'octroi de crédits et de prêts hypothécaires, ceux-ci dispensent des crédits en tant que professionnels qui doivent être agréés et selon des méthodes dont la qualité et la technicité font qu'on s'adresse de préférence à eux. Ainsi, contrairement à tous les autres créanciers d'une personne (bailleur, fournisseur d'eau, de gaz et d'électricité, créancier d'une pension alimentaire, commerçants divers) qui ne peuvent faire supporter par leurs autres débiteurs le risque d'insolvabilité d'un seul débiteur, il n'est pas contesté que les organismes requérants imposent à l'ensemble de leurs débiteurs des charges et des taux d'intérêt qui couvrent, notamment, le risque d'insolvabilité et les frais de récupération de l'ensemble de leurs créances, que les débiteurs honorent ou non dans les termes convenus les dettes qu'ils ont contractées. Contrairement aussi à tous les autres créanciers, les organismes requérants ont, précisément en raison de leur qualité de professionnels, accès au fichier de la centrale des crédits aux particuliers de la Banque nationale, ce qui leur permet de prendre connaissance des retards de paiement de leurs débiteurs éventuels et, par conséquent, de pouvoir en connaissance de cause leur refuser un nouveau crédit. Enfin, ils recourent, comme professionnels, à des techniques de publicité commerciale dont l'objectif est, par nature, d'encourager les consommateurs en quête d'une ouverture de crédit ou d'un prêt hypothécaire à s'adresser à eux.

B.8.1. Sans qu'il soit nécessaire d'apprécier le bien-fondé d'un des motifs avancés par le Conseil des ministres et les parties intervenantes, à savoir la nécessité d'assainir le secteur du crédit en le responsabilisant, la Cour constate que le législateur a pu raisonnablement considérer que le Fonds de traitement qu'il instituait en vue de pourvoir, à titre subsidiaire, au paiement des médiateurs de dettes chargés d'assurer la procédure du règlement collectif de dettes serait alimenté par une contribution versée par les seules entreprises professionnelles de crédit et de prêts hypothécaires. Non seulement, en effet, on ne voit pas comment on aurait pu techniquement, en raison de l'indétermination des autres créanciers mais aussi du caractère fluctuant de ces créances, faire contribuer les autres créanciers d'une personne surendettée à l'alimentation de ce Fonds, mais, en outre, le Rapport général de la Fondation Roi Baudouin (Rapport général sur la pauvreté, F.R.B., 1994), qui est à l'origine de nombreuses initiatives législatives, ainsi que les travaux préparatoires de la loi entreprise (*Doc. parl.*, Chambre, 1996-1997, n°s 1073/1, 1073/11, p. 124, et 1074/1, p. 3) font apparaître le rôle important, même s'il n'est pas le seul, du crédit à la consommation dans le phénomène de surendettement, ce qui peut expliquer que le législateur ait fait peser sur les seuls organismes de crédit l'alimentation du Fonds chargé d'honorer les coûts liés aux médiations de dettes des personnes indigentes.

B.8.2. Enfin, il résulte du paragraphe 2 de l'article 20 de la loi du 5 juillet 1998 relative au règlement collectif de dettes que le Fonds de traitement du surendettement n'intervient qu'à titre subsidiaire pour le paiement du solde resté impayé des honoraires, émoluments et frais des médiateurs de dettes. En outre, le paragraphe 3 de l'article 20 de la même loi prévoit que le pourcentage prélevé sur les organismes de crédit, que le Roi devra déterminer par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, ne peut excéder 0,5 pour dix mille du solde restant dû des crédits visés au paragraphe 2, 1° et 2°, et 2,5 pour dix mille du solde restant dû des crédits visés au paragraphe 2, 3°.

B.9. Compte tenu de l'objectif principal de la procédure du règlement collectif de dettes rappelé en B.4.1, d'abord, et compte tenu, aussi, du contexte dans lequel la disposition attaquée a été justifiée et adoptée (*supra*, B.5 et B.6), le législateur a pu raisonnablement se fonder sur la distinction entre les entreprises de crédit et les autres créanciers d'une personne surendettée pour ne faire supporter qu'aux premières la contribution au Fonds de traitement du surendettement.

Il résulte de ce qui précède que le premier moyen n'est pas fondé.

Sur le second moyen d'annulation

B.10. Le second moyen d'annulation est pris de la violation par le paragraphe 2 de l'article 20 de la loi du 5 juillet 1998 précitée des articles 10 et 11 de la Constitution, en ce qu'il prévoit que les recettes affectées au Fonds de traitement du surendettement sont constituées par un prélèvement annuel d'un pourcentage du solde restant dû, au 31 décembre de l'année précédente, notamment des "crédits à la consommation visés à l'article 1^{er}, 4°, de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, effectués par une personne physique ou morale agréée en application de l'article 74 de la même loi ».

Les requérants estiment que cette disposition crée une discrimination non raisonnablement justifiée, au regard de l'objectif poursuivi par ladite loi, entre deux catégories de créanciers, à savoir, d'une part, les entreprises de crédit à la consommation soumises à agrément en vertu de l'article 74 de la loi précitée du 12 juin 1991 et, d'autre part, les établissements de crédit relevant du droit d'un autre Etat membre de la Communauté européenne, lesquels, étant dispensés d'agrément par ledit article 74 de la loi du 12 juin 1991, sont, par voie de conséquence, dispensés de toute contribution au Fonds prévu par l'article 20 de la loi litigieuse. Cette discrimination devrait entraîner l'annulation, non seulement du paragraphe 2 de la loi mais encore du paragraphe 3 qui lui est indissolublement lié.

B.11. A l'instar des parties requérantes dans leur mémoire en réponse, la Cour constate que l'article 11 de la loi du 3 mai 1999 portant des dispositions budgétaires et diverses (*Moniteur belge* du 4 mai 1999) a modifié le texte de la disposition attaquée puisqu'il prévoit que les établissements de crédit relevant du droit d'un autre Etat membre de la Communauté européenne, soumis à enregistrement en vertu de l'article 75bis, § 1^{er}, alinéa 4, de la loi du 12 juin 1991, sont soumis au prélèvement au même titre que les établissements agréés en application de l'article 74. La différence de traitement dénoncée au second moyen a donc ainsi été supprimée par le législateur.

B.12. Même si l'article 11 de la loi du 3 mai 1999 n'a pas de portée rétroactive, compte tenu du fait que le paragraphe 2 attaqué de l'article 20 de la loi du 5 juillet 1998 n'a encore reçu aucun effet à défaut de l'arrêté royal délibéré en Conseil des ministres pour déterminer le montant du prélèvement au profit du Fonds de traitement du surendettement, le second moyen n'a plus d'objet.

Par ces motifs,
la Cour
rejette le recours.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 23 février 2000.

Le greffier f.f.,
B. Renauld.

Le président,
M. Melchior.

ARBITRAGEHOF

N. 2000 — 759

[C — 2000/21114]

Arrest nr. 22/2000 van 23 februari 2000

Rolnummer 1600

In zake : het beroep tot vernietiging van artikel 20 van de wet van 5 juli 1998 betreffende de collectieve schuldenregeling en de mogelijkheid van verkoop uit de hand van de in beslag genomen onroerende goederen, ingesteld door de Beroepsvereniging van het Krediet en anderen.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en G. De Baets, en de rechters H. Boel, E. Cereuxe, A. Arts, R. Henneuse en E. De Groot, bijgestaan door referendaris B. Renauld, waarnemend griffier, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. Onderwerp van het beroep

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 27 januari 1999 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 28 januari 1999, hebben de Beroepsvereniging van het Krediet, met zetel te 1040 Brussel, Blijde-Inkomstlaan 12, de n.v. Generale Bank, met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Warandeberg 3, de n.v. Algemene Spaar- en Lijfrentekas-Bank, met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Wolvengracht 48, de n.v. Gemeentekrediet van België, met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Pachecolaan 44, de n.v. Bank Brussel Lambert, met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Marnixlaan 24, de c.v.b.a. Bacob Bank, met maatschappelijke zetel te 1040 Brussel, Trierstraat 25, de n.v. HBK-Spaarbank, met maatschappelijke zetel te 2018 Antwerpen, Lange Lozanastraat 250, en de n.v. KBC Bank, met maatschappelijke zetel te 1080 Brussel, Havenlaan 2, beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 20, meer in het bijzonder van de paragrafen 2 en 3, van de wet van 5 juli 1998 betreffende de collectieve schuldenregeling en de mogelijkheid van verkoop uit de hand van de in beslag genomen onroerende goederen (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 31 juli 1998).

II. De rechtspleging

Bij beschikking van 28 januari 1999 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Van het beroep is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 23 maart 1999 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 3 april 1999.

Memories zijn ingediend door :

— het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van Ukkel, waarvan de kantoren zijn gevestigd te 1180 Brussel, Alsebergsesteenweg 905, bij op 3 mei 1999 ter post aangetekende brief;

— de v.z.w. Union des villes et communes de Wallonie, waarvan de maatschappelijke zetel is gevestigd te 5000 Namen, rue Godefroid 11, bij op 3 mei 1999 ter post aangetekende brief;

— de Vereniging van Vlaamse Steden en Gemeenten, waarvan de kantoren zijn gevestigd te 1040 Brussel, Aarlenstraat 53/4, bij op 3 mei 1999 ter post aangetekende brief;

— de Waalse Regering, rue Mazy 25-27, 5100 Namen, bij op 7 mei 1999 ter post aangetekende brief;

— de Ministerraad, Wetstraat 16, 1000 Brussel, bij op 10 mei 1999 ter post aangetekende brief.

Van die memories is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 19 mei 1999 ter post aangetekende brieven.

De verzoekende partijen hebben een memorie van antwoord ingediend bij op 17 juni 1999 ter post aangetekende brief.

Bij beschikkingen van 29 juni 1999 en 23 december 1999 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot respectievelijk 27 januari 2000 en 27 juli 2000.

Bij beschikking van 22 december 1999 heeft het Hof de zaak in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 19 januari 2000.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 24 december 1999 ter post aangetekende brieven.

Op de openbare terechtzitting van 19 januari 2000 :

— zijn verschenen :

. Mr. J. Kirkpatrick, advocaat bij het Hof van Cassatie, voor de verzoekende partijen;

. Mr. N. Van Laer, advocaat bij de balie te Brussel, voor de v.z.w. Union des villes et communes de Wallonie, de Waalse Regering en de Ministerraad;

— hebben de rechters-verslaggevers E. Cerexhe en H. Boel verslag uitgebracht;

— zijn de voornoemde advocaten gehoord;

— is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. *In rechte*

— A —

Wat het belang van de verzoekende partijen betreft

A.1.1. De eerste verzoekende partij is een beroepsvereniging die erkend is overeenkomstig de wet van 31 maart 1848. Volgens artikel 2 van haar statuten heeft zij tot doel "de vertegenwoordiging en de verdediging van de belangen van de beroepssector van het krediet, in het bijzonder in het kader van het consumentenkrediet en het onroerend krediet. Te dien einde heeft zij als opdracht de beroepsbelangen van haar leden te beschermen en te ontwikkelen. Derhalve bestaat haar taak meer bepaald uit [...] de studie van de juridische, fiscale, economische, sociale en handelsproblemen in verband met de activiteit van haar leden; bij de overheid en andere instanties hun woordvoerder en de verdediger en beschermer van hun belangen zijn".

Artikel 20 van de wet van 5 juli 1998, dat in de paragrafen 2 en 3 een jaarlijkse afname oplegt aan de ondernemingen die zich toelagen op hypothecaire leningen of kredietopeningen en consumentenkredieten, kan de belangen van de kredietondernemingen die lid zijn van de verzoekende beroepsvereniging rechtstreeks en ongunstig raken.

A.1.2. De tweede tot achtste verzoekende partij zijn allen banken die kredietverrichtingen uitvoeren bedoeld in artikel 20, § 2, 1° tot 3°, van de wet. Hun situatie wordt dus rechtstreeks door de bekritiseerde normen geraakt.

Wat het belang van de tussenkomende partijen betreft

A.2.1. Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn (hierna O.C.M.W.) van de gemeente Ukkel doet blijken van zijn belang om in de zaak tussen te komen, omdat het sinds 1984 aan schuldbemiddeling doet en gemachtigd is om, met toepassing van de wet van 5 juli 1998, als schuldbemiddelaar te worden aangesteld.

Door de financieringswijze van het Fonds ter bestrijding van de overmatige schuldenlast te bekritisieren, blokkeren de verzoekende partijen de oprichting van dat Fonds en benadelen zij bijgevolg de zwaksten van de samenleving, namelijk de "klanten" van het O.C.M.W., die moeilijkheden zullen hebben om bemiddelaars te vinden die bereid zijn om hen zonder zulk een Fonds bij te staan. De gevraagde vernietiging van de paragrafen 2 en 3 van artikel 20 van de voormelde wet zou overigens tot gevolg hebben dat het O.C.M.W., wanneer het als bemiddelaar wordt aangesteld, het onbetaald gebleven deel van zijn ereloon, emolumenten en kosten niet uit het Fonds terugbetaald kan krijgen.

A.2.2. Het maatschappelijk doel van de v.z.w. Union des villes et communes de Wallonie bestaat erin "alle lokale besturen van het Waalse Gewest bijeen te brengen en te vertegenwoordigen. Zij heeft tot doel hen te helpen bij het vervullen van hun opdrachten ten dienste van de burger, en hun werking, hun autonomie en bijgevolg de lokale democratie te bevorderen". De v.z.w. Union des villes et communes de Wallonie groepeerde zowel de steden en gemeenten als de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van het Waalse Gewest, en is vanuit haar maatschappelijk doel verplicht alle middelen te gebruiken die zij nuttig acht om haar leden te helpen bij het vervullen van hun opdrachten. Honderdvijfentwintig openbare centra voor maatschappelijk welzijn die lid zijn van de v.z.w. Union des villes et communes de Wallonie, zijn door het Waalse Gewest erkend om als schuldbemiddelaar op te treden. Hun situatie kan bijgevolg worden beïnvloed door de uitkomst van het beroep dat is ingesteld tegen artikel 20, §§ 2 en 3, van de wet van 5 juli 1998, aangezien die bepaling de financiering vaststelt van het Fonds ter bestrijding van de overmatige schuldenlast, waarvan het doel is, naar gelang van de middelen die ter beschikking zijn, het onbetaald gebleven saldo te betalen van het ereloon, de emolumenten en de kosten van de schuldbemiddelaars.

A.2.3. De Vereniging van Vlaamse Steden en Gemeenten (V.V.S.G.), waarvan het maatschappelijk doel erin bestaat de lokale besturen te helpen bij het vervullen van hun opdrachten, zal onder meer moeten waken over de belangen van de O.C.M.W.'s van het Vlaamse Gewest die, als schuldbemiddelaars, benadeeld zouden zijn door de vernietiging van de paragrafen 2 en 3 van artikel 20 van de wet van 5 juli 1998. Zij zullen immers niet voor hun kosten en uitgaven worden betaald wanneer het Fonds ter bestrijding van de overmatige schuldenlast niet wordt gefinancierd.

Ten gronde

Ten aanzien van het eerste vernietigingsmiddel

A.3.1. Een eerste vernietigingsmiddel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, door artikel 20, § 2, van de wet van 5 juli 1998, doordat die bepaling een discriminatie creëert die niet redelijk verantwoord is, tussen twee categorieën van schuldeisers die op dezelfde manier aan de procedure van collectieve schuldenregeling onderworpen zijn en die op dezelfde wijze worden geraakt door de toestand van samenloop die het gevolg is van de beschikking van toelaatbaarheid van het verzoek om een collectieve schuldenregeling. De eerste categorie, waartoe de kredietinstellingen en hypotheekondernemingen bedoeld in artikel 20, § 2, 1° tot 3°, van de bestreden wet behoren, moet door een jaarlijkse afname van een deel van het verschuldigd blijven saldo van de door de wet beoogde kredieten, bijdragen in de financiering van het Fonds ter bestrijding van de overmatige schuldenlast, terwijl de tweede categorie, waartoe alle andere schuldeisers behoren, vrijgesteld is van een bijdrage in dat Fonds.

A.3.2. Die twee categorieën van schuldeisers zijn vergelijkbaar : de beschikking van toelaatbaarheid van het verzoek om een collectieve schuldenregeling doet immers een toestand van samenloop ontstaan tussen de schuldeisers van de schuldenaar, zonder een onderscheid te maken naar gelang van de aard of de oorzaak van de schuldvordering. Op dezelfde wijze worden zij beiden geraakt door de schorsing van de middelen van tenuitvoerlegging die strekken tot betaling van een geldsom, door het uitstel of de herschikking van betaling van de schulden in hoofdsom, interesten en kosten, en door de gehele of gedeeltelijke kwijtschelding van de moratoire interesten, vergoedingen en kosten.

A.3.3. Het voornaamste doel van de procedure van collectieve schuldenregeling is de maatschappelijke plaag van de overmatige schuldenlast te bestrijden, waarvan het buitensporig aanwenden van het krediet zeker niet de enige oorzaak is. Die procedure werd niet alleen opgezet in het belang van de schuldenaar met overmatige schuldenlast : zij heeft eveneens tot doel de belangen van alle schuldeisers te vrijwaren.

A.3.4. Het onderscheid dat artikel 20, §§ 2 en 3, van de wet instelt, is niet redelijk verantwoord. De oprichting van een Fonds ter bestrijding van de overmatige schuldenlast is het gevolg van een parlementair amendement dat verantwoord werd door de overweging dat het Fonds "de gehele of gedeeltelijke betaling mogelijk [zou] moeten maken van wat normaal verschuldigd is aan de schuldbemiddelaar". De auteur van het amendement heeft daaraan toegevoegd dat uit statistische gegevens bleek dat de kredietschulden gemiddeld 64,7 pct. uitmaken van de totale schuldenlast van de gezinnen, en heeft hieruit besloten dat een deel moet worden afgenomen van de inkomsten van de kredietinstellingen om het nieuw opgerichte Fonds te financieren.

De argumenten die op die manier zijn aangevoerd, zijn in tegenspraak met de memorie van toelichting van het wetsontwerp, waarin werd onderstreept dat het buitensporig aanwenden van kredietmogelijkheden slechts één van de oorzaken is van de overmatige schuldenlast : wanneer een wet zich tot doel stelt een bepaalde maatschappelijke plaag te bestrijden en daartoe een procedure en nieuwe structuren instelt, is het strijdig met het gelijkheidsbeginsel om de kosten daarvan door slechts enkele economische actoren te laten dragen, van wie de activiteit één van de oorzaken van die plaag is. Het is in die zin dat het Hof in zijn arrest nr. 42/97 uitspraak heeft gedaan.

Dat de aangevochten discriminatie niet redelijk verantwoord is, wordt nog duidelijker wanneer men refereert aan de tweede doelstelling die door de wet wordt nagestreefd, namelijk een grotere gelijkheid garanderen onder de schuldeisers van een niet-handelaar. Het in de parlementaire voorbereiding aangevoerde feit dat het "onmogelijk [zou zijn] andere schuldeisers" dan alleen de kredietsector "te onderwerpen aan de financiering van een fonds", zou de aangevochten maatregel niet kunnen verantwoorden. In diezelfde parlementaire voorbereiding is immers het feit naar voren gebracht dat "de maatschappijen voor energiedistributie reeds deel[nemen] aan de financiering van een analoog systeem dat door de Gewesten werd opgericht".

Bovendien heeft de afname die aan de kredietinstellingen en hypotheekondernemingen wordt opgelegd, de aard van een belasting.

A.3.5. De Ministerraad, de Waalse Regering en de v.z.w. Union des villes et communes de Wallonie zijn van mening dat de kredietinstellingen en hypotheekondernemingen verschillen van de andere schuldeisers en als categorie er dus niet vergelijkbaar mee zijn. De instellingen die verplicht moeten bijdragen in de financiering van het Fonds ter bestrijding van de overmatige schuldenlast zijn professionele bedrijven uit de kredietsector die commerciële methodes gebruiken en waarvan de "agressieve" reclame een rechtstreekse oorzaak is van de overmatige schuldenlast. Bovendien hebben zij als professionele bedrijven uit de kredietsector toegang tot de centrale voor kredieten aan particulieren van de Nationale Bank, en staat het hen bijgevolg vrij een nieuw krediet te weigeren aan een schuldenaar van wie de financiële draagkracht hen onvoldoende lijkt. Die instellingen leggen overigens hun kredietnemers lasten en rentevoeten op die het risico van onvermogen en de terugwiningskosten van hun schuldvorderingen dekken. Ten slotte is de verantwoordelijkheid van de kredietondernemingen voor het fenomeen van de overmatige schuldenlast geenszins vergelijkbaar met die van de andere schuldeisers.

Ten opzichte van de doelstelling die door de wetgever wordt nagestreefd, namelijk de marginalisering van personen met een overmatige schuldenlast bestrijden en hun economische integratie garanderen, is het middel dat wordt aangewend, namelijk de financiering door de kredietinstellingen laten dragen, redelijk en in ieder geval evenredig ten opzichte van de verantwoordelijkheid die de kredietinstellingen voor de overmatige schuldenlast dragen. Het is redelijk en wettig de kredietsector verplicht te doen bijdragen in de financiering van een fonds dat bestemd is om het onbetaalde saldo van de kosten van de schuldbemiddelaar te betalen, aangezien die sector één van de hoofdoorzaken vormt van het fenomeen van de overmatige schuldenlast en een heel groot aandeel heeft in die overmatige schuldenlast, die zal worden geregeld door de procedure van collectieve schuldenregeling.

Hoewel de verantwoordelijkheid van de kredietgevers inzake de overmatige schuldenlast duidelijk is, doen zij niets om de schadelijke gevolgen ervan te beperken, in tegenstelling tot andere schuldeisers. De gas- en elektriciteitsdistributeurs dragen bij in een hulpfonds van meer dan 300 miljoen Belgische frank, in het kader van overeenkomsten tussen de gemeenten, de O.C.M.W.'s en de distributeurs. Dat hulpfonds is bestemd voor personen die moeilijkheden hebben om hun gas- en elektriciteitsrekening te betalen.

De tussenkomst via het Fonds ter bestrijding van de overmatige schuldenlast zal alleen aanvullend zijn, dit wil zeggen wanneer er een onbetaald saldo overblijft van het ereloon, de emolumenten en de kosten van de schuldbemiddelaar. Welnu, er kan enerzijds niet worden betwist dat de tussenkomst via het Fonds vooral nodig zal zijn voor de bemiddelingen met betrekking tot de categorie van gezinnen met een bescheiden inkomen die over onvoldoende middelen beschikken, en anderzijds dat die gezinnen met een bescheiden inkomen als eerste te maken hebben met kredietverlening en overdisponering.

Ten slotte zijn de instellingen die verplicht moeten bijdragen in de financiering van het Fonds ter bestrijding van de overmatige schuldenlast professionele bedrijven die verplicht zijn de financiële toestand van hun klant na te gaan alvorens een lening toe te kennen, en die bovendien hun kredietnemers lasten en rentevoeten opleggen die het risico van onvermogen dekken. Die voor het geheel van de kredietnemers zwaar drukkende lasten vormen een verzekering voor de kredietsector tegen de kosten en risico's van onvermogen van één van de kredietnemers van de kredietinstelling, terwijl de andere schuldeisers van de procedure van collectieve schuldenregeling dergelijke lasten uiteraard niet kunnen opleggen.

Het is bijgevolg redelijk alleen die schuldeisers in de financiering van het Fonds ter bestrijding van de overmatige schuldenlast te laten bijdragen die niet alleen hun cliënteel kunnen kiezen, maar die eveneens aan al hun klanten bijkomende financiële lasten kunnen opleggen die de terugwiningskosten van de schuldvorderingen en de risico's van onvermogen dekken.

A.3.6. Het O.C.M.W. van Ukkel en de V.V.S.G. zijn beiden van mening dat de kredietondernemingen niet vergelijkbaar zijn met de andere schuldeisers van personen die in aanmerking kunnen komen voor de procedure van collectieve schuldenregeling. In de eerste plaats bepaalt artikel 1675/12, § 2, van de wet van 5 juli 1998 dat de terugbetalingstermijn van de kredietovereenkomsten kan worden verlengd : dit bewijst dat de wetgever de twee categorieën verschillend heeft behandeld omdat hun situatie niet vergelijkbaar is. Bovendien is de verantwoordelijkheid van de kredietinstellingen voor de overmatige schuldenlast van de gezinnen niet vergelijkbaar met die van de andere schuldeisers. Ten slotte is de commerciële aanpak van de kredietinstellingen verschillend, niet alleen omdat ze steeds het recht hebben een krediet te weigeren, maar ook omdat ze hun klanten lasten opleggen die het risico van onvermogen dekken.

De verzoekende partijen hebben evenmin de doelstellingen van de wetgever correct toegelicht. Het doel van de wetgever was in de eerste plaats de persoon met overmatige schuldenlast te hulp te komen door het hem mogelijk te maken om binnen een redelijke termijn zijn kritieke financiële situatie te boven te komen en zijn plaats in de samenleving weer in te nemen. Het gaat er op die manier niet zozeer om de overmatige schuldenlast als dusdanig te bestrijden, maar wel de sociale uitsluiting die verbonden is met een situatie van overmatige schuldenlast. De hoofddoelstelling van de wetgever bestaat er dus niet in het belang van de schuldeisers te vrijwaren noch de beschikbare sommen van de schuldenaar onder hen te verdelen, maar wel de situatie van de persoon met overmatige schuldenlast te verbeteren, opdat hij een "nieuwe start in het leven" kan nemen.

Ten slotte was ook de sanering van de kredietmarkt één van de doelstellingen die de wetgever nastreefde, meer bepaald door de "responsabilisering" van die sector.

Wat het aangewende middel betreft, kan niet worden ontkend dat het buitensporig aanwenden van het krediet, ook al is het niet het enige element in de problematiek van de overmatige schuldenlast, toch een bijzondere plaats inneemt : de kredietmarkt is aantrekkelijk, het aanbod is uitdagend en personen in moeilijkheden lenen om overeenkomstig de "algemeen geldende" consumptienormen te kunnen leven of om achterstallige facturen te kunnen betalen.

De wetgever heeft terecht een onderscheid willen maken tussen krediet schulden en andere schulden in zoverre deze laatste (meer bepaald fiscale schulden, bijdrageschulden of onderhoudsgelden) wettelijke verplichtingen zijn waarvoor de schuldeiser geen beoordelingsbevoegdheid heeft. Huur, facturen van water, gas en elektriciteit zijn materiële verplichtingen die noodzakelijk zijn voor een menswaardig bestaan. Het is ook in die zin dat de verantwoordelijkheid van de kredietinstellingen voor de oorzaak van de overmatige schuldenlast van een geheel andere aard is.

A.3.7. In hun memorie van antwoord gaan de verzoekende partijen in de eerste plaats ervan uit dat alle tussenkomende partijen een aantal polemische uitspraken doen die met geen enkel document of verifieerbaar element zijn gestaafd.

Vervolgens houden alle normaal voorzichtige professionele bedrijven en niet alleen de kredietinstellingen rekening met het risico van onvermogen van de schuldenaar. Zo wordt voor de tarieven die de leveranciers van water, gas en elektriciteit hanteren, rekening gehouden met de bovenvermelde risico's. Zelfs de belasting- en bijdrageschulden worden verhoogd met verwijlinteressen die hoger liggen dan de wettelijke rentevoet. Diverse categorieën van privé-schuldeisers zoals de verhuurders, genieten eveneens wettelijke voorrechten.

Wat de vergelijkbaarheid betreft van de twee categorieën van schuldeisers, staat het feit dat rechtssubjecten een totaal verschillende maatschappelijke rol vervullen of aan verschillende regels onderworpen zijn, niet eraan in de weg dat ze zich in een vergelijkbare situatie bevinden ten opzichte van de norm waartegen beroep tot vernietiging is ingesteld. Zo heeft het Hof in zijn arrest nr. 75/97 van 17 december 1997 beslist dat, al moet de Staat weliswaar het algemeen belang dienen, terwijl de particulieren zich mogen laten leiden door hun persoonlijke belangen, hij zich niettemin, in zijn contractuele betrekkingen inzake werken, leveringen en diensten, in zekere opzichten in een situatie bevindt die kan worden vergeleken met die van particuliere medecontractanten.

Geen enkel van de vier elementen die de eerste drie tussenkomende partijen naar voren brengen voor hun stelling dat de ondernemingen van de kredietsector niet vergelijkbaar zouden zijn met de andere schuldeisers, is gegrond.

Hun opvatting dat de agressieve reclame van de kredietondernemingen een rechtstreekse oorzaak van de overmatige schuldenlast zou zijn, doen zij alleen steunen op een kort artikel uit een consumententijdschrift, dat blijkbaar niet volledig werd gelezen.

Hiervoor werd reeds aangetoond dat de mening volgens welke de professionele bedrijven uit de kredietsector de enigen zouden zijn die al hun kredietnemers de risico's van onvermogen van een deel van hen laten financieren, berust op een foute premisse.

In het argument dat gegrond is op het feit dat de kredietgevers toegang hebben tot de gegevensbank van de centrale voor kredieten aan particulieren van de Nationale Bank, wordt niet gepreciseerd dat die raadpleging het alleen mogelijk maakt kennis te nemen van de achterstallige betalingen in strikte zin, zoals bepaald door het koninklijk besluit van 20 november 1992. In werkelijkheid wordt in de meeste gevallen het nieuwe krediet geweigerd wanneer uit de raadpleging van die gegevensbank blijkt dat er achterstallige betalingen zijn.

Het argument dat de kredietgevers "een overwegend aandeel hebben in het fenomeen van de overmatige schuldenlast" is gegrond op een oppervlakkige interpretatie van een aantal erg onvolledige statistische studies.

De twee andere tussenkomende partijen voeren aan dat de kredietgevers, ten opzichte van de inhoud van de bestreden norm, niet vergelijkbaar zouden zijn met de andere schuldeisers, omdat het nieuwe artikel 1675/12 van het Gerechtelijk Wetboek een bepaling bevat die alleen op die ondernemingen van toepassing is.

Die louter technische bepaling doet niets af aan de vergelijkbaarheid van de kredietondernemingen, enerzijds, en de andere schuldeisers, anderzijds.

Wat het ontbreken van een redelijke verantwoording van het aangevochten onderscheid betreft, wordt in de memories van de tussenkomende partijen geen antwoord gegeven op meerdere argumenten die in het verzoekschrift tot vernietiging worden aangevoerd, en meer bepaald de onvolledigheid van de statistische studies, het feit dat de bestreden bepaling zich niet beperkt tot het opleggen van een last aan bepaalde economische actoren (te dezen, de kredietondernemingen), die "verhoudingsgewijs hoger" is dan die voor andere actoren, maar de gehele financiering van het Fonds ter bestrijding van de overmatige schuldenlast aan één enkele economische sector overlaat, het feit dat de wet eveneens tot doel heeft een grotere gelijkheid tussen de schuldeisers van een niet-handelaar te garanderen en dat er ten aanzien van die tweede doelstelling geen enkele reden is om alleen de kredietsector verschillend te behandelen, het feit dat gedurende de parlementaire voorbereiding meerdere andere financieringsmethodes voor de kosten van de schuldbemiddeling in aanmerking zijn genomen.

De eerste drie tussenkomenende partijen voeren aan dat de distributeurs van gas en elektriciteit bijdragen in een specifiek hulpfonds. Dat feit zou eventueel kunnen verantwoorden dat de distributeurs van gas en elektriciteit vrijgesteld worden van een bijdrage in het ereloon van de schuldbemiddelaars. Het verantwoordt niet dat alleen de kredietondernemingen, met uitsluiting van alle andere openbare of privé-schuldeisers, in het Fonds ter bestrijding van de overmatige schuldenlast bijdragen.

Alle tegenpartijen erkennen impliciet dat het onderscheid tussen de kredietgevers en de andere schuldeisers niet kan worden verantwoord ten aanzien van de twee doelstellingen waaraan is herinnerd. In het grootste deel van hun argumentatie pogen zij dan ook aan te tonen dat dit onderscheid verantwoord zou zijn ten aanzien van een derde doelstelling, namelijk "de kredietsector saneren" door de bedrijven van die sector te "responsabiliseren" en door de schadelijke gevolgen "van een agressieve reclame" die "misbruik maakt van de lichtgelovigheid en/of de ontreding van de consument" te bestrijden. Hierbij gaat het echter niet om een doelstelling die door de wet wordt nagestreefd.

Het is overduidelijk dat, ook al zou de bestreden norm tot doel hebben de kredietsector te saneren en de ondernemingen die agressieve of misleidende reclame voeren, te bestraffen, die doelstelling en het aangewende middel totaal niet op elkaar zouden zijn afgestemd. De afname die door artikel 20, § 2, van de wet wordt opgelegd aan de ondernemingen die zich op kredietverrichtingen toeleggen, is immers gelijk aan een percentage van het verschuldigd blijvend saldo (op 31 december van het voorgaande jaar) van alle leningen en kredieten die door de wet worden beoogd : de afname geldt bijgevolg zowel voor de kredieten die het gevolg zouden kunnen zijn van de door de tegenpartijen aan de kaak gestelde reclamemethodes, als voor de kredieten die ontegenzeggelijk economisch of sociaal verantwoord zijn en die voor de schuldenaar geen overmatige schuldenlast hebben veroorzaakt. Er is dus geen enkel verband tussen de berekeningswijze van de afname en het gedrag dat zagezegd zou moeten worden bestraft.

Ten aanzien van het tweede vernietigingsmiddel

A.4.1. In het tweede vernietigingsmiddel wordt aangevoerd dat artikel 20, § 2, van de wet van 5 juli 1998, zoals het van kracht was de dag waarop het verzoekschrift tot vernietiging werd ingediend, een discriminatie creëert die in strijd is met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, tussen de kredietondernemingen die met toepassing van artikel 74 van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet aan erkenning zijn onderworpen, en de ondernemingen die ressorteren onder het recht van een andere Lid-Staat van de Europese Gemeenschap en die op grond van artikel 75bis, § 1, vierde lid, van diezelfde wet aan registratie zijn onderworpen.

Die bepaling creëert op die manier een niet redelijk verantwoorde discriminatie ten aanzien van de doelstelling die door de voormelde wet wordt nagestreefd, tussen twee categorieën van schuldeisers, namelijk, enerzijds, de ondernemingen voor consumentenkrediet die op grond van artikel 74 van de voormelde wet van 12 juni 1991 aan erkenning zijn onderworpen en, anderzijds, de kredietinstellingen die ressorteren onder het recht van een andere Lid-Staat van de Europese Gemeenschap die, doordat ze bij dat artikel 74 van de wet van 12 juni 1991 van erkenning zijn vrijgesteld, eveneens zijn vrijgesteld van een bijdrage in het Fonds waarin artikel 20 van de bestreden wet voorziet. Vanwege die discriminatie moet niet alleen paragraaf 2 van de wet worden vernietigd, maar ook paragraaf 3, die er onverbreekelijk mee verbonden is.

Ook al is het feit dat die instellingen vrijgesteld zijn van een bijdrage in het Fonds ter bestrijding van de overmatige schuldenlast misschien niet door de wetgever gewild, maar is het ontegenzeggelijk het gevolg van de verwijzing in artikel 20, § 2, van de wet van 5 juli 1998 naar artikel 74 van de wet van 12 juni 1991 en van het ontbreken van een verwijzing naar artikel 75bis, § 1, vierde lid, van diezelfde wet, toch kan de vrijstelling die aldus geldt voor de kredietinstellingen die ressorteren onder het recht van een andere Lid-Staat van de Europese Gemeenschap, niet objectief en redelijk worden verantwoord en schendt zij bijgevolg de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

A.4.2. De Ministerraad, de Waalse Regering en de v.z.w. Union des villes et communes de Wallonie vestigen de aandacht van het Hof op artikel 11 van het wetsontwerp houdende budgettaire en diverse bepalingen, dat op 11 maart 1999 door de Kamer van volksvertegenwoordigers en op 22 april 1999 door de Senaat werd aangenomen, en dat in de eerste paragraaf bepaalt :

« § 1. In punt 8, 3°, van het gedeelte ' 32 - Economische Zaken ' van de tabel gevoegd bij de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen, ingevoegd door artikel 20 van de wet van 5 juli 1998, worden de woorden ' erkend met toepassing van artikel 74 van dezelfde wet ' vervangen door de woorden ' erkend of geregistreerd met toepassing van de artikelen 74 of 75bis van dezelfde wet '. »

Het doel van die wijziging is de buitenlandse kredietgevers die met toepassing van artikel 75bis van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet zijn geregistreerd, aan dezelfde verplichtingen te onderwerpen als de Belgische kredietgevers. Er bestaat immers geen enkele reden om "de buitenlandse kredietgevers die in het raam van de wet op het consumentenkrediet in België werkzaam zijn en hiertoe geregistreerd worden niet te doen bijdragen tot de stijving van het Fonds ter bestrijding van de overmatige schuldenlast" (*Parl. St.*, Kamer, 1998-1999, nrs. 1937/1 en 1938/1, p. 4).

Artikel 11 legt dan ook de financiering van het Fonds ten laste van alle professionele kredietgevers, zowel de Belgische als de buitenlandse. Die wet zal binnenkort in het *Belgisch Staatsblad* worden bekendgemaakt.

Het middel mist bijgevolg feitelijke grondslag.

A.4.3. In hun memorie van antwoord stellen de verzoekende partijen vast dat artikel 11 van de wet van 3 mei 1999 houdende budgettaire en diverse bepalingen (*Belgisch Staatsblad* van 4 mei 1999) de tekst van de bestreden bepaling heeft gewijzigd : sinds de inwerkingtreding van die wet zijn de kredietinstellingen die ressorteren onder het recht van een andere Lid-Staat van de Europese Gemeenschap en die op grond van het voormelde artikel 75bis, § 1, vierde lid, van de wet van 12 juni 1991 aan registratie zijn onderworpen, net zoals de instellingen die met toepassing van artikel 74 zijn erkend, aan de afname onderworpen.

De wetgever heeft op die manier de gegrondheid van het tweede vernietigingsmiddel erkend, door een einde te maken aan de discriminatie die in dat middel was aangeklaagd. Artikel 11 van de wet van 3 mei 1999 is geen interpretatieve bepaling noch een bepaling met terugwerkende kracht.

De bestreden norm heeft echter nog geen enkel gevolg gehad, aangezien de Koning het percentage van de afname ten bate van het Fonds ter bestrijding van de overmatige schuldenlast nog niet heeft bepaald bij in Ministerraad overlegd besluit, overeenkomstig artikel 20, § 3, van de wet.

Het tweede vernietigingsmiddel heeft bijgevolg geen belang meer ten gevolge van de inwerkingtreding van artikel 11 van de wet van 3 mei 1999.

— B —

Ten gronde

B.1. De verzoekende partijen vorderen de vernietiging van artikel 20, §§ 2 en 3, van de wet van 5 juli 1998 betreffende de collectieve schuldenregeling en de mogelijkheid van verkoop uit de hand van de in beslag genomen onroerende goederen.

Die bepaling luidt :

“Art. 20. § 1. Een fonds ter bestrijding van de overmatige schuldenlast wordt opgericht, dat een begrotingsfonds vormt in de zin van artikel 45 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991.

De ontvangsten toegewezen aan het fonds bedoeld in het eerste lid, alsook de uitgaven die ten laste van het fonds kunnen gedaan worden, zijn vermeld tegenover het genoemde fonds in de tabel gevoegd bij de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen.

§ 2. Het gedeelte ‘ 32 - Economische Zaken ’ van de tabel gevoegd bij de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van de begrotingsfondsen wordt aangevuld met de volgende bepalingen :

‘Benaming van het organiek begrotingsfonds :

32-8. - Fonds ter Bestrijding van de Overmatige Schuldenlast.

Aard van de toegewezen ontvangsten :

Jaarlijkse afname van een percentage van het verschuldigd blijvend saldo op 31 december van het voorgaande jaar, van de volgende verrichtingen :

1° hypothecaire leningen of kredietopeningen bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit nr. 225 van 7 januari 1936 tot reglementering van de hypothecaire leningen en tot inrichting van de controle op de ondernemingen van hypothecaire leningen, uitgevoerd door een onderneming die onderworpen is aan Titel II van hetzelfde besluit of bedoeld in artikel 65 van hetzelfde besluit;

2° hypothecaire kredieten bedoeld in de artikelen 1 en 2 van de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet, uitgevoerd door een onderneming die onderworpen is aan Titel II van dezelfde wet;

3° consumentenkredieten bedoeld in artikel 1, 4°, van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet, uitgevoerd door een natuurlijk persoon of een rechtspersoon, erkend met toepassing van artikel 74 van dezelfde wet.

Aard van de gemachtigde uitgaven :

Betaling van het onbetaald gebleven saldo na toepassing van artikel 1675/19, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek, van het ereloon, de emolumenten en de kosten van de schuldbemiddelaars, voor de verrichtingen uitgevoerd overeenkomstig de bepalingen van het Vijfde Deel, Titel IV, van het Gerechtelijk Wetboek.’

§ 3. De Koning bepaalt bij in Ministerraad overlegd besluit het percentage van het verschuldigd blijvend saldo van de kredieten bedoeld in § 2, dat wordt aangenomen ten bate van het Fonds, evenals de voorwaarden en de modaliteiten voor het innen van de toegewezen ontvangsten, en de betaling van de toegestane uitgaven.

Hij organiseert eveneens het beheer van het Fonds.

Het afgenomen percentage kan 0,5 op tienduizend van het verschuldigd blijvend saldo van de kredieten bedoeld in § 2, 1° en 2°, en 2,5 op tienduizend van het verschuldigd blijvend saldo van de kredieten bedoeld in § 2, 3°, niet overschrijden.

De Koning oefent Zijn bevoegdheden uit op de gezamenlijke voordracht van de ministers die Economische Zaken en Justitie onder hun bevoegdheid hebben.

§ 4. Om de tussenkost van het Fonds ter Bestrijding van de Overmatige Schuldenlast te bekomen, delen de schuldbemiddelaars aan dit Fonds het onbetaald gebleven saldo na toepassing van artikel 1675/19, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek, van hun ereloon, de emolumenten en de kosten voor de verrichtingen uitgevoerd overeenkomstig de bepalingen van het Vijfde Deel, Titel IV, van het Gerechtelijk Wetboek, mee. »

Wat het eerste vernietigingsmiddel betreft

B.2. Het eerste vernietigingsmiddel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet door de paragrafen 2 en 3 van het voormelde artikel 20, doordat zij bepalen dat het Fonds ter bestrijding van de overmatige schuldenlast, dat is opgericht om de schuldbemiddelaars aanvullend te betalen, alleen wordt gefinancierd door middel van een percentage dat wordt afgenomen van het verschuldigd blijvend saldo van de kredietverrichtingen die door de verzoekende partijen zijn uitgevoerd.

Die partijen zijn van mening dat de kredietinstellingen, waarvan de situatie volgens hen nochtans vergelijkbaar is met die van alle andere schuldeisers van personen die een beroep kunnen doen op schuldbemiddeling, zonder redelijke grond verschillend worden behandeld ten opzichte van de laatstgenoemde schuldeisers, aangezien alleen zij moeten bijdragen in de financiering van het Fonds.

B.3. De grondwettelijke regels van de gelijkheid en de niet-discriminatie sluiten niet uit dat een verschil in behandeling tussen categorieën van personen wordt ingesteld, voor zover dat verschil op een objectief criterium berust en het redelijk verantwoord is.

Het bestaan van een dergelijke verantwoording moet worden beoordeeld rekening houdend met het doel en de gevolgen van de betwiste maatregel en met de aard van de ter zake geldende beginselen; het gelijkheidsbeginsel is geschonden wanneer vaststaat dat er geen redelijk verband van evenredigheid bestaat tussen de aangewende middelen en het beoogde doel.

B.4.1. Het voornaamste doel van de procedure van collectieve schuldenregeling die door de wet van 5 juli 1998 is ingevoerd, is de financiële toestand van een schuldenaar met overmatige schuldenlast te herstellen, met name hem in staat te stellen voor zover mogelijk zijn schulden te betalen en tegelijkertijd te waarborgen dat hij zelf en zijn gezin een menswaardig leven kunnen leiden (artikel 1675/3, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij artikel 2 van de voormelde wet van 5 juli 1998). De financiële toestand van de persoon met overmatige schuldenlast wordt in kaart gebracht en deze ontsnapt aan de onregelde druk van de schuldeisers dankzij de tussenkost van een schuldbemiddelaar die luidens het nieuwe artikel 1675/6 van het Gerechtelijk Wetboek door de rechter wordt aangewezen die op voorhand uitspraak zal hebben gedaan over de toelaatbaarheid van de vordering tot collectieve schuldenregeling. De beschikking van toelaatbaarheid doet een toestand van samenloop ontstaan tussen de schuldeisers en heeft de opschorting van de loop van de interesten en de onbeschikbaarheid van het vermogen van de verzoeker tot gevolg (nieuw artikel 1675/7 van het Gerechtelijk Wetboek).

B.4.2. De schuldbemiddelaar, die een advocaat, een deurwaarder, een notaris dan wel een overheidsinstelling (zoals een O.C.M.W.) of een particuliere instelling die daartoe is erkend, kan zijn (artikel 1675/17 van het Gerechtelijk Wetboek), wordt betaald volgens regels en tarieven die door de Koning worden bepaald. De erelonen, emolumenten en kosten van de schuldbemiddelaar komen ten laste van de schuldenaar en worden bij voorrang betaald (artikel 1675/19).

B.5. In die context richt de bestreden bepaling van de wet van 5 juli 1998 een Fonds ter bestrijding van de overmatige schuldenlast op, dat een begrotingsfonds is waarvan het doel erin bestaat het onbetaald gebleven saldo van het ereloon, de emolumenten en de kosten van de schuldbemiddelaars te betalen. De tussenkomst via het Fonds is dan ook alleen aanvullend indien de schuldenaar de lasten die hij de schuldbemiddelaar verschuldigd is, niet kan betalen. Dat Fonds wordt uitsluitend gefinancierd door middel van een percentage dat bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit wordt bepaald, van het verschuldigd blijvend saldo van de kredieten bedoeld in de bestreden paragraaf 2 van de wet (hypotheaire leningen of kredietopeningen, consumentenkredieten) die door de kredietinstellingen en hypotheekondernemingen worden verleend.

B.6. Artikel 20 van de wet van 5 juli 1998, waarvan de paragrafen 2 en 3 worden bestreden, is het resultaat van een parlementair amendement (amendement nr. 83, *Parl. St.*, Kamer, 1996-1997, nr. 1073/10) dat meer bepaald werd verantwoord door de overweging dat het Fonds ter bestrijding van de overmatige schuldenlast en de financiering ervan "onder de logica van solidariteit of van wederkerigheid van de risico's binnen de kredietsector [valt] [...]":

« Het is normaal dat de kosten die verbonden zijn aan de bestrijding van de schuldenoverlast alleszins gedeeltelijk zouden worden verrekend in de kostprijs van het krediet en aldus gemeenschappelijk zouden worden gemaakt.

Het *Observatoire du Crédit et de l'Endettement* besluit uit de statistische behandeling van 866 vragenlijsten, die geldig ingevuld waren door de Centra voor Schuldbemiddeling van het Waalse Gewest, tussen 1 oktober 1996 en 31 maart 1997, dat de krediet schulden gemiddeld 64,7 % uitmaken van de totale schuldenlast van de gezinnen die op deze erkende centra een beroep hebben gedaan. Het gaat om bij wijze van consumptiekredieten en hypotheaire kredieten verschuldigd blijvende saldi, uitgedrukt in percentage van het totale bedrag van de krediet schulden en van de niet-bank schulden (onbetaalde huur rekeningen, gas-, elektriciteits-, water-, telefoon- en ziekenhuis rekeningen, evenals schulden in verband met alimentatie of diverse schulden).

Van één dossier op vier maken de krediet schulden de enige vorm van schuldenlast uit voor de gezinnen; in 29,9 % van de gevallen is het gedeelte van de bank schuldenlast begrepen tussen 81 en 99 % van de totale schuldenlast. » (*ibid.*, pp. 5-6)

Uit de bespreking van dat amendement bleek dat :

« de kredietvorderingen teruggevonden worden in al de gevallen van schuldenoverlast. Zij zijn talrijk in verhouding tot de totale schuld van de mensen met schuldenoverlast (zie de getallen, die aangehaald worden in de verantwoording van het amendement).

Overigens nemen de maatschappijen voor energiedistributie reeds deel aan de financiering van een analoog systeem dat door de Gewesten werd opgericht.

Voor het overige is het onmogelijk andere schuldeisers (verhuurders, handelaars, particulieren, enz.) te onderwerpen aan de financiering van een fonds" (*Parl. St.*, Kamer, 1996-1997, nr. 1073/11, pp. 124-125).

B.7. De kredietinstellingen en de hypotheekondernemingen vormen op zich een categorie van schuldeisers die redelijkerwijze onderscheiden kunnen worden van alle andere schuldeisers van een persoon met overmatige schuldenlast. Als instellingen die commerciële methodes gebruiken bij het toekennen van kredieten en hypotheekleningen, verstreken zij kredieten als professionele bedrijven uit de kredietsector die moeten worden erkend en volgens methodes waarvan de kwaliteit en vakkundigheid tot gevolg hebben dat men zich bij voorkeur tot hen richt. Zo kan niet worden betwist dat de verzoekende instellingen, in tegenstelling tot alle andere schuldeisers van een persoon (verhuurder, leverancier van water, gas en elektriciteit, schuldeiser van onderhoudsgeld, verscheidene handelaars) die het risico van onvermogen van één enkele schuldenaar niet door hun andere schuldenaars kunnen laten dragen, het geheel van hun kredietnemers lasten en rentevoeten opleggen die meer bepaald het risico van onvermogen en de teruginningskosten van al de schulden dekken, ongeacht of de schuldenaars hun schulden binnen de overeengekomen termijn betalen of niet. Nog in tegenstelling tot alle andere schuldeisers hebben de verzoekende instellingen, precies door hun hoedanigheid van professionele bedrijven uit de kredietsector, toegang tot de gegevensbank van de centrale voor kredieten aan particulieren van de Nationale Bank, wat het voor hen mogelijk maakt kennis te nemen van de achterstallige betalingen van hun eventuele schuldenaars en hun bijgevolg met kennis van zaken een nieuw krediet te weigeren. Ten slotte maken zij als professionele bedrijven gebruik van commerciële reclametechnieken waarvan het doel op zich erin bestaat de consumenten die een krediet willen openen of een hypotheaire lening aangaan, ertoe aan te zetten zich tot hen te richten.

B.8.1. Zonder dat het noodzakelijk is de gegrondheid te beoordelen van één van de redenen aangevoerd door de Ministerraad en de tussenkommende partijen, namelijk de noodzaak om de kredietsector te saneren door hem te responsabiliseren, stelt het Hof vast dat de wetgever redelijkerwijze ervan is kunnen uitgaan dat het Fonds ter bestrijding van de overmatige schuldenlast dat hij heeft ingevoerd om de schuldbemiddelaars die instaan voor de procedure van collectieve schuldenregeling aanvullend te betalen, uitsluitend gefinancierd zou worden door de professionele krediet- en hypotheekondernemingen. Men ziet immers niet alleen niet in hoe men technisch gezien de andere schuldeisers van een persoon met overmatige schuldenlast zou kunnen laten bijdragen tot dat Fonds, niet alleen omdat er vaak onduidelijkheid bestaat over de andere schuldeisers maar ook omdat die schuldvorderingen kunnen verschillen. Bovendien blijkt uit het Algemeen Verslag van de Koning Boudewijnstichting (Algemeen Verslag over de Armoede, K.B.S., 1994), dat tot talrijke wetgevingsinitiatieven heeft geleid, en uit de parlementaire voorbereiding van de bestreden wet (*Parl. St.*, Kamer, 1996-1997, nrs. 1073/1, 1073/11, p. 124, en 1074/1, p. 3) het belangrijke aandeel van het consumentenkrediet in het fenomeen van de overmatige schuldenlast, ook al is dit soort krediet niet het enige met een belangrijk aandeel hierin, wat kan uitleggen dat de wetgever uitsluitend de kredietinstellingen de financiering van het Fonds laat dragen, dat tot doel heeft de kosten te betalen die verbonden zijn met de schuldbemiddelingen van behoeftige personen.

B.8.2. Ten slotte blijkt uit paragraaf 2 van artikel 20 van de wet van 5 juli 1998 betreffende de collectieve schuldenregeling dat het Fonds ter bestrijding van de overmatige schuldenlast alleen aanvullend tussenkomt in de betaling van het onbetaald gebleven saldo van het ereloon, de emolumenten en de kosten van de schuldbemiddelaars. Bovendien bepaalt artikel 20, § 3, van dezelfde wet dat het percentage dat van de kredietinstellingen wordt afgenomen en dat de Koning zal moeten bepalen bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, 0,5 op tienduizend van het verschuldigd blijvend saldo van de kredieten bedoeld in paragraaf 2, 1° en 2°, en 2,5 op tienduizend van het verschuldigd blijvend saldo van de kredieten bedoeld in paragraaf 2, 3°, niet kan overschrijden.

B.9. Rekening houdend met, in de eerste plaats, de hoofddoelstelling van de procedure van collectieve schuldenregeling waaraan onder B.4.1 is herinnerd, en ook met de context waarin de bestreden bepaling is verantwoord en aangenomen (*supra* B.5 en B.6), heeft de wetgever zich redelijkerwijze kunnen baseren op het onderscheid tussen de kredietondernemingen en de overige schuldeisers van een persoon met overmatige schuldenlast om uitsluitend de eersten tot het Fonds ter bestrijding van de overmatige schuldenlast te laten bijdragen.

Uit wat voorafgaat blijkt dat het eerste middel niet gegrond is.

Wat het tweede vernietigingsmiddel betreft

B.10. Het tweede vernietigingsmiddel is afgeleid uit de schending door paragraaf 2 van artikel 20 van de voormelde wet van 5 juli 1998 van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, doordat het bepaalt dat de ontvangsten toegewezen aan het Fonds ter bestrijding van de overmatige schuldenlast voortkomen uit een jaarlijkse afname van een percentage van het verschuldigd blijvend saldo op 31 december van het voorgaande jaar, meer bepaald van de "consumentenkredieten bedoeld in artikel 1, 4", van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet, uitgevoerd door een natuurlijk persoon of een rechtspersoon, erkend met toepassing van artikel 74 van dezelfde wet".

De verzoekers zijn van mening dat die bepaling een niet redelijk verantwoorde discriminatie creëert ten aanzien van de doelstelling die door de voormelde wet wordt nagestreefd, tussen twee categorieën van schuldeisers, namelijk, enerzijds, de ondernemingen voor consumentenkrediet die op grond van artikel 74 van de voormelde wet van 12 juni 1991 aan erkenning zijn onderworpen en, anderzijds, de kredietinstellingen die ressorteren onder het recht van een andere Lid-Staat van de Europese Gemeenschap die, doordat ze bij dat artikel 74 van de wet van 12 juni 1991 van erkenning zijn vrijgesteld, eveneens zijn vrijgesteld van een bijdrage in het Fonds waarin artikel 20 van de bestreden wet voorziet. Vanwege die discriminatie zou niet alleen paragraaf 2 van de wet moeten worden vernietigd, maar ook paragraaf 3, die er onverbrekkelijk mee verbonden is.

B.11. Net zoals de verzoekende partijen in hun memorie van antwoord, stelt het Hof vast dat artikel 11 van de wet van 3 mei 1999 houdende budgettaire en diverse bepalingen (*Belgisch Staatsblad* van 4 mei 1999) de tekst van de bestreden bepaling heeft gewijzigd, aangezien het bepaalt dat de kredietinstellingen die ressorteren onder het recht van een andere Lid-Staat van de Europese Gemeenschap en die op grond van artikel 75bis, § 1, vierde lid, van de wet van 12 juni 1991 aan registratie zijn onderworpen, net zoals de instellingen die met toepassing van artikel 74 zijn erkend, aan de afname zijn onderworpen. De wetgever heeft dus op die manier een einde gemaakt aan het verschil in behandeling dat in het tweede middel wordt aangeklaagd.

B.12. Hoewel artikel 11 van de wet van 3 mei 1999 geen terugwerkende kracht heeft, doch rekening houdend met het feit dat de bestreden paragraaf 2 van artikel 20 van de wet van 5 juli 1998 nog geen enkel gevolg heeft door het ontbreken van een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit om het bedrag van de afname ten bate van het Fonds ter bestrijding van de overmatige schuldenlast te bepalen, volgt daaruit dat het tweede middel geen voorwerp meer heeft.

Om die redenen,

het Hof

verwerpt het beroep.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 23 februari 2000.

De wnd. griffier,

B. Renauld.

De voorzitter,

M. Melchior.

ÜBERSETZUNG

SCHIEDSHOF

D. 2000 — 759

[C – 2000/21114]

Urteil Nr. 22/2000 vom 23. Februar 2000

Geschäftsverzeichnisnummer 1600

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 20 des Gesetzes vom 5. Juli 1998 über die kollektive Schuldenregulierung und die Möglichkeit des Freihandverkaufs gepfändeter Immobilien, erhoben von der "Union professionnelle du crédit" und anderen.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und G. De Baets, und den Richtern H. Boel, E. Cerexhe, A. Arts, R. Henneuse und E. De Groot, unter Assistenz der Referentin B. Renauld als stellvertretende Kanzlerin, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Gegenstand der Klage

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 27. Januar 1999 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 28. Januar 1999 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben die "Union professionnelle du crédit", mit Sitz in 1040 Brüssel, avenue de la Joyeuse Entrée 12, die Generale Bank AG, mit Gesellschaftssitz in 1000 Brüssel, rue Montagne du Parc 3, die Allgemeine Spar- und Rentenkasse-Bank AG, mit Gesellschaftssitz in 1000 Brüssel, rue du Fossé-aux-Loups 48, die Gemeindegeldkredit von Belgien AG, mit Gesellschaftssitz in 1000 Brüssel, boulevard Pachéco 44, die Bank Brüssel Lambert AG, mit Gesellschaftssitz in 1000 Brüssel, avenue Marnix 24, die Bacob Bank GenmbH, mit Gesellschaftssitz in 1040 Brüssel, rue de Trèves 25, die HBK-Spaarbank AG, mit Gesellschaftssitz in 2018 Antwerpen, Lange Lozanastraat 250, und die KBC Bank AG, mit Gesellschaftssitz in 1080 Brüssel, avenue du Port 2, Klage auf Nichtigerklärung des Artikels 20 - insbesondere der Paragraphen 2 und 3 - des Gesetzes vom 5. Juli 1998 über die kollektive Schuldenregulierung und die Möglichkeit des Freihandverkaufs gepfändeter Immobilien (veröffentlicht im *Beleischen Staatsblatt* vom 31. Juli 1998).

II. Verfahren

Durch Anordnung vom 28. Januar 1999 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Die Klage wurde gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 23. März 1999 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 3. April 1999.

Schriftsätze wurden eingereicht von

— dem öffentlichen Sozialhilfezentrum von Uccle, mit Amtssitz in 1180 Brüssel, chaussée d'Alseberg 905, mit am 3. Mai 1999 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— der VoE Union des villes et communes de Wallonie, mit Vereinigungssitz in 5000 Namur, rue Godefroid 11, mit am 3. Mai 1999 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— der "Vereniging van Vlaamse Steden en Gemeenten", mit Vereinigungssitz in 1040 Brüssel, rue d'Arlon 53/4, mit am 3. Mai 1999 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— der Wallonischen Regierung, rue Mazy 25-27, 5100 Namur, mit am 7. Mai 1999 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— dem Ministerrat, rue de la Loi 16, 1000 Brüssel, mit am 10. Mai 1999 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Diese Schriftsätze wurden gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 19. Mai 1999 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die klagenden Parteien haben mit am 17. Juni 1999 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Erwidierungsschriftsatz eingereicht.

Durch Anordnungen vom 29. Juni 1999 und vom 23. Dezember 1999 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 27. Januar 2000 bzw. 27. Juli 2000 verlängert.

Durch Anordnung vom 22. Dezember 1999 hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsreif erklärt und den Sitzungstermin auf den 19. Januar 2000 anberaumt.

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwälten mit am 24. Dezember 1999 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 19. Januar 2000

— erschienen

. RA J. Kirkpatrick, beim Kassationshof zugelassen, für die klagenden Parteien,

. RÄin N. Van Laer, in Brüssel zugelassen, für die VoE Union des villes et communes de Wallonie, die Wallonische Regierung und den Ministerrat,

— haben die referierenden Richter E. Cereixe und H. Boel Bericht erstattet,

— wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört,

— wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachgebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

III. In rechtlicher Beziehung

— A —

In bezug auf das Interesse der klagenden Parteien

A.1.1. Die erste klagende Partei sei eine anerkannte Berufsvereinigung gemäß dem Gesetz vom 31. März 1848. Sie bezwecke laut Artikel 2 ihrer Satzung "die Vertretung und Verteidigung der Interessen des professionellen Kreditsektors, insbesondere im Rahmen des Verbraucherkredits und des Immobilienkredits. Hierzu hat sie die Aufgabe, die beruflichen Interessen ihrer Mitglieder zu schützen und zu entwickeln, und insbesondere [...] die juristischen, steuerlichen, wirtschaftlichen, sozialen und kaufmännischen Fragen im Zusammenhang mit der Tätigkeit der Mitglieder zu prüfen; gegenüber der öffentlichen Hand und den anderen Instanzen ihr Sprachrohr sowie der Verteidiger und Beschützer ihrer Interessen zu sein".

Artikel 20 des Gesetzes vom 5. Juli 1998, der in den Paragraphen 2 und 3 den Unternehmen, die sich mit Hypothekendarlehen oder -krediten und Verbraucherkrediten befassen, eine jährliche Abgabe auferlege, könne die Interessen der Kreditanstalten, die Mitglieder der klagenden Berufsvereinigung seien, unmittelbar und in ungünstigem Sinne betreffen.

A.1.2. Der zweite bis achte Kläger seien allesamt Banken, die Kreditverrichtungen im Sinne von Artikel 20 § 2 Nrn. 1 bis 3 des Gesetzes durchführten. Ihre Situation sei daher unmittelbar von den angefochtenen Normen betroffen.

In bezug auf das Interesse der intervenierenden Parteien

A.2.1. Das öffentliche Sozialhilfezentrum (nachstehend ÖSHZ) der Gemeinde Uccle rechtfertige sein Interesse an der Intervention in der Rechtssache dadurch, daß es seit 1984 Schuldenvermittlung betreibt und in Anwendung des Gesetzes vom 5. Juli 1998 als Schuldenvermittler bezeichnet werden könne.

Indem die klagenden Parteien die Finanzierungsweise des Fonds zur Bekämpfung der Überschuldung angriffen, blockierten sie die Schaffung dieses Fonds und benachteiligten sie somit die schwächsten Mitglieder der Gesellschaft, das heißt die "Kunden" des ÖSHZ, denen es schwierig fallen werde, Vermittler zu finden, die bereit seien, ihnen in Ermangelung eines Fonds zu helfen. Außerdem würde die beantragte Nichtigerklärung der Paragraphen 2 und 3 von Artikel 20 des obengenannten Gesetzes zur Folge haben, daß es dem ÖSHZ unmöglich werde, beim Fonds den unbezahlten Teil seiner Honorare, Bezüge und Kosten zurückzuerlangen, wenn es als Vermittler bezeichnet werde.

A.2.2. Der Vereinigungszweck der VoE Union des villes et communes de Wallonie bestehe darin, "alle Gebietskörperschaften der Wallonischen Region zusammenzuführen und zu vertreten. Ihr Ziel ist es, ihnen bei der Erfüllung ihrer Aufgaben im Dienste der Bürger zu helfen sowie die Förderung ihrer Arbeit, ihrer Autonomie und somit der lokalen Demokratie zu gewährleisten". Die VoE Union des villes et communes de Wallonie umfasse sowohl die Städte und Gemeinden als auch die öffentlichen Sozialhilfzentren der Wallonischen Region, und ihr Vereinigungszweck schreibe ihr vor, alle für sachdienlich erachteten Mittel einzusetzen, um ihren Mitgliedern bei der Erfüllung ihrer Aufgaben zu helfen. Hunderfünfundsanzig öffentliche Sozialhilfzentren, die Mitglied der VoE Union des villes et communes de Wallonie seien, hätten von der Wallonischen Region die Zulassung für die Ausübung der Schuldenvermittlung erhalten. Ihre Lage könne somit durch das Ergebnis der gegen Artikel 20 §§ 2 und 3 des Gesetzes vom 5. Juli 1998 eingereichten Klage beeinflußt werden, weil diese Bestimmung die Finanzierung des Fonds zur Bekämpfung der Überschuldung bestimme, der dazu diene, im Rahmen der ihm zur Verfügung stehenden Mittel den unbezahlten Restbetrag der Honorare, Bezüge und Kosten der Schuldenvermittler zu übernehmen.

A.2.3. Die "Vereniging van Vlaamse Steden en Gemeenten" (V.V.S.G.), deren Vereinigungszweck darin bestehe, den Gebietskörperschaften bei der Erfüllung ihrer Aufgaben zu helfen, müsse unter anderem auf die Interessen der ÖSHZ der Flämischen Region achten, die als Schuldenvermittler durch die Nichtigerklärung der Paragraphen 2 und 3 von Artikel 20 des Gesetzes vom 5. Juli 1998 benachteiligt würden, da sie in Ermangelung von Zuwendungen aus dem Fonds für Überschuldung nicht mehr ihre Kosten und Auslagen erhielten.

Zur Hauptsache

Was den ersten Nichtigkeitsklagegrund betrifft

A.3.1. Ein erster Nichtigkeitsklagegrund werde abgeleitet aus dem Verstoß von Artikel 20 § 2 des Gesetzes vom 5. Juli 1998 gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, insofern diese Bestimmung eine nicht vernünftig gerechtfertigte Diskriminierung zwischen zwei Kategorien von Gläubigern schaffe, die auf gleiche Weise dem Verfahren zur kollektiven Schuldenregulierung unterlägen und auf gleiche Weise von der Gläubigermasse betroffen seien, die sich aus der Entscheidung über die Zulässigkeit des Antrags auf kollektive Schuldenregulierung ergebe. Die erste Kategorie, zu der die in Artikel 20 § 2 Nrn. 1 bis 3 des angefochtenen Gesetzes genannten Kredit- und Hypothekeninstitute gehörten, müßten durch eine jährliche Abgabe auf den geschuldeten Restbetrag der im Gesetz vorgesehenen Kredite zur Speisung des Fonds zur Bekämpfung der Überschuldung beitragen, während die zweite Kategorie, zu der alle anderen Gläubiger gehörten, von jeglichem Beitrag zu dem besagten Fonds befreit seien.

A.3.2. Die beiden oben beschriebenen Kategorien von Gläubigern seien vergleichbar, denn die Entscheidung über die Zulässigkeit des Antrags auf kollektive Schuldenregulierung lasse nämlich eine Gläubigermasse zwischen allen Gläubigern des Schuldners entstehen, ohne Unterschied nach der Beschaffenheit oder dem Ursprung der Forderung. Außerdem seien sie alle von der Aussetzung der Vollstreckungsmaßnahmen zur Zahlung eines Geldbetrags durch Verschiebung oder Streckung der Zahlung des Hauptbetrags der Schulden, der Zinsen und Kosten sowie durch den vollständigen oder teilweisen Erlaß der Verzugszinsen, Entschädigungen und Kosten betroffen.

A.3.3. Das Verfahren der kollektiven Schuldenregulierung diene hauptsächlich der Bekämpfung des sozialen Übels der Überschuldung, wobei die übertriebene Inanspruchnahme von Krediten bei weitem nicht deren einzige Ursache sei. Dieses Verfahren sei nicht nur im Interesse der überschuldeten Schuldner entwickelt worden, denn es diene auch dem Schutz der Interessen sämtlicher Gläubiger.

A.3.4. Die durch Artikel 20 §§ 2 und 3 des Gesetzes eingeführte Unterscheidung sei nicht vernünftig gerechtfertigt. Die Schaffung eines Fonds zur Bekämpfung der Überschuldung finde ihren Ursprung in einem parlamentarischen Abänderungsantrag, der begründet worden sei mit der Erwägung, daß er "es ermöglichen sollte, die Zahlung der Gesamtheit oder eines Teils dessen zu gewährleisten, was normalerweise dem Schuldenvermittler geschuldet werde". Der Autor des Abänderungsantrags habe hinzugefügt, aus statistischen Angaben gehe hervor, daß Kreditschulden durchschnittlich 64,7 Prozent der Gesamtverschuldung der Haushalte ausmachten, und daraus habe er geschlußfolgert, daß es angebracht sei, von den Kreditinstituten einen Teil ihrer Einnahmen zu erheben, um den neuen Fonds zu finanzieren.

Die somit vorgebrachten Argumente stünden im Widerspruch zur Begründung des Gesetzesentwurfs, in denen hervorgehoben worden sei, daß die übertriebene Inanspruchnahme von Krediten nur einer der Gründe für die Überschuldung darstelle; wenn ein Gesetz es sich zum Ziel setze, ein bestimmtes gesellschaftliches Übel zu bekämpfen und zu diesem Zweck ein Verfahren sowie neue Strukturen einführe, widerspreche es dem Gleichheitsgrundsatz, die Kosten dieser Maßnahmen nur einigen der Wirtschaftsteilnehmer aufzuerlegen, deren Tätigkeit nur eine der Ursachen dieses Übels bilde. In diesem Sinne habe der Hof in seinem Urteil Nr. 42/97 entschieden.

Daß die angefochtene Diskriminierung nicht vernünftig gerechtfertigt sei, werde noch deutlicher, wenn man die zweite Zielsetzung des Gesetzes in Betracht ziehe, nämlich eine bessere Gleichheit zwischen den Gläubigern eines Nichtkaufmannes schaffen. Der in den Vorarbeiten angeführte Umstand, daß es "unmöglich [wäre], anderen Gläubigern" als nur dem Kreditsektor "die Finanzierung eines Fonds aufzuerlegen", könne nicht die angefochtene Maßnahme rechtfertigen. In den gleichen Vorarbeiten habe man nämlich angeführt, daß "die Energieverteilungsunternehmen sich bereits an der Finanzierung eines ähnlichen Systems beteiligen, das von den Regionen eingeführt wurde".

Überdies weise die den Instituten für Kredite und Hypothekendarlehen auferlegte Abgabe die Beschaffenheit einer Steuer auf.

A.3.5. Der Ministerrat, die Wallonische Regierung und die VoE Union des villes et communes de Wallonie vertreten den Standpunkt, die Institute für Kredite und Hypothekendarlehen unterschieden sich von den anderen Gläubigern und seien somit nicht mit ihnen vergleichbar. Bei den Einrichtungen, die verpflichtet seien, sich an der Finanzierung des Fonds zur Bekämpfung der Überschuldung zu beteiligen, handele es sich um professionelle Kreditunternehmen, die kommerzielle Methoden anwendeten und deren "aggressive" Werbung die unmittelbare Ursache der Überschuldung sei. Überdies hätten sie in ihrer Eigenschaft als professionelle Kreditunternehmen Zugang zur Zentrale der Nationalbank für Kredite an Privatpersonen und könnten sie folglich frei entscheiden, einem Schuldner einen neuen Kredit zu verweigern, dessen Finanzkraft ihnen nicht ausreichend gesichert erscheine. Überdies erlegten diese Unternehmen ihren Schuldnern Kosten und Zinssätze auf, die das Risiko der Zahlungsunfähigkeit und die Eintreibungskosten ihrer Forderungen deckten. Und schließlich sei die Verantwortung der Kreditunternehmen für das Phänomen der Überschuldung keinesfalls vergleichbar mit derjenigen der anderen Gläubiger.

Im Vergleich zur Zielsetzung des Gesetzgebers, nämlich die Bekämpfung der Ausgrenzung der überschuldeten Personen und die Gewährleistung ihrer wirtschaftlichen Integration, sei das angewandte Mittel, nämlich den Kreditunternehmen die Finanzierung aufzuerlegen, vernünftig und in jedem Fall verhältnismäßig in bezug auf die Verantwortung der Kreditunternehmen für die Überschuldung. Es sei vernünftig und gesetzmäßig, dem Kreditsektor die Finanzierung eines Fonds aufzuerlegen, der dazu diene, den unbezahlten Restbetrag der Kosten eines Schuldenvermittlers zu übernehmen, da dieser Sektor eine wesentliche Ursache des Phänomens der Überschuldung sei und einen großen Anteil an dieser Überschuldung habe, die durch das Verfahren der kollektiven Schuldenregulierung geregelt werden solle.

Während die Verantwortung der Kreditunternehmen im Bereich der Überschuldung deutlich sei, trügen sie im Gegensatz zu anderen Gläubigern in keiner Weise dazu bei, die Schäden dieser Überschuldung zu begrenzen. Die Gas- und Stromverteiler seien an einem gegenseitigen Unterstützungsfonds von über 300 Millionen belgischen Franken beteiligt, dies im Rahmen von Vereinbarungen zwischen den Gemeinden, den ÖSHZ und den Verteilern. Mit diesem Fonds könne man Personen helfen, die Schwierigkeiten bei der Bezahlung der Gas- und Stromrechnungen hätten.

Der Fonds zur Bekämpfung der Überschuldung werde nur ergänzend einschreiten, das heißt wenn ein unbezahlter Restbetrag an Honoraren, Bezügen und Kosten des Schuldenvermittlers vorliege. Man könne jedoch einerseits nicht abstreiten, daß das Einschreiten des Fonds in erster Linie für Vermittlungen zugunsten der Kategorie der Haushalte mit einem bescheidenen Einkommen notwendig sein werde, die über unzureichende Mittel verfügten, und andererseits, daß diese Haushalte mit einem bescheidenen Einkommen als erste von Kreditgewährungen und Kontenüberziehungen betroffen seien.

Schließlich seien die zur Finanzierung des Fonds zur Bekämpfung der Überschuldung verpflichteten Institute professionelle Einrichtungen, die verpflichtet seien, die Finanzlage ihrer Kunden zu prüfen, bevor sie ihnen ein Darlehen gewährten, und die ihren Schuldnern außerdem Kosten und Zinssätze zur Deckung der Gefahr der Zahlungsunfähigkeit auferlegten. Diese Belastung sämtlicher Schuldner stelle eine Versicherung des Kreditsektors gegen die Kosten und Risiken der Zahlungsunfähigkeit eines der Schuldner des Kreditinstitutes dar und komme natürlich nicht den anderen Gläubigern im Verfahren der kollektiven Schuldenregulierung zugute.

Folglich sei es vernünftig, die Finanzierung des Fonds zur Bekämpfung der Überschuldung nur den Gläubigern aufzuerlegen, die nicht nur ihre Kundschaft auswählen, sondern auch ihren sämtlichen Kunden zusätzliche finanzielle Gebühren zur Deckung der Eintreibungskosten der Forderungen und der Risiken der Zahlungsunfähigkeit auferlegen könnten.

A.3.6. Das ÖSHZ von Uccle und die V.V.S.G. sind beide der Auffassung, daß die Kreditinstitute nicht mit anderen Gläubigern von Personen, die in den Genuß des Verfahrens der kollektiven Schuldenregulierung gelangen könnten, zu vergleichen seien. Zunächst sehe Artikel 1675/12 § 2 des Gesetzes vom 5. Juli 1998 vor, daß die Rückzahlungsfrist der Kreditverträge gestreckt werden könne; dies beweise, daß der Gesetzgeber die beiden Kategorien unterschiedlich behandelt habe, weil ihre jeweilige Lage nicht miteinander vergleichbar sei. Außerdem sei die Verantwortung der Kreditinstitute für die Überschuldung der Haushalte nicht mit derjenigen der anderen Gläubiger vergleichbar. Schließlich unterschieden sich die kommerziellen Methoden der Kreditinstitute nicht nur dadurch, daß sie immer das Recht hätten, einen Kredit zu verweigern, sondern auch dadurch, daß sie ihren Kunden Kosten zur Deckung des Risikos der Zahlungsunfähigkeit auferlegten.

Die klagenden Parteien hätten die Zielsetzung des Gesetzgebers auch nicht korrekt dargelegt, da dieser vor allem überschuldeten Personen habe zur Hilfe kommen wollen, indem er es ihnen ermöglichen würde, innerhalb einer vernünftigen Frist aus ihrer heiklen Finanzlage herauszugelangen und ihren Platz in der Gesellschaft wiederzufinden. So gehe es nicht so sehr um die Bekämpfung der Überschuldung als solche, sondern der gesellschaftlichen Ausgrenzung in Verbindung mit der Situation der Überschuldung. Es sei also nicht das Hauptziel des Gesetzgebers, die Interessen der Gläubiger zu wahren oder die verfügbaren Beträge des Schuldners auf sie zu verteilen, sondern vielmehr die Situation des Überschuldeten zu verbessern und ihm "einen Neuanfang im Leben" zu ermöglichen.

Schließlich sei auch die Sanierung des Kreditsektors eine der Zielsetzungen des Gesetzgebers gewesen, insbesondere indem dieser Sektor "zur Verantwortung gezogen" werde.

In bezug auf das angewandte Mittel könne man nicht abstreiten, daß die übertriebene Inanspruchnahme von Krediten - auch wenn es nicht das einzige sei - ein besonderes Element in der Überschuldungsproblematik darstelle, denn der Kreditmarkt sei attraktiv, das Angebot provozierend, und Personen in Schwierigkeiten würden auf Darlehen zurückgreifen, um nach den "üblichen" Konsumnormen zu leben oder ausstehende Rechnungen zu begleichen.

Der Gesetzgeber habe zu Recht die Kreditschulden von anderen Schulden unterschieden, insofern letztere (Steuer-, Sozial- oder Unterhaltsschulden) gesetzliche Verpflichtungen seien, bei denen der Gläubiger keine Ermessensbefugnis habe. Mieten sowie Rechnungen für Wasser, Gas und Elektrizität hingegen würden materiellen Verpflichtungen entsprechen, die für ein menschenwürdiges Leben unerlässlich seien. Auch in diesem Sinne hätten die Kreditinstitute eine ganz andere Verantwortung für die Ursachen der Überschuldung.

A.3.7. In ihrem Erwidierungsschriftsatz vertreten die klagenden Parteien zunächst den Standpunkt, daß die intervenierenden Parteien allesamt mehrere polemische Behauptungen aufstellten, die durch keinerlei Beleg oder überprüfbares Element untermauert seien.

Sodann würden alle normal vorsichtigen professionellen Einrichtungen, und nicht nur die Kreditinstitute, das Risiko der Zahlungsunfähigkeit des Schuldners berücksichtigen. So würden die Tarife der Lieferanten von Wasser, Gas und Elektrizität den obengenannten Risiken Rechnung tragen. Selbst Schulden bei Steuern und der Sozialsicherheit würden mit Verzugszinsen belegt, die höher seien als der gesetzliche Zinssatz. Verschiedene Kategorien von Privatgläubigern, wie Vermieter, gelangten ebenfalls in den Genuß gesetzlicher Vorrechte.

Hinsichtlich der Vergleichbarkeit der beiden Kategorien von Gläubigern hindere der Umstand, daß Rechtsunterworfenen absolut unterschiedliche gesellschaftliche Aufgaben erfüllen oder verschiedenen Regeln unterlägen, sie nicht daran, sich in bezug auf die den Gegenstand der Nichtigkeitsklage bildende Norm in einer vergleichbaren Lage zu befinden. So habe der Hof in seinem Urteil Nr. 75/97 vom 17. Dezember 1997 entschieden, daß es zwar zutrefte, daß der Staat dem Gemeinwohl dienen müsse, während Privatpersonen sich von ihrem persönlichen Interesse leiten lassen könnten, der Staat sich dennoch in seinen vertraglichen Beziehungen in bezug auf Arbeiten, Lieferungen und Dienstleistungen in mancherlei Hinsicht in einer vergleichbaren Situation befinde wie die privaten Vertragspartner.

Keines der vier Elemente, die von den drei ersten intervenierenden Parteien zur Untermauerung ihres Standpunktes, daß die Unternehmen des Kreditsektors nicht mit den anderen vergleichbar seien, angeführt würden, sei begründet.

Zur Begründung ihrer Überlegung, daß die aggressive Werbung der Kreditunternehmen die unmittelbare Ursache der Überschuldung sei, führten sie nur einen kurzen Artikel aus einer Verbraucherzeitschrift an, von dem sie eine unvollständige Lesung anböten.

Vorstehend sei nachgewiesen worden, daß die Meinung, wonach nur die professionellen Kreditunternehmen die Risiken der Zahlungsunfähigkeit eines Teils der Schuldner durch sämtliche Schuldner würden finanzieren lassen, auf einer falschen Prämisse beruhe.

Das Argument, das darauf beruhe, daß die Kreditgeber Zugang zur Datei der Zentrale der Nationalbank für Kredite an Privatpersonen hätten, erwähne nicht, daß mit dieser Einsichtnahme nur Zahlungsrückstände im engeren Sinne gemäß dem königlichen Erlaß vom 20. November 1992 zur Kenntnis genommen werden könnten. Wenn sich bei der Einsichtnahme dieser Datei Zahlungsrückstände herausstellten, führe dies in Wirklichkeit in den meisten Fällen zur Verweigerung des beantragten neuen Kredits.

Das Argument, wonach die Kreditgeber "eine vorherrschende Stellung im Überschuldungsphänomen" einnehmen, beruhe auf einer oberflächlichen Auslegung einiger sehr lückenhaften Statistiken.

Die beiden anderen intervenierenden Parteien führten an, daß die Kreditgeber hinsichtlich des Inhaltes der angefochtenen Norm nicht mit den anderen Gläubigern vergleichbar seien, weil der neue Artikel 1675/12 des Gerichtsgesetzbuches eine Bestimmung enthalte, die nicht nur auf diese Unternehmen Anwendung finde.

Diese rein technische Bestimmung betreffe keineswegs die Vergleichbarkeit der Kreditunternehmen einerseits mit den anderen Gläubigern andererseits.

In bezug auf das Fehlen einer vernünftigen Rechtfertigung für die bemängelte Unterscheidung ließen die Schriftsätze der intervenierenden Parteien mehrere der in der Nichtigkeitsklage angeführten Argumente unbeantwortet, insbesondere die Lückenhaftigkeit der statistischen Studien, den Umstand, daß die angefochtene Bestimmung sich nicht darauf beschränke, bestimmten Wirtschaftsteilnehmern (im vorliegenden Fall den Kreditunternehmen) eine "verhältnismäßig höhere" Belastung aufzuerlegen als anderen, sondern einen einzigen Wirtschaftssektor die gesamte Finanzierung des Fonds zur Bekämpfung der Überschuldung tragen lasse, die Tatsache, daß das Gesetz ebenfalls den Zweck verfolge, eine größere Gleichheit zwischen den Gläubigern eines Nichtkaufmannes zu gewährleisten, und daß es hinsichtlich dieser zweiten Zielsetzung keinen Grund gebe, nur dem Kreditsektor eine abweichende Behandlung aufzuerlegen, sowie die Tatsache, daß mehrere andere Methoden zur Finanzierung der Kosten der Schuldenvermittlung im Laufe der Vorarbeiten in Erwägung gezogen worden seien.

Die ersten drei intervenierenden Parteien führten an, daß die Gas- und Elektrizitätsverteiler sich an einem spezifischen Unterstützungsfonds beteiligten. Dieser Umstand könnte es gegebenenfalls rechtfertigen, daß die Gas- und Elektrizitätsverteiler von jeglichem Beitrag zu den Honoraren der Schuldenvermittler befreit würden. Er rechtfertige es nicht, daß die Kreditunternehmen alleine in den Fonds zur Bekämpfung der Überschuldung einzahlten, dies unter Ausschluß aller anderen öffentlichen oder privaten Gläubiger.

Alle Gegenparteien würden implizit anerkennen, daß die Unterscheidung zwischen den Kreditgebern und den anderen Gläubigern hinsichtlich der beiden in Erinnerung gerufenen Zielsetzungen nicht zu rechtfertigen sei. So würden sie ihre Darlegungen im wesentlichen auf den Versuch konzentrieren nachzuweisen, daß diese Unterscheidung angesichts einer dritten Zielsetzung gerechtfertigt sei, nämlich der "Sanierung" des Kreditsektors, indem die Unternehmen dieses Sektors "zur Verantwortung gezogen" würden und indem die schädlichen Folgen "einer aggressiven Werbung", die "die Leichtgläubigkeit bzw. Hilflosigkeit der Verbraucher ausnutzt", bekämpft würden. Hierbei handele es sich jedoch nicht um ein mit dem Gesetz verfolgtes Ziel.

Es sei überdeutlich, daß dann, auch wenn die angefochtene Norm dazu gedient habe, den Kreditsektor zu sanieren und die Unternehmen zu bestrafen, die eine aggressive oder irreführende Werbung betrieben, zu bestrafen, eine absolute Unverhältnismäßigkeit zwischen dieser Zielsetzung und dem angewandten Mittel bestünde. Die Abgabe, die durch Artikel 20 § 2 des Gesetzes den Unternehmen auferlegt werde, die Kreditgeschäfte tätigten, entspreche nämlich einem Prozentsatz des geschuldeten Restbetrags (zum 31. Dezember des Vorjahres) auf alle im Gesetz vorgesehenen Darlehen und Kredite; folglich betreffe die Abgabe in gleicher Weise die Kredite, deren Abschluß die Folge der von den Gegenparteien angeprangerten Werbemethoden sein könne, und die Kredite, deren wirtschaftliche oder soziale Rechtfertigung nicht in Frage zu stellen sei und die keinerlei Überschuldung des Schuldners zur Folge gehabt hätten. Es gebe also keinerlei Zusammenhang zwischen der Berechnungsweise der Abgabe und dem Verhalten, das vorgeblich bestraft werden solle.

Was den zweiten Nichtigkeitsklagegrund betrifft

A.4.1. Im zweiten Nichtigkeitsklagegrund werde angeführt, daß Artikel 20 § 2 des Gesetzes vom 5. Juli 1998 in seiner am Tag der Einleitung der Nichtigkeitsklage geltenden Fassung eine gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstoßende Diskriminierung zwischen den Kreditunternehmen, die in Anwendung von Artikel 74 des Gesetzes vom 12. Juni 1991 über den Verbraucherkredit einer Zulassung unterlägen, und den Unternehmen, die dem Recht eines anderen Mitgliedstaates der Europäischen Gemeinschaft unterlägen und aufgrund von Artikel 75bis § 1 Absatz 4 desselben Gesetzes registriert werden müßten, einführe.

Diese Bestimmung schaffe somit eine in bezug auf die Zielsetzung des obengenannten Gesetzes nicht vernünftig gerechtfertigte Diskriminierung zwischen zwei Kategorien von Gläubigern, nämlich einerseits den Unternehmen für Verbraucherkredite, die aufgrund von Artikel 74 des obengenannten Gesetzes vom 12. Juni 1991 einer Zulassung unterlägen, und andererseits den Kreditinstituten, die dem Recht eines anderen Mitgliedstaates der Europäischen Gemeinschaft unterlägen und die, weil sie durch den besagten Artikel 74 des Gesetzes vom 12. Juni 1991 von der Zulassung befreit seien, folglich auch von jeglichem Beitrag zu dem in Artikel 20 des angefochtenen Gesetzes vorgesehenen Fonds befreit seien. Diese Diskriminierung müsse zur Nichtigerklärung nicht nur von Paragraph 2 des Gesetzes führen, sondern auch von Paragraph 3, der untrennbar damit verbunden sei.

Selbst wenn die Tatsache, daß diese Institute von jeglichem Beitrag zum Fonds zur Bekämpfung der Überschuldung befreit seien, möglicherweise nicht vom Gesetzgeber gewollt worden sei, sondern sich eindeutig aus dem Verweis im Text von Artikel 20 § 2 des Gesetzes vom 5. Juli 1998 auf Artikel 74 des Gesetzes vom 12. Juni 1991 und aus dem Fehlen einer Bezugnahme auf Artikel 75bis § 1 Absatz 4 desselben Gesetzes ergebe, entbehre die Befreiung, in deren Genuß somit die dem Recht eines anderen Mitgliedstaates der Europäischen Gemeinschaft unterliegenden Kreditanstalten gelangten, jeglicher objektiven und vernünftigen Rechtfertigung und verstoße sie somit gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung.

A.4.2. Der Ministerrat, die Wallonische Regierung und die VoE Union des viles et communes de Wallonie machten den Hof auf Artikel 11 des Gesetzesentwurfs zur Festlegung von Haushalts- und sonstigen Bestimmungen aufmerksam, der am 11. März 1999 von der Abgeordnetenversammlung und am 22. April 1999 vom Senat angenommen worden sei und in Paragraph 1 besage:

« § 1. Unter Punkt 8 Nr. 3 des Teils '32 - Wirtschaftsangelegenheiten' der Tabelle, die dem Grundlagengesetz vom 27. Dezember 1990 zur Schaffung von Haushaltsfonds beigefügt ist, der durch Artikel 20 des Gesetzes vom 5. Juli 1998 eingefügt wurde, werden die Wörter 'in Anwendung von Artikel 74 desselben Gesetzes zugelassen' ersetzt durch die Wörter 'in Anwendung der Artikel 74 oder 75bis desselben Gesetzes zugelassen oder registriert'. »

Ziel dieser Abänderung sei es, die in Anwendung von Artikel 75bis des Gesetzes vom 12. Juni 1991 über den Verbrauchercredit registrierten ausländischen Kreditgeber den gleichen Verpflichtungen zu unterwerfen wie die belgischen Kreditgeber. Es gebe nämlich keinen Grund, "die ausländischen Kreditgeber, die in Belgien eine Tätigkeit im Rahmen des Gesetzes über den Verbrauchercredit ausüben und in dieser Eigenschaft registriert sind, nicht zur Finanzierung des Fonds zur Bekämpfung der Überschuldung beitragen zu lassen" (*Parl. Dok.*, Kammer, 1998-1999, Nr. 1937/1 und Nr. 1938/1, S. 4).

Artikel 11 erlege folglich der Gesamtheit der belgischen oder ausländischen professionellen Kreditgeber die Finanzierung des Fonds auf. Dieses Gesetz werde demnächst im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Der Klagegrund sei folglich faktisch mangelhaft.

A.4.3. In ihrem Erwidernsschriftsatz stellten die klagenden Parteien fest, daß Artikel 11 des Gesetzes vom 3. Mai 1999 zur Festlegung von Haushalts- und sonstigen Bestimmungen (*Belgisches Staatsblatt* vom 4. Mai 1999) den Text der angefochtenen Bestimmung abgeändert habe; seit dem Inkrafttreten dieses Gesetzes seien die dem Recht eines anderen Mitgliedstaates der Europäischen Gemeinschaft und der Registrierung aufgrund des obengenannten Artikels 75bis § 1 Absatz 4 des Gesetzes vom 12. Juni 1991 unterliegenden Kreditinstitute ebenso wie die in Anwendung von Artikel 74 zugelassenen Institute zu der Abgabe verpflichtet.

Der Gesetzgeber habe auf diese Weise die Wohlbegründetheit des zweiten Nichtigkeitsklagegrundes anerkannt, indem er die in diesem Klagegrund vorgebrachte Diskriminierung abgeschafft habe. Artikel 11 des Gesetzes vom 3. Mai 1999 sei weder eine auslegende noch eine rückwirkende Bestimmung.

Die angefochtene Norm sei allerdings noch in keiner Weise wirksam geworden, da der König den Prozentsatz der Abgabe zugunsten des Fonds zur Bekämpfung der Überschuldung noch nicht durch einen im Ministerrat beratenen Erlaß gemäß Artikel 20 § 3 des Gesetzes festgelegt habe.

Der zweite Nichtigkeitsklagegrund weise somit infolge des Inkrafttretens von Artikel 11 des Gesetzes vom 3. Mai 1999 kein Interesse mehr auf.

— B —

Zur Hauptsache

B.1. Die klagenden Parteien fordern die Nichtigerklärung von Artikel 20 §§ 2 und 3 des Gesetzes vom 5. Juli 1998 über die kollektive Schuldenregulierung und die Möglichkeit des Freihandverkaufs gepfändeter Immobilien.

Diese Bestimmung besagt:

« Art. 20. § 1. Es wird ein Fonds zur Bekämpfung der Überschuldung geschaffen, der einen Haushaltsfonds im Sinne von Artikel 45 der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Staatsbuchführung bildet.

Die im ersten Absatz angeführten Einnahmen, die für den Fonds bestimmt sind, sowie die gegebenenfalls zu dessen Lasten getätigten Ausgaben werden gegenüber dem besagten Fonds in der Tabelle angeführt, die dem Grundlagengesetz vom 27. Dezember 1990 zur Schaffung von Haushaltsfonds beigelegt ist.

§ 2. Der Teil ' 32 - Wirtschaftsangelegenheiten ' der Tabelle, die dem Grundlagengesetz vom 27. Dezember 1990 zur Schaffung von Haushaltsfonds beigelegt ist, wird durch folgende Bestimmungen ergänzt:

'Bezeichnung des organisierenden Haushaltsfonds:

32-8. Fonds zur Bekämpfung der Überschuldung.

Art der zweckgebundenen Einnahmen:

Jährliche Abgabe eines Prozentsatzes des am 31. Dezember des Vorjahres geschuldeten Restbetrags der folgenden Transaktionen:

1. Hypothekendarlehen oder -krediteröffnungen im Sinne von Artikel 1 des königlichen Erlasses Nr. 225 vom 7. Januar 1936 zur Regelung der Hypothekendarlehen und zur Einführung der Kontrolle der Unternehmen für Hypothekendarlehen, die durch ein dem Titel II desselben Erlasses unterliegendes oder in Artikel 65 desselben Erlasses genanntes Unternehmen durchgeführt werden;

2. Hypothekarkredite im Sinne der Artikel 1 und 2 des Gesetzes vom 4. August 1992 über den Hypothekarkredit, die durch ein dem Titel II desselben Gesetzes unterliegendes Unternehmen durchgeführt werden;

3. Verbrauchercredite im Sinne von Artikel 1 Nr. 4 des Gesetzes vom 12. Juni 1991 über den Verbrauchercredit, die durch eine in Anwendung von Artikel 74 desselben Gesetzes zugelassene natürliche oder juristische Person durchgeführt werden.

Art der zulässigen Ausgaben:

Zahlung des nach Anwendung von Artikel 1675/19 Absatz 2 des Gerichtsgesetzbuches unbezahlt gebliebenen Restbetrags der Honorare, Bezüge und Kosten der Schuldenvermittler, die wegen Leistungen gemäß den Bestimmungen von Teil V Titel IV des Gerichtsgesetzbuches geschuldet sind.'

§ 3. Der König legt durch einen im Ministerrat beratenen Erlaß den Prozentsatz des geschuldeten Restbetrags der in § 2 vorgesehenen Kredite fest, der zugunsten des Fonds erhoben wird, sowie die Bedingungen und Modalitäten der Erhebung der zweckgebundenen Einnahmen und der Zahlung der zulässigen Ausgaben.

Er organisiert ebenfalls die Führung des Fonds.

Der erhobene Prozentsatz kann nicht mehr als 0,5 Zehntausendstel des geschuldeten Restbetrags der unter § 2 Nrn. 1 und 2 vorgesehenen Kredite und 2,5 Zehntausendstel des geschuldeten Restbetrags der unter § 2 Nr. 3 vorgesehenen Kredite betragen.

Der König übt Seine Befugnis auf gemeinsamen Vorschlag der für Wirtschaftsangelegenheiten und Justiz zuständigen Minister aus.

§ 4. Um die Beteiligung des Fonds zur Bekämpfung der Überschuldung zu erhalten, teilen die Schuldenvermittler ihm den nach Anwendung von Artikel 1675/19 Absatz 2 des Gerichtsgesetzbuches geschuldeten Restbetrag ihrer Honorare, Bezüge und Kosten mit, die für Leistungen geschuldet sind, die gemäß den Bestimmungen von Teil V Titel IV des Gerichtsgesetzbuches erbracht wurden. »

In bezug auf den ersten Nichtigkeitsklagegrund

B.2. Der erste Nichtigkeitsklagegrund ist abgeleitet aus dem Verstoß der Paragraphen 2 und 3 des obengenannten Artikels 20 gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, indem diese Bestimmungen vorsehen, daß der Fonds zur Bekämpfung der Überschuldung, der geschaffen wurde, um ergänzend die Schuldenvermittler zu bezahlen, ausschließlich gespeist wird durch einen Prozentsatz, der vom geschuldeten Restbetrag der von den klagenden Parteien durchgeführten Kredittransaktionen erhoben wird.

Diese Parteien sind der Auffassung, daß die Kreditinstitute, obwohl ihre Situation nach ihrer Darstellung mit derjenigen aller anderen Gläubiger der Personen vergleichbar sei, die die Schuldenvermittlung in Anspruch nehmen könnten, unterschiedlich behandelt werden, dies ohne vernünftige Begründung, gegenüber den letztgenannten Gläubigern, da nur sie zur Finanzierung des Fonds beitragen müßten.

B.3. Die Verfassungsvorschriften der Gleichheit und des Diskriminierungsverbots schließen nicht aus, daß ein Behandlungsunterschied zwischen Kategorien von Personen eingeführt wird, soweit dieser Unterschied auf einem objektiven Kriterium beruht und in angemessener Weise gerechtfertigt ist.

Das Vorliegen einer solchen Rechtfertigung ist im Hinblick auf Zweck und Folgen der beanstandeten Maßnahme sowie auf die Art der einschlägigen Grundsätze zu beurteilen; es wird gegen den Gleichheitsgrundsatz verstoßen, wenn feststeht, daß die eingesetzten Mittel in keinem angemessenen Verhältnis zum verfolgten Zweck stehen.

B.4.1. Das durch das Gesetz vom 5. Juli 1998 eingeführte Verfahren der kollektiven Schuldenregulierung dient hauptsächlich dazu, die Finanzlage eines überschuldeten Schuldners wiederherzustellen, indem es ihn insbesondere in die Lage versetzt, seine Schulden im Rahmen des Möglichen zu begleichen, und indem es ihm sowie seiner Familie gleichzeitig garantiert, daß sie ein menschenwürdiges Leben führen können (Artikel 1675/3 Absatz 3 des Gerichtsgesetzbuches, der durch Artikel 2 des obengenannten Gesetzes vom 5. Juli 1998 eingefügt wurde). Die Finanzlage der überschuldeten Person wird zusammengefaßt, und diese wird dem anarchischen Druck der Gläubiger entzogen durch das Eingreifen eines Schuldenvermittlers, der gemäß dem neuen Artikel 1675/6 des Gerichtsgesetzbuches durch den Richter bestimmt wird, nachdem dieser über die Zulässigkeit des Antrags auf kollektive Schuldenregulierung befunden hat. Die Entscheidung über die Zulässigkeit läßt eine Gläubigermasse zwischen den Gläubigern entstehen und hat zur Folge, daß die Zinsen ausgesetzt werden und das Vermögen des Antragstellers nicht mehr zur Verfügung steht (neuer Artikel 1675/7 des Gerichtsgesetzbuches).

B.4.2. Der Schuldenvermittler, der ein Rechtsanwalt, ein Gerichtsvollzieher, ein Notar oder eine zu diesem Zweck zugelassene öffentliche (beispielsweise ein ÖSHZ) oder private Einrichtung sein kann (Artikel 1675/17 des Gerichtsgesetzbuches), wird nach den vom König festgelegten Regeln und Tarifen vergütet. Die Honorare, Bezüge und Kosten des Schuldenvermittlers übernimmt der Schuldner, und sie werden vorrangig bezahlt (Artikel 1675/19).

B.5. In diesem Kontext führt die angefochtene Bestimmung des Gesetzes vom 5. Juli 1998 einen Fonds zur Bekämpfung der Überschuldung ein, einen Haushaltsfonds zur Deckung des geschuldeten Restbetrags der Honorare, Bezüge und Kosten der Schuldenvermittler. Dieser Fonds beteiligt sich also nur zusätzlich, wenn der Schuldner die dem Vermittler geschuldeten Gebühren nicht zahlen kann. Dieser Fonds wird ausschließlich anhand eines Prozentsatzes, der durch einen im Ministerrat beratenen königlichen Erlaß festgesetzt wird, auf den geschuldeten Restbetrag der in dem angefochtenen Paragraphen 2 des Gesetzes beschriebenen (Hypothekendarlehen oder -krediteröffnungen, Verbraucherkredite) und von den Kreditinstituten sowie den Unternehmen für Hypothekendarlehen gewährten Kredite finanziert.

B.6. Artikel 20 des Gesetzes vom 5. Juli 1998, dessen Paragraphen 2 und 3 angefochten werden, hat seinen Ursprung in einem parlamentarischen Abänderungsantrag (Abänderungsantrag Nr. 83, *Parl. Dok.*, Kammer, 1996-1997, Nr. 1073/10), der unter anderem mit der Erwägung begründet wurde, daß der Fonds zur Bekämpfung der Überschuldung und seine Finanzierung Bestandteil « einer Logik der Solidarität und der gegenseitigen Übernahme der Risiken innerhalb des Kreditsektors [...] » ist:

« Es ist normal, daß die mit der Bekämpfung der Überschuldung verbundenen Kosten zumindest teilweise in die Kreditkosten aufgenommen und somit auf die Gesellschaft verteilt werden.

Aus der statistischen Verarbeitung von 866 Fragebögen, die ordnungsgemäß von den Schuldenvermittlungszentren der Wallonischen Region zwischen dem 1. Oktober 1996 und dem 31. März 1997 ausgefüllt wurden, hat das *Observatoire du Crédit et de l'Endettement* geschlußfolgert, daß Kreditschulden durchschnittlich 64,7 % der Gesamtverschuldung der Haushalte ausmachen, die sich an diese zugelassenen Zentren wenden. Es handelt sich um geschuldete Restbeträge von Verbraucherkrediten und Hypothekarkrediten, die als Prozentsatz der Gesamtsumme der Kreditschulden und der nicht auf Banken entfallenen Schulden (unbezahlte Rechnungen für Mieten, Gas, Elektrizität, Wasser, Telefon, Krankenhaus sowie Unterhaltsschulden und verschiedene Schulden) ausgedrückt sind.

In jeder vierten Akte bilden Kreditschulden die einzige Verschuldungsform der Haushalte; in 29,9 % der Fälle beträgt der Anteil der Bankverschuldung zwischen 81 und 99 % der Gesamtschuld » (ebenda, SS. 5-6).

Aus der Erörterung dieses Abänderungsantrags geht hervor, daß

« Kreditforderungen in allen Fällen von Überschuldung vorkommen, und zwar in einem hohen Verhältnis im Vergleich zur Gesamtschuld der überschuldeten Personen (siehe die in der Begründung des Abänderungsantrags angeführten Zahlen).

Im übrigen beteiligen sich die Energieverteiler bereits an der Finanzierung eines ähnlichen Systems, das von den Regionen eingeführt wurde.

Schließlich ist es unmöglich, andere Gläubiger zur Finanzierung eines Fonds zu verpflichten (Vermieter, Händler, Privatpersonen, usw.) » (*Parl. Dok.*, Kammer, 1996-1997, Nr. 1073/11, SS. 124-125).

B.7. Die Kreditinstitute und die Unternehmen für Hypothekendarlehen bilden eine Kategorie von Gläubigern, die man vernünftigerweise von sämtlichen anderen Gläubigern einer überschuldeten Person unterscheiden kann. Als Institute, die kommerziell die Vergabe von Krediten und Hypothekendarlehen betreiben, vergeben diese Kredite als professionelle Unternehmen, die anerkannt werden müssen und Methoden anwenden, deren Qualität und Technik bewirken, daß man sich vorzugsweise an sie wendet. Im Gegensatz zu allen anderen Gläubigern einer Person (Vermieter, Lieferanten von Wasser, Gas und Elektrizität, Gläubiger einer Unterhaltsrente, verschiedene Händler), die die Gefahr der Zahlungsunfähigkeit eines einzigen Schuldners nicht auf ihre anderen Schuldner abwälzen können, steht also fest, daß die klagenden Institute ihren gesamten Schuldnerkosten und Zinssätze auferlegen, die insbesondere die Gefahr der Zahlungsunfähigkeit und die Kosten der Eintreibung ihrer gesamten Forderungen decken, ohne Rücksicht darauf, ob die Schuldner ihre Schulden entsprechend den vereinbarten Bedingungen begleichen oder nicht. Auch im Gegensatz zu allen anderen Gläubigern haben die klagenden Institute gerade wegen ihrer Eigenschaft als professionelle Unternehmen Zugang zur Datei der Zentrale der Nationalbank für Kredite an Privatpersonen, so daß sie Einsicht in Zahlungsverzögerungen ihrer etwaigen Schuldner nehmen und folglich in Kenntnis der Sachlage ihnen einen neuen Kredit verweigern können. Schließlich greifen sie als professionelle Unternehmen auf Techniken der kommerziellen Werbung zurück, die an sich dazu dient, Verbraucher, die auf der Suche nach einer Krediteröffnung oder einem Hypothekendarlehen sind, dazu zu bewegen, sich an sie zu wenden.

B.8.1. Ohne daß es notwendig ist, die Wohlbegründetheit eines der vom Ministerrat und von den intervenierenden Parteien angeführten Gründe, nämlich die Notwendigkeit der Sanierung des Kreditsektors, indem er zur Verantwortung gezogen wird, zu beurteilen, stellt der Hof fest, daß der Gesetzgeber vernünftigerweise davon ausgehen konnte, daß der Fonds zur Bekämpfung der Überschuldung, den er zur ergänzenden Bezahlung der mit der Abwicklung des Verfahrens der

kollektiven Schuldenregulierung beauftragten Schuldenvermittler eingesetzt hat, durch einen Beitrag finanziert würde, der ausschließlich von den professionellen Unternehmen für Kredite und Hypothekendarlehen gezahlt würde. Es ist nämlich nicht nur onverstandlich, wie man technisch aufgrund der Unbestimmtheit der anderen Gläubiger sowie der Veränderlichkeit dieser Forderungen andere Gläubiger einer überschuldeten Person zur Finanzierung dieses Fonds hätte heranziehen können, sondern darüber hinaus haben der algemeine Bericht der König-Baudouin-Stiftung (algemeiner Bericht über die Armut, K.B.S., 1994), der die Grundlage zahlreicher gesetzgeberischer Initiatieven bildet, sowie die Vorarbeiten zum angefochtenen Gesetz (*Parl. Dok.*, Kammer, 1996-1997, Nrn. 1073/1, 1073/11, S. 124, und 1074/1, S. 3) die bedeutende Rolle des Verbruucherkredits - auch wenn er nicht alleine dazu beiträgt - im Phänomen der Überschuldung verdeutlicht, was erklären kann, daß der Gesetzgeber nur den Kreditinstituten die Finanzierung des Fonds auferlegt hat, der die mit der Schuldenvermittlung von bedürftigen Personen verbundenen Kosten beglichen soll.

B.8.2. Schließlicly geht aus Artikel 20 § 2 des Gesetzes vom 5. Juli 1998 über die kollektive Schuldenregulierung hervor, daß der Fonds zur Bekämpfung der Überschuldung sich nur ergänzend an der Bezahlung des noch geschuldeten Restbetrags der Honorare, Bezüge und Kosten der Schuldenvermittler beteiligt. Außerdem sieht Artikel 20 § 3 desselben Gesetzes vor, daß der von den Kreditinstituten abgeführte Prozentsatz, den der König durch einen im Ministerrat beratenen königlichen Erlaß festsetzen muß, nicht mehr als 0,5 Zehntausendstel des geschuldeten Restbetrags der in Paragraph 2 Nrn. 1 und 2 vorgesehenen Kredite und 2,5 Zehntausendstel des geschuldeten Restbetrags der in Paragraph 2 Nr. 3 vorgesehenen Kredite betragen darf.

B.9. Angesichts des Hauptzwecks des Verfahrens der kollektiven Schuldenregulierung, der unter B.4.1 in Erinnerung gerufen wurde, sowie auch des Kontextes, in dem die angefochtene Bestimmung gerechtfertigt und angenommen wurde (siehe oben, B.5 und B.6), konnte der Gesetzgeber sich vernünftigerweise auf die Unterscheidung zwischen den Kreditunternehmen und den anderen Gläubigern einer überschuldeten Person stützen, um nur den ersteren einen Beitrag zum Fonds zur Bekämpfung der Überschuldung aufzuerlegen.

Aus den obigen Erwägungen ergibt sich, daß der erste Klagegrund unbegründet ist.

In bezug auf den zweiten Nichtigkeitsklagegrund

B.10. Der zweite Nichtigkeitsklagegrund ist abgeleitet aus dem Verstoß von Paragraph 2 des Artikels 20 des obengenannten Gesetzes vom 5. Juli 1998 gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, indem er vorsieht, daß die zweckgebundenen Einnahmen des Fonds zur Bekämpfung der Überschuldung aus einer jährlichen Abgabe von einem Prozentsatz des am 31. Dezember des Vorjahres geschuldeten Restbetrags, insbesondere der « Verbruucherkredite im Sinne von Artikel 1 Nr. 4 des Gesetzes vom 12. Juni 1991 über den Verbruucherkredit, die durch eine in Anwendung von Artikel 74 desselben Gesetzes zugelassene natürliche oder juristische Person durchgeführt werden, » bestehen.

Die Kläger sind der Auffassung, daß diese Bestimmung angesichts der Zielsetzung des besagten Gesetzes eine nicht vernünftig gerechtfertigte Diskriminierung zwischen zwei Kategorien von Gläubigern einführe, nämlich einerseits den Unternehmen für Verbruucherkredite, die der Zulassung aufgrund von Artikel 74 des obengenannten Gesetzes vom 12. Juni 1991 unterlägen, und andererseits den Kreditinstituten, die dem Recht eines anderen Mitgliedstaates der Europäischen Gemeinschaft unterlägen und die, da sie durch den besagten Artikel 74 des Gesetzes vom 12. Juni 1991 von der Zulassung befreit seien, folglich von jeglichem Beitrag zu dem in Artikel 20 des angefochtenen Gesetzes vorgesehenen Fonds befreit seien. Diese Diskriminierung müsse nicht nur die Nichtigkeitsklärung von Paragraph 2 des Gesetzes, sondern auch von Paragraph 3, der untrennbar damit verbunden sei, zur Folge haben.

B.11. Ebenso wie die klagenden Parteien in ihrem Erwidierungsschriftsatz stellt der Hof fest, daß Artikel 11 des Gesetzes vom 3. Mai 1999 zur Festlegung von Haushalts- und sonstigen Bestimmungen (*Belgisches Staatsblatt* vom 4. Mai 1999) den Text der angefochtenen Bestimmung abgeändert hat, da er vorsieht, daß die dem Recht eines anderen Mitgliedstaates der Europäischen Gemeinschaft unterliegenden Kreditinstitute, die aufgrund von Artikel 75bis, § 1 Absatz 4 des Gesetzes vom 12. Juni 1991 zur Registrierung verpflichtet sind, der Abgabe ebenso unterliegen wie die in Anwendung von Artikel 74 zugelassenen Institute. Der im zweiten Klagegrund angeprangerte Behandlungsunterschied ist also durch den Gesetzgeber aufgehoben worden.

B.12. Selbst wenn Artikel 11 des Gesetzes vom 3. Mai 1999 keine rückwirkende Kraft hat, jedoch angesichts der Tatsache, daß der angefochtene Paragraph 2 von Artikel 20 des Gesetzes vom 5. Juli 1998 in Ermangelung des im Ministerrat beratenen königlichen Erlasses zur Festsetzung des Betrags der Abgabe zugunsten des Fonds zur Bekämpfung der Überschuldung noch nicht wirksam ist, ist der zweite Klagegrund gegenstandslos geworden.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

weist die Klage zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 23. Februar 2000.

Die stellv. Kanzlerin,

B. Renauld.

Der Vorsitzende,

M. Melchior.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 2000 — 760

[C — 2000/09269]

1 MAART 2000. — Wet tot wijziging van artikel 306 van het Gerechtelijk Wetboek (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 306 van het Gerechtelijk Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 306. § 1. De Koning kan op gemotiveerd verzoek vrijstelling verlenen van het verplicht verblijf ter standplaats aan de eerste voorzitter van het Hof van Cassatie, aan de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie, aan de korpschefs van de hoven en rechtbanken, aan de vrederechters en de rechters in de politierechtbank.

MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 2000 — 760

[C — 2000/09269]

1^{er} MARS 2000. — Loi modifiant l'article 306 du Code judiciaire (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2. L'article 306 du Code judiciaire est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 306. § 1^{er}. Sur demande motivée, le Roi peut accorder une dispense de l'obligation de résidence au premier président de la Cour de cassation, au procureur général près la Cour de cassation, aux chefs de corps des cours et tribunaux, aux juges de paix et aux juges au tribunal de police.

§ 2. De Koning kan op gemotiveerd verzoek vrijstelling verlenen van het verplicht verblijf ter standplaats :

op advies van de eerste voorzitter van het Hof van Cassatie, aan de leden en de onder zijn gezag staande referendarissen bij dit Hof;

op advies van de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie, aan de eerste advocaat-generaal, de advocaten-generaal en de onder zijn gezag staande referendarissen bij dit Hof;

op advies van hun korpschef, aan de overige magistraten-leden bedoeld in artikel 305, tweede lid;

op advies van respectievelijk de eerste voorzitter van het hof van beroep, de eerste voorzitter van het arbeidshof of de procureur-generaal bij het hof van beroep, aan de magistraten bedoeld in artikel 305, derde lid;

op advies van respectievelijk de eerste voorzitter of voorzitter van de hoven of rechtbanken, van de vrederechter of de rechters in de politierechtbank, aan de leden van de griffie bedoeld in artikel 305. »

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 1 maart 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

Nota

(1) *Buitengewone zitting 1995*

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Nr. 85/ 1 : Wetsvoorstel van de heer Verwilghen.

Nr. 85/2 : Amendement.

Nr. 85/3 : Verslag.

Nr. 85/4 : Tekst aangenomen door de commissie.

Nr. 85/5 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Parlementaire handelingen. - Bespreking en aanneming. Vergadering van 5 maart 1998.

Gewone zitting 1997-1998

Senaat :

Nr. 900/1 : Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Nr. 900/2 : Amendementen.

Nr. 900/3 : Verslag.

Nr. 900/4 : Tekst aangenomen door de commissie.

Parlementaire handelingen. Bespreking en aanneming. Vergadering van 22 april 1999.

Gewone zitting 1999-2000

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Nr. 85/ 6 : Ontwerp geamendeerd door de Senaat.

Nr. 370/1 : Ontwerp overgezonden door de Senaat tijdens de vorige zittingsperiode en van vervel ontheven (Wet van 24 december 1999 - *Belgisch Staatsblad* van 12 januari 2000).

Nr. 370/2 : Verslag.

Nr. 370/3 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd.

Parlementaire handelingen. Bespreking en aanneming. Vergadering van 3 februari 2000.

§ 2. Sur demande motivée, le Roi peut accorder une dispense de l'obligation de résidence :

sur avis du premier président de la Cour de cassation, aux membres de cette cour et aux référendaires près cette cour placés sous son autorité;

sur avis du procureur général près la Cour de cassation, au premier avocat général, aux avocats généraux et aux référendaires près cette cour placés sous son autorité;

sur avis de leur chef de corps, aux autres magistrats membres visés à l'article 305, alinéa 2;

sur avis, respectivement, du premier président de la cour d'appel, du premier président de la cour du travail ou du procureur général près la cour d'appel, aux magistrats visés à l'article 305, alinéa 3;

sur avis, respectivement, du premier président ou président des cours ou tribunaux, du juge de paix ou des juges au tribunal de police, aux membres du greffe visés à l'article 305. »

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 1^{er} mars 2000.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Note

(1) *Session extraordinaire 1995*

Chambre des représentants :

N° 85/1 : Proposition de loi de M. Verwilghen.

N° 85/2 : Amendement.

N° 85/3 : Rapport.

N° 85/4 : Texte adopté par la commission.

N° 85/5 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Annales parlementaires. - Discussion et adoption. Séance du 5 mars 1998.

Session ordinaire 1997-1998

Sénat :

N° 900/ 1 : Projet transmis par la Chambre des représentants.

N° 900/2 : Amendements.

N° 900/3 : Rapport.

N° 900/4 : Texte adopté par la commission.

Annales parlementaires. Discussion et adoption. Séance du 22 avril 1999.

Session ordinaire 1999-2000

Chambre des représentants

N° 85/6 : Projet amendé par le Sénat.

N° 370/1 : Projet transmis par le Sénat sous la législature précédente et relevé de caducité (Loi du 24 décembre 1999 - *Moniteur belge* du 12 janvier 2000).

N° 370/2 : Rapport.

N° 370/3 : Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale.

Annales parlementaires. Discussion et adoption. Séance du 3 février 2000.

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 2000 — 761

[2000/11004]

8 DECEMBER 1999. — Ministerieel besluit houdende oprichting van een Commissie voor Onderzoek naar de Beroepsgeschiktheid bij het Ministerie van Economische Zaken

De Minister van Economie,

Gelet op het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de evaluatie en de loopbaan van het rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 66, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 september 1969 en 31 mei 1988;

Gelet op het ministerieel besluit van 30 oktober 1974 houdende oprichting van een commissie van onderzoek naar de beroepsgeschiktheid;

Gelet op het ministerieel besluit van 16 maart 1998 tot vaststelling van de lijst der graden die toegang geven tot bij verandering van graad of bij bevordering door verhoging in graad te verlenen graden en tot vaststelling van de wijze waarop een vacante betrekking wordt toegekend;

Gelet op het advies van de directieraad;

Gelet op het protocol SC IV/P 55 van 17 november 1999 van sectorcomité IV,

Besluit :

Artikel 1. Het onderzoek naar de beroepsgeschiktheid dat vereist is voor de benoeming bij verandering van graad tot de graden van inspecteur en monitor, wordt in het Ministerie van Economische Zaken gevoerd door een Commissie voor Onderzoek naar de Beroepsgeschiktheid.

Art. 2. Deze commissie wordt samengesteld als volgt :

1° voorzitter : de secretaris-generaal, of een afgevaardigde die hij aanduidt;

2° leden :

a) de directeur-generaal van het Bestuur Algemene Diensten, of een afgevaardigde die hij aanduidt;

b) het hoofd van het bestuur waarbij de vacante betrekking hoort, of zijn vertegenwoordiger;

c) twee ambtenaren van dezelfde taalrol als de kandidaat, aangeduid door het hoofd van het bestuur waarbij de vacante betrekking hoort;

d) de opleidingsdirecteur van dezelfde taalrol als de kandidaat;

e) een vertegenwoordiger van het Vast Wervingssecretariaat;

f) het hoofd van het bestuur waarbij de ambtenaar hoort die zich kandidaat heeft gesteld, en de hiërarchische meerdere van die ambtenaar.

Art. 3. De voorzitter kan voor elk onderzoek een beroep doen op de medewerking van technici.

Art. 4. Het onderzoek gebeurt individueel in de volgorde waarin de kandidaten in aanmerking komen voor de vacante betrekking.

In functie van deze betrekking bepalen het hoofd van het bestuur waarbij de vacante betrekking hoort, en twee ambtenaren die hij aanduidt, vooraf de criteria waarop de kandidaten beoordeeld worden en de wijze waarop het onderzoek gevoerd wordt.

Deze criteria en de wijze waarop het onderzoek gevoerd wordt, zijn onderworpen aan het advies van de Vaste Wervingssecretaris.

Art. 5. De voorzitter van de commissie duidt de secretaris van de commissie aan.

Art. 6. Het ministerieel besluit van 30 oktober 1974 houdende oprichting van een commissie tot onderzoek naar de beroepsgeschiktheid wordt opgeheven.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 8 december 1999.

R. DEMOTTE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

F. 2000 — 761

[2000/11004]

8 DECEMBRE 1999. — Arrêté ministériel portant création d'une Commission de vérification des Aptitudes professionnelles au Ministère des Affaires économiques

Le Ministre de l'Économie,

Vu l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'État, notamment l'article 66, modifié par les arrêtés royaux des 17 septembre 1969 et 31 mai 1988;

Vu l'arrêté ministériel du 30 octobre 1974 portant création d'une commission de vérification des aptitudes professionnelles;

Vu l'arrêté ministériel du 16 mars 1998 fixant la liste des grades qui donnent accès aux grades à conférer par changement de grade ou par promotion par avancement de grade et le mode de nomination à suivre pour l'attribution d'un emploi vacant;

Vu l'avis du conseil de direction;

Vu le protocole CS IV/P 55 du 17 novembre 1999 du comité de secteur IV,

Arrête :

Article 1^{er}. Au Ministère des Affaires économiques, la vérification des aptitudes professionnelles à laquelle il doit être procédé pour la nomination par changement de grade aux grades d'inspecteur et de moniteur, est organisée par la Commission de Vérification des Aptitudes professionnelles.

Art. 2. Cette commission se compose de la façon suivante :

1° président : le secrétaire général, ou un délégué qu'il désigne;

2° membres :

a) le directeur général de l'Administration des Services généraux, ou un délégué qu'il désigne;

b) le chef de l'administration à laquelle appartient l'emploi vacant, ou son représentant;

c) deux fonctionnaires du même rôle linguistique que le candidat, désignés par le directeur général de l'administration à laquelle appartient l'emploi vacant;

d) le directeur de la formation du même rôle linguistique que le candidat;

e) un représentant du Secrétariat permanent de Recrutement;

f) le chef de l'administration à laquelle le fonctionnaire qui a posé sa candidature, appartient, et le supérieur hiérarchique de ce fonctionnaire.

Art. 3. Pour chaque vérification, le président peut faire appel à la collaboration de techniciens.

Art. 4. La vérification a lieu individuellement dans l'ordre de l'admissibilité des candidats pour l'emploi vacant.

En fonction de cet emploi, le chef de l'administration à laquelle appartient l'emploi vacant, et deux fonctionnaires qu'il désigne, déterminent préalablement les critères selon lesquels les candidats sont évalués et les modalités de la vérification.

Ces critères et ces modalités sont soumis à l'avis du Secrétaire permanent de Recrutement.

Art. 5. Le président désigne le secrétaire de la commission.

Art. 6. L'arrêté ministériel du 30 octobre 1974 portant création d'une commission de vérification des aptitudes professionnelles est abrogé.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 8 décembre 1999.

R. DEMOTTE

N. 2000 — 762

[C — 2000/11029]

10 JANUARI 2000. — Ministerieel besluit houdende goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Commissie van advies inzake het rendement, ingesteld bij artikel 9 van het koninklijk besluit van 18 maart 1997 betreffende de rendementseisen voor nieuwe olie- en gasgestookte centrale-verwarmingsketels

De Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer,

De Minister van Consumentenzaken,

De Minister van Economie,

De Staatssecretaris voor Energie,

Gelet op de wet van 20 juli 1990 betreffende de accreditatie van certificatie- en keuringsinstellingen, alsmede van beproevingslaboratoria, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument, inzonderheid op artikel 14;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 maart 1997 betreffende de rendementseisen voor nieuwe olie- en gasgestookte centrale-verwarmingsketels, inzonderheid op de artikelen 8, 9 en 10;

Gelet op het ontwerp van huishoudelijk reglement opgesteld door de Commissie van advies inzake het rendement tijdens haar vergadering van 20 januari 1999;

Overwegende dat volgens artikel 9 van voormeld koninklijk besluit, een Commissie opgericht wordt, genoemd « Commissie van advies inzake het rendement », die belast wordt met het verlenen van advies aan de Minister tot wiens bevoegdheid de Energie behoort, inzake alle vragen die haar worden gesteld overeenkomstig artikel 10;

Overwegende dat volgens artikel 8 van voormeld koninklijk besluit de Commissie van advies inzake het rendement ermee wordt belast aan de Minister tot wiens bevoegdheid de Energie behoort, advies te verlenen inzake erkenning van de aangemelde instanties en beproevingslaboratoria;

Overwegende dat artikel 9, paragraaf 3 van voormeld koninklijk besluit stelt dat de Commissie van advies inzake het rendement haar huishoudelijk reglement opstelt en het ter goedkeuring voorlegt aan de Minister tot wiens bevoegdheid de Energie behoort,

Besluiten :

Enig artikel. Het bij dit besluit gevoegde huishoudelijk reglement waartoe door de Commissie van advies inzake het rendement in haar vergadering van 20 januari 1999 werd besloten, wordt goedgekeurd.

Brussel, 10 januari 2000.

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Mobiliteit en Vervoer,
Mevr. I. DURANT

De Minister van Consumentenzaken,
Mevr. M. AELVOET

De Minister van Economie,
R. DEMOTTE

De Staatssecretaris voor Energie,
O. DELEUZE

Bijlage bij het ministerieel besluit houdende goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Commissie van advies inzake het rendement, ingesteld bij artikel 9 van het koninklijk besluit van 18 maart 1997 betreffende de rendementseisen voor nieuwe olie- en gasgestookte centrale-verwarmingsketels

HUISHOUDELIJK REGLEMENT

De Commissie van advies inzake het rendement, hierna « de Commissie » genoemd, heeft haar huishoudelijk reglement als volgt vastgesteld :

Artikel 1. De Commissie vergadert zo dikwijls als nodig is voor het goede verloop van haar opdrachten.

Artikel 2. De Voorzitter stelt de datum, het uur en de plaats van de vergadering vast.

F. 2000 — 762

[C — 2000/11029]

10 JANVIER 2000. — Arrêté ministériel approuvant le règlement d'ordre intérieur de la Commission consultative pour le rendement, instituée par l'article 9 de l'arrêté royal du 18 mars 1997 concernant les exigences de rendement pour les nouvelles chaudières à eau chaude alimentées en combustibles liquides ou gazeux

La Vice-Première Ministre et Ministre de la Mobilité et des Transports,

La Ministre de la Protection de la consommation,

Le Ministre de l'Economie,

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie,

Vu la loi du 20 juillet 1990 relative à l'accréditation des organismes de certification et de contrôle, ainsi que des laboratoires d'essais, notamment l'article 3;

Vu la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, notamment l'article 14;

Vu l'arrêté royal du 18 mars 1997 concernant les exigences de rendement pour les nouvelles chaudières à eau chaude alimentées en combustibles liquides ou gazeux, notamment les articles 8, 9 et 10;

Vu le projet de règlement d'ordre intérieur élaboré par la Commission consultative pour le rendement en sa réunion du 20 janvier 1999;

Considérant qu'en vertu de l'article 9 dudit arrêté royal, il est institué une Commission, dénommée « Commission consultative pour le rendement », chargée de donner son avis au Ministre ayant l'Energie dans ses attributions, sur toute question dont elle est saisie conformément aux dispositions de l'article 10;

Considérant qu'en vertu de l'article 8 dudit arrêté royal, la Commission consultative pour le rendement est chargée de donner un avis au Ministre ayant l'Energie dans ses attributions en matière d'agrément des organismes notifiés et laboratoires d'essais;

Considérant qu'en vertu de l'article 9, paragraphe 3 dudit arrêté royal, la Commission permanente arrête son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Ministre ayant l'Energie dans ses attributions,

Arrêtent :

Article unique. Le règlement d'ordre intérieur arrêté en sa réunion du 20 janvier 1999 par la Commission consultative pour le rendement annexé au présent arrêté est approuvé.

Bruxelles, le 10 janvier 2000.

La Vice-Première Ministre
et Ministre de la Mobilité et des Transports,
Mme I. DURANT

La Ministre de la Protection de la consommation,
Mme M. AELVOET

Le Ministre de l'Economie,
R. DEMOTTE

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie,
O. DELEUZE

Annexe à l'arrêté ministériel approuvant le règlement d'ordre intérieur de la Commission consultative pour le rendement, instituée par l'article 9 de l'arrêté royal du 18 mars 1997 concernant les exigences de rendement pour les nouvelles chaudières à eau chaude alimentées en combustibles liquides ou gazeux

REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR

La Commission consultative pour le rendement, dénommée ci-après « la Commission », a fixé comme suit son règlement d'ordre intérieur :

Article 1^{er}. La Commission se réunit aussi souvent que l'exige la bonne marche de ses travaux.

Article 2. Le Président fixe la date, l'heure et l'endroit des réunions.

Artikel 3. Tenzij overmacht, wordt door het secretariaat ten minste tien werkdagen vóór de vergadering, de uitnodiging samen met de agenda en de daarbijhorende documenten verstuurd.

Leden die wensen dat een onderwerp op de dagorde geplaatst wordt, richten schriftelijk een gemotiveerd verzoek naar de Voorzitter.

Artikel 4. De effectieve leden van de Commissie en de opgeroepen plaatsvervangers tekenen de aanwezigheidslijst vóór de aanvang van de vergadering.

Artikel 5. Enkel de punten die op de dagorde staan kunnen behandeld worden of ter stemming worden voorgelegd.

De Commissie weert elke bespreking in verband met onderwerpen die niet overeenkomen met de doelstellingen waarvoor de Commissie is opgericht.

Artikel 6. De stemmen worden luidop uitgebracht. Op vraag van drie leden, kan de Commissie echter beslissen de stemming in het geheim te houden.

Een advies wordt uitgebracht bij absolute meerderheid van de stemmen der aanwezige leden; de stem van de Voorzitter is doorslaggevend ingeval van gelijkheid van stemmen.

Artikel 7. Het vergaderingsverslag van de Commissie wordt naar de leden verstuurd.

Zonder tegenbericht, gegeven tijdens de daaropvolgende vergadering, wordt het verslag als goedgekeurd beschouwd als de Voorzitter binnen de veertien dagen die volgen op het verzenden ervan geen enkele schriftelijke opmerking ontvangen heeft.

Het verslag waarvoor opmerkingen gemaakt zijn wordt na onderzoek van deze opmerkingen goedgekeurd bij het begin van de eerste vergadering die volgt na de hierboven vermelde periode van veertien dagen.

Artikel 8. De leden van de Commissie gebruiken de landstaal van hun keuze.

De verslagen en de andere documenten worden in beide landstalen opgesteld.

Artikel 9. Een effectief lid dat niet aan een vergadering kan deelnemen brengt zijn plaatsvervanger op de hoogte van zijn afwezigheid.

Artikel 10. De leden van de Commissie kunnen de Voorzitter voorstellen experten uit te nodigen teneinde mondelinge of schriftelijke inlichtingen te geven.

Artikel 11. De Commissie kan, wanneer zij het in de uitoefening van haar taken aangewezen vindt, één of meerdere personen uit haar kring of uit de experten belasten met de studie van bepaalde specifieke problemen.

Artikel 12. Het secretariaat van de Commissie wordt waargenomen door het Bestuur Energie van het Ministerie van Economische Zaken, onder het gezag van de Voorzitter.

Artikel 13. De Voorzitter waakt over de goede werking van de Commissie en het secretariaat.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 10 januari 2000.

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Mobiliteit en Vervoer,
Mevr. I. DURANT

De Minister van Consumentenzaken,
Mevr. M. AELVOET

De Minister van Economie,
R. DEMOTTE

De Staatssecretaris voor Energie,
O. DELEUZE

Article 3. La convocation accompagnée de l'ordre du jour et des documents y relatifs est envoyée, sauf cas de force majeure, par le secrétariat au moins dix jours ouvrables avant la date de la réunion.

Les membres désirant qu'une question soit portée à l'ordre du jour d'une réunion adressent par écrit une demande motivée au Président.

Article 4. Les membres effectifs de la Commission et les membres suppléants appelés à siéger signent la liste des présences avant le début de la séance.

Article 5. Seules les questions figurant à l'ordre du jour peuvent être mises en discussion ou être soumises au vote.

La Commission s'interdit toute discussion sur des sujets étrangers aux objectifs pour lesquels elle a été instituée.

Article 6. Les votes sont émis à haute voix. Toutefois, à la demande de trois membres, la Commission peut décider que le vote se fera au scrutin secret.

L'avis est émis à la majorité absolue des voix des membres présents, celle du Président étant prépondérante en cas de parité des voix.

Article 7. Le procès-verbal de la séance de la Commission est transmis à tous les membres.

Si aucune observation écrite n'a été introduite auprès du Président dans les quinze jours à dater de leur transmission, le procès-verbal est considéré comme étant approuvé, sauf avis contraire donné en séance suivante.

Le procès-verbal pour lequel des observations ont été déposées est approuvé, après examen de ces observations, au début de la première séance qui suit le délai de quinze jours précité.

Article 8. Les membres de la Commission s'expriment dans la langue nationale de leur choix.

Les procès-verbaux et autres documents transmis aux membres de la Commission sont rédigés dans les deux langues nationales.

Article 9. Le membre effectif qui ne peut assister à une séance prévient son suppléant de son absence.

Article 10. Les membres de la Commission peuvent proposer au Président d'inviter des experts pour fournir des renseignements soit oraux soit écrits.

Article 11. La Commission peut, lorsqu'elle le juge opportun pour l'exécution des missions qui lui incombent, charger une ou plusieurs personnes en son sein ou parmi les experts d'étudier certains problèmes particuliers.

Article 12. Le secrétariat de la Commission est assuré par l'Administration de l'Energie du Ministère des Affaires économiques, sous l'autorité du Président.

Article 13. Le Président veille au bon fonctionnement des travaux de la Commission et du secrétariat.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 10 janvier 2000.

La Vice-Première Ministre
et Ministre de la Mobilité et des Transports,
Mme I. DURANT

La Ministre de la Protection de la consommation,
Mme M. AELVOET

Le Ministre de l'Economie,
R. DEMOTTE

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie,
O. DELEUZE

N. 2000 — 763

[C — 2000/11144]

22 MAART 2000. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 21 februari 2000 tot vaststelling van de prijs van de grote verpakkingen van terugbetaalbare geneesmiddelen

De Minister van Economie,

Gelet op de programmawet van 22 december 1989, inzonderheid op artikel 317, gewijzigd bij de wet van 20 december 1995;

Gelet op het ministerieel besluit van 21 februari 2000 tot vaststelling van de prijs van de grote verpakkingen van terugbetaalbare geneesmiddelen;

Overwegende dat het moet mogelijk zijn voor de Minister om in uitzonderlijke gevallen en voor zover dit door bijzondere omstandigheden wordt gerechtvaardigd, een afwijking toe te staan;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door de omstandigheid dat de Minister, in de gevallen waar het verantwoord is, zo snel mogelijk een afwijking moet kunnen toestaan omdat de prijzen van de grote verpakkingen waarop het besluit van 21 februari 2000 van toepassing is, reeds op 15 maart gedaald zijn;

Gelet op het advies van de Prijzencommissie voor de Farmaceutische Specialiteiten, gegeven op 16 maart 2000,

Besluit :

Artikel 1. Een artikel *5bis*, luidend als volgt, wordt ingevoegd in het ministerieel besluit van 21 februari 2000 tot vaststelling van de prijs van de grote verpakkingen van terugbetaalbare geneesmiddelen :

« Art. *5bis*. Op vraag van de houder van de vergunning tot commercialisatie kan de Minister, na advies van de Prijzencommissie voor de Farmaceutische Specialiteiten, opgericht door het koninklijk besluit van 8 augustus 1975, in uitzonderingsgevallen en voor zover dit door bijzondere omstandigheden wordt gerechtvaardigd, een afwijking toestaan op de toepassing de artikelen 3 en 4 van dit besluit. »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 22 maart 2000.

R. DEMOTTE

F. 2000 — 763

[C — 2000/11144]

22 MARS 2000. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 21 février 2000 fixant le prix des grands conditionnements de médicaments remboursables

Le Ministre de l'Economie,

Vu la loi-programme du 22 décembre 1989, notamment l'article 317, modifié par la loi du 20 décembre 1995;

Vu l'arrêté ministériel du 21 février 2000 fixant le prix des grands conditionnements de médicaments remboursables;

Considérant qu'il doit être possible pour le Ministre d'accorder des dérogations dans des cas exceptionnels et pour autant que des raisons particulières le justifient;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence, motivée par le fait que le Ministre doit pouvoir, dans les cas où cela se justifie, accorder le plus vite possible une dérogation étant donné que les prix des grands conditionnements auxquels s'applique l'arrêté du 21 février 2000, ont déjà été diminués le 15 mars 2000;

Vu l'avis de la Commission des prix du 16 mars 2000,

Arrête :

Article 1^{er}. Un article *5bis*, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté ministériel du 21 février 2000 fixant le prix des grands conditionnements de médicaments remboursables :

« Article *5bis*. Sur demande du détenteur de commercialisation, le Ministre, après avis de la Commission des Prix des Spécialités pharmaceutiques créée par arrêté royal du 8 août 1975, peut accorder une dérogation à l'application des articles 3 et 4 du présent arrêté dans des cas exceptionnels et pour autant que des raisons particulières le justifient ».

Art. 2. Cet arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 22 mars 2000.

R. DEMOTTE

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN INTERNATIONALE SAMENWERKING

N. 2000 — 764

[2000/15021]

1. Internationaal verdrag tot het brengen van eenheid in sommige bepalingen betreffende de bevoegdheid in strafzaken op het stuk van aanvaring en andere scheepvaartvoorvallen, ondertekend te Brussel op 10 mei 1952 (1).

2. Internationaal Verdrag nopens de beperking van de aansprakelijkheid van eigenaren van zeeschepen, ondertekend op 10 oktober 1957 (2). — Verklaring afgelegd door de Volksrepubliek China ten aanzien van Macao

Overeenkomstig de gezamenlijke verklaring van de Regering van de Volksrepubliek China en de Regering van de Portugese Republiek betreffende de kwestie Macao, oefent de Volksrepubliek China haar soevereiniteit over Macao met ingang van 20 december 1999 opnieuw uit.

Met ingang van deze datum wordt Macao een speciale administratieve regio van de Volksrepubliek China. De Regering van de Volksrepubliek China bracht de Belgische regering op 6 december 1999 ervan in kennis dat ze de internationale verplichtingen en rechten voortvloeiend uit de toepassing in Macao van de bovengenoemde 2 Verdragen inzake zeerecht op zich neemt.

Nota

(1) Zie *Belgisch Staatsblad* du 19 juli 1961.

(2) Zie *Belgisch Staatsblad* du 29 januari 1976.

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES,
DU COMMERCE EXTERIEUR
ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

F. 2000 — 764

[2000/15021]

1. Convention internationale pour l'unification de certaines règles relatives à la compétence pénale en matière d'abordage et autres événements de navigation, faite à Bruxelles le 10 mai 1952 (1).

2. Convention internationale sur la limitation de la responsabilité des propriétaires de navires de mer, faite à Bruxelles le 10 octobre 1957 (2). — Déclarations par la République populaire de Chine à l'égard de Macao

Conformément à la déclaration conjointe du Gouvernement de la République populaire de Chine et du Gouvernement de la République Portugaise sur la question de Macao, le Gouvernement de la République populaire de Chine a repris l'exercice de sa souveraineté sur Macao à partir du 20 décembre 1999.

A compter de cette date, Macao est devenu Région administrative spéciale de la République populaire de Chine. Le Gouvernement de la République populaire de Chine a notifié à la date du 6 décembre 1999 au Gouvernement belge qu'il prendra en charge, à partir du 20 décembre 1999, les obligations et droits internationaux découlant de l'application des deux Traités de Droit maritime susmentionnés à Macao.

Note

(1) Voir *Moniteur belge* du 19 juillet 1961.

(2) Voir *Moniteur belge* du 29 janvier 1976.

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2000 — 765

[C — 2000/27119]

16 MARS 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 1999 portant fixation du montant des indemnités et jetons de présence alloués au président et aux membres du Conseil wallon du troisième âge

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 1999 portant fixation du montant des indemnités et jetons de présence alloués au président et aux membres du Conseil wallon du troisième âge;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 janvier 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 février 2000;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par le fait qu'il s'impose de mettre en application le plus rapidement possible le présent arrêté afin de permettre le versement des sommes dues au président et aux membres du Conseil wallon du troisième âge;

Sur proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 1999 portant fixation du montant des indemnités et jetons de présence alloués au président et aux membres du Conseil wallon du troisième âge, il est ajouté un article *4bis* rédigé comme suit :

« Art. *4bis*. Le présent arrêté produit ses effets le 6 février 1999. »

Art. 2. Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé est chargé de l'application du présent arrêté.

Namur, le 16 mars 2000.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Th. DETIENNE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2000 — 765

[C — 2000/27119]

16 MAART 2000. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 1999 tot vaststelling van het bedrag van de vergoedingen en de presentiegelden die toegekend worden aan de voorzitter en de leden van de "Conseil wallon du troisième âge" (Waalse Raad voor de Derde Leeftijd)

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de "Conseil wallon du troisième âge";

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 1999 tot vaststelling van het bedrag van de vergoedingen en de presentiegelden die toegekend worden aan de voorzitter en de leden van de "Conseil wallon du troisième âge";

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 januari 2000;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 23 februari 2000;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat dit besluit zo spoedig mogelijk in werking moet treden om de betaling van de aan de voorzitter en leden van de "Conseil wallon du troisième âge" verschuldigde bedragen mogelijk te maken;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid:

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 1999 tot vaststelling van het bedrag van de vergoedingen en de presentiegelden die toegekend worden aan de voorzitter en de leden van de "Conseil wallon du troisième âge", wordt een artikel *4bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *4bis*. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 6 februari 1999. »

Art. 2. De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 maart 2000.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,

Th. DETIENNE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2000 — 766

[C — 2000/31077]

18 FEBRUARI 2000. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 juni 1994 betreffende de algemene voorwaarden en de procedure voor erkenning van laboratoria voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 25 maart betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de bestraffing van misdrijven inzake leefmilieu, inzonderheid op artikel 14, eerste lid;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 juni 1994 betreffende de algemene voorwaarden en de procedure voor erkenning van laboratoria voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gewijzigd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 1 december 1994 en het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 november 1996;

Gelet op het advies van de Raad voor het Leefmilieu, gegeven op 24 september 1999;

Gelet op de beslissing van de Ministerraad van 14 oktober 1999 over de adviesaanvraag binnen een termijn van een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 7 december 1999, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, welk op 18 januari 2000 aan de Regering werd toegestuurd;

Op voorstel van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 2 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 juni 1994 betreffende de algemene voorwaarden en de procedure voor erkenning van laboratoria voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 2. Dit besluit regelt de procedure tot erkenning van laboratoria ter uitvoering van :

1° de artikelen 70 tot 78 van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen;

2° artikel 14, eerste lid, van de ordonnantie van 25 maart 1999 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de bestraffing van misdrijven inzake leefmilieu. »

Art. 2. Artikel 4 van het bovenvermelde besluit wordt aangevuld als volgt :

« of overeenkomstig een gelijkwaardig accreditatiesysteem van proevenlaboratoria dat in een lidstaat van de Europese Unie van toepassing is ».

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 18 februari 2000.

De Minister-Voorzitter,

J. SIMONET

De Minister van Leefmilieu,

D. GOSUIN

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2000 — 766

[C — 2000/31077]

18 FEVRIER 2000. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 juin 1994 relatif aux conditions générales et à la procédure d'agrément de laboratoires pour la Région de Bruxelles-Capitale

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement, notamment l'article 14, alinéa 1^{er};

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 juin 1994 relatif aux conditions générales et à la procédure d'agrément de laboratoires pour la Région de Bruxelles-Capitale, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1^{er} décembre 1994 et par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 novembre 1996;

Vu l'avis du Conseil de l'Environnement, donné le 24 septembre 1999;

Vu la délibération du Conseil des Ministres du Gouvernement le 14 octobre 1999 sur la demande d'avis dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 7 décembre 1999 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat et communiqué le 18 janvier 2000 au Gouvernement;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 juin 1994 relatif aux conditions générales et à la procédure d'agrément de laboratoires pour la Région de Bruxelles-Capitale est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. Le présent arrêté règle la procédure d'agrément de laboratoires en exécution :

1° des articles 70 à 78 de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement;

2° de l'article 14, alinéa 1^{er} de l'ordonnance du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement. »

Art. 2. L'article 4 de l'arrêté précité est complété comme suit :

« ou conformément à un système équivalent d'accréditation des laboratoires d'essais en vigueur dans un état membre de l'Union européenne ».

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 18 février 2000.

Le Ministre-Président,

J. SIMONET

Le Ministre de l'Environnement,

D. GOSUIN.

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

MINISTERIE VAN VERKEER EN INFRASTRUCTUUR

[2000/14064]

Bestuur van Maritieme Zaken en Scheepvaart Benoeming

Bij ministerieel besluit van 24 februari 2000 worden benoemd bij de Commissie voor het verlenen van Rijnschipperspatenten in de hoedanigheid van plaatsvervangend lid :

- a) De heer P. Roland, houder van het Rijnschipperspatent en
- b) De heer J. Van der Linden, houder van het Rijnschipperspatent.

MINISTERE DES COMMUNICATIONS ET DE L'INFRASTRUCTURE

[2000/14064]

Administration des Affaires maritimes et de la Navigation Nomination

Par arrêté ministériel du 24 février sont nommés auprès de la Commission pour la délivrance des patentes de batelier du Rhin en qualité de membre suppléant :

- a) M. P. Roland, titulaire de la patente de batelier du Rhin et
- b) M. J. Van der Linden, titulaire de la patente de batelier du Rhin.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[2000/09283]

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 15 maart 2000 is aan Mevr. Cornette, K., op haar verzoek, ontslag verleend uit haar ambt van adjunct-griffier bij het hof van beroep te Gent, met ingang van 1 februari 2000.

Bij koninklijk besluit van 16 maart 2000 wordt een einde gemaakt aan de functies van Mevr. Van Campenhout, C., griffier bij het vrederecht van het kanton Sint-Joost-ten-Node, met ingang van 31 januari 2000.

Betrokkene mag haar aanspraak op definitief vroegtijdig pensioen laten gelden en het is haar vergund de titel van haar ambt eershalve te voeren.

- Bij koninklijke besluiten van 15 maart 2000 zijn benoemd tot :
- adjunct-griffier bij de rechtbank van eerste aanleg te Brugge, Mevr. Warnier, I., adjunct-griffier bij het vrederecht van het tweede kanton Oostende;
 - griffier bij de rechtbank van eerste aanleg te Charleroi :
 - Mevr. Docquier, N., eerstaanwendend adjunct-griffier bij deze rechtbank;
 - Mevr. Leclercq, B., eerstaanwendend adjunct-griffier bij deze rechtbank;
 - eerstaanwendend adjunct-griffier bij de rechtbank van koophandel te Leuven, de heer Gustin, E., adjunct-griffier bij deze rechtbank, met ingang van 1 maart 1999;
 - griffier bij het vrederecht van het kanton Mol, de heer Huysmans, W., eerstaanwendend adjunct-griffier bij het vrederecht van dit kanton, met ingang van 1 april 2000;
 - griffier bij het vrederecht van het tweede kanton Sint-Niklaas, Mevr. Smet, E., adjunct-griffier bij het vrederecht van dit kanton;
 - secretaris bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen :
 - Mevr. Audiens, R., eerstaanwendend adjunct-secretaris bij dit parket;
 - de heer Van Weydeveldt, F., eerstaanwendend adjunct-secretaris bij dit parket;
 - de heer Dekeyser, P., eerstaanwendend adjunct-secretaris bij dit parket;
 - Mevr. Meersman, S., eerstaanwendend adjunct-secretaris bij dit parket;
 - secretaris bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, Mevr. De Grave, G., eerstaanwendend adjunct-secretaris bij dit parket;
 - adjunct-secretaris bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Namen, Mevr. Goedert, B., opsteller bij dit parket.

MINISTERE DE LA JUSTICE

[2000/09283]

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 15 mars 2000, est acceptée à sa demande, la démission de Mme Cornette, K., de ses fonctions de greffier adjoint à la cour d'appel de Gand, à partir du 1^{er} février 2000.

Par arrêté royal du 16 mars 2000, il est mis fin aux fonctions de Mme Van Campenhout, C., greffier à la justice de paix du canton de Saint-Josse-ten-Noode, à partir du 31 janvier 2000.

L'intéressée est admise à faire valoir ses droits à la pension prématurée définitive et est autorisée à porter le titre honorifique de ses fonctions.

- Par arrêtés royaux du 15 mars 2000, sont nommés :
- greffier adjoint au tribunal de première instance de Bruges, Mme Warnier, I., greffier adjoint à la justice de paix du second canton d'Ostende;
 - greffier au tribunal de première instance de Charleroi :
 - Mme Docquier, N., greffier adjoint principal à ce tribunal;
 - Mme Leclercq, B., greffier adjoint principal à ce tribunal;
 - greffier adjoint principal au tribunal de commerce de Louvain, M. Gustin, E., greffier adjoint à ce tribunal, à partir du 1^{er} mars 1999;
 - greffier à la justice de paix du canton de Mol, M. Huysmans, W., greffier adjoint principal à la justice de paix de ce canton, à partir du 1^{er} avril 2000;
 - greffier à la justice de paix du deuxième canton de Saint-Nicolas, Mme Smet, E., greffier adjoint à la justice de paix de ce canton;
 - secrétaire au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance d'Anvers :
 - Mme Audiens, R., secrétaire adjoint principal à ce parquet;
 - M. Van Weydeveldt, F., secrétaire adjoint principal à ce parquet;
 - M. Dekeyser, P., secrétaire adjoint principal à ce parquet;
 - Mme Meersman, S., secrétaire adjoint principal à ce parquet;
 - secrétaire au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Termonde, Mme De Grave, G., secrétaire adjoint principal à ce parquet;
 - secrétaire adjoint au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Namur, Mme Goedert, B., rédacteur à ce parquet.

Bij ministeriële besluiten van 20 maart 2000 :

- is aan de heer Delhaye, Y., beambte op arbeidsovereenkomst bij de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Neufchâteau, opdracht gegeven om tijdelijk het ambt van adjunct-griffier bij deze rechtbank te vervullen;
- is een einde gesteld aan de functies tot adjunct-griffier bij de rechtbank van eerste aanleg te Neufchâteau, van Mevr. Sokay, D., opsteller bij de griffie van deze rechtbank;
- is aan Mevr. Jaspar, M.-L., eerstaanwend opsteller bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Hoei, opdracht gegeven om tijdelijk het ambt van adjunct-secretaris bij dit parket te vervullen;
- is aan Mevr. César, B., beambte op arbeidsovereenkomst bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Hoei, opdracht gegeven om tijdelijk het ambt van adjunct-secretaris bij dit parket te vervullen;
- is aan Mevr. Delbart, D., eerstaanwend beambte bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Doornik, opdracht gegeven om tijdelijk het ambt van adjunct-secretaris bij dit parket te vervullen.

Bij ministerieel besluit van 21 maart 2000 is een einde gesteld aan de opdracht tot hoofdgriffier van het vrederecht van het kanton Eeklo, van Mevr. Claeys, A., griffier bij het vrederecht van dit kanton.

Het beroep tot nietigverklaring van de voormelde akten met individuele strekking kan voor de afdeling administratie van de Raad van State worden gebracht binnen zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State (adres: Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel), te worden toegezonden.

Par arrêtés ministériels du 20 mars 2000 :

- M. Delhaye, Y., employé sous contrat au greffe du tribunal de première instance de Neufchâteau, est temporairement délégué aux fonctions de greffier adjoint à ce tribunal;
- il est mis fin aux fonctions de greffier adjoint au tribunal de première instance de Neufchâteau, de Mme Sokay, D., rédacteur au greffe de ce tribunal;
- Mme Jaspar, M.-L., rédacteur principal au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Huy, est temporairement déléguée aux fonctions de secrétaire adjoint à ce parquet;
- Mme César, B., employée sous contrat au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Huy, est temporairement déléguée aux fonctions de secrétaire adjoint à ce parquet;
- Mme Delbart, D., employée principale au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Tournai, est temporairement déléguée aux fonctions de secrétaire adjoint à ce parquet.

Par arrêté ministériel du 21 mars 2000, il est mis fin aux fonctions de greffier en chef de la justice du canton d'Eeklo, de Mme Claeys, A., greffier à la justice de paix de ce canton.

Le recours en annulation des actes précités à portée individuelle peut être soumis à la section administration du Conseil d'Etat endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat (adresse: rue de la Science 33, 1040 Bruxelles), sous pli recommandé à la poste.

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND EN LANDBOUW

[2000/16074]

Arbeidshoven. — Arbeidsrechtbanken. — Nationale Orden Benoemingen. — Bevorderingen

Bij koninklijke besluiten van 14 februari 2000 worden, vanaf de bij hun naam vermelde datum, benoemd of bevorderd :

Leopoldsorde

Officier

De heren :

Feys, P., raadsheer in sociale zaken, als zelfstandige, bij het arbeidshof te Gent (8.4.1999);

Stepman, W., raadsheer in sociale zaken, als zelfstandige, bij het arbeidshof te Gent (15.11.1998).

Zij zullen het burgerlijk ereteken dragen.

Ridder

De heer Desodt, A., rechter in sociale zaken, als zelfstandige, bij de arbeidsrechtbank te Gent (8.4.1999).

Hij zal het burgerlijk ereteken dragen.

Orde van Leopold II

Officier

De heren :

Matthys, L., raadsheer in sociale zaken, als zelfstandige, bij het arbeidshof te Brussel (Franstalig stelsel) (8.4.1999);

Segers, L., gewezen raadsheer in sociale zaken, als zelfstandige, bij het arbeidshof te Gent (8.4.1999).

MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

[2000/16074]

Cours du travail. — Tribunaux du travail. — Ordres nationaux Nominations. — Promotions

Par arrêtés royaux du 14 février 2000 sont nommés ou promus, à la date indiquée en regard de leur nom :

Ordre de Léopold

Officier

MM. :

Feys, P., conseiller social, au titre de travailleur indépendant, près la cour du travail de Gand (8.4.1999);

Stepman, W., conseiller social, au titre de travailleur indépendant, près la cour du travail de Gand (15.11.1998).

Ils porteront la décoration civile.

Chevalier

M. Desodt, A., juge social, au titre de travailleur indépendant, près le tribunal du travail de Gand (8.4.1999).

Il portera la décoration civile.

Ordre de Léopold II

Officier

MM. :

Matthys, L., conseiller social, au titre de travailleur indépendant, près la cour du travail de Bruxelles (régime français) (8.4.1999);

Segers, L., ancien conseiller social, au titre de travailleur indépendant, près la cour du travail de Gand (8.4.1999).

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

[C - 2000/12164]

1 MAART 2000. — Koninklijk besluit houdende benoeming van raadsheren en rechters in sociale zaken

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Gerechtelijk Wetboek inzonderheid op de artikelen 198 tot 201, 202 gewijzigd bij de wet van 6 mei 1982, 206 gewijzigd bij de wet van 15 mei 1987, en 216;

Gelet op het Koninklijk besluit van 7 april 1970 tot vaststelling van het aantal rechters en raadsheren in sociale zaken en van de wijze van voordracht van de kandidaten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 12 oktober 1970, 4 mei 1971, 11 september 1974, 12 september 1974, 8 juni 1976, 12 oktober 1978, 11 augustus 1982, 6 maart 1984, 18 februari 1994 en van 19 januari 1999;

Gelet op de dubbeltallen voorgedragen door de representatieve werkgevers- en werknemersorganisaties;

Op de voordracht van Onze Minister van Werkgelegenheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Tot werkend raadsheer in sociale zaken bij het Arbeidshof te Antwerpen wordt benoemd :

— als werkgever :

De heer VAN DYCK Wilfried te Herentals.

Art. 2. Tot werkend rechter in sociale zaken bij de Arbeidsrechtbank te Antwerpen wordt benoemd :

— als werknemer-bediende :

De heer VERMEULEN Wilfried te Hemiksem.

Art. 3. Tot werkend rechter in sociale zaken bij de Arbeidsrechtbank te Tongeren worden benoemd :

— als werkgever :

De heren :

DERRIKS Thierry te Crisnée;

VANDEBROUCK Adelain te Vliermaalroot.

Art. 4. Tot werkend rechter in sociale zaken bij de Arbeidsrechtbank te Hasselt wordt benoemd :

— als werkgever :

Mevr. BIJVOET Brigitta te Hasselt.

Art. 5. Tot werkend raadsheer in sociale zaken bij het Arbeidshof te Gent wordt benoemd :

— als werkgever :

De heer VAN BOGAERT Peter te Temse.

Art. 6. Tot werkend rechter in sociale zaken bij de Arbeidsrechtbank te Gent wordt benoemd :

— als werknemer-arbeider :

Mevr. STEVENS Ingeborg te Gent/Mariakerke.

Art. 7. Tot werkend rechter in sociale zaken bij de Arbeidsrechtbank te Brugge wordt benoemd :

— als werknemer-arbeider :

De heer DE VUYST Rony te Zedelgem/Loppem.

Art. 8. Tot werkend rechter in sociale zaken bij de Arbeidsrechtbank te Oudenaarde worden benoemd :

— als werknemer-arbeider :

Mevr. UYTTERHAEGEN Sanny te Herzele;

De heer DE SLOOVERE Rony te Kruishoutem.

— als werknemer-bediende :

Mevr. VERHAEGEN Isabelle te Asper.

Art. 9. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 november 1999.

Art. 10. Onze Minister van Werkgelegenheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 1 maart 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werkgelegenheid,

Mevr. L. ONKELINX

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

[C - 2000/12164]

1^{er} MARS 2000. — Arrêté royal portant nomination de conseillers et de juges sociaux

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code judiciaire notamment les articles 198 à 201, 202 modifié par la loi du 6 mai 1982, 206 modifié par la loi du 15 mai 1987, et 216;

Vu l'arrêté royal du 7 avril 1970 déterminant le nombre des juges sociaux et des conseillers sociaux et les modalités de présentation des candidats, modifié par les arrêtés royaux du 12 octobre 1970, du 4 mai 1971, du 11 septembre 1974, du 12 septembre 1974, du 8 juin 1976, du 12 octobre 1978, du 11 août 1982, du 6 mars 1984, du 18 février 1994 et du 19 janvier 1999;

Vu les listes doubles de candidats présentés par les organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est nommé en qualité de conseiller social effectif à la Cour du travail d'Anvers :

— au titre d'employeur :

M. VAN DYCK Wilfried à Herentals.

Art. 2. Est nommé en qualité de juge social effectif au Tribunal du travail d'Anvers :

— au titre de travailleur employé :

M. VERMEULEN Wilfried à Hemiksem.

Art. 3. Sont nommés en qualité de juge social effectif au Tribunal du travail de Tongres :

— au titre d'employeur :

MM. :

DERRIKS Thierry à Crisnée;

VANDEBROUCK Adelain à Vliermaalroot.

Art. 4. Est nommé en qualité de juge social effectif au Tribunal du travail de Hasselt :

— au titre d'employeur :

Mme BIJVOET Brigitta à Hasselt.

Art. 5. Est nommé en qualité de conseiller social effectif à la Cour du travail de Gand :

— au titre d'employeur :

M. VAN BOGAERT Peter à Tamise.

Art. 6. Est nommé en qualité de juge social effectif au Tribunal du travail de Gand :

— au titre de travailleur ouvrier :

Mme STEVENS Ingeborg à Gand/Mariakerke.

Art. 7. Est nommé en qualité de juge social effectif au Tribunal du travail de Bruges :

— au titre de travailleur ouvrier :

M. DE VUYST Rony à Zedelgem/Loppem.

Art. 8. Sont nommés en qualité de juge social effectif au Tribunal du travail d'Audenarde :

— au titre de travailleur ouvrier :

Mme UYTTERHAEGEN Sanny à Herzele;

M. DE SLOOVERE Rony à Kruishoutem.

— au titre de travailleur employé :

Mme VERHAEGEN Isabelle à Asper.

Art. 9. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} novembre 1999.

Art. 10. Notre Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 1^{er} mars 2000.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,

Mme L. ONKELINX

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

Departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur

[C – 2000/35289]

Openbare diensten voor gezinszorg. — Vaststelling van de subsidieerbare urencontingenten

Een besluit van de Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen van 8 maart 2000 stelt de subsidieerbare urencontingenten voor de openbare diensten voor gezinszorg met ingang van 1 januari 2000 vast als volgt :

Erkenningsnummer	Dienst	Contingent 2000 Regulier	Contingent 2000 IBF	Totaal 2000
3400	Leuven	108.000	7.695	115.695
5500	Ronse	53.677		53.677
7700	Imsir Boom	68.000	3.078	71.078
8300	Hoeilaart	7.573		7.573
8500	Tienen	41.721	1.539	43.260
9100	Puurs	25.414		25.414
9200	Aalst	96.512	3.847	100.359
9700	Zelzate	29.659	10.003	39.662
10100	Edegem	25.080		25.080
10400	Schoten	40.000		40.000
10500	St.-Niklaas	29.800	12.700	42.500
11200	Merelbeke	21.301	3.078	24.379
11400	Eeklo	31.520		31.520
11500	Evergem	34.000		34.000
11800	Assenede	36.000		36.000
11900	Halle	30.000	7.695	37.695
12300	Vilvoorde	31.000		31.000
13500	Zelee	13.851		13.851
13700	Kalmthout	15.483		15.483
14100	Aarschot	28.800		28.800
14300	Wijnegem	6.105		6.105
14500	Kapellen	21.736		21.736
14600	Antwerpen	437.311		437.311
15100	Diest	29.173		29.173
15300	Maldegem	28.000		28.000

Erkeningsnummer	Dienst	Contingent 2000 Regulier	Contingent 2000 IBF	Totaal 2000
15500	Wetteren	12.312	6.156	18.468
15700	Tessenderlo	6.000		6.000
15900	Geraardsbergen	8.000		8.000
16700	Westerlo	4.617		4.617
16800	Dilbeek	8.754		8.754
16900	Beveren	21.500		21.500
17000	Temse	14.000		14.000
17100	Beringen	20.000		20.000
17500	Dilsen	21.070		21.070
18000	St.-Pieters-Leeuw	10.000		10.000
18200	Heusden-Zolder	23.600		23.600
18400	Geel	8.200		8.200
18700	Kinrooi	14.597		14.597
18800	Gent	54.526		54.526
18900	Oostende	14.600		14.600
19000	St.-Truiden	16.000		16.000
20300	Zaventem	10.200		10.200
20400	Bornem	10.198		10.198
20500	Herentals	9.500		9.500
20600	Borsbeek	6.297		6.297
20700	Kampenhout	6.300		6.300
20900	Herselt	12.710		12.710
21000	Scherpenheuvel	19.500		19.500
21100	Landen	10.500		10.500
21200	Olen	8.600		8.600
21300	Wuustwezel	9.000		9.000
21400	Opwijk	4.790		4.790
21600	Leopoldsburg	5.500		5.500
21700	Tervuren	10.000		10.000
21900	St.-Genesius-Rode	8.158	2.309	10.467
22200	Zonhoven	14.000		14.000
22300	Balen	6.653		6.653
22500	Grimbergen	7.000		7.000
22600	Wommelgem	5.783	1.539	7.322
23000	Heist-o.d.-Berg	5.500	4.000	9.500
23100	Schelle	7.000		7.000
23200	Houthalen	15.000		15.000

Erkeningsnummer	Dienst	Contingent 2000 Regulier	Contingent 2000 IBF	Totaal 2000
23500	Lummen	10.744	3.078	13.822
23600	Waarschoot	13.179		13.179
23800	Kapellen o.d. Bos	5.016		5.016
23900	Buggenhout	4.374		4.374
24000	Turnhout	9.500		9.500
24100	Begijnendijk	4.872		4.872
24200	Dessel	8.453	3.078	11.531
24300	Haaltert	6.000	1.539	7.539
24400	Keerbergen	10.000		10.000
24500	Bree	6.718		6.718
24900	Overijse	6.542		6.542
25000	Beerse	7.774		7.774
25100	Lille	7.173	1.539	8.712
25200	Oosterzele	8.850		8.850
25500	Tielt-Winge	13.500		13.500
25600	Machelen	7.700		7.700
25700	Tremelo	12.500		12.500
25800	Kontich	13.851		13.851
25900	Mortsel	25.000		25.000
26000	Kortesseem	6.737	6.156	12.893
26100	Kasterlee	7.309	6.156	13.465
26200	Boortmeerbeek	8.996	3.078	12.074
27100	Zoutleeuw	7.539		7.539
27300	Zoersel	10.000		10.000
27400	Asse	10.000		10.000
27500	Schilde	9.000		9.000
27600	Ham	4.808		4.808
27700	Zwalm	4.856		4.856
27900	St.-Katelijne-Waver	7.600		7.600
28000	Nijlen	8.300		8.300
28100	Vorselaar	7.500		7.500
28200	Affligem	4.617		4.617
28300	Huldenberg	4.617	4.617	9.234
28400	Steenokkerzeel	5.464		5.464
28600	Liedekerke	5.500		5.500
28700	Koksijde	14.500		14.500

Erkeningsnummer	Dienst	Contingent 2000 Regulier	Contingent 2000 IBF	Totaal 2000
28800	Ranst	8.900		8.900
28900	Kraainem	4.700		4.700
29300	Bertem	8.800		8.800
29800	Ingelmunster		8.093	8.093
29900	Peer	1.539	5.386	6.925
30100	Bocholt		9.234	9.234
30300	Beersel		4.617	4.617
30400	Holsbeek	4.756	12.312	17.068
30500	Kortenaken		6.156	6.156
30600	Hoogstraten		4.617	4.617
30900	Overpelt		4.617	4.617
31000	Maaseik	4.663	6.926	11.589
31300	Bierbeek	6.341	4.617	10.958
31600	Zwijndrecht	1.539	4.617	6.156
31700	Laakdal	5.042		5.042
31800	Meerhout	6.156		6.156
32000	Kortenberg	6.156		6.156
32100	Lubbeek	6.156		6.156
32200	Ternat	7.356		7.356
32300	Meise	9.234		9.234
32400	Erpe-Mere	4.617		4.617
32500	Diepenbeek	20.000		20.000
32600	Herenthout	6.156		6.156
32700	Hove	4.617		4.617
32800	Bekkevoort	6.700		6.700
32900	Glabbeek	4.617		4.617
33000	Boutersem	5.386		5.386
33100	Mechelen	9.234		9.234
33200	Haacht	10.000		10.000
33300	Herent	6.156		6.156
33400	Herne	4.617		4.617
	TOTAAL	2.212.208	164.072	2.376.280

De laatste schijf van de subsidie kan worden verminderd met een bepaald percentage à ratio van de mogelijke overschrijding van het globaal beschikbaar budget.

[C – 2000/35288]

Private diensten voor gezinszorg. — Vaststelling van de subsidieerbare urencontingenten voor 2000

Een besluit van de Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen van 8 maart 2000 bepaalt :

Artikel 1. Met ingang van 1 januari 2000 de subsidieerbare urencontingenten voor de private diensten voor gezinszorg uitgebreid met de in onderstaande tabel, per dienst, vermelde hoeveelheden :

Dienst	Erkenningsnummer	Uitbreiding 2000
Familiehulp	200	82.607
Familiezorg West-Vl.	300	22.611
Familiezorg Oost-Vl.	500	12.450
Gezinszorg Villers	800	10.773
Sociale Familiezorg	1400	7.695
Thuishulp	1500	82.607
Solidariteit Brussel	1800	7.695
Landelijke Beweging	6200	59.996
Sociaal Centrum Lier	7400	7.695
Gezinszorg Willebroek	14700	4.617
Liers Centrum	15200	4.617
SOWEL	16300	10.773
Solidariteit Gent	20200	53.103
Joodse Dienst	22000	4.617
De Regenboog	23300	4.617
Vrije Mutualiteiten Limb.	28500	7.695
OSD	29400	7.695
Familiezorg Hasselt	30000	0
OTV	30200	10.773
TGZ De Eerste Lijn	30800	4.617
Pajottenlands Centrum	31200	4.617
TGZ Midden-Limburg	31500	4.617
Totaal		416.487

Art. 2. Met ingang van 1 januari 2000 worden de totale subsidieerbare urencontingenten voor de private diensten voor gezinszorg, met inbegrip van de in artikel 1 vermelde uitbreiding, vastgesteld als volgt :

Dienst	Erkenningsnummer	Regulier 2000	IBF 2000	Totaal 2000
Familiehulp	200	4.268.334	514.745	4.783.079
Familiezorg West-Vl.	300	1.114.061	50.000	1.164.061
Familiezorg Oost-Vl.	500	794.331	74.641	868.972
Gezinszorg Villers	800	246.066	16.006	262.072
Sociale Familiezorg	1400	88.089	3.078	91.167

Dienst	Erkenningsnummer	Regulier 2000	IBF 2000	Totaal 2000
Thuishulp	1500	1.135.669	61.560	1.197.229
Solidariteit Brussel	1800	115.288	0	115.288
Landelijke Beweging	6200	743.837	82.337	826.174
Sociaal Centrum Lier	7400	49.660	4.817	54.477
Gezinszorg Willebroek	14700	40.003	0	40.003
Liers Centrum	15200	31.158	0	31.158
SOWEL	16300	139.363	43.092	182.455
Solidariteit Gent	20200	619.987	267.915	887.902
Joodse Dienst	22000	16.312	6.925	23.237
De Regenboog	23300	18.127	0	18.127
Vrije Mutualiteiten Limb.	28500	43.210	29.782	72.992
OSD	29400	71.007	9.234	80.241
Familiezorg Hasselt	30000	34.331	60.370	94.701
OTV	30200	49.024	82.259	131.283
TGZ De Eerste Lijn	30800	9.854	21.216	31.070
Pajottenlands Centrum	31200	9.515	10.222	19.737
TGZ Midden-Limburg	31500	7.873	5.011	12.884
Totaal		9.645.099	1.343.210	10.988.309

Art. 3. De laatste schijf van de subsidie kan worden verminderd met een bepaald percentage à rato van de mogelijke overschrijding van het globaal beschikbaar budget.

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[2000/29125]

24 FEVRIER 2000. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juillet 1998 portant désignation des présidents suppléants et des membres effectifs et suppléants de la délégation de l'autorité des comités de concertation de base et des comités intermédiaires de concertation créés dans le ressort du Secteur XVII par l'arrêté du Gouvernement du 12 février 1998 portant création dans le ressort du Secteur XVII - Communauté française - de comités de concertation de base et de comités intermédiaires de concertation et désignation des présidents de ces comités

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, telle que modifiée;

Vu l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 février 1998 portant création dans le ressort du Secteur XVII - Communauté française - de comités de concertation de base et de comités intermédiaires de concertation et désignation des présidents et présidents suppléants de ces comités, notamment l'article 5;

Vu la proposition du président du Comité de concertation de base n° 10 créé dans le ressort du Secteur XVII - Communauté française - de pourvoir au remplacement d'un fonctionnaire exerçant la fonction de Président suppléant et de membre effectif dudit comité,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'arrêté du Gouvernement du 2 juillet 1998 portant désignation des présidents suppléants et des membres effectifs et suppléants de la délégation de l'autorité des comités de concertation de base et des comités intermédiaires de concertation créés dans le ressort du Secteur XVII par l'arrêté du Gouvernement du 12 février 1998 portant création dans le ressort du Secteur XVII - Communauté française - de comités de concertation de base et de comités intermédiaires de concertation et désignation des présidents de ces comités, les mentions reprises à l'annexe II - Comité de concertation de base pour le Ministère de la Communauté française - sous l'intitulé « Comité de concertation de base n° 10 (Direction générale de la Culture - services extérieurs, à l'exception du Musée royal de Mariemont) », sont remplacées par les mentions reprises à l'annexe I du présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 24 février 2000.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Fonction publique,
Y. YLIEFF

Annexe 1

Président suppléant	M. Stouffs, directeur général adjoint
Membres effectifs	M. Stouffs, directeur général adjoint M. Nossent, directeur général adjoint
Membres suppléants	M. Luckx, chef administratif M. Pirlet, chef administratif

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juillet 1998 portant désignation des présidents suppléants et des membres effectifs et suppléants de la délégation de l'Autorité des comités de concertation de base et des comités intermédiaires de concertation créés dans le ressort du Secteur XVII par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 février 1998 portant création dans le ressort du Secteur XVII - Communauté française - de comités de concertation de base et de comités intermédiaires de concertation et désignation des présidents de ces comités.

Bruxelles, le 24 février 2000.

Le Ministre de la Fonction publique,
Y. YLIEFF

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[2000/29125]

24 FEBRUARI 2000. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juli 1998 houdende aanstelling van de plaatsvervangende voorzitters en van de werkende en plaatsvervangende leden van de afvaardiging van de overheid van de basisoverleg- en tussenoverlegcomités opgericht in het gebied van Sector XVII bij besluit van de Regering van 12 februari 1998 tot oprichting in het gebied van Sector XVII - Franse Gemeenschap - van basisoverleg- en tussenoverlegcomités en tot aanwijzing van de voorzitters en plaatsvervangende voorzitters van deze comités**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 februari 1998 tot oprichting in het gebied van Sector XVII - Franse Gemeenschap - van basisoverleg- en tussenoverlegcomités en tot aanwijzing van de voorzitters en plaatsvervangende voorzitters van deze comités, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op het voorstel van de Voorzitter van het Basisoverlegcomité nr. 10 opgericht in het gebied van Sector XVII - Franse Gemeenschap - om te voorzien in de vervanging van een ambtenaar die het ambt van plaatsvervangend voorzitter en van werkend lid van bedoeld comité uitoefent,

Besluit :

Artikel 1. In het besluit van de Regering van 2 juli 1998 houdende aanstelling van de plaatsvervangende voorzitters en van de werkende en plaatsvervangende leden van de afvaardiging van de overheid van de basisoverleg- en tussenoverlegcomités opgericht in het gebied van Sector XVII bij besluit van de Regering van 12 februari 1998 tot oprichting in het gebied van Sector XVII - Franse Gemeenschap - van basisoverleg- en tussenoverlegcomités en tot aanwijzing van de voorzitters en plaatsvervangende voorzitters van deze comités, worden de vermeldingen in bijlage II - Basisoverlegcomité voor het Ministerie van de Franse Gemeenschap - onder het opschrift « Basisoverlegcomité nr. 10 (Algemene Directie Cultuur - buitendiensten, met uitzondering van het Koninklijk Museum van Mariemont) », vervangen door de vermeldingen opgenomen in bijlage I van dit besluit.

Art. 2. Dit besluit treedt inwerking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 24 februari 2000.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Ambtenarenzaken,
Y. YLIEFF

—
Bijlage I

Plaatsvervangend voorzitter	De heer Stouffs, adjunct-directeur-generaal
Werkende leden	De heer Stouffs, adjunct-directeur-generaal De heer Nossent, adjunct-directeur-generaal
Plaatsvervangende leden	De heer Luckx, bestuurschef De heer Pirlet, bestuurschef

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 februari 2000 tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juli 1998 houdende aanstelling van de plaatsvervangende voorzitters en van de werkende en plaatsvervangende leden van de afvaardiging van de overheid van de basisoverleg- en tussenoverlegcomités opgericht in het gebied van Sector XVII bij besluit van de Regering van 12 februari 1998 - van basisoverleg- en tussenoverlegcomités en tot aanwijzing van de voorzitters en plaatsvervangende voorzitters van deze comités.

Brussel, 24 februari 2000.

De Minister van Ambtenarenzaken,

Y. YLIEFF

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C - 2000/27116]

Aménagement du territoire

COMINES-WARNETON. — Un arrêté ministériel du 17 février 2000, qui entre en vigueur le 17 février 2000, décide que le site d'activité économique n° SAE/MC 52 dit « La Brasserie » à Comines-Warneton et comprenant les parcelles cadastrées, ou l'ayant été à Comines-Warneton, 5ème division, section C, n° 392e et repris au plan n° SAE/MC 52 est désaffecté et doit être rénové.

—
ENGHEN. — Un arrêté ministériel du 28 janvier 2000 approuve le nouveau règlement d'ordre intérieur de la Commission consultative communale d'Aménagement du Territoire d'Enghien, tel qu'il a été adopté par la délibération du 14 octobre 1999 du conseil communal d'Enghien, conformément à l'article 7 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

Le règlement peut être consulté auprès de la Division de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, rue des Brigades d'Irlande 1, 5100 Jambes, et auprès de l'administration communale d'Enghien.

**VERTALING
MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST**

[C - 2000/27116]

Ruimtelijke ordening

KOMEN-WAASTEN. — Bij ministerieel besluit van 17 februari 2000, dat op dezelfde datum in werking treedt, wordt bepaald dat de bedrijfsruimte nr. SAE/MC52 "La Brasserie" te Komen-Waasten met de percelen thans of voorheen kadastraal bekend te Komen-Waasten, 5e afdeling, sectie C, nr. 392e en opgenomen op het plan nr. SAE/MC52, afgedankt is en gerenoveerd moet worden.

—
EDINGEN. — Bij ministerieel besluit van 28 januari 2000 wordt het nieuw huishoudelijk reglement van de gemeentelijke adviescommissie voor ruimtelijke ordening van Edingen, goedgekeurd, zoals aangenomen op 14 oktober 1999 bij de beraadslaging van de gemeenteraad van Edingen, overeenkomstig artikel 7 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium.

Het reglement ligt ter inzage bij de "Division de l'Aménagement du territoire et de l'urbanisme", rue des Brigades d'Irlande 1, 5100 Jambes en bij het gemeentebestuur van Edingen.

MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

[C – 2000/27117]

**17 DECEMBRE 1999. — Arrêté ministériel
relatif à l'expropriation d'un bien immeuble sur le territoire communal de La Louvière (Strépy-Bracquegnies)**

Le Ministre du Budget, de l'Équipement et des Travaux publics,

Vu la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique modifiée par la loi du 7 juillet 1978, notamment l'article 5;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993 et du 16 juillet 1993, notamment l'article 6, § 1^{er}, X, 1°;

Vu le décret du 6 mai 1988 relatif aux expropriations pour cause d'utilité publique poursuivies ou autorisées par l'Exécutif régional wallon;

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, notamment l'article 57, § 2 et 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 1999 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, notamment l'article 5;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 1999 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et attendu que le présent arrêté ministériel est motivé :

a) considérant l'utilité publique et le but de cette expropriation :

— ce terrain est indispensable aux travaux de construction du bassin de virement;

b) considérant l'extrême urgence :

— ce bassin de virement doit être mis en service en même temps que le Canal du Centre à 1 350 tonnes,

Arrête :

Article unique. Il est indispensable, pour cause d'utilité publique, de prendre immédiatement possession du terrain figuré sous teinte jaune au plan 221-6079 ci-annexé, visé par le Ministre du Budget, de l'Équipement et des Travaux publics.

En conséquence, la procédure en expropriation de l'immeuble précité sera poursuivie conformément aux dispositions reprises à l'article 5 de la loi du 26 juillet 1962.

Namur, le 17 décembre 1999.

TABLEAU DES EMPRISES

N° d'ordre	Cadastré		Lieu-dit	Nom et prénom des propriétaires	Domicile	Nature de la parcelle	Contenance cadastrale			Revenu cadastral	Surface à acquérir		
	Son	N°					Ha	a	ca		Ha	a	ca
1	A	140b	Fosses Soupeaux	Marcq, Paul, Jules/Epx Bonte, Jenny	rue de la Saisinne, 16 7061 Soignies	Terre		87	00	2300		13	25

Le dossier et le plan peuvent être consultés au Ministère wallon de l'Équipement et des Transports - D.221, Direction des Voies hydrauliques de Mons.

[C – 2000/27115]

22 FEVRIER 2000. — Arrêté ministériel relatif à l'expropriation de biens immeubles à Jodoigne (Piétrain)

Le Ministre du Budget, de l'Équipement et des Travaux publics,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993 et du 16 juillet 1993, notamment l'article 6, § 1^{er}, X, 1°;

Vu la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment l'article 5;

Vu le décret du 6 mai 1988 relatif aux expropriations pour cause d'utilité publique poursuivies ou autorisées par l'Exécutif régional wallon;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 1999 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, notamment l'article 24;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 1999, modifié par l'arrêté du 14 octobre 1999, fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, notamment l'article 5;

Vu la loi du 29 juillet 1991 et attendu que le présent arrêté ministériel est motivé :

a) considérant qu'il est d'utilité publique de réaliser un élargissement permettant la création d'un arrêt de bus qui garantit la sécurité tant des usagers que des riverains de cette route étroite;

b) considérant que le but de ces expropriations est de créer un arrêt de bus;

c) considérant que la prise de possession immédiate est indispensable du fait que les travaux d'aménagement sont déjà en cours,

Arrête :

Article unique. Il est indispensable pour cause d'utilité publique de prendre immédiatement possession des immeubles nécessaires à la réalisation, par la Région wallonne, de l'aménagement de la route N222 sur le territoire de la commune de Jodoigne (Piétrain) figurés par une teinte jaune au plan n° K.9825 ci-annexé, visé par le Ministre du Budget, de l'Équipement et des Travaux publics.

En conséquence, la procédure en expropriation des immeubles précités sera poursuivie conformément aux dispositions de la loi du 26 juillet 1962 et leur occupation en location conformément aux alinéas 2 et suivants de l'article 13 de la loi du 9 août 1955.

Namur, le 22 février 2000.

TABLEAU DES EMPRISES

N° DU PLAN	CADASTRE		NOMS ET PRENOMS DES PROPRIETAIRES	PROFESSION	DOMICILE	NATURE DE LA PARCELLE	CONTENANCE TOTALE			SUPERFICIE A ACQUERIR			OBSERVATIONS
	Son	N°					Ha	A	Ca	Ha	A	Ca	
JODOIGNE 7ème Division (Piétrain) - Section D / feuille unique													
1	D	445m	UYTTEBROEK - DOTHIEE Armand, Henri		Rue Libertange, 12 à 1357 HELECINE	Terre	-	22	70	-	-	70	
2	D	445P	GERMEAU - TORDOIR, Vve Herman Charles, Juliette Odile		Chaussée de Louvain, 374 à 5004 NAMUR	Terre	-	37	80	-	01	58	

Le plan n° K9825 peut être consulté auprès de la Direction des Routes du Brabant wallon - D143, rue Montoyer 3, 1000 Bruxelles.

[C – 2000/27118]

24 FEVRIER 2000. — Arrêté ministériel relatif à l'expropriation de biens immeubles à Thuin

Le Ministre du Budget, de l'Équipement et des Travaux publics,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993 et du 16 juillet 1993, notamment l'article 6, § 1^{er}, X, 1^o;

Vu la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment l'article 5;

Vu le décret du 6 mai 1988 relatif aux expropriations pour cause d'utilité publique poursuivies ou autorisées par l'Exécutif régional wallon;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 1999 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, notamment l'article 24;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 1999, modifié par l'arrêté du 14 octobre 1999, fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, notamment l'article 5;

Vu la loi du 29 juillet 1991 et attendu que le présent arrêté ministériel est motivé :

- a) considérant qu'il est d'utilité publique d'améliorer la sécurité des usagers d'une voirie ouverte au public;
- b) considérant que le but de ces expropriations est l'incorporation au domaine public de la route N59 d'immeubles destinés à être démolis;
- c) considérant que la prise de possession immédiate est indispensable tant il est devenu urgent d'aménager le carrefour entre la N59 et le rempart du Nord pour améliorer la sécurité des usagers, aménagement qui n'avait pas encore été entrepris eu égard aux priorités accordées à l'aménagement d'autres carrefours,

Arrête :

Article unique. Il est indispensable pour cause d'utilité publique de prendre immédiatement possession des immeubles nécessaires à la réalisation, par la Région wallonne, de l'aménagement du carrefour entre la N59 et le rempart du Nord sur le territoire de la commune de Thuin figurés par une teinte jaune au plan n° HN.59-H14/173 ci-annexé, visé par le Ministre du Budget, de l'Équipement et des Travaux publics.

En conséquence, la procédure en expropriation des immeubles précités sera poursuivie conformément aux dispositions de la loi du 26 juillet 1962 et leur occupation en location conformément aux alinéas 2 et suivants de l'article 13 de la loi du 9 août 1955.

Namur, le 24 février 2000.

TABLEAU DES EMPRISES

N° DU PLAN	CADASTRE		LIEU-DIT	NOMS-PRENOMS-ADRESSE DES PROPRIETAIRES	NATURE DE LA PARCELLE	SURFACE TOTALE			REVENU CADASTRAL	SUPERFICIE A ACQUERIR			OBSER- VATIONS
	Son	N°				Ha	A	Ca		Ha	A	Ca	
1	E	349g	Grand Rue, 10	DOMAINE DE LA VILLE DE THUIN 6580 THUIN, Rue des Nobles 32	Maison de commerce	-	-	70	35200	-	-	70	ENTIER
2	E	349f	Grand Rue, 8	BALLARINI Denis 6040 CHARLEROI, Rue Sohier 14	Maison	-	-	80	25900	-	-	80	ENTIER

Le plan n° HN.59-H14/173 peut être consulté auprès de la Direction des Routes de Charleroi - D142 - Place Albert 1^{er} 4, bte 6, 6000 Charleroi.

[C – 2000/27114]

1^{er} MARS 2000. — Arrêté ministériel relatif à l'expropriation de biens immeubles à Ciney (1^{re} division)

Le Ministre du Budget, de l'Équipement et des Travaux publics

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993 et du 16 juillet 1993, notamment l'article 6, § 1^{er}, X, 1^o;

Vu la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment l'article 5;

Vu le décret du 6 mai 1988 relatif aux expropriations pour cause d'utilité publique poursuivies ou autorisées par l'Exécutif régional wallon;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 1999 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement notamment l'article 24;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 1999 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, notamment l'article 5;

Vu la loi du 29 juillet 1991 et attendu que le présent arrêté ministériel est motivé :

a) considérant qu'il est d'utilité publique d'aménager un rond-point au « carrefour de l'Abattoir » sur la N921 au droit des rues d'Haljoux et du Cimetière;

b) considérant que le but de ces expropriations est de favoriser l'accès des véhicules au parc industriel du Biron;

c) considérant que la prise de possession immédiate est indispensable,

Arrête :

Article unique. Il est indispensable pour cause d'utilité publique de prendre immédiatement possession des immeubles nécessaires à l'aménagement par la Région wallonne, d'un rond-point au lieu-dit « carrefour de l'Abattoir » sur la N921, figurés par une teinte jaune au plan n^o FG9/921/2112/E1 ci-annexé, visés par le Ministre du Budget, de l'Équipement et des Travaux publics.

En conséquence, la procédure en expropriation des immeubles précités sera poursuivie conformément aux dispositions de la loi du 26 juillet 1962 et leur occupation en location conformément aux alinéas 2 et suivants de l'article 13 de la loi du 9 août 1955.

Namur, le 1^{er} mars 2000.

TABLEAU DES EMPRISES

N°pl	Sn	N°	Matrice	Noms et prénoms propriétaires	Domicile	Nature parcelle	Surf cadas			Surf. à exproprier			Observations
							Ha	A	Ca	Ha	A	Ca	
1	B/2	380d	2307	Domaine de la Province de Namur	Place Saint-Aubain 2 5000 NAMUR	pâtur	01	76	00	00	06	44	
2	B/2	378a	2307	idem	idem	bois	00	76	30	00	01	50	
3	B/2	377m	2307	idem	idem	pâtur	01	69	30	00	13	11	
4	B/2	377w	5030	MILER, Roger, Ghislain	chemin d'Haljoux 8 5590 CINEY	terrain	00	04	70	00	04	70	TOTALITE
5	B/2	375h	4231	DE WASSEIGE-DE WOUTERS DE BOUCHOUT, Pierre, Robert	chaussée de Dinant 1 5590 CINEY	bois	00	00	40	00	00	40	TOTALITE
TOTAL										00	26	15	

OFFICIELE BERICHTEN — AVIS OFFICIELS

COUR D'ARBITRAGE

[C – 2000/21111]

Extrait de l'arrêt n° 11/2000 du 2 février 2000

Numéro du rôle : 1490

En cause : la question préjudicielle concernant l'article 27, alinéa 4, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, posée par la Commission d'appel instituée auprès du Service du contrôle médical de l'INAMI.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et G. De Baets, et des juges H. Boel, E. Cerexhe, A. Arts, R. Henneuse et M. Bossuyt, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. Objet de la question préjudicielle

Par décision du 10 décembre 1998 en cause de D. Herman, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour d'arbitrage le 17 décembre 1998, la Commission d'appel instituée auprès du Service du contrôle médical de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité (INAMI) a posé la question préjudicielle suivante :

« L'article 27, alinéa 4, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, viole-t-il les principes d'égalité et de non-discrimination visés aux articles 10 et 11 de la Constitution en imposant, par référence à l'article 27, alinéa 3, de la loi du 14 juillet 1994, l'avis du Service du contrôle médical sur l'avis du Conseil technique médical rendu suite à la demande de la Commission d'appel alors que l'INAMI, par son Service du contrôle médical, est à la cause devant ladite Commission en tant que partie adverse à la partie appelante, dispensateur de soins, dans le cadre des articles 155, alinéas 3 et 6, et 156, alinéas 1^{er}, 3 et 4, de la loi du 14 juillet 1994 et alors que ce Service du contrôle médical peut faire valoir ses droits de défense dans le cadre de la procédure devant la Commission d'appel indépendamment de l'article 27, alinéa 4, susdit, notamment par des rapports du médecin-inspecteur, rapporteur devant la Commission d'appel qui présente les positions du service susdit ? »

(...)

IV. En droit

(...)

B.1. La question préjudicielle porte sur la conformité aux articles 10 et 11 de la Constitution de l'article 27, alinéa 4, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, aux termes duquel le Service du contrôle médical de l'INAMI est tenu de rendre un avis sur l'avis du Conseil technique médical que la Commission d'appel instituée auprès du Service du contrôle médical peut solliciter lorsqu'elle est saisie d'un litige. Il en résulterait, selon la Commission d'appel qui interroge la Cour, une différence de traitement entre le dispensateur de soins appelant et la partie adverse, l'INAMI (Institut national d'assurance maladie-invalidité) agissant par l'intermédiaire de son Service du contrôle médical.

B.2.1. L'article 27 de la loi relative à l'assurance soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, dont l'alinéa 4 fait l'objet de la question, disposait, avant sa modification par la loi du 25 janvier 1999 :

« Il est institué, auprès du service des soins de santé, un Conseil technique médical, un Conseil technique dentaire, un Conseil technique de l'hospitalisation, un Conseil technique de la kinésithérapie, un Conseil technique pharmaceutique, un Conseil technique des spécialités pharmaceutiques, un Conseil technique des relations avec l'industrie pharmaceutique et un Conseil technique des implants. Ces Conseils sont institués auprès des commissions de conventions ou d'accords correspondantes ou de la Commission des médicaments, et, à défaut, auprès du Comité de l'assurance.

Ces conseils font les propositions et donnent les avis prévus à l'article 35, § 2.

Le Conseil technique médical et le Conseil technique dentaire sont compétents pour donner des avis sur l'interprétation de la nomenclature, notamment aux chambres restreintes et aux commissions d'appel visées, respectivement, aux articles 141, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 9^o, et 155.

Chaque proposition ou avis visés aux alinéas 2 et 3 doit être accompagné d'un avis écrit du service du contrôle médical. Cet avis est censé avoir été donné par le service du contrôle médical s'il n'a pas été formulé dans un délai de quinze jours après que ce service ait été invité à le donner. »

B.2.2. L'article 139 de la loi précitée du 14 juillet 1994 dispose :

« Il est institué au sein de l'Institut un Service du contrôle médical dont la mission consiste à :

1° contrôler les prestations de l'assurance soins de santé et de l'assurance indemnités sur le plan de la réalité et de la conformité aux dispositions de la présente loi coordonnée et de ses arrêtés d'exécution;

2° évaluer la quantité des soins prescrits ou dispensés et faire exécuter les décisions prises par les commissions visées à l'article 142. »

B.3.1. Il résulte des deux dispositions précitées que le Service du contrôle médical exerce une double mission : d'une part, il contrôle la réalité des prestations des médecins et leur conformité par rapport à la nomenclature des prestations et, le cas échéant, réprime les infractions; d'autre part, le même Service rend aussi un avis au sujet de l'avis formulé par le Conseil technique médical lorsque celui-ci est appelé à rendre un avis technique, soit dans le cadre d'une proposition de modification de la nomenclature, soit dans le cadre d'un litige portant sur l'interprétation de la nomenclature devant la chambre restreinte ou devant la Commission d'appel.

B.3.2. Selon l'interprétation de l'article 27, alinéa 4, par le juge *a quo*, l'avis du Service du contrôle médical en cas de litige concernant l'application de la nomenclature doit être donné après l'avis du Conseil technique médical et joint à celui-ci. En vertu de cette interprétation, le Service du contrôle médical, qui agit au nom de l'INAMI dans le litige porté devant la Commission d'appel, exprime ainsi deux fois son point de vue : une première fois, sur l'avis du Conseil technique médical et, une seconde fois, lors de l'audience devant la Commission d'appel puisque la loi prévoit que le rapporteur du Service du contrôle médical de l'INAMI doit être entendu au cours de cette audience. Il en résulte une différence de traitement avec le dispensateur de soins, qui ne peut être entendu et développer ses moyens qu'une fois à l'audience.

B.3.3. Le Conseil des ministres conteste en ordre principal cette interprétation et affirme que la disposition en cause doit s'interpréter au sens que l'avis du Service du contrôle médical ne doit pas nécessairement être joint formellement à l'avis du Conseil technique médical mais peut également être formulé dans un rapport complémentaire que peut développer le Service du contrôle médical devant la Commission d'appel.

B.3.4. La Cour est toutefois tenue de répondre à la question conformément à l'interprétation formulée par le juge *a quo*.

B.4. Le Conseil des ministres estime en ordre subsidiaire que la différence de traitement avancée se fonde sur une distinction purement formelle et que le moyen est proportionné à l'objectif poursuivi, à savoir donner l'information la plus complète possible à la Commission d'appel amenée à statuer.

B.5. La Cour constate que, d'une part, la Commission d'appel n'est pas obligée de recueillir un avis non contraignant du Conseil technique médical et que, d'autre part, il est estimé souhaitable que l'avis concernant l'interprétation correcte des dispositions relatives à la nomenclature des prestations médicales soit recueilli auprès de l'instance qui a également émis un avis lors de l'élaboration de ces dispositions. Dès lors que cette instance consultative, à l'exception éventuellement du président, est exclusivement composée de médecins, il n'est pas déraisonnable, eu égard aux spécificités et à la complexité technique de la matière, de stipuler que les avis de cet organe doivent être accompagnés d'un avis du Service du contrôle médical, lequel est notamment chargé de fournir des explications au sujet de l'incidence des avis sur le budget (*Doc. parl.*, Chambre, 1992-1993, n° 1040/3, pp. 2-3).

En outre, après l'avis du Conseil technique médical, accompagné le cas échéant d'un avis ou d'un rapport du Service du contrôle médical, les prestataires de soins peuvent déposer, à leur tour, des conclusions ou formuler un avis en réponse auprès de la Commission d'appel, siégeant en tant que juridiction administrative.

Par conséquent, le traitement inégal invoqué des parties lors de l'examen du litige devant la Commission d'appel ne porte atteinte de manière disproportionnée ni au caractère contradictoire de la procédure ni au principe de l'égalité des armes.

Par ces motifs,

la Cour

dit pour droit :

L'article 27, alinéa 4, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, ne viole pas les principes d'égalité et de non-discrimination visés aux articles 10 et 11 de la Constitution en imposant, par référence à l'article 27, alinéa 3, de la loi du 14 juillet 1994, l'avis du Service du contrôle médical sur l'avis du Conseil technique médical rendu suite à la demande de la Commission d'appel.

Ainsi prononcé en langue française et en langue néerlandaise, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 2 février 2000.

Le greffier,

L. Potoms.

Le président,

M. Melchior.

ARBITRAGEHOF

[C – 2000/21111]

Uittreksel uit arrest nr. 11/2000 van 2 februari 2000

Rolnummer 1490

In zake : de prejudiciële vraag over artikel 27, vierde lid, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, gesteld door de Commissie van beroep ingesteld bij de Dienst voor geneeskundige controle van het RIZIV.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en G. De Baets, en de rechters H. Boel, E. Cerexhe, A. Arts, R. Henneuse en M. Bossuyt, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. Onderwerp van de prejudiciële vraag

Bij beslissing van 10 december 1998 in zake D. Herman, waarvan de expeditie ter griffie van het Arbitragehof is ingekomen op 17 december 1998, heeft de Commissie van beroep ingesteld bij de Dienst voor geneeskundige controle van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering (RIZIV) de volgende prejudiciële vraag gesteld :

« Schendt artikel 27, vierde lid, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, de beginselen van gelijkheid en niet-discriminatie bedoeld in de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, doordat het, onder referentie aan artikel 27, derde lid, van de wet van 14 juli 1994, het advies van de Dienst voor geneeskundige controle oplegt over het advies van de Technische geneeskundige raad dat op verzoek van de Commissie van beroep wordt uitgebracht, terwijl het RIZIV, middels zijn Dienst voor geneeskundige controle, betrokken is in het geding voor de genoemde Commissie als tegenpartij van de appellante, zorgverlener, in het kader van de artikelen 155, derde en zesde lid, en 156, eerste, derde en vierde lid, van de wet van 14 juli 1994 en terwijl die Dienst voor geneeskundige controle zijn rechten van verdediging kan laten gelden in het kader van de rechtspleging voor de Commissie van beroep, los van artikel 27, vierde lid, voormeld, met name aan de hand van verslagen van de geneesheer-inspecteur, die verslaggever is voor de Commissie van beroep en die de standpunten van de genoemde dienst vertegenwoordigt ? »

(...)

IV. *In rechte*

(...)

B.1. De prejudiciële vraag heeft betrekking op de overeenstemming van artikel 27, vierde lid, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet. Volgens dat artikel moet de Dienst voor geneeskundige controle van het RIZIV een advies uitbrengen over het advies van de Technische geneeskundige raad dat de Commissie van beroep ingesteld bij de Dienst voor geneeskundige controle kan vragen wanneer zij een geschil behandelt. Hieruit zou volgens de Commissie van beroep, die het Hof een vraag stelt, een verschil in behandeling voortvloeien tussen de zorgverstrekker als eiser in hoger beroep en de tegenpartij, het RIZIV (Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering) optredend bij monde van de Dienst voor geneeskundige controle.

B.2.1. Artikel 27 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, waarvan het vierde lid het onderwerp is van de vraag, bepaalde, vóór de wijziging ervan bij de wet van 25 januari 1999 :

« Bij de Dienst voor geneeskundige verzorging worden een Technische geneeskundige raad, een Technische tandheelkundige raad, een Technische raad voor ziekenhuisverpleging, een Technische raad voor kinesitherapie, een Technische farmaceutische raad, een Technische raad voor farmaceutische specialiteiten, een Technische raad voor de betrekkingen met de farmaceutische industrie en een Technische raad voor implantaten ingesteld. Deze raden worden ingesteld bij de overeenstemmende overeenkomsten- of akkoordcommissies of bij de Geneesmiddelencommissie, en, bij gebreke daarvan, bij het Verzekeringscomité.

Die raden doen de voorstellen en verstrekken de adviezen die zijn bedoeld in artikel 35, § 2.

De Technische geneeskundige raad en de Technische tandheelkundige raad zijn bevoegd om adviezen te geven over de interpretatie van de nomenclatuur, met name aan de beperkte kamers en aan de commissies van beroep, die respectievelijk bedoeld zijn in de artikelen 141, § 1, eerste lid, 9°, en 155.

Elk van deze voorstellen of adviezen zoals bedoeld in het tweede en derde lid moet vergezeld zijn van een schriftelijk advies van de Dienst voor geneeskundige controle. Dit advies wordt geacht te zijn gegeven door de Dienst voor geneeskundige controle indien het niet is geformuleerd binnen de termijn van vijftien dagen nadat deze dienst hierom werd verzocht. »

B.2.2. Artikel 139 van de voormelde wet van 14 juli 1994 bepaalt :

« In de schoot van het Instituut wordt een Dienst voor geneeskundige controle ingesteld wiens opdracht erin bestaat :

1° de prestaties van de verzekering voor geneeskundige verzorging en de uitkeringsverzekering te controleren op het vlak van realiteit en conformiteit met de voorschriften van deze gecoördineerde wet en haar uitvoeringsbesluiten;

2° de kwantiteit van de voorgeschreven of verleende verzorging te beoordelen en uitvoering te geven aan de beslissingen van de commissies bedoeld in artikel 142. »

B.3.1. Uit de twee voormelde bepalingen blijkt dat de Dienst voor geneeskundige controle een dubbele opdracht heeft : enerzijds, controleert hij of de prestaties van de geneesheren reëel zijn en in overeenstemming met de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen en bestraft hij in voorkomend geval de overtredingen; anderzijds, brengt diezelfde Dienst ook een advies uit over het advies van de Technische geneeskundige raad, wanneer die raad een technisch advies moet geven hetzij in het kader van een voorstel tot wijziging van de nomenclatuur, hetzij in het kader van een geschil over de interpretatie van de nomenclatuur voor de beperkte kamer of voor de Commissie van beroep.

B.3.2. In de interpretatie die de verwijzingsrechter aan artikel 27, vierde lid, geeft, dient het advies van de Dienst voor geneeskundige controle bij een geschil over de toepassing van de nomenclatuur gegeven te worden na, en toegevoegd te worden bij, het advies van de Technische geneeskundige raad. In die interpretatie geeft de Dienst voor geneeskundige controle, die namens het RIZIV optreedt in het geschil voor de Commissie van beroep, op die manier twee keer zijn standpunt weer : een eerste keer over het advies van de Technische geneeskundige raad, en een tweede keer tijdens de terechtzitting voor de Commissie van beroep, aangezien de wet bepaalt dat de verslaggever van de Dienst voor geneeskundige controle van het RIZIV tijdens die terechtzitting moet worden gehoord. Hieruit vloeit een verschil in behandeling voort met de zorgverstrekker, die slechts één keer, namelijk op de terechtzitting, kan worden gehoord en zijn middelen kan toelichten.

B.3.3. De Ministerraad betwist in hoofdorde die interpretatie en stelt dat de in het geding zijnde bepaling dient te worden geïnterpreteerd in die zin dat het advies van de Dienst voor geneeskundige controle niet noodzakelijk vormelijk moet worden toegevoegd aan het advies van de Technische geneeskundige raad, maar ook kan worden uitgebracht in een aanvullend verslag dat de Dienst voor geneeskundige controle voor de Commissie van beroep kan uitbrengen.

B.3.4. Het Hof is evenwel gehouden de vraag te beantwoorden in de door de verwijzingsrechter geformuleerde interpretatie.

B.4. De Ministerraad is in ondergeschikte orde van oordeel dat het beweerde verschil in behandeling berust op een louter formeel onderscheid en dat het middel evenredig is met het nagestreefde doel, namelijk de Commissie van beroep die uitspraak moet doen zo volledig mogelijk informeren.

B.5. Het Hof stelt vast dat, enerzijds, de Commissie van beroep niet verplicht is een niet-bindend advies van de Technische geneeskundige raad in te winnen en, anderzijds, dat het aangewezen wordt geacht het advies betreffende de juiste interpretatie van de bepalingen met betrekking tot de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen in te winnen bij die instantie die ook advies heeft uitgebracht bij de totstandkoming van die bepalingen. Nu die adviserende instantie, de voorzitter eventueel uitgezonderd, enkel uit geneesheren is samengesteld, is het niet onredelijk te bepalen, in acht genomen de specificiteit en de technische complexiteit van de aangelegenheid, dat de adviezen van dat orgaan vergezeld moeten zijn van een advies van de Dienst voor geneeskundige controle, die onder meer ermee is belast de weerslag van de adviezen op de begroting toe te lichten (*Parl. St.*, Kamer, 1992-1993, nr. 1040/3, pp. 2-3).

Bovendien kunnen na het advies van de Technische geneeskundige raad, in voorkomend geval vergezeld van een advies of verslag van de Dienst voor geneeskundige controle, de zorgverstrekkers op hun beurt conclusies of een tegenadvies neerleggen bij de Commissie van beroep, zitting houdende als administratief rechtscollege.

Bijgevolg doet de aangevoerde ongelijke behandeling van de partijen bij de behandeling van het geschil voor de Commissie van beroep niet op onevenredige wijze afbreuk aan het tegensprekelijk karakter van de rechtspleging, noch aan het beginsel van de wapengelijkheid.

Om die redenen,

het Hof

zegt voor recht :

Artikel 27, vierde lid, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, schendt niet de beginselen van gelijkheid en niet-discriminatie bedoeld in de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, doordat het, onder referentie aan artikel 27, derde lid, van de wet van 14 juli 1994, het advies van de Dienst voor geneeskundige controle oplegt over het advies van de Technische geneeskundige raad dat op verzoek van de Commissie van beroep wordt uitgebracht.

Aldus uitgesproken in het Frans en het Nederlands, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 2 februari 2000.

De griffier,
L. Potoms.

De voorzitter,
M. Melchior

ÜBERSETZUNG

SCHIEDSHOF

[C – 2000/21111]

Auszug aus dem Urteil Nr. 11/2000 vom 2. Februar 2000

Geschäftsverzeichnisnummer 1490

In Sachen: Präjudizielle Frage in bezug auf das am 14. Juli 1994 koordinierte Gesetz über die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung, gestellt von der Berufungskommission beim Dienst für medizinische Kontrolle des LIKIV.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und G. De Baets, und den Richtern H. Boel, E. Cerexhe, A. Arts, R. Henneuse und M. Bossuyt, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Gegenstand der präjudiziellen Frage

In ihrer Entscheidung vom 10. Dezember 1998 in Sachen D. Herman, deren Ausfertigung am 17. Dezember 1998 in der Kanzlei des Schiedshofes eingegangen ist, hat die Berufungskommission beim Dienst für medizinische Kontrolle des Landesinstituts für Kranken- und Invalidenversicherung folgende präjudizielle Frage gestellt:

« Verstößt Artikel 27 Absatz 4 des am 14. Juli 1994 koordinierten Gesetzes über die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung gegen die in den Artikeln 10 und 11 der Verfassung verankerten Grundsätze der Gleichheit und der Nichtdiskriminierung, indem er unter Bezugnahme auf Artikel 27, Absatz 3 des Gesetzes vom 14. Juli 1994 die Stellungnahme des Dienstes für medizinische Kontrolle zu der auf Antrag der Berufungskommission abgegebenen Stellungnahme des Medizinischen Fachrates vorschreibt, während das LIKIV durch seinen Dienst für medizinische Kontrolle am Verfahren vor der genannten Kommission als Gegenpartei des Berufung einlegenden Pflegeerbringers im Rahmen von Artikel 155 Absätze 3 und 6 sowie von Artikel 156 Absätze 1, 3 und 4 des Gesetzes vom 14. Juli 1994 beteiligt ist und während dieser Dienst für medizinische Kontrolle seine Verteidigungsrechte im Rahmen des Verfahrens vor der Berufungskommission unabhängig vom vorgenannten Artikel 27, Absatz 4 geltend machen kann, insbesondere durch Berichte des Arzt-Inspektors, der Berichterstatter vor der Berufungskommission ist und die Standpunkte des vorgenannten Dienstes vertritt?»

(...)

IV. In rechtlicher Beziehung

(...)

B.1. Die präjudizielle Frage bezieht sich auf die Vereinbarkeit von Artikel 27, Absatz 4 des am 14. Juli 1994 koordinierten Gesetzes über die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung. Diesem Artikel zufolge muß der Dienst für medizinische Kontrolle des LIKIV eine Stellungnahme herausgeben zu der Stellungnahme des Medizinischen Fachrates, die die bei dem Dienst für medizinische Kontrolle eingesetzte Berufungskommission beantragen kann, wenn sie mit einem Streitfall befaßt ist. Die Berufungskommission, die dem Hof eine Frage vorlegt, vertritt die Auffassung, daß sich daraus ein Behandlungsunterschied zwischen dem Pflegeerbringer als Berufungskläger und der Gegenpartei, dem durch den Dienst für medizinische Kontrolle vertretenen LIKIV (Landesinstitut für Kranken- und Invalidenversicherung), ergebe.

B.2.1. Artikel 27 des am 14. Juli 1994 koordinierten Gesetzes über die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung, dessen Absatz 4 Gegenstand der Frage ist, bestimmte vor seiner Abänderung durch das Gesetz vom 25. Januar 1999:

«Beim Dienst für Gesundheitspflege werden ein Medizinischer Fachrat, ein Zahnmedizinischer Fachrat, ein Fachrat für Krankenhausbehandlung, ein Fachrat für Heilgymnastik, ein Pharmazeutischer Fachrat, ein Fachrat für Fertigarzneimittel, ein Fachrat für die Beziehungen mit der Arzneimittelindustrie und ein Fachrat für Implantate eingesetzt. Diese Räte werden bei den entsprechenden Abkommens- und Vereinbarungskommissionen oder bei der Arzneimittelkommission und, mangels entsprechender Kommission, beim Versicherungsausschuss eingesetzt.

Diese Räte unterbreiten die Vorschläge und geben die Stellungnahmen ab, die in Artikel 35, § 2 erwähnt werden.

Der Medizinische Fachrat und der Zahnmedizinische Fachrat sind befugt, Stellungnahmen über die Auslegung des Verzeichnisses abzugeben, insbesondere an die beschränkten Kammern und die Berufungskommissionen, die in Artikel 141, § 1, Absatz 1 Nr. 9 beziehungsweise in Artikel 155 erwähnt sind.

Jedem Vorschlag oder jeder Stellungnahme, die in Absatz 2 und 3 erwähnt werden, muss eine schriftliche Stellungnahme des Dienstes für medizinische Kontrolle beigefügt werden. Es wird davon ausgegangen, dass diese Stellungnahme vom Dienst für medizinische Kontrolle abgegeben wurde, wenn sie fünfzehn Tage, nachdem sie bei diesem Dienst angefordert wurde, noch nicht abgegeben worden ist.»

B.2.2. Artikel 139 des obengenannten Gesetzes vom 14. Juli 1994 bestimmt:

«Beim Institut wird ein Dienst für medizinische Kontrolle eingesetzt, dessen Aufgabe darin besteht:

1. zu kontrollieren, ob Leistungen der Gesundheitspflegeversicherung und der Entschädigungsversicherung tatsächlich erbracht worden sind und mit den Bestimmungen des vorliegenden koordinierten Gesetzes und seiner Ausführungserlasse übereinstimmen,

2. die verschriebene oder erbrachte Pflege quantitativ zu beurteilen und die von den in Artikel 142 erwähnten Kommissionen gefassten Beschlüsse ausführen zu lassen.»

B.3.1. Aus den zwei obengenannten Bestimmungen geht hervor, daß der Dienst für medizinische Kontrolle einen doppelten Auftrag zu erfüllen hat: einerseits kontrolliert er, ob die Leistungen der Mediziner tatsächlich erbracht wurden und dem Verzeichnis der medizinischen Leistungen entsprechen, und er bestraft ggf. die Übertretungen; andererseits gibt derselbe Dienst auch eine Stellungnahme zur Stellungnahme des Medizinischen Fachrates ab, wenn dieser Fachrat eine fachliche Stellungnahme entweder im Rahmen eines Vorschlags zur Abänderung des Verzeichnisses oder im Rahmen eines bezüglich der Auslegung des Verzeichnisses vor der beschränkten Kammer oder vor der Berufungskommission entstandenen Streitfalls abgeben muß.

B.3.2. In der vom Verweisungsrichter gegebenen Interpretation des Artikels 27 Absatz 4 muß die Stellungnahme des Dienstes für medizinische Kontrolle bei einem Streitfall bezüglich der Anwendung des Verzeichnisses nach der Stellungnahme des Medizinischen Fachrates abgegeben und diesem hinzugefügt werden. In dieser Interpretation legt der Dienst für medizinische Kontrolle, der im Streitfall vor der Berufungskommission für das LIKIV auftritt, auf diese Weise seinen Standpunkt zweimal dar: ein erstes Mal über die Stellungnahme des Medizinischen Fachrates und ein zweites Mal während der Verhandlung vor der Berufungskommission, da das Gesetz bestimmt, daß der Berichterstat-ter des Dienstes für medizinische Kontrolle des LIKIV während dieser Verhandlung angehört werden muß. Hieraus ergibt sich ein Behandlungsunterschied zum Nachteil des Pflegeerbringers, der nur ein einziges Mal, nämlich während der Verhandlung, angehört werden kann und seine Rechtsgründe erläutern kann.

B.3.3. Der Ministerrat beanstandet hauptsächlich diese Interpretation und sagt, daß die fragliche Bestimmung dahingehend interpretiert werden muß, daß die Stellungnahme des Dienstes für medizinische Kontrolle der Stellungnahme des Medizinischen Fachrates nicht notwendigerweise förmlich hinzugefügt werden muß, sondern auch in einem ergänzenden Bericht, den der Dienst für medizinische Kontrolle vor der Berufungskommission vortragen kann, dargelegt werden kann.

B.3.4. Gleichwohl muß der Hof die Frage in der vom Verweisungsrichter formulierten Interpretation beantworten.

B.4. Der Ministerrat ist hilfsweise der Auffassung, daß der vorgebrachte Behandlungsunterschied auf einem rein formellen Unterschied beruhe und daß der Klagegrund verhältnismäßig sei zum angestrebten Ziel, nämlich die Berufungskommission, die befinden müsse, möglichst vollständig zu informieren.

B.5. Der Hof stellt einerseits fest, daß die Berufungskommission nicht verpflichtet ist, eine unverbindliche Stellungnahme des Medizinischen Fachrates einzuholen, und andererseits, daß es für wünschenswert gehalten wird, die Stellungnahme zur korrekten Interpretation der Bestimmungen bezüglich des Verzeichnisses der medizinischen Leistungen bei der Instanz einzuholen, die auch die Stellungnahme bei der Ausarbeitung dieser Bestimmungen erbracht hat. Nun, da sich diese begutachtende Instanz, mit Ausnahme eventuell des Vorsitzenden, nur aus Medizinern zusammensetzt, ist es unter Berücksichtigung der Spezifität und fachlichen Komplexität der Angelegenheit nicht unvernünftig zu bestimmen, daß den Stellungnahmen dieses Organs eine Stellungnahme des Dienstes für medizinische Kontrolle beigefügt sein muß, der u.a. damit beauftragt ist, die Auswirkung der Stellungnahmen auf den Haushaltsplan zu erläutern (*Parl. Dok.*, Kammer, 1992-1993, Nr. 1040/3, S. 2-3).

Außerdem können im Anschluß an die Stellungnahme des Medizinischen Fachrates, ggf. ergänzt mit einer Stellungnahme oder einem Bericht des Dienstes für medizinische Kontrolle, die Pflegeerbringer ihrerseits Schlußanträge oder eine Gegenstellungnahme bei der als administratives Rechtsprechungsorgan tagenden Berufungskommission hinterlegen.

Folglich wird durch die angeführte Ungleichbehandlung der Parteien bei der Untersuchung des Streitfalls vor der Berufungskommission weder der kontradiktorische Charakter des Verfahrens noch der Grundsatz der Waffengleichheit auf unverhältnismäßige Weise beeinträchtigt.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

erkennt für Recht:

Artikel 27, Absatz 4 des am 14. Juli 1994 koordinierten Gesetzes über die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung verstößt nicht gegen die in den Artikeln 10 und 11 der Verfassung verankerten Grundsätze der Gleichheit und Nichtdiskriminierung, indem er unter Bezugnahme auf Artikel 27, Absatz 3 des Gesetzes vom 14. Juli 1994 die Stellungnahme des Dienstes für medizinische Kontrolle zu der auf Antrag der Berufungskommission abgegebenen Stellungnahme des Medizinischen Fachrates vorschreibt.

Verkündet in französischer und niederländischer Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 2. Februar 2000.

Der Kanzler,
(gez.) L. Potoms.

Der Vorsitzende,
(gez.) M. Melchior.

COUR D'ARBITRAGE

[C – 2000/21137]

Extrait de l'arrêt n° 19/2000 du 9 février 2000

Numéro du rôle : 1826

En cause : la question préjudicielle concernant l'article 1384, alinéa 4, du Code civil, et l'article 18 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, posée par la Cour d'appel de Liège.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et G. De Baets, et des juges L. François, J. Delruelle, E. Cerexhe, A. Arts et M. Bossuyt, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. Objet de la question préjudicielle

Par arrêt du 30 novembre 1999 en cause de N. Pauly contre A. Leskens et M. Debecker et en cause de A. Leskens et M. Debecker contre E. Laduron, C. Carels et N. Pauly, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour d'arbitrage le 2 décembre 1999, la Cour d'appel de Liège a posé la question préjudicielle suivante :

« N'y a-t-il pas violation des articles 10 et 11 de la Constitution dans la mesure où un enseignant du secteur public, organe de la puissance publique, peut faire l'objet d'une condamnation personnelle à des dommages et intérêts en faveur d'une victime sur base de l'article 1384, alinéa 4, du Code civil et donc sur base d'une faute si légère soit-elle, alors que dans l'enseignement privé, un enseignant engagé dans les liens d'un contrat d'emploi bénéficie de l'exonération prévue par l'article 18 de la loi du 3 juillet 1978 [relative aux contrats de travail], qui limite sa responsabilité aux seuls cas de dol, de faute lourde ou de faute légère habituelle ? »

(...)

IV. En droit

(...)

B.1. Par son arrêt du 30 novembre 1999, la Cour d'appel de Liège demande à la Cour d'arbitrage s'il n'y a pas violation des articles 10 et 11 de la Constitution, en ce qu'un enseignant du secteur public, organe de la puissance publique, peut faire l'objet d'une condamnation personnelle à des dommages et intérêts en faveur d'une victime sur la base de l'article 1384, alinéa 4, du Code civil et donc sur la base d'une faute si légère soit-elle, alors que dans l'enseignement privé, un enseignant engagé dans les liens d'un contrat d'emploi bénéficie de l'exonération prévue par l'article 18 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, qui limite sa responsabilité aux seuls cas de dol, de faute lourde ou de faute légère habituelle.

B.2. L'article 1384, alinéa 4, du Code civil, dispose :

« Les instituteurs et les artisans [sont responsables] du dommage causé par leurs élèves et apprentis pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance. »

L'article 18 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail dispose :

« En cas de dommages causés par le travailleur à l'employeur ou à des tiers dans l'exécution de son contrat, le travailleur ne répond que de son dol et de sa faute lourde.

Il ne répond de sa faute légère que si celle-ci présente dans son chef un caractère habituel plutôt qu'accidentel.

A peine de nullité, il ne peut être dérogé à la responsabilité fixée aux alinéas 1^{er} et 2 que par une convention collective de travail rendue obligatoire par le Roi, et ce uniquement en ce qui concerne la responsabilité à l'égard de l'employeur.

L'employeur peut, dans les conditions prévues par l'article 23 de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs, imputer sur la rémunération les indemnités et dommages-intérêts qui lui sont dus en vertu du présent article et qui ont été, après les faits, convenus avec le travailleur ou fixés par le juge. »

B.3. Il résulte des dispositions précitées qu'en ce qui concerne la responsabilité civile résultant d'une faute légère occasionnelle, le législateur a établi une différence de traitement entre les membres du personnel statutaire occupés par les pouvoirs publics, d'une part, et les travailleurs contractuels en général, d'autre part, puisque seuls les premiers doivent répondre de leur faute légère. Cette différence de traitement n'est pas justifiée étant donné la similitude des relations de travail comparées, notamment sous l'angle de la subordination juridique.

B.4. La Cour relève par ailleurs que l'exonération de la responsabilité que l'article 18 précité accorde au travailleur à l'égard de tiers, n'enlève rien, comme l'admettent généralement la jurisprudence et la doctrine, à la responsabilité de l'employeur fondée sur l'article 1384, alinéa 3, du Code civil, pour autant que les conditions d'application de cette disposition soient remplies. La présomption de responsabilité établie par l'article 1384, alinéa 3, du Code civil est irréfragable, en sorte que l'employeur est objectivement responsable. L'exonération de responsabilité dans le chef du travailleur à la suite d'une faute légère occasionnelle n'empêche donc pas en principe que la victime soit indemnisée.

Par ces motifs,

la Cour

dit pour droit :

Les articles 10 et 11 de la Constitution sont violés par le fait qu'un enseignant du secteur public, organe de la puissance publique, peut faire l'objet d'une condamnation personnelle à des dommages et intérêts en faveur d'une victime sur la base de l'article 1384, alinéa 4, du Code civil et donc sur la base d'une faute si légère soit-elle.

Ainsi prononcé en langue française et en langue néerlandaise, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 9 février 2000.

Le greffier,

L. Potoms.

Le président,

M. Melchior.

ARBITRAGEHOF

[C – 2000/21137]

Uittreksel uit arrest nr. 19/2000 van 9 februari 2000

Rolnummer : 1826

In zake : de prejudiciële vraag over artikel 1384, vierde lid, van het Burgerlijk Wetboek en artikel 18 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, gesteld door het Hof van Beroep te Luik.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en G. De Baets, en de rechters L. François, J. Delruelle, E. Cerexhe, A. Arts en M. Bossuyt, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. Onderwerp van de prejudiciële vraag

Bij arrest van 30 november 1999 in zake N. Pauly tegen A. Leskens en M. Debecker en in zake A. Leskens en M. Debecker tegen E. Laduron, C. Carels en N. Pauly waarvan de expeditie ter griffie van het Arbitragehof is ingekomen op 2 december 1999, heeft het Hof van Beroep te Luik de volgende prejudiciële vraag gesteld :

« Is er geen sprake van schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in zoverre een leerkracht uit de openbare sector, die een orgaan is van de openbare macht, persoonlijk kan worden veroordeeld tot een schadevergoeding ten gunste van een slachtoffer op grond van artikel 1384, vierde lid, van het Burgerlijk Wetboek en dus op grond van een fout, hoe licht die ook is, terwijl een leerkracht uit het vrij onderwijs, die gebonden is door een arbeidsovereenkomst, de vrijstelling geniet waarin artikel 18 van de wet van 3 juli 1978 [betreffende de arbeidsovereenkomsten] voorziet, die zijn aansprakelijkheid beperkt tot het geval van bedrog, zware schuld of gewoonlijk voorkomende lichte schuld ? »

(...)

IV. In rechte

(...)

B.1. In zijn arrest van 30 november 1999 vraagt het Hof van Beroep te Luik het Arbitragehof of er geen sprake is van schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, doordat een leerkracht uit de openbare sector, die een orgaan is van de openbare macht, persoonlijk kan worden veroordeeld tot schadevergoeding ten gunste van een slachtoffer op grond van artikel 1384, vierde lid, van het Burgerlijk Wetboek en dus op grond van een fout, hoe licht die ook is, terwijl een leerkracht uit het vrij onderwijs, die gebonden is door een arbeidsovereenkomst, de vrijstelling geniet waarin artikel 18 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten voorziet, die zijn aansprakelijkheid beperkt tot het geval van bedrog, zware schuld of gewoonlijk voorkomende lichte schuld.

B.2. Artikel 1384, vierde lid, van het Burgerlijk Wetboek, bepaalt :

« De onderwijzers en de ambachtlieden [zijn aansprakelijk] voor de schade door hun leerlingen en leerjongens veroorzaakt gedurende de tijd dat deze onder hun toezicht staan. »

Artikel 18 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten bepaalt :

« Ingeval de werknemer bij de uitvoering van zijn overeenkomst de werkgever of derden schade berokkent, is hij enkel aansprakelijk voor zijn bedrog en zijn zware schuld.

Voor lichte schuld is hij enkel aansprakelijk als die bij hem eerder gewoonlijk dan toevallig voorkomt.

Op straffe van nietigheid mag niet worden afgeweken van de bij het eerste en het tweede lid vastgestelde aansprakelijkheid, tenzij, en alleen wat de aansprakelijkheid tegenover de werkgever betreft, bij een door de Koning algemeen verbindend verklaarde collectieve arbeidsovereenkomst.

De werkgever kan de vergoedingen en de schadeloosstellingen die hem krachtens dit artikel verschuldigd zijn en die na de feiten met de werknemer zijn overeengekomen of door de rechter vastgesteld, op het loon inhouden in de voorwaarden als bepaald bij artikel 23 van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers. »

B.3. Uit de voormelde bepalingen blijkt dat wat betreft de burgerrechtelijke aansprakelijkheid die het gevolg is van een toevallig voorkomende lichte fout, de wetgever een verschil in behandeling heeft ingesteld tussen de door de overheid tewerkgestelde leden van het statutair personeel, enerzijds, en de contractuele werknemers in het algemeen, anderzijds, aangezien immers enkel de eerstgenoemde aansprakelijk zijn voor lichte schuld. Dat verschil in behandeling is niet verantwoord in acht nemend de gelijkheid van de vergeleken arbeidsverhoudingen, met name vanuit het oogpunt van de juridische ondergeschiktheid.

B.4. Het Hof doet overigens opmerken dat de vrijstelling van aansprakelijkheid die door voormeld artikel 18 aan de werknemer ten aanzien van derden wordt verleend, geen afbreuk doet, zoals algemeen wordt aangenomen door de rechtspraak en de rechtsleer, aan de aansprakelijkheid van de werkgever op grond van artikel 1384, derde lid, van het Burgerlijk Wetboek, voor zover aan de toepassingsvoorwaarden van die bepaling is voldaan. Het door artikel 1384, derde lid, van het Burgerlijk Wetboek gevestigde aansprakelijkheidsvermoeden is onweerlegbaar, zodat de werkgever objectief aansprakelijk is. De vrijstelling van aansprakelijkheid van de werknemer ten gevolge van een toevallige lichte fout verhindert dus in principe niet dat het slachtoffer schadeloos wordt gesteld.

Om die redenen,

het Hof

zegt voor recht :

De artikelen 10 en 11 van de Grondwet zijn geschonden door het feit dat een leerkracht uit de openbare sector, die een orgaan is van de openbare macht, persoonlijk kan worden veroordeeld tot schadevergoeding ten gunste van een slachtoffer op grond van artikel 1384, vierde lid, van het Burgerlijk Wetboek en dus op grond van een fout, hoe licht die ook is.

Aldus uitgesproken in het Frans en het Nederlands, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 9 februari 2000.

De griffier,

L. Potoms

De voorzitter,

M. Melchior

ÜBERSETZUNG

SCHIEDSHOF

[C – 2000/21137]

Auszug aus dem Urteil Nr. 19/2000 vom 9. Februar 2000

Geschäftsverzeichnisnummer: 1826

In Sachen: Präjudizielle Frage in bezug auf Artikel 1384 Absatz 4 des Zivilgesetzbuches und Artikel 18 des Gesetzes vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge, gestellt vom Appellationshof Lüttich.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und G. De Baets, und den Richtern L. François, J. Delruelle, E. Cerexhe, A. Arts und M. Bossuyt, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Gegenstand der präjudiziellen Frage

In seinem Urteil vom 30. November 1999 in Sachen N. Pauly gegen A. Leskens und M. Debecker und in Sachen A. Leskens und M. Debecker gegen E. Laduron, C. Carels und N. Pauly, dessen Ausfertigung am 2. Dezember 1999 in der Kanzlei des Schiedshofes eingegangen ist, hat der Appellationshof Lüttich folgende präjudizielle Frage gestellt:

« Liegt kein Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung vor, insoweit eine Lehrkraft des öffentlichen Sektors, die ein Organ der öffentlichen Gewalt ist, persönlich zur Leistung eines Schadensersatzes an ein Opfer aufgrund von Artikel 1384 Absatz 4 des Zivilgesetzbuches - und somit aufgrund einer wie leichten Verfehlung auch immer - verurteilt werden kann, während eine durch einen Arbeitsvertrag gebundene Lehrkraft des freien Unterrichts die in Artikel 18 des Gesetzes vom 3. Juli 1978 [über die Arbeitsverträge] vorgesehene Befreiung, die ihre Haftung auf Betrug, schwere Schuld oder gewohnheitsmäßige leichte Verfehlung beschränkt, in Anspruch nehmen kann ? »

(...)

IV. In rechtlicher Beziehung

(...)

B.1. In seinem Urteil vom 30. November 1999 fragt der Appellationshof Lüttich den Schiedshof, ob kein Verstoß vorliegt gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, insoweit eine Lehrkraft des öffentlichen Sektors, die ein Organ der öffentlichen Gewalt ist, persönlich zur Leistung eines Schadensersatzes an ein Opfer aufgrund von Artikel 1384 Absatz 4 des Zivilgesetzbuches - und somit aufgrund einer wie leichten Verfehlung auch immer - verurteilt werden kann, während eine durch einen Arbeitsvertrag gebundene Lehrkraft des freien Unterrichts die in Artikel 18 des Gesetzes vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge vorgesehene Befreiung, die ihre Haftung auf Betrug, schwere Schuld oder gewohnheitsmäßige leichte Verfehlung beschränkt, in Anspruch nehmen kann.

B.2. Artikel 1384 Absatz 4 des Zivilgesetzbuches bestimmt:

« Die Lehrer und Handwerker [haften] für den Schaden, der durch ihre Schüler und Lehrlinge während des Zeitraums verursacht wird, innerhalb dessen sie unter ihrer Aufsicht stehen. »

Artikel 18 des Gesetzes vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge bestimmt:

« Wenn der Arbeitnehmer dem Arbeitgeber oder Dritten bei der Erfüllung seines Vertrags Schaden zufügt, haftet er lediglich für seinen Betrug und seine schwere Verfehlung.

Für leichte Verfehlungen haftet er nur, wenn es eher um gewohnheitsmäßige als um zufällige Verfehlungen geht.

Bei Strafe der Nichtigkeit darf nicht von der durch den ersten und zweiten Absatz festgelegten Haftung abgewichen werden, es sei denn - und dies nur hinsichtlich der Haftung dem Arbeitgeber gegenüber - durch einen vom König für allgemein verbindlich erklärten kollektiven Arbeitsvertrag.

Der Arbeitgeber kann die Entschädigungen und die Schadensersatzleistungen, die ihm kraft dieses Artikels zustehen und über die er sich nach dem Zeitpunkt des Tatbestands mit dem Arbeitnehmer geeinigt hat oder die vom Richter festgelegt worden sind, unter den in Artikel 23 des Gesetzes vom 12. April 1965 über den Schutz der Entlohnung der Arbeitnehmer festgelegten Bedingungen vom Lohn einbehalten. »

B.3. Aus den obengenannten Bestimmungen geht hervor, daß der Gesetzgeber bezüglich der zivilrechtlichen Haftung für eine zufällig begangene leichte Verfehlung einen Behandlungsunterschied eingeführt hat zwischen den durch die Behörden eingestellten Mitgliedern des statutarischen Personals einerseits und dem Vertragspersonal im allgemeinen andererseits, da nämlich nur die Erstgenannten haftbar sind für leichte Verfehlungen. Dieser Behandlungsunterschied ist in Anbetracht der Ähnlichkeit der miteinander verglichenen Arbeitsverhältnisse, vor allem vom Standpunkt der juristischen Abhängigkeit aus betrachtet, nicht gerechtfertigt.

B.4. Der Hof weist übrigens darauf hin, daß die Haftungsbefreiung, die durch den obengenannten Artikel 18 den Arbeitnehmern in bezug auf Dritte zugestanden wird, wie allgemein in der Rechtsprechung und in der Rechtslehre angenommen wird, die auf Artikel 1384 Absatz 3 des Zivilgesetzbuches beruhende Haftung des Arbeitgebers nicht beeinträchtigt, insoweit den Anwendungsbedingungen dieser Bestimmung entsprochen worden ist. Die durch Artikel 1384 Absatz 3 des Zivilgesetzbuches eingeführte Haftungsvermutung ist unwiderlegbar, so daß der Arbeitgeber objektiv haftbar ist. Die Haftungsbefreiung des Arbeitnehmers als Folge eines zufälligen leichten Fehlers verhindert somit im Prinzip nicht die Entschädigung des Opfers.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

erkennt für Recht:

Aufgrund der Tatsache, daß eine Lehrkraft des öffentlichen Sektors, die ein Organ der öffentlichen Gewalt ist, persönlich zur Leistung eines Schadensersatzes an ein Opfer aufgrund von Artikel 1384 Absatz 4 des Zivilgesetzbuches - und somit aufgrund einer wie leichten Verfehlung auch immer - verurteilt werden kann, liegt ein Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung vor.

Verkündet in französischer und niederländischer Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 9. Februar 2000.

Der Kanzler,

(gez.) L. Potoms.

Der Vorsitzende,

(gez.) M. Melchior.

COUR D'ARBITRAGE

[C – 2000/21156]

Avis prescrit par l'article 74 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage

Par requêtes adressées à la Cour par lettre recommandée à la poste le 8 mars 2000 et parvenues au greffe le 9 mars 2000, un recours en annulation et une demande de suspension des articles 8, 15, § 1^{er}, 20, alinéa 3, 21, 27, alinéa 1^{er}, 34, 36, 4., 54, § 1^{er}, 58, alinéa 3, 62 et 71, alinéa 4, 4., de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs (publiée au *Moniteur belge* du 30 décembre 1999), ont été introduits, pour cause de violation des règles qui sont établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'Etat, des communautés et des régions ainsi que des articles 10 et 11 de la Constitution, par la s.p.r.l. Ramses, dont le siège social est établi à 1800 Vilvorde, Stationsplein 1, et par la s.p.r.l. Talis, dont le siège social est établi à 1070 Bruxelles, chaussée de Mons 814.

Cette affaire est inscrite sous le numéro 1903 du rôle de la Cour.

Le greffier,

L. Potoms.

 ARBITRAGEHOF

[C – 2000/21156]

Bericht voorgeschreven bij artikel 74 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof

Bij verzoekschriften die aan het Hof zijn toegezonden bij op 8 maart 2000 ter post aangetekende brief en ter griffie zijn ingekomen op 9 maart 2000, is beroep tot vernietiging en een vordering tot schorsing ingesteld van de artikelen 8, 15, § 1, 20, derde lid, 21, 27, eerste lid, 34, 36, 4., 54, § 1, 58, derde lid, 62 en 71, vierde lid, 4., van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1999), wegens schending van de regels die door of krachtens de Grondwet zijn vastgesteld voor het bepalen van de onderscheiden bevoegdheid van de Staat, de gemeenschappen en gewesten, en van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, door de b.v.b.a. Ramses, met maatschappelijke zetel te 1800 Vilvoorde, Stationsplein 1, en de b.v.b.a. Talis, met maatschappelijke zetel te 1070 Brussel, Bergensesteenweg 814.

Die zaak is ingeschreven onder nummer 1903 van de rol van het Hof.

De griffier,

L. Potoms.

 SCHIEDSHOF

[C – 2000/21156]

Bekanntmachung vorgeschrieben durch Artikel 74 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof

Mit Klageschriften, die dem Hof mit am 8. März 2000 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen zugesandt wurden und am 9. März 2000 in der Kanzlei eingegangen sind, erhoben die Ramses GmbH, mit Gesellschaftssitz in 1800 Vilvoorde, Stationsplein 1, und die Talis GmbH, mit Gesellschaftssitz in 1070 Brüssel, chaussée de Mons 814, Klage auf Nichtigerklärung und einstweilige Aufhebung der Artikel 8, 15 § 1, 20 Absatz 3, 21, 27 Absatz 1, 34, 36 Nr. 4, 54 § 1, 58 Absatz 3, 62 und 71 Absatz 4 Nr. 4 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 über die Glücksspiele, die Glücksspieleinrichtungen und den Schutz der Spieler (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 30. Dezember 1999), wegen Verstoßes gegen die durch die Verfassung oder kraft derselben zur Bestimmung der jeweiligen Zuständigkeiten von Staat, Gemeinschaften und Regionen festgelegten Vorschriften und gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung.

Diese Rechtssache wurde unter der Nummer 1903 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen.

Der Kanzler,

L. Potoms.

SELOR
SELECTIEBUREAU VAN DE FEDERALE OVERHEID

[C – 2000/08116]

Werving van Franstalige assistenten in personeelsbeheer (niveau B) (m/v) met voldoende kennis van de Nederlandse taal voor de Brusselse Hoofdstedelijke Raad

Samenstelling van een wervingsreserve.

Vereist diploma : diploma van het hoger economisch of sociaal onderwijs van het korte type (graduaat).

De functiebeschrijving en -vereisten en de selectieprocedure zijn gedetailleerd in het examenreglement dat u kunt bekomen bij de diensten van SELOR.

Jaarlijks bruto-beginsalaris : 1 275 513 BEF, reglementaire toelagen niet inbegrepen.

Inschrijving : ten laatste op 4 april 2000.

De inschrijving voor dit examen is gratis en kan per brief, telefoon, fax of via de Selor-website. SELOR, Dienst « Wervingsexamens Federale Overheid », Esplanadegebouw, Oratoriënberg 20, 1000 Brussel. Tel. : 02/214 44 08. Tel. : 070/66 66 30 (inschrijvingen). Fax : 02/214 44 59 - Website : <http://www.selor.be> of <mailto:kathy.goethals@selor.be> of <mailto:vincent.hubert@selor.be>

U vermeldt duidelijk uw naam, voornaam, volledig adres, geboortedatum, rijksregisternummer, evenals de benaming en het referentienummer EFB00001 van het examen en de correcte benaming van uw diploma.

Uw inschrijving zal per brief worden bevestigd.

[C – 2000/08117]

Werving van Nederlandstalige industrieel ingenieurs (m/v) (rang 10) voor de Technische Inspectie bij de Administratie van de Arbeidsveiligheid van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid

Er is momenteel 1 vacante betrekking bij de directie Antwerpen-Zuid.

Toelaatbaarheidsvereisten op 4 april 2000 :

1. onderdaan van de Europese Unie zijn;
2. Vereist diploma : diploma van industrieel ingenieur, behaald in een afdeling bouwkunde, elektronica, elektromechanica, elektriciteit of mechanica.

Het diploma van burgerlijk ingenieur wordt niet in aanmerking genomen.

De functiebeschrijving en -vereisten en de selectieprocedure zijn gedetailleerd opgenomen in het examenreglement, dat u kunt bekomen bij SELOR.

Jaarlijks bruto-beginsalaris : 1 095 362 BEF, reglementaire toelagen niet inbegrepen.

Inschrijving : ten laatste op 4 april 2000.

De inschrijving voor dit examen is gratis en kan per brief, telefoon, fax of via de Selor-website. SELOR, Selecties Federale Overheid, Esplanadegebouw, Oratoriënberg 20, 1000 Brussel. Tel. : 070/66 66 20 (inschrijvingen). Fax : 02/214 44 59. Selor-website : <http://www.selor.be>

U vermeldt duidelijk uw naam, voornaam, geboortedatum, volledig adres, rijksregisternummer, het referentienummer ANG00018 en de benaming van het examen en tevens de correcte benaming van uw diploma, alsook de taal waarin u het diploma heeft behaald.

Uw inschrijving zal per brief worden bevestigd.

SELOR
BUREAU DE SELECTION DE L'ADMINISTRATION FEDERALE

[C – 2000/08116]

Recrutement d'assistant en gestion du personnel (m/f), d'expression française, ayant une connaissance suffisante du néerlandais pour le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale

Constitution d'une réserve de recrutement.

Diplôme requis : gradué de l'enseignement supérieur économique ou social de type court.

La description de la fonction ainsi que la procédure de sélection sont plus amplement détaillées dans le règlement complet de l'examen que vous pourrez obtenir auprès des services du SELOR.

Traitement annuel brut de début : 1 275 513 BEF, allocations réglementaires non comprises.

Inscription : au plus tard le 4 avril 2000.

L'inscription à cet examen est gratuite et peut s'effectuer par lettre, par téléphone, par fax ou via le site internet de Selor. SELOR, Quartier Esplanade, rue Montagne de l'Oratoire 20, 1000 Bruxelles. Tél. : 02/214 44 08. Fax : 02/214 44 59. Internet : <http://www.selor.be> ou <mailto:vincent.hubert@selor.be> ou <mailto:kathy.goethals@selor.be> Les inscriptions par téléphone se font exclusivement via le n° 070/66 66 30.

Il faut clairement indiquer vos nom, prénom, date de naissance, adresse complète, numéro de registre national, ainsi que la dénomination et le numéro de référence de l'examen (à savoir : EFB00001), ainsi que l'intitulé exact de votre diplôme.

L'inscription sera confirmée par lettre.

[C – 2000/08117]

Recrutement d'ingénieurs industriels (m/f), (rang 10), d'expression néerlandaise, pour l'Inspection technique de l'Administration de la Sécurité de Travail du Ministère de l'Emploi et du Travail

Un emploi est actuellement vacant à la direction d'Anvers-Sud.

Conditions d'admissibilité à remplir au 4 avril 2000 :

1. être citoyen de l'Union européenne;
2. Diplôme requis : diplôme d'ingénieur industriel, obtenu dans une section architecture, électronique, électromécanique, électricité ou mécanique.

Le diplôme d'ingénieur civil n'est pas admis.

La description de la fonction ainsi que la procédure de sélection sont plus amplement détaillées dans le règlement de l'examen que vous pourrez obtenir auprès des services du SELOR.

Traitement annuel brut de début : 1 095 362 BEF, allocations réglementaires non comprises.

Inscription : au plus tard le 4 avril 2000.

L'inscription à cet examen est gratuite et peut être effectuée par lettre, par téléphone, par fax ou via le Selor-website. SELOR, Sélection Administration fédérale, Quartier Esplanade, rue Montagne de l'Oratoire 20, 1000 Bruxelles. Tél. : 070/66 66 20 (inscriptions). Fax : 02/214 44 59. Selor-website : <http://www.selor.be>

Il faut clairement indiquer votre nom, prénom, adresse complète, date de naissance, votre numéro du registre national, ainsi que la dénomination et le numéro de référence de l'examen (à savoir : ANG00018) et la dénomination correcte de votre diplôme et la langue dans laquelle il a été délivré.

L'inscription sera confirmée par lettre.

[C – 2000/08118]

Werving van Nederlandstalige eerste geschoolde werklieden (wachters) (m/v) (rang 20) voor de Nationale Plantentuin van België te Meise

Toelaatbaarheidsvereisten op 4 april 2000 :

Vereist diploma :

— getuigschrift van hoger secundair onderwijs of getuigschrift uitgereikt na het slagen van het zesde leerjaar van het secundair onderwijs;

— of kwalificatiegetuigschrift van het zesde leerjaar; of een eindexamen van hogere secundaire technische leergangen;

— of een getuigschrift van beroepsopleiding afgeleverd door de VDAB, de FOREM, de IBFFP, door een vormingscentrum van de Middenstand of door een vormingscentrum gesubsidieerd door het Fonds voor de Sociale Integratie van Personen met een Handicap of getuigschrift van verworven bekwaamheden, uitgereikt in het kader van de wetgeving inzake het industrieel leerlingwezen of diploma van lagere secundaire leergangen, voor zover de houders van die getuigschriften eveneens een studiegetuigschrift bezitten dat toegang verleent tot betrekkingen van niveau 2.

De functiebeschrijving en -vereisten en de selectieprocedure zijn gedetailleerd opgenomen in het examenreglement, dat u kunt bekomen bij SELOR.

Jaarlijks bruto-beginsalaris : 677 453 BEF, reglementaire toelagen niet inbegrepen.

Inschrijving : ten laatste op 4 april 2000.

De inschrijving voor dit examen is gratis en kan per brief, telefoon, fax of via de Selor-website. SELOR, Selecties Federale Overheid, Esplanadegebouw, Oratoriënberg 20, 1000 Brussel. Tel. : 070/66 66 20 (inschrijvingen). Fax : 02/214 44 59. Selor-website : <http://www.selor.be>

U vermeldt duidelijk uw naam, voornaam, geboortedatum, volledig adres, rijksregisternummer, het refertenummer ANG00019 en de benaming van het examen en tevens de correcte benaming van uw getuigschrift of diploma, alsook de taal waarin u het getuigschrift of diploma heeft behaald.

Uw inschrijving zal per brief worden bevestigd.

[C – 2000/08119]

Werving van Nederlandstalige adjuncten van de directeur (algemene kwalificatie) (m/v) (rang A1) voor de diensten van de Vlaamse regering (Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap en de Vlaamse Wetenschappelijke Instellingen)

Er zijn thans meerdere betrekkingen vacant.

Vereiste diploma's : houder zijn van een diploma dat toegang verleent tot niveau A (nl. een door een universiteit uitgereikte academische graad van de tweede cyclus of een door een hogeschool van het lange type uitgereikte graad van academisch niveau van de tweede cyclus).

Worden eveneens aanvaard de studenten die, tijdens het academiejaar 1999-2000, het laatste jaar van de studiën volgen voor het bekomen van het vereiste diploma. De geslaagden kunnen echter slechts worden aangeworven wanneer zij het vereiste diploma hebben behaald.

De functiebeschrijving en -vereisten en de selectieprocedure zijn gedetailleerd in het examenreglement dat je kunt bekomen bij de diensten van SELOR.

Jaarlijkse bruto-beginsalaris : 1 072 720 BEF.

Inschrijving : ten laatste op 4 april 2000.

[C – 2000/08118]

Recrutement de premier ouvriers qualifiés (gardien) (m/f) (rang 20), d'expression néerlandaise, pour le Jardin botanique national de Belgique à Meise

Conditions d'admissibilité à remplir au 4 avril 2000 :

Diplôme requis :

— diplôme d'enseignement secondaire supérieur ou attestation de réussite de la sixième année de l'enseignement secondaire ou certificat de qualification de cette sixième année;

— diplôme des cours secondaires supérieurs ou du cycle secondaire supérieur de l'enseignement artistique de promotion socio-culturelle;

— certificat de formation professionnelle délivré par le FOREM, l'IBFFP, le VDAB, par un centre de formation des Classes moyennes ou par le Fonds communautaire pour l'Intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, ou attestation des capacités acquises, délivrée dans le cadre de la législation relative à l'apprentissage industriel ou diplôme des cours secondaires inférieurs, pour autant que les détenteurs de ces certificats d'études soient également titulaires d'un des titres donnant accès aux emplois de niveau 2.

La description de la fonction ainsi que la procédure de sélection sont plus amplement détaillées dans le règlement de l'examen que vous pourrez obtenir auprès des services du SELOR.

Traitement annuel brut de début : 677 453 BEF, allocations réglementaires non comprises.

Inscription : au plus tard le 4 avril 2000.

L'inscription à cet examen est gratuite et peut être effectuée par lettre, par téléphone, par fax ou via le Selor-website. SELOR, Sélection Administration fédérale, Quartier Esplanade, rue Montagne de l'Oratoire 20, 1000 Bruxelles. Tél. : 070/66 66 20 (inscriptions). Fax : 02/214 44 59. Selor-website : <http://www.selor.be>

Il faut clairement indiquer votre nom, prénom, adresse complète, date de naissance, votre numéro du registre national, ainsi que la dénomination et le numéro de référence de l'examen (à savoir : ANG00019) et la dénomination correcte de votre diplôme ou certificat et la langue dans laquelle il a été délivré.

L'inscription sera confirmée par lettre.

[C – 2000/08119]

Recrutement d'adjoints du directeur (m/f), (rang A1), d'expression néerlandaise, pour les services du Gouvernement flamand (Ministère de la Communauté flamande et les Institutions flamandes scientifiques)

Il y a plusieurs emplois actuellement vacants.

Diplômes requis : les candidats doivent être porteurs d'un diplôme qui donne accès au niveau A (notamment : un grade académique du deuxième cycle délivré par une université ou un grade de niveau académique du deuxième cycle délivré par une école supérieure de type long).

Sont également admis, les étudiants qui, au cours de l'année académique 1999-2000, suivent la dernière année des études conduisant à l'obtention du diplôme exigé. Toutefois les lauréats ne peuvent être engagés qu'après avoir obtenu le diplôme requis.

La description de la fonction ainsi que la procédure de sélection sont plus amplement détaillées dans le règlement complet de l'examen que vous pourrez obtenir auprès des services du SELOR.

Traitement annuel brut de début : 1 072 720 BEF.

Inscription : au plus tard le 4 avril 2000

De inschrijving voor de selectieprocedure is gratis en kan per brief, telefoon, fax of via de Selor-website. SELOR, Dienst "Selecties Vlaamse Gemeenschap", Esplanadegebouw, Oratoriënberg 20, 1000 Brussel. Tel. : 070/66 66 20 (inschrijvingen). Tel. : 02/214 43 45 (inlichtingen). Fax : 02/214 44 59. Selor-website : <http://www.selor.be>

U vermeldt naam, voornaam, geboortedatum, volledig adres, rijksregisternummer, het referentnummer (ANV00020) en de benaming van het examen en tevens de correcte benaming van uw diploma.

Uw inschrijving zal per brief worden bevestigd.

[C – 2000/08120]

Werving van Nederlandstalige adjuncten van de directeur (specialisatie : rechten) (m/v) (rang A1) voor de diensten van de Vlaamse regering (Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap en de Vlaamse Wetenschappelijke Instellingen)

Er zijn thans meerdere betrekkingen vacant.

Vereiste diploma's : de kandidaten dienen houder te zijn van een diploma van doctor of licentiaat in de rechten.

Worden eveneens aanvaard de studenten die, tijdens het academiejaar 1999-2000, het laatste jaar van de studiën volgen voor het bekomen van het vereiste diploma. De geslaagden kunnen echter slechts worden aangeworven wanneer zij het vereiste diploma hebben behaald.

De functiebeschrijving en -vereisten en de selectieprocedure zijn gedetailleerd in het examenreglement dat je kunt bekomen bij de diensten van SELOR.

Jaarlijkse bruto-beginsalaris : 1 072 720 BEF.

Inschrijving : ten laatste op 4 april 2000.

De inschrijving voor de selectieprocedure is gratis en kan per brief, telefoon, fax of via de Selor-website. SELOR, Dienst "Selecties Vlaamse Gemeenschap", Esplanadegebouw, Oratoriënberg 20, 1000 Brussel. Tel. : 070/66 66 20 (inschrijvingen). Tel. : 02/214 44 61 (inlichtingen). Fax : 02/214 44 59. Selor-website : <http://www.selor.be>

U vermeldt naam, voornaam, geboortedatum, volledig adres, rijksregisternummer, het referentnummer (ANV00021) en de benaming van het examen en tevens de correcte benaming van uw diploma.

Uw inschrijving zal per brief worden bevestigd.

[C – 2000/08121]

Werving van Nederlandstalige adjuncten van de directeur (specialisatie : economie) (m/v) (rang A1) voor de diensten van de Vlaamse regering (Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap en de Vlaamse Wetenschappelijke Instellingen)

Er zijn thans meerdere betrekkingen vacant.

Vereiste diploma's : de kandidaten dienen houder te zijn van een diploma van licentiaat in de economische wetenschappen, in de toegepaste economische wetenschappen, handelsingenieur of licentiaat in de handelswetenschappen, met of zonder bijzondere kwalificaties.

Worden eveneens aanvaard de studenten die, tijdens het academiejaar 1999-2000, het laatste jaar van de studiën volgen voor het bekomen van het vereiste diploma. De geslaagden kunnen echter slechts worden aangeworven wanneer zij het vereiste diploma hebben behaald.

De functiebeschrijving en -vereisten en de selectieprocedure zijn gedetailleerd in het examenreglement dat je kunt bekomen bij de diensten van SELOR.

Jaarlijkse bruto-beginsalaris : 1 072 720 BEF.

Inschrijving : ten laatste op 4 april 2000.

De inschrijving voor de selectieprocedure is gratis en kan per brief, telefoon, fax of via de Selor-website. SELOR, Dienst "Selecties Vlaamse Gemeenschap", Esplanadegebouw, Oratoriënberg 20, 1000 Brussel. Tel. : 070/66 66 20 (inschrijvingen). Tel. : 02/214 44 61 (inlichtingen). Fax : 02/214 44 59. Selor-website : <http://www.selor.be>

U vermeldt naam, voornaam, geboortedatum, volledig adres, rijksregisternummer, het referentnummer (ANV00022) en de benaming van het examen en tevens de correcte benaming van uw diploma.

Uw inschrijving zal per brief bevestigd worden.

L'inscription à cet examen est gratuite et peut être effectuée par lettre, par téléphone, par fax ou via le Selor-website. SELOR, Service "Sélections Communauté flamande", Quartier de l'Esplanade, rue Montagne de l'Oratoire 20, 1000 Bruxelles. Tél. : 070/66 66 20 (inscriptions). Tél. : 02/214 43 45 (renseignements). Fax : 02/214 44 59. Selor-website : <http://www.selor.be>

Il faut clairement indiquer votre nom, prénom, adresse complète, date de naissance, votre numéro du registre national, ainsi que la dénomination et le numéro de référence de l'examen (à savoir : ANV00020) et la dénomination correcte de votre diplôme.

L'inscription sera confirmée par lettre.

[C – 2000/08120]

Recrutement d'adjoints du directeur (spécialité : droit) (rang A1) (m/f), d'expression néerlandaise, pour les services du Gouvernement flamand (Ministère de la Communauté flamande et les Institutions flamandes scientifiques)

Il y a plusieurs emplois actuellement vacants.

Diplômes requis : être porteurs d'un diplôme de docteur ou licencié en droit.

Sont également admis, les étudiants qui, au cours de l'année académique 1999-2000, suivent la dernière année des études conduisant à l'obtention du diplôme exigé. Toutefois les lauréats ne peuvent être engagés qu'après avoir obtenu le diplôme requis.

La description de la fonction ainsi que la procédure de sélection sont plus amplement détaillées dans le règlement complet de l'examen que vous pourrez obtenir auprès des services du SELOR.

Traitement annuel brut de début : 1 072 720 BEF.

Inscription : au plus tard le 4 avril 2000.

L'inscription à cet examen est gratuite et peut être effectuée par lettre, par téléphone, par fax ou via le Selor-website. SELOR, Service "Sélections Communauté flamande", Quartier de l'Esplanade, rue Montagne de l'Oratoire 20, 1000 Bruxelles. Tél. : 070/66 66 20 (inscriptions). Tél. : 02/214 44 61 (renseignements). Fax : 02/214 44 59. Selor-website : <http://www.selor.be>

Il faut clairement indiquer votre nom, prénom, adresse complète, date de naissance, votre numéro du registre national, ainsi que la dénomination et le numéro de référence de l'examen (à savoir : ANV00021) et la dénomination correcte de votre diplôme.

L'inscription sera confirmée par lettre.

[C – 2000/08121]

Recrutement d'adjoints du directeur (spécialité : économie) (m/f) (rang A1), d'expression néerlandaise, pour les services du Gouvernement flamand (Ministère de la Communauté flamande et les Institutions flamandes scientifiques)

Il y a plusieurs emplois actuellement vacants.

Diplômes requis : les candidats doivent être porteurs d'un diplôme de licencié en science économique ou en science économique appliquée, d'ingénieur commercial ou de licencié en science commerciale, avec ou sans qualification supplémentaire.

Sont également admis, les étudiants qui, au cours de l'année académique 1999-2000, suivent la dernière année des études conduisant à l'obtention du diplôme exigé. Toutefois les lauréats ne peuvent être engagés qu'après avoir obtenu le diplôme requis.

La description de la fonction ainsi que la procédure de sélection sont plus amplement détaillées dans le règlement complet de l'examen que vous pourrez obtenir auprès des services du SELOR.

Traitement annuel brut de début : 1 072 720 BEF.

Inscription : au plus tard le 4 avril 2000.

L'inscription à cet examen est gratuite et peut être effectuée par lettre, par téléphone, par fax ou via le Selor-website. SELOR, Service "Sélections Communauté flamande", Quartier de l'Esplanade, rue Montagne de l'Oratoire 20, 1000 Bruxelles. Tél. : 070/66 66 20 (inscriptions). Tél. : 02/214 44 61 (renseignements). Fax : 02/214 44 59. Selor-website : <http://www.selor.be>

Il faut clairement indiquer votre nom, prénom, adresse complète, date de naissance, votre numéro du registre national, ainsi que la dénomination et le numéro de référence de l'examen (à savoir : ANV00022) et la dénomination correcte de votre diplôme.

L'inscription sera confirmée par lettre.

[C - 2000/08122]

Werving van Franstalige burgerlijke ingenieurs (bouwkunde) (m/v) voor de ministeries en de instellingen die onderworpen zijn aan het statuut van het federaal personeel

Eén betrekking is thans vacant bij de Regie der Gebouwen.

Vereiste diploma's : diploma van burgerlijk bouwkundig ingenieur of getuigschrift uitgereikt aan diegenen die met vrucht de studies aan de polytechnische afdeling van de Koninklijke Militaire School hebben voleindigd en die gerechtigd zijn tot het voeren van de titel van burgerlijk ingenieur.

De functiebeschrijving en -vereisten en de selectieprocedure zijn gedetailleerd in het volledig examenreglement dat u kan bekomen bij de diensten van SELOR.

Jaarlijkse bruto-beginsalaris : 1 241 878 BEF; reglementaire toelagen niet inbegrepen.

Inschrijving : ten laatste op 4 april 2000.

De inschrijving voor de selectieprocedure is gratis en kan per brief (SELOR, Esplanadegebouw, Oratoriënberg, 20, 1000 Brussel), per telefoon (070/66.66.20), per fax (02/214.44.59) of via de Selor-website : <http://www.selor.be>.

U vermeldt duidelijk uw naam, voornaam, volledig adres, geboortedatum, rijksregisternummer, de benaming en het referentnummer van het examen (AFG00067) en tevens de correcte benaming van uw diploma.

Uw inschrijving zal per brief bevestigd worden.

[C - 2000/08122]

Recrutement d'ingénieurs civils (construction), d'expression française, (m/f) pour les ministères et les organismes soumis au statut du personnel fédéral

Un emploi est actuellement vacant à la Régie des Bâtiments.

Diplôme requis : diplôme d'ingénieur civil des constructions ou du certificat délivré à ceux qui ont terminé avec fruit les études de la section polytechnique de l'Ecole royale militaire dans une orientation qui correspond à la spécialité précitée et qui peuvent porter le titre d'ingénieur civil.

La description de la fonction ainsi que la procédure de sélection sont plus amplement détaillées dans le règlement complet de l'examen que vous pourrez obtenir auprès des services du SELOR.

Traitement annuel brut de début : 1 241 878 BEF; allocations réglementaires non comprises.

Inscription : au plus tard pour le 4 avril 2000.

L'inscription à cet examen est gratuite et peut être effectuée par lettre (SELOR, Quartier Esplanade, rue Montagne de l'Oratoire 20, 1000 Bruxelles), par téléphone (070/66.66.20), par fax (02/214.44.59) ou via le site Internet de Selor : <http://www.selor.be>

Il faut clairement indiquer votre nom, prénom, adresse complète, date de naissance, votre numéro de registre national, ainsi que la dénomination et le numéro de référence de l'examen (à savoir AFG00067) ainsi que l'intitulé exact de votre diplôme.

L'inscription sera confirmée par lettre.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[2000/09284]

Rechterlijke Orde. — Vacante betrekkingen

- griffier bij het vredegerecht van het kanton Sint-Joost-ten-Node : 1 (*);
- adjunct-griffier :
 - bij het hof van beroep te Gent : 1;
 - bij de rechtbank van eerste aanleg te Charleroi : 2;
- Bij het vredegerecht van het kanton :
 - Mol : 1, vanaf 1 april 2000;
 - Oostende II : 1;
 - Sint-Niklaas II : 1;
- beambte bij de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te :
 - Brussel : 2 (*);
 - Doornik : 1;
 - Eupen : 2 (**);
- adjunct-secretaris bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te :
 - Antwerpen : 5;
 - Hoei : 2, waarvan 1 vanaf 7 juni 2000;
- opsteller bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Namen : 1;
- beambte bij het parket van de arbeidsauditeur te Brussel : 1.

De kandidaturen voor een benoeming in de Rechterlijke Orde moeten bij een ter post aangetekend schrijven worden gericht aan de heer Minister van Justitie, Directoraat-Generaal Rechterlijke Organisatie, Dienst Personeelszaken, 3/P/R.O. II., Waterloolaan 115, 1000 Brussel, binnen een termijn van één maand na de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad* (artikel 287 van het Gerechtelijk Wetboek).

De kandidaten dienen een afschrift bij te voegen van het bewijs dat zij geslaagd zijn voor het examen voor de griffies en parketten van hoven en rechtbanken, ingericht door de Minister van Justitie, en dit voor het ambt waarvoor zij kandidaat zijn.

De kennis van het Nederlands en van het Frans is vereist van de kandidaten voor de vacante plaatsen in de griffie van de gerechten die aangeduid zijn met een sterretje (*), overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 53 en 54bis van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken.

De kennis van het Duits en van het Frans is vereist van de kandidaten voor de vacante plaatsen in de griffie van de gerechten die aangeduid zijn met twee sterretjes (**), overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 53 en 54bis van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken.

MINISTERE DE LA JUSTICE

[2000/09127]

Ordre judiciaire. — Places vacantes

- greffier à la justice de paix du canton de Saint-Joose-ten-Noode : 1 (*);
- greffier adjoint :
 - à la cour d'appel de Gand : 1;
 - au tribunal de première instance de Charleroi : 2;
 - à la justice de paix du canton de :
 - Mol : 1, à partir du 1^{er} avril 2000;
 - Oostende II : 1;
 - Saint-Nicolas II : 1;
- employé au greffe du tribunal de première instance de :
 - Bruxelles : 2 (*);
 - Tournai : 1;
 - Eupen : 2 (**);
- secrétaire adjoint au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de :
 - Anvers : 5;
 - Huy : 2, dont une à partir du 7 juin 2000;
- rédacteur au parquet du procureur de Roi près le tribunal de première instance de Namur : 1;
- employé au parquet de l'auditeur du travail de Bruxelles : 1.

Les candidatures à une nomination dans l'Ordre judiciaire doivent être adressées par lettre recommandée à la poste à M. le Ministre de la Justice, Direction générale de l'Organisation judiciaire, Service du Personnel, 3/P/O.J. II., boulevard de Waterloo 115, 1000 Bruxelles, dans un délai d'un mois à partir de la publication de la vacance au *Moniteur belge* (article 287 du Code judiciaire).

Les candidats sont priés de joindre une copie de l'attestation de réussite de l'examen organisé par le Ministre de la Justice, pour les greffes et les parquets des cours et tribunaux et ce pour l'emploi qu'ils postulent.

La connaissance de la langue française et de la langue néerlandaise est exigée des candidats aux emplois vacants dans le greffe des juridictions marquées d'un astérisque (*), conformément aux dispositions des articles 53 et 54bis de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matières judiciaires.

La connaissance de la langue allemande et de la langue française est exigée des candidats aux emplois vacants dans le greffe des juridictions marquées de deux astérisques (**), conformément aux dispositions des articles 53 et 54bis de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire.

MINISTERIE VAN FINANCIEN

[C – 2000/03117]

Lijst van de leden van de gereguleerde buitenbeursmarkt van de lineaire obligaties, de gesplitste effecten en de schatplichtcertificaten

Toestand op 31 december 1999 (1)

Gelet op artikel 2ter, § 3 van het koninklijk besluit van 22 december 1995 betreffende de organisatie van de secundaire buitenbeursmarkt van de lineaire obligaties, de gesplitste effecten en de schatplichtcertificaten, legt het Comité van het Rentenfonds de lijst van de leden van de markt vast als volgt :

1. Leden van rechtswege
 - 1.1. Beleggingsondernemingen naar Belgisch recht
 - 1.1.1. Beursvennootschappen
 - Axel ROSEEUW & Cie Beursvennootschap N.V.
Pelikaanstraat 42 bus 31, 2018 ANTWERPEN
 - ARTESIA SECURITIES, Beursvennootschap N.V.
Koning Albert II-laan 30 Bus 2, 1000 BRUSSEL
 - BOCKLANDT B.V.B.A.
Casinostraat 6, 9100 SINT-NIKLAAS
 - BONNEWYN, RENWART & Cie N.V.
Wetstraat 78, 1040 BRUSSEL
 - BRANQUART, COSTERMANS SECURITIES N.V.
Marsveldplein 2, 1050 BRUSSEL
 - BUSSCHAERT & Cie, Beursvennootschap B.V.B.A.
Lippenslaan 115, 8300 KNOCKE-HEIST
 - CAPITAL @ WORK N.V.
Waverssesteenweg 1519, 1160 BRUSSEL
 - CELS SECURITIES N.V.
Pantheonlaan 1, 1081 BRUSSEL
 - CHOPPINET B.V.B.A.
Winston Churchillaan 18-22, 1180 BRUSSEL
 - DAMIEN COURTENS B.V.B.A. opvolger van Léon MAUCQ
Paul Deschanellaan 130 bus 2, 1030 BRUSSEL
 - DE BUCK & Cie N.V.
Kouter 31, 9000 GENT
 - DE MOFFARTS-ROLIN JACQUEMYNS N.V.
Anspachlaan 111 bus 3, 1000 BRUSSEL
 - DE MULDER & Cie B.V.B.A.
Ruelle des Foins 85, 1390 GREZ-DOICEAU
 - DECLERCQ & Cie G.C.V.
Justitiestraat 27 Bus 6, 2018 ANTWERPEN
 - DEGROOF SECURITIES N.V.
Guimardstraat 18, 1040 BRUSSEL
 - DELANDE & Cie G.C.V.
Montoyerstraat 31 bus 5, 1000 BRUSSEL
 - DELTA, beursvennootschap B.V.B.A.
Kouter 12, 9000 GENT
 - FASTNET BELGIUM N.V.
Harmony House
Antwerpselaan 25-27, 1000 BRUSSEL
 - F. DELCOUR, A. VANCRAYEBECK & E. ERNOULD S.P.R.L.
rue de Bex 11, 4000 LIEGE
 - GESTRABEL B.V.B.A.
Delleurlaan 8, 1170 BRUSSEL
 - GOLDWASSER EXCHANGE & Cie B.V.B.A.
Hoveniersstraat 2 bus 221, 2018 ANTWERPEN
 - HAVAUX N.V.
Regentlaan 47-48, 1000 BRUSSEL
 - J. LELEUX & Cie S.A.
rue de la Station 99, 7060 SOIGNIES

MINISTERE DES FINANCES

[C – 2000/03117]

Liste des membres du marché hors bourse réglementé des obligations linéaires, des titres scindés et des certificats de trésorerie

Situation au 31 décembre 1999 (1)

Vu l'article 2ter, § 3 de l'arrêté royal du 22 décembre 1995 relatif à l'organisation du marché secondaire hors bourse des obligations linéaires, des titres scindés et des certificats de trésorerie, le Comité du Fonds des Rentes arrête la liste des membres du marché comme suit :

1. Membres de plein droit
 - 1.1. Entreprises d'investissement de droit belge
 - 1.1.1. Sociétés de bourse
 - Axel ROSEEUW & Cie Beursvennootschap N.V.
Pelikaanstraat 42, bus 31, 2018 ANTWERPEN
 - ARTESIA SECURITIES, Société de Bourse S.A.
boulevard du Roi Albert II 30, Bte 2, 1000 BRUXELLES
 - BOCKLANDT B.V.B.A.
Casinostraat 6, 9100 SINT-NIKLAAS
 - BONNEWYN, RENWART & Cie S.A.
rue de la Loi 78, 1040 BRUXELLES
 - BRANQUART, COSTERMANS SECURITIES S.A.
place du Champs de Mars 2, 1050 BRUXELLES
 - BUSSCHAERT & Cie, Beursvennootschap B.V.B.A.
Lippenslaan 115, 8300 KNOCKE-HEIST
 - CAPITAL @ WORK S.A.
chaussée de Wavre 1519, 1160 BRUXELLES
 - CELS SECURITIES S.A.
avenue Panthéon 1, 1081 BRUXELLES
 - CHOPPINET S.P.R.L.
avenue Winston Churchill 18-22, 1180 BRUXELLES
 - DAMIEN COURTENS S.P.R.L. successeur de Léon MAUCQ
avenue Paul Deschanel 130, Bte 2, 1030 BRUXELLES
 - DE BUCK & Cie N.V.
Kouter 31, 9000 GENT
 - DE MOFFARTS-ROLIN JACQUEMYNS S.A.
boulevard Anspach 111 Bte 3, 1000 BRUXELLES
 - DE MULDER & Cie S.P.R.L.
ruelle des Foins 85, 1390 GREZ-DOICEAU
 - DECLERCQ & Cie G.C.V.
Justitiestraat 27 Bus 6, 2018 ANTWERPEN
 - DEGROOF SECURITIES S.A.
rue Guimard 18, 1040 BRUXELLES
 - DELANDE & Cie S.C.S.
rue Montoyer 31 Bte 5, 1000 BRUXELLES
 - DELTA, beursvennootschap B.V.B.A.
Kouter 12, 9000 GENT
 - FASTNET BELGIUM S.A.
Harmony House
boulevard d'Anvers 25-27, 1000 BRUXELLES
 - F. DELCOUR, A. VANCRAYEBECK & E. ERNOULD S.P.R.L.
rue de Bex 11, 4000 LIEGE
 - GESTRABEL S.P.R.L.
avenue Delleur 8, 1170 BRUXELLES
 - GOLDWASSER EXCHANGE & Cie B.V.B.A.
Hoveniersstraat 2 Bus 221, 2018 ANTWERPEN
 - HAVAUX S.A.
boulevard du Régent 47-48, 1000 BRUXELLES
 - J. LELEUX & Cie S.A.
rue de la Station 99, 7060 SOIGNIES

- J. QUATANNENS & Cie N.V.
Wortegemsesteenweg 15, 8570 ANZEGEM
- KBC DERIVATIVES N.V.
Havenlaan 12, 1080 BRUSSEL
- KBC-SECURITIES N.V.
Vondelstraat 15, 2060 ANTWERPEN
- LAWAISSE BEURSVENNOOTSCHAP G.C.V.
Sint-Jorisstraat 6, 8500 KORTRIJK
- LEO STEVENS & Cie B.V.B.A.
Vestingstraat 70, 2018 ANTWERPEN
- MELICE & Cie N.V.
Grasmarkt 105 bus 10, 1000 BRUSSEL
- PETERCAM N.V.
Sint-Goedeleplein 19, 1000 BRUSSEL
- PHILIPPE & YVES DE COSTER, beursvennootschap B.V.B.A.
Centrumgalerij, blok 1, 3de verdieping
Kleerkopersstraat 15-17, 1000 BRUSSEL
- PIRE & CIE S.A.
rue du Collège 24, 6000 CHARLEROI
- R. & F. ROPSY & Cie B.V.B.A.
W. Churchillaan 137 bus 26, 1180 BRUSSEL
- RAMPELBERGS & Cie N.V.
Baron d'Huartlaan 7, 1150 BRUSSEL
- REYERS, BEAUVOIS, de VILLENFAGNE N.V.
Aarlenstraat 39-41 bus 10, 1000 BRUSSEL
- RIGA & Cie S.A.
rue de Nivelles 14, 1300 WAVRE
- RONFLETTE & Cie S.P.R.L.
boulevard Devreux 3 - 1^{er} étage, 6000 CHARLEROI
- SMEETS SECURITIES N.V.
Kipdorp 10-12, 2000 ANTWERPEN
- TRUSTINVEST N.V.
Jordaenskaai 5, 2000 ANTWERPEN
- U.B.B. Beursvennootschap C.V.B.A.
Centrumgalerij, blok 1, 6de verdiep
Kleerkopersstraat 15, 1000 BRUSSEL
- VAN BAUWEL & Cie G.C.V.
Bisschopsstraat 70, 2060 ANTWERPEN
- VAN GLABBEEK & Cie Beursvennootschap B.V.B.A.
Kipdorp 43, 2000 ANTWERPEN
- VAN GOETHEM & Cie N.V.
Frankrijklei 154, 2000 ANTWERPEN
- VAN GOOLEN & Cie B.V.B.A.
Guldenberg8, 2000 ANTWERPEN
- VAN HERREWEGHE B.V.B.A.
Tervurenlaan 50, 1040 BRUSSEL
- VAN MOER, SANTERRE & Cie N.V.
Anspachlaan 111 bus 7, 1000 BRUSSEL
- VERMEULEN- RAEMDONCK N.V.
Handelsstraat 10, 1000 BRUSSEL
- WEGHSTEEN & DRIEGE N.V.
Oude Burg 6, 8000 BRUGGE
- YOKOHAMA FINANCE (Europe) N.V.
Louizalaan 287, 1050 BRUSSEL
- 1.1.2. Vennootschappen voor vermogensbeheer
- A.I.M. TRADING N.V.
Brughoevestraat 4, 2820 RIJMENAM
- J. QUATANNENS & Cie. N.V.
Wortegemsesteenweg 15, 8570 ANZEGEM
- KBC DERIVATIVES S.A.
avenue du Port 12, 1080 BRUXELLES
- KBC-SECURITIES N.V.
Vondelstraat 15, 2060 ANTWERPEN
- LAWAISSE BEURSVENNOOTSCHAP G.C.V.
Sint-Jorisstraat 6, 8500 KORTRIJK
- LEO STEVENS & Cie B.V.B.A.
Vestingstraat 70, 2018 ANTWERPEN
- MELICE & Cie S.A.
rue Marché aux Herbes 105 Bte 10, 1000 BRUXELLES
- PETERCAM S.A.
place Sainte-Gudule 19, 1000 BRUXELLES
- PHILIPPE & YVES DE COSTER, Société de Bourse S.P.R.L.
galerie du Centre, Bloc 1, 3e étage
rue des Fripiers 15-17, 1000 BRUXELLES
- PIRE & CIE S.A.
rue du Collège 24, 6000 CHARLEROI
- R. & F. ROPSY & Cie S.P.R.L.
avenue W. Churchill 137 Bte 26, 1180 BRUXELLES
- RAMPELBERGS & Cie S.A.
avenue Baron d'Huart 7, 1150 BRUXELLES
- REYERS, BEAUVOIS, de VILLENFAGNE S.A.
rue d'Arlon 39-41 Bte 10, 1000 BRUXELLES
- RIGA & Cie S.A.
rue de Nivelles 14, 1300 WAVRE
- RONFLETTE & Cie S.P.R.L.
boulevard Devreux 3, 1^{er} étage, 6000 CHARLEROI
- SMEETS SECURITIES N.V.
Kipdorp 10-12, 2000 ANTWERPEN
- TRUSTINVEST N.V.
Jordaenskaai 5, 2000 ANTWERPEN
- U.B.B. Société de Bourse S.C.R.L.
galerie du Centre, bloc 1, 6e étage
rue des Fripiers 15, 1000 BRUXELLES
- VAN BAUWEL & Cie G.C.V.
Bisschopsstraat 70, 2060 ANTWERPEN
- VAN GLABBEEK & Cie Beursvennootschap B.V.B.A.
Kipdorp 43, 2000 ANTWERPEN
- VAN GOETHEM & Cie N.V.
Frankrijklei 154, 2000 ANTWERPEN
- VAN GOOLEN & Cie B.V.B.A.
Guldenberg 8, 2000 ANTWERPEN
- VAN HERREWEGHE S.P.R.L.
avenue de Tervuren 50, 1040 BRUXELLES
- VAN MOER, SANTERRE & Cie S.A.
boulevard Anspach 111 Bte 7, 1000 BRUXELLES
- VERMEULEN-RAEMDONCK S.A.
rue du Commerce 10, 1000 BRUXELLES
- WEGHSTEEN & DRIEGE N.V.
Oude Burg 6, 8000 BRUGGE
- YOKOHAMA FINANCE (Europe) S.A.
avenue Louise 287, 1050 BRUXELLES
- 1.1.2. Sociétés de gestion de fortune
- A.I.M. TRADING N.V.
Brughoevestraat 4, 2820 RIJMENAM

- | | |
|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> — AXA INVESTMENT MANAGERS BRUSSELS N.V.
Vorstlaan 36, 1170 BRUSSEL — BBL CAPITAL MANAGEMENT CORPORATION N.V.
Marnixlaan 24, 1000 BRUSSEL — BEARBULL (Belgium) N.V.
Waterloosesteenweg 880, 1000 BRUSSEL — BESTINVEST N.V.
Burg. Bertenplein 23, 8970 POPERINGE — BUTTONWOOD N.V.
Doorniksewijk 15, 8500 KORTRIJK — CAPITAL & FINANCE ASSET MANAGEMENT N.V.
Vinkstraat 36, 1170 BRUSSEL — COMPAGNIE DE GESTION PRIVEE N.V.
Lloyd Georgelaan 6, bus 7, 1000 BRUSSEL — CORDIUS ASSET MANAGEMENT N.V.
Livingstonelaan 6, 1000 BRUSSEL — DEXIA ASSET MANAGEMENT BELGIUM N.V.
Pachécolaan 44, 1000 BRUSSEL — EUROPEAN INVESTMENT CORPORATION S.A.
rue du Collège 24, 6000 CHARLEROI — FIDES ASSET MANAGEMENT N.V.
Montoyerstraat 63, 1000 BRUSSEL — FINA INVESTMENT N.V.
Nijverheidsstraat 52, 1040 BRUSSEL — FORTIS INVESTMENT MANAGEMENT BELGIUM N.V.
Koning Albert II-laan 1, 1210 BRUSSEL — FORTIS INVESTMENT MANAGEMENT N.V.
Koning Albert II-laan 1, 1210 BRUSSEL — FORTUNAE PATER FAMILIAS N.V.
Lijsterbessendreef 1, 8020 OOSTKAMP — HORATIUS VERMOGENSBEHEER N.V.
Brugsesteenweg 253, 8500 KORTRIJK — IMG BELGIUM N.V.
Mettewielaan 503, 1070 BRUSSEL — INTERNATIONAL CAPITAL INVESTMENT S.A.
avenue du Mont Marcure 35, 1420 BRAINE-L'ALLEUD — MEGA INVEST MANAGEMENT N.V.
Zuidstraat 97, 1000 BRUSSEL — NLM INVESTMENT SERVICES N.V.
Terkamerenlaan 74, 1000 BRUSSEL — PRIV-GEST N.V.
Oude Graanmarkt 17, 1000 BRUSSEL — SCALDIS VERMOGENSBEHEER N.V.
Orteliuskaai 2 bus 2, 2000 ANTWERPEN — SERCAM N.V.
Lentestraat 24 bus 1, 1050 BRUSSEL — SOCIETE INTERNATIONALE DE GESTION DE PORTEFEUILLES S.A.
rue du Géant 6 Bte 21, 1400 NIVELLES — STROEVE & DEGROOF VERMOGENSBEHEER N.V.
Van Putlei 33, 2018 ANTWERPEN — VANGUARD MARKETING INTERNATIONAL N.V.
Waterloo Office Park - Building P
Drève Richelle 161, 1410 WATERLOO <p>1.1.3. Vennootschappen voor makelarij in financiële instrumenten</p> <ul style="list-style-type: none"> — BENELUX MONEY BROKING COMPANY N.V.
Emile Maxlaan 163, 1030 BRUSSEL | <ul style="list-style-type: none"> — AXA INVESTMENT MANAGERS BRUSSELS S.A.
boulevard du Souverain 36, 1170 BRUXELLES — BBL CAPITAL MANAGEMENT CORPORATION S.A.
avenue Marnix 24, 1000 BRUXELLES — BEARBULL (Belgium) S.A.
chaussée de Waterloo 880, 1000 BRUXELLES — BESTINVEST N.V.
Burg. Bertenplein 23, 8970 POPERINGE — BUTTONWOOD N.V.
Doorniksewijk 15, 8500 KORTRIJK — CAPITAL & FINANCE ASSET MANAGEMENT S.A.
rue du Pinson 36, 1170 BRUXELLES — COMPAGNIE DE GESTION PRIVEE S.A.
avenue Lloyd George 6, bte 7, 1000 BRUXELLES — CORDIUS ASSET MANAGEMENT S.A.
avenue Livingstone 6, 1000 BRUXELLES — DEXIA ASSET MANAGEMENT BELGIUM N.V.
boulevard Pachéco 44, 1000 BRUSSEL — EUROPEAN INVESTMENT CORPORATION S.A.
rue du Collège 24, 6000 CHARLEROI — FIDES ASSET MANAGEMENT S.A.
rue Montoyer 63, 1000 BRUXELLES — FINA INVESTMENT S.A.
rue de l'Industrie 52, 1040 BRUXELLES — FORTIS INVESTMENT MANAGEMENT BELGIUM S.A.
boulevard du roi Albert II 1, 1210 BRUXELLES — FORTIS INVESTMENT MANAGEMENT S.A.
boulevard du roi Albert II 1, 1210 BRUXELLES — FORTUNAE PATER FAMILIAS N.V.
Lijsterbessendreef 1, 8020 OOSTKAMP — HORATIUS VERMOGENSBEHEER N.V.
Brugsesteenweg 253, 8500 KORTRIJK — IMG BELGIUM S.A.
boulevard Mettewie 503, 1070 BRUXELLES — INTERNATIONAL CAPITAL INVESTMENT S.A.
avenue du Mont Marcure 35, 1420 BRAINE-L'ALLEUD — MEGA INVEST MANAGEMENT S.A.
rue du Midi 97, 1000 BRUXELLES — NLM INVESTMENT SERVICES S.A.
boulevard de la Cambre 74, 1000 BRUXELLES — PRIV-GEST S.A.
rue du Vieux Marché aux Grains 17, 1000 BRUXELLES — SCALDIS VERMOGENSBEHEER N.V.
Orteliuskaai 2 bus 2, 2000 ANTWERPEN — SERCAM S.A.
rue du Printemps 24 Bte 1, 1050 BRUXELLES — SOCIETE INTERNATIONALE DE GESTION DE PORTEFEUILLES S.A.
rue du Géant 6 Bte 21, 1400 NIVELLES — STROEVE & DEGROOF VERMOGENSBEHEER N.V.
Van Putlei 33, 2018 ANTWERPEN — VANGUARD MARKETING INTERNATIONAL N.V.
Waterloo Office Park-Building P
Drève Richelle 161, 1410 WATERLOO <p>1.1.3. Sociétés de courtage en instruments financiers</p> <ul style="list-style-type: none"> — BENELUX MONEY BROKING COMPANY S.A.
avenue Emile Max 163, 1030 BRUXELLES |
|--|---|

- DEWAAY BROKING N.V.
de Brouckèreplein 12 bus 4, 1000 BRUSSEL
- FINACOR & ASSOCIES N.V.
Koloniënstraat 52 bus 7, 1000 BRUSSEL

1.1.4. Vennootschappen voor plaatsing van orders in financiële instrumenten

- ACTIFINA N.V.
Lepelstraat 67/A, 3920 LOMMEL
- VMS-KEYTRADE.com N.V.
Anspachlaan 111, 1000 BRUSSEL

1.2. In België gevestigde bijkantoren van beleggingsondernemingen

1.2.1. In België gevestigde bijkantoren van beleggingsondernemingen die ressorteren onder het recht van een andere Lid-Staat van de Europese Unie

- BEER & VAN STAPELE B.V.
Vennootschap naar Nederlands recht
Tervurenlaan 13A, 1040 BRUSSEL
- BERBEN'S EFFECTENKANTOOR B.V.
Vennootschap naar Nederlands recht
Diestersesteenweg 448, 3680 MAASEIK
- PRUDENTIAL-BACHE INTERNATIONAL LTD.
Vennootschap naar het recht van het Verenigd Koninkrijk
Terhulpesteenweg 130, 1000 BRUSSEL
- STATE STREET GLOBAL ADVISORS UNITED KINGDOM LTD
Vennootschap naar het recht van het Verenigd Koninkrijk
Waverstesteeuweg 1789, 1160 BRUSSEL
- TEMPLETON FRANCE S.A.
Vennootschap naar Frans recht
Tervurenlaan 93, 1040 BRUSSEL
- VZW FINANCE B.V.
Vennootschap naar Nederlands recht
Vrijdagmarkt 10, 8000 BRUGGE

1.2.2. In België gevestigde bijkantoren van beleggingsondernemingen die ressorteren onder het recht van een Staat die geen lid is van de Europese Unie

Nihil

1.2.3. In België gevestigde bijkantoren van beleggingsondernemingen die ressorteren onder het recht van een andere Lid-Staat van de Europese Unie, zonder vergunning krachtens de richtlijn 93/22/EEG van de raad.

- CARL KLIEM N.V.
Vennootschap naar Luxemburgs recht
Molièrestraat 114, 1190 BRUSSEL

1.3. Kredietinstellingen en andere instellingen bedoeld door artikel 2, 3°, a) tot en met c) van de wet van 6 april 1995 (2)

1.3.1. Instellingen bedoeld door artikel 2, 3°, a) van de wet van 6 april 1995

- NATIONALE BANK VAN BELGIE N.V.
de Berlaimontlaan 14, 1000 BRUSSEL

1.3.2. Kredietinstellingen naar Belgisch recht en in België gevestigde bijkantoren van kredietinstellingen die ressorteren onder het recht van een Staat die geen lid is van de Europese Unie

1.3.2.1. Banken

- AGF BELGIUM-BANK N.V.
Lakensestraat 35, 1000 BRUSSEL
- ANHYP N.V.
Grote Steenweg 214, 2600 BERCHEM
- ANTWERPSE DIAMANTBANK N.V.
Pelikaanstraat 54, 2018 ANTWERPEN
- ARTESIA BANKING CORPORATION N.V. (3)
WTC-Toren 1
Koning Albert II-laan 30 bus 2, 1000 BRUSSEL
- BACOB C.V.
Trierstraat 25, 1040 BRUSSEL
- BANCA MONTE PASCHI BELGIO N.V.
Jozef II-straat 24, 1000 BRUSSEL

- DEWAAY BROKING S.A.
place de Brouckère 12 Bte 4, 1000 BRUXELLES
 - FINACOR & ASSOCIES S.A.
rue des Colonies 52 Bte 7, 1000 BRUXELLES
- 1.1.4. Sociétés de placement d'ordres en instruments financiers

- ACTIFINA N.V.
Lepelstraat 67/A, 3920 LOMMEL
- VMS-KEYTRADE.com S.A.
boulevard Anspach 111, 1000 BRUXELLES

1.2. Succursales établies en Belgique d'entreprises d'investissement

1.2.1. Succursales établies en Belgique d'entreprises d'investissement relevant du droit d'un autre Etat membre de l'Union européenne

- BEER & VAN STAPELE B.V.
Société relevant du droit des Pays-Bas
avenue de Tervuren 13A, 1040 BRUXELLES
- BERBEN'S EFFECTENKANTOOR B.V.
Société relevant du droit des Pays-Bas
Diestersesteenweg 448, 3680 MAASEIK
- PRUDENTIAL-BACHE INTERNATIONAL LTD.
Société relevant du droit du Royaume-Uni
chaussée de la Hulpe 130, 1000 BRUXELLES
- STATE STREET GLOBAL ADVISORS UNITED KINGDOM LTD
Société relevant du droit du Royaume-Uni
chaussée de Wavre 1789, 1160 BRUXELLES
- TEMPLETON FRANCE S.A.
Société relevant du droit français
avenue de Tervuren 93, 1040 BRUXELLES
- VZW FINANCE B.V.
Société relevant du droit des Pays-Bas
Vrijdagmarkt 10, 8000 BRUGGE

1.2.2. Succursales établies en Belgique d'entreprises d'investissement relevant du droit d'un Etat non membre de l'Union européenne

Néant

1.2.2. Succursales établies en Belgique d'entreprises d'investissement relevant du droit d'un autre Etat membre de l'Union européenne, sans agrément en vertu de la directive 93/22/CEE du conseil.

- CARL KLIEM S.A.
Société de droit luxembourgeois
rue Molière 114, 1190 BRUXELLES

1.3. Etablissements de crédit et autres établissements visés à l'article 2, 3°, a) à c) de la loi du 6 avril 1995 (2) i du 6 avril 1995

1.3.1. Etablissements visés à l'article 2, 3°, a) de la loi du 6 avril 1995

- BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE S.A.
boulevard de Berlaimont 14, 1000 BRUXELLES

1.3.2. Etablissements de crédit de droit belge et succursales établies en Belgique des établissements de crédit relevant du droit d'un Etat non membre de l'Union européenne

1.3.2.1. Banques

- AGF BELGIUM-BANQUE S.A.
rue de Laeken 35, 1000 BRUXELLES
- ANHYP N.V.
Grote Steenweg 214, 2600 BERCHEM
- ANTWERPSE DIAMANTBANK N.V.
Pelikaanstraat 54, 2018 ANTWERPEN
- ARTESIA BANKING CORPORATION S.A. (3)
WTC-Tour 1
boulevard du Roi Albert II 30 bte 2, 1000 BRUXELLES
- BACOB S.C.
rue de Trèves 25, 1040 BRUXELLES
- BANCA MONTE PASCHI BELGIO S.A.
rue Joseph II 24, 1000 BRUXELLES

- BANK BRUSSEL LAMBERT N.V. (3)
Marnixlaan 24, 1000 BRUSSEL
- BANK DE MAERTELAERE N.V.
Rijsenbergstraat 148, 9000 GENT
- BANK DEGROOF N.V.
Nijverheidsstraat 44, 1040 BRUSSEL
- BANK DELEN N.V.
Jan Van Rijswijcklaan 184, 2020 ANTWERPEN
- BANK J. VAN BREDA & CIE N.V.
Plantin en Moretuslei 295, 2140 BORGERHOUT
- BANK MEES PIERSON N.V.
Desguinlei 50, 2018 ANTWERPEN
- BANK NAGELMACKERS 1747 N.V.
Sterrenkundelaan 23, 1210 BRUSSEL
- BANK VAN DE POST N.V.
Koloniënstraat 56, 1000 BRUSSEL
- BANK VAN LIMBURG C.V.
Cellebroedersstraat 11-15, 3500 HASSELT
- BANKUNIE N.V.
Parklaan 46, 2300 TURNHOUT
- BANQUE DE GESTION FINANCIERE S.A.
rue Lebeau 3, 4000 LIEGE
- BANQUE DREZE S.A.
rue Xhavée 3, 4800 VERVIERS
- BCH BENELUX N.V.
Wetstraat 227, 1040 BRUSSEL
- BELGOLAISE BANK N.V.
Cantersteen 1, 1000 BRUSSEL
- BEROEPSKREDIET N.V.
Waterloolaan 16, 1000 BRUSSEL
- BYBLOS BANK EUROPE N.V.
Montoyerstraat 10 bus 3, 1000 BRUSSEL
- CBC BANQUE N.V.
Grote Markt 5, 1000 BRUSSEL
- CITIBANK BELGIUM N.V.
Generaal Jacqueslaan 263g, 1050 BRUSSEL
- COMMERZBANK BELGIUM N.V.
Louis Schmidlaan 87, 1040 BRUSSEL
- DEUTSCHE BANK N.V.
Lange Gasthuisstraat 9, 2000 ANTWERPEN
- DE LAET, POSWICK & Cie Bankiers G.C.V.
Herrmann Debrouxlaan 46, 1160 BRUSSEL
- DEWAAY BANK N.V.
Anspachlaan 1 bus 39, 1000 BRUSSEL
- EUROPABANK N.V.
Burgstraat 170, 9000 GENT
- EUROPESE BANK VOOR LATIJNS-AMERIKA N.V.
Terhulpensesteenweg 166, 1170 BRUSSEL
- F. VAN LANSCHOT BANKIERS N.V.
Jan van Rijswijcklaan 4, 2018 ANTWERPEN
- GEMEENTEKREDIET VAN BELGIE N.V. (3)
Pachécolaan 44, 1000 BRUSSEL
- FORTIS BANK N.V. (3)
Warandeborg 3, 1000 BRUSSEL
- GENERALE BELGIAN BANK N.V.
Warandeborg 3, 1000 BRUSSEL
- H.B.M. - BANK N.V.
Kipdorp 21, 2000 ANTWERPEN
- ING BANK (Belgium) N.V.
de Lignestraat 1, 1000 BRUSSEL
- IPPA BANK N.V.
Brusselstraat 45, 2018 ANTWERPEN
- J.P. MORGAN BENELUX N.V.
Koning Albert II-laan 1, 1210 BRUSSEL
- KBC BANK N.V. (3)
Havenlaan 2, 1080 BRUSSEL
- BANK DE MAERTELAERE N.V.
Rijsenbergstraat 148, 9000 GENT
- BANK J. VAN BREDA & CIE N.V.
Plantin en Moretuslei 295, 2140 BORGERHOUT
- BANK MEES PIERSON N.V.
Desguinlei 50, 2018 ANTWERPEN
- BANK VAN LIMBURG C.V.
Cellebroedersstraat 11-15, 3500 HASSELT
- BANKUNIE N.V.
Parklaan 46, 2300 TURNHOUT
- BANQUE BELGOLAISE S.A.
Cantersteen 1, 1000 BRUXELLES
- BANQUE BRUXELLES LAMBERT S.A. (3)
avenue Marnix 24, 1000 BRUXELLES
- BANQUE DE GESTION FINANCIERE S.A.
rue Lebeau 3, 4000 LIEGE
- BANQUE DE LA POSTE S.A.
rue des Colonies 56, 1000 BRUXELLES
- BANQUE DEGROOF S.A.
rue de l'Industrie 44, 1040 BRUXELLES
- BANQUE DELEN N.V.
Jan Van Rijswijcklaan 184, 2020 ANTWERPEN
- BANQUE DEWAAY S.A.
boulevard Anspach 1 Bte 39, 1000 BRUXELLES
- BANQUE DREZE S.A.
rue Xhavée 3, 4800 VERVIERS
- BANQUE EUROPEENNE POUR L'AMERIQUE LATINE S.A.
chaussée de la Hulpe 166, 1170 BRUXELLES
- BANQUE IPPA S.A.
Brusselstraat 45, 2018 ANTWERPEN
- BANQUE NAGELMACKERS 1747 S.A.
avenue de l'Astronomie 23, 1210 BRUXELLES
- BCH BENELUX S.A.
rue de la Loi 227, 1040 BRUXELLES
- BYBLOS BANK EUROPE S.A.
rue Montoyer 10 Bte 3, 1000 BRUXELLES
- CAISSE PRIVEE BANQUE S.A.
place du Champ de Mars 2, 1050 BRUXELLES
- CBC BANQUE S.A.
Grand-Place 5, 1000 BRUXELLES
- CITIBANK BELGIUM S.A.
boulevard Général Jacques 263g, 1050 BRUXELLES
- COMMERZBANK BELGIUM S.A.
boulevard Louis Schmidt 87, 1040 BRUXELLES
- CREDIT AGRICOLE S.A.
boulevard Sylvain Dupuis 251, 1070 BRUXELLES
- CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE S.A. (3)
boulevard Pachéco 44, 1000 BRUXELLES
- DEUTSCHE BANK N.V.
Lange Gasthuisstraat 9, 2000 ANTWERPEN
- CREDIT PROFESSIONNEL S.A.
boulevard de Waterloo 16, 1000 BRUXELLES
- DE LAET, POSWICK & Cie Banquiers S.C.S.
avenue Herrmann Debroux 46, 1160 BRUXELLES
- EUROPABANK N.V.
Burgstraat 170, 9000 GENT
- F. VAN LANSCHOT BANKIERS N.V.
Jan van Rijswijcklaan 4, 2018 ANTWERPEN
- FORTIS BANQUE S.A. (3)
Montagne du Parc 3, 1000 BRUXELLES
- GENERALE BELGIAN BANK S.A.
Montagne du Parc 3, 1000 BRUXELLES
- H.B.M. — BANK N.V.
Kipdorp 21, 2000 ANTWERPEN
- ING BANK (Belgium) S.A.
rue de Ligne 1, 1000 BRUXELLES

- LANDBOUWKREDIET N.V.
Sylvain Dupuislaan 251, 1070 BRUSSEL
- OGAKI KYORITSU BANK (Europe) N.V.
Louizalaan 287 bus 9, 1050 BRUSSEL
- PARFIBANK N.V.
Regentlaan 40, 1000 BRUSSEL
- PRIVATE KAS BANK N.V.
Marsveldplein 2, 1050 BRUSSEL
- REALBANK N.V.
Koloniënstraat 1, 1000 BRUSSEL
- SHIZUOKA BANK (Europe) N.V.
Louizalaan 283 bus 13, 1050 BRUSSEL
- UNITED TAIWAN BANK N.V.
Kunstlaan 27, 1040 BRUSSEL
- 1.3.2.2. Spaarbanken of spaarkassen
- ANTWERPS BEROEPSKREDIET C.V.
Frankrijklei 136, 2000 ANTWERPEN
- ARGENTA SPAARBANK N.V.
Belgiëlei 49-53, 2018 ANTWERPEN
- BANQUE DE CREDIT PROFESSIONNEL S.C.R.L.
rue des Croisiers 50, 5000 NAMUR
- BRABANTS BEROEPSKREDIET - BANK VAN BRABANT C.V.
Belliardstraat 21, 1040 BRUSSEL
- CENTEA N.V.
Mechelsesteenweg 180, 2018 ANTWERPEN
- CENTRALE KREDIETVERLENING N.V.
Holstraat 59, 8790 WAREGEM
- CREDITMAR N.V.
Koorlei 17, 9000 GENT
- CREDIT PROFESSIONNEL DU HAINAUT S.C.
rue Perdue 7, 7500 TOURNAI
- CREDIT PROFESSIONNEL INTERFEDERAL S.C.
rue de la Station 40, 7700 MOUSCRON
- DE VADERLANDSCHE SPAARBANK N.V.
Desguinlei 92, 2018 ANTWERPEN
- DIPO N.V.
Maria-Theresialei 2, 2018 ANTWERPEN
- EURAL N.V.
Koning Albert II-laan 30 bus 37, 1000 BRUSSEL
- FEDERALE KAS VOOR HET BEROEPSKREDIET C.V.
Koning Albertstraat 12, 8500 KORTRIJK
- H.B.K. — SPAARBANK N.V.
Lange Lozanastraat 250, 2018 ANTWERPEN
- KREDIET ARFIN C.V.
Steenstraat 103, 2180 ANTWERPEN
- KREFIMA N.V.
Mechelsesteenweg 150, 2018 ANTWERPEN
- MAURETUS SPAARBANK N.V.
Rubenslei 11, 2018 ANTWERPEN
- MIDDENSTANDS DEPOSITO- EN KREDIETKANTOOR C.V.
Onze-Lieve-Vrouwstraat 114, 2800 MECHELEN
- ONDERLING BEROEPSKREDIET C.V.
Graaf van Vlaanderenplein 19, 9000 GENT
- OOSTVLAAMS BEROEPSKREDIET C.V.
Dokter Armand Rubbensstraat 45, 9240 ZELE
- SEFB - RECORD BANK S.C.
rue Forgeur 17-21, 4000 LIEGE
- U.P.A.R N.V.
Grote Steenweg 214, 2600 BERCEM
- VOLKSDEPOSITOKAS SPAARBANK N.V.
Sint-Michielsplein 16, 9000 GENT
- WESTKREDIET N.V.
Markt 2, 8790 WAREGEM
- WEST-VLAAMSE BANK C.V.
Adriaan Willaertstraat 9, 8000 BRUGGE
- J.P. MORGAN BENELUX S.A.
Boulevard du Roi Albert II 1, 1210 BRUXELLES
- KBC BANK S.A. (3)
avenue du Port 2, 1080 BRUXELLES
- OGAKI KYORITSU BANK S.A. (Europe)
avenue Louise 287 Bte 9, 1050 BRUXELLES
- PARFIBANK S.A.
boulevard du Régent 40, 1000 BRUXELLES
- REALBANK S.A.
rue des Colonies 1, 1000 BRUXELLES
- SHIZUOKA BANK (Europe) S.A.
avenue Louise 283 Bte 13, 1050 BRUXELLES
- UNITED TAIWAN BANK S.A.
avenue des Arts 27, 1040 BRUXELLES
- 1.3.2.2. Banques d'épargne ou caisses d'épargne
- ANTWERPS BEROEPSKREDIET C.V.
Frankrijklei 136, 2000 ANTWERPEN
- ARGENTA SPAARBANK N.V.
Belgiëlei 49-53, 2018 ANTWERPEN
- BANQUE DE CREDIT PROFESSIONNEL S.C.R.L.
rue des Croisiers 50, 5000 NAMUR
- CENTRALE KREDIETVERLENING N.V.
Holstraat 59, 8790 WAREGEM
- CENTEA N.V.
Mechelsesteenweg 180, 2018 ANTWERPEN
- CREDITMAR N.V.
Koorlei 17, 9000 GENT
- CREDIT PROFESSIONNEL DU BRABANT-BANQUE DU BRABANT S.C.
rue Belliard 21, 1040 BRUXELLES
- CREDIT PROFESSIONNEL DU HAINAUT S.C.
rue Perdue 7, 7500 TOURNAI
- CREDIT PROFESSIONNEL INTERFEDERAL S.C.
rue de la Station 40, 7700 MOUSCRON
- DE VADERLANDSCHE SPAARBANK N.V.
Desguinlei 92, 2018 ANTWERPEN
- DIPO N.V.
Maria-Theresialei 2, 2018 ANTWERPEN
- EURAL S.A.
boulevard du Roi Albert II 30 Bte 37, 1000 BRUXELLES
- FEDERALE KAS VOOR HET BEROEPSKREDIET C.V.
Koning Albertstraat 12, 8500 KORTRIJK
- H.B.K. — SPAARBANK N.V.
Lange Lozanastraat 250, 2018 ANTWERPEN
- KREDIET ARFIN C.V.
Steenstraat 103, 2180 ANTWERPEN
- KREFIMA N.V.
Mechelsesteenweg 150, 2018 ANTWERPEN
- MAURETUS SPAARBANK N.V.
Rubenslei 11, 2018 ANTWERPEN
- MIDDENSTANDS DEPOSITO- EN KREDIETKANTOOR C.V.
Onze-Lieve-Vrouwstraat 114, 2800 MECHELEN
- ONDERLING BEROEPSKREDIET C.V.
Graaf van Vlaanderenplein 19, 9000 GENT
- OOSTVLAAMS BEROEPSKREDIET C.V.
Dokter Armand Rubbensstraat 45, 9240 ZELE
- SEFB-RECORD BANK S.C.
rue Forgeur 17-21, 4000 LIEGE
- U.P.A.R N.V.
Grote Steenweg 214, 2600 BERCEM
- VOLKSDEPOSITOKAS SPAARBANK N.V.
Sint-Michielsplein 16, 9000 GENT
- WESTKREDIET N.V.
Markt 2, 8790 WAREGEM
- WEST-VLAAMSE BANK C.V.
Adriaan Willaertstraat 9, 8000 BRUGGE

1.3.2.3.Effectenbanken

- BANK CORLUY - Effectenbankiers N.V.
Belgiëlei 153, 2018 ANTWERPEN
- DIERICKX, LEYS & Cie - Effectenbank N.V.
Kasteelpleinstraat 44, 2000 ANTWERPEN
- VAN DE PUT & Cie - Effectenbank C.V.A.
Mechelsesteenweg 203, 2018 ANTWERPEN

1.3.2.4. In België gevestigde bijkantoren van kredietinstellingen die ressorteren onder het recht van een Staat die geen lid is van de Europese Unie

- BANK OF AMERICA NATIONAL ASSOCIATION
Vennootschap gevestigd overeenkomstig de "United States Code"
Henrijean House
Uitbreidingstraat 180, bus 6, 2600 ANTWERPEN
- BANK OF BARODA
Vennootschap naar Indisch recht
Wetstraat 28, 1040 BRUSSEL
- BANQUE COMMERCIALE DU MAROC
Naamloze vennootschap naar Marokkaans recht
Anspachlaan 194-198, 1000 BRUSSEL
- CITIBANK N.A.
Vennootschap gevestigd overeenkomstig de "United States Code"
Generaal Jacqueslaan 263g, 1050 BRUSSEL
- HABIB BANK LTD
Vennootschap gevestigd overeenkomstig de wetten van de Staat Pakistan
Wetstraat 19, 1040 BRUSSEL
- MORGAN GUARANTY TRUST COMPANY OF NEW YORK
"Incorporated"
Vennootschap naar Amerikaans recht ressorterend onder de wetgeving van de Staat New York
Koning Albert II-laan 1, 1210 BRUSSEL
- STATE BANK OF INDIA
Vennootschap naar Indisch recht
Korte Herentalsestraat 3, 2018 ANTWERPEN
- THE BANK OF TOKYO-MITSUBISHI LTD
Vennootschap naar Japans recht
Kunstlaan 58, 1000 BRUSSEL
- THE BANK OF NEW YORK
Vennootschap naar Amerikaans recht ressorterend onder de wetgeving van de Staat New York
Kunstlaan 35, 1040 BRUSSEL
- THE CHASE MANHATTAN BANK "Incorporated"
Vennootschap naar Amerikaans recht ressorterend onder de wetgeving van de Staat New York
HQ Brussels, Blue Tower
Louizalaan 326, 9de verdiep, Bus 51, 1050 BRUSSEL
- THE SAKURA BANK LTD
Vennootschap naar Japans recht
Louizalaan 287 Bus 3, 1050 BRUSSEL
- THE SANWA BANK LTD
Vennootschap naar Japans recht
Kunstlaan 53-54, 1000 BRUSSEL
- THE SUMITOMO BANK LTD
Vennootschap naar Japans recht
Kunstlaan 58, 1000 BRUSSEL
- WAFABANK N.V.
Naamloze vennootschap naar Marokkaans recht
Kruidtuinlaan 13a, 1000 BRUSSEL

1.3.3. In België gevestigde bijkantoren van kredietinstellingen die ressorteren onder het recht van een andere Lid-Staat van de Europese Unie

- AACHENER BANK e.G.
Coöperatieve vennootschap naar Duits recht
Aachener Strasse 24a, 4700 EUPEN
- ABN AMRO BANK
Naamloze vennootschap naar Nederlands recht
Regentlaan 53 bus 1, 1000 BRUSSEL

1.3.2.3.Banques de titres

- BANK CORLUY-Effectenbankiers N.V.
Belgiëlei 153, 2018 ANTWERPEN
- DIERICKX, LEYS & Cie-Effectenbank N.V.
Kasteelpleinstraat 44, 2000 ANTWERPEN
- VAN DE PUT & Cie-Effectenbank C.V.A.
Mechelsesteenweg 203, 2018 ANTWERPEN

1.3.2.4. Succursales établies en Belgique des établissements de crédit relevant du droit d'un Etat non membre de l'Union européenne

- BANK OF AMERICA NATIONAL ASSOCIATION
Société établie suivant le "United States Code"
Henrijean House
Uitbreidingstraat 180, bus 6, 2600 ANTWERPEN
- BANK OF BARODA
Société de droit indien
rue de la Loi 28, 1040 BRUXELLES
- BANQUE COMMERCIALE DU MAROC
Société anonyme de droit marocain
boulevard Anspach 194-198, 1000 BRUXELLES
- CITIBANK N.A.
Société établie suivant le "United States Code"
boulevard Général Jacques 263g, 1050 BRUXELLES
- HABIB BANK LTD
Société établie suivant les lois de l'Etat du Pakistan

rue de la Loi 19, 1040 BRUXELLES
- MORGAN GUARANTY TRUST COMPANY OF NEW YORK
"Incorporated"
Société de droit américain régie par les lois de l'Etat de New York

boulevard du Roi Albert II 1, 1210 BRUXELLES
- STATE BANK OF INDIA
Société de droit indien
Korte Herentalsestraat 3, 2018 ANTWERPEN
- THE BANK OF TOKYO-MITSUBISHI LTD
Société de droit japonais
avenue des Arts 58, 1000 BRUXELLES
- THE BANK OF NEW YORK
Société de droit américain régie par les lois de l'Etat de New York

avenue des Arts 35, 1040 BRUXELLES
- THE CHASE MANHATTAN BANK "Incorporated"
Société de droit américain régie par les lois de l'Etat de New York

- HQ Brussels, Blue Tower
avenue Louise 326, 9ème étage, Bte 51, 1050 BRUXELLES
- THE SAKURA BANK LTD
Société de droit japonais
avenue Louise 287 bte 3, 1050 BRUXELLES
- THE SANWA BANK LTD
Société de droit japonais
avenue des Arts 53-54, 1000 BRUXELLES
- THE SUMITOMO BANK LTD
Société de droit japonais
avenue des Arts 58, 1000 BRUXELLES
- WAFABANK S.A.
Société anonyme de droit marocain
boulevard du Jardin Botanique 13a, 1000 BRUXELLES

1.3.3. Succursales établies en Belgique des établissements de crédit relevant du droit d'un autre Etat membre de l'Union européenne

- AACHENER BANK e.G.
Société coopérative de droit allemand
Aachener Strasse 24a, 4700 EUPEN
- ABN AMRO BANK
Société anonyme de droit néerlandais
boulevard du Régent 53 Bte 1, 1000 BRUXELLES

- | | |
|--|--|
| <p>— ARGENTARIA, CAJA POSTAL y HIPOTECARIO
Naamloze vennootschap naar Spaans recht
Kunstlaan 43, 1040 BRUSSEL</p> <p>— BANCO CENTRAL HISPANOAMERICANO
Naamloze vennootschap naar Spaans recht
Wetstraat 227, 1040 BRUSSEL</p> <p>— BANQUE CHAABI DU MAROC
Naamloze vennootschap naar Frans recht
Zuidlaan 62, 1000 BRUSSEL</p> <p>— BANQUE NATIONALE DE PARIS
Naamloze vennootschap naar Frans recht
Regentlaan 47-48, 1000 BRUSSEL</p> <p>— BANQUE PARIBAS
Naamloze vennootschap naar Frans recht
Guimardstraat 7, 5de verdieping, 1040 BRUSSEL</p> <p>— BHW BAUSPARKASSE A.G.
Naamloze vennootschap naar Duits recht
Koning Albert II-laan 5 Bus 10, 1210 BRUSSEL</p> <p>— CATERPILLAR FINANCE FRANCE
Naamloze vennootschap naar Frans recht
Priester Cuypersstraat 3, 1040 BRUSSEL</p> <p>— COMMERZBANK A.G.
Naamloze vennootschap naar Duits recht
Louis Schmidlaan 87, 1040 BRUSSEL</p> <p>— CREDIT AGRICOLE INDOSUEZ
Naamloze vennootschap naar Frans recht
Louizalaan 81, 1050 BRUSSEL</p> <p>— CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE
Naamloze vennootschap naar Frans recht
Kunstlaan 46, 1000 BRUSSEL</p> <p>— CREDIT LYONNAIS
Naamloze vennootschap naar Frans recht
Louizalaan 416 Bus 6, 1050 BRUSSEL</p> <p>— DEMIR-HALK BANK N.V.
Naamloze vennootschap naar Nederlands recht
Koningsstraat 168, 1000 BRUSSEL</p> <p>— DE NATIONALE INVESTERINGSBANK N.V.
Naamloze vennootschap naar Nederlands recht
Uitbreidingstraat 10-16, 2600 ANTWERPEN</p> <p>— DEUTSCHE BANK A.G.
Naamloze vennootschap naar Duits recht
Marnixlaan 17, 1000 BRUSSEL</p> <p>— DRESDNER BANK A.G.
Naamloze vennootschap naar Duits recht
Luxemburgstraat 14A, 1000 BRUSSEL</p> <p>— FCE BANK PLC
Vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid naar Engels recht
Groeneborgerlaan 16, 2610 WILRIJK</p> <p>— HSBC BANK PLC
Vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid naar Engels recht
12F Blue Tower
Louizalaan 326 Bus 15, 1050 BRUSSEL</p> <p>— KEMPEN & CIE
Naamloze vennootschap naar Nederlands recht
Frankrijklei 103, 2000 ANTWERPEN</p> <p>— LLOYDS TSB BANK PLC
Vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid naar Engels recht
Tervurenlaan 2, 1040 BRUSSEL</p> <p>— RABOBANK NEDERLAND
Coöperatieve vereniging op aandelen naar Nederlands recht
Rubens 2000 - Blok D
Uitbreidingstraat 86 Bus 3, 2600 ANTWERPEN</p> <p>— ROBEKO BANK HOLDING B.V.
Besloten vennootschap naar Nederlands recht
Louizalaan 66 Bus 3, 1050 BRUSSEL</p> | <p>— ARGENTARIA, CAJA POSTAL y HIPOTECARIO
Société anonyme de droit espagnol
avenue des Arts 43, 1040 BRUXELLES</p> <p>— BANCO CENTRAL HISPANOAMERICANO
Société anonyme de droit espagnol
rue de la Loi 227, 1040 BRUXELLES</p> <p>— BANQUE CHAABI DU MAROC
Société anonyme de droit français
boulevard du Midi 62, 1000 BRUXELLES</p> <p>— BANQUE NATIONALE DE PARIS
Société anonyme de droit français
boulevard du Régent 47-48, 1000 BRUXELLES</p> <p>— BANQUE PARIBAS
Société anonyme de droit français
rue Guimard 7, 5ème étage, 1040 BRUXELLES</p> <p>— BHW BAUSPARKASSE A.G.
Société anonyme de droit allemand
boulevard du Roi Albert II 5 Bte 10, 1210 BRUXELLES</p> <p>— CATERPILLAR FINANCE FRANCE
Société anonyme de droit français
rue Abbé Cuypers 3, 1040 BRUXELLES</p> <p>— COMMERZBANK A.G.
Société anonyme de droit allemand
boulevard Louis Schmidt 87, 1040 BRUXELLES</p> <p>— CREDIT AGRICOLE INDOSUEZ
Société anonyme de droit français
avenue Louise 81, 1050 BRUXELLES</p> <p>— CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE
Société anonyme de droit français
avenue des Arts 46, 1000 BRUXELLES</p> <p>— CREDIT LYONNAIS
Société anonyme de droit français
avenue Louise 416 Bte 6, 1050 BRUXELLES</p> <p>— DEMIR-HALK BANK N.V.
Société anonyme de droit néerlandais
rue Royale 168, 1000 BRUXELLES</p> <p>— DE NATIONALE INVESTERINGSBANK N.V.
Société anonyme de droit néerlandais
Uitbreidingstraat 10-16, 2600 ANTWERPEN</p> <p>— DEUTSCHE BANK A.G.
Société anonyme de droit allemand
avenue Marnix 17, 1000 BRUXELLES</p> <p>— DRESDNER BANK A.G.
Société anonyme de droit allemand
rue du Luxembourg 14A, 1000 BRUXELLES</p> <p>— FCE BANK PLC
Société par actions à responsabilité limitée de droit anglais

Groeneborgerlaan 16, 2610 WILRIJK</p> <p>— HSBC BANK PLC
Société par actions à responsabilité limitée de droit anglais

12F Blue Tower
avenue Louise 326 Bte 15, 1050 BRUXELLES</p> <p>— KEMPEN & CIE
Société anonyme de droit néerlandais
Frankrijklei 103, 2000 ANTWERPEN</p> <p>— LLOYDS TSB BANK PLC
Société par actions à responsabilité limitée de droit anglais

avenue de Tervuren 2, 1040 BRUXELLES</p> <p>— RABOBANK NEDERLAND
Association coopérative par actions de droit néerlandais
Rubens 2000 - Bloc D
Uitbreidingstraat 86 Bte 3, 2600 ANTWERPEN</p> <p>— ROBEKO BANK HOLDING B.V.
"Besloten vennootschap" de droit néerlandais
Louizalaan 66 Bus 3, 1050 BRUSSEL</p> |
|--|--|

- | | |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> — SAN PAOLO IMI SpA
Naamloze vennootschap naar Italiaans recht
Louizalaan 350 bus 1, 1050 BRUSSEL — SCHRETLEN & CIE N.V.
Naamloze vennootschap naar Nederlands recht
Uitbreidingsstraat 86 bus 4, 2600 ANTWERPEN — SOCIETE GENERALE
Naamloze vennootschap naar Frans recht
Bastion-Toren
Marsveldplein 5, 1050 BRUSSEL — STATE STREET BANK EUROPE LTD
Vennootschap naar Engels recht
Waverse Steenweg 1789, 1160 BRUSSEL — TRIODOSBANK
Naamloze vennootschap naar Nederlands recht
Voskenslaan 97 D, 9000 GENT — VOLKSWAGEN BANK GmbH
Vennootschap met beperkte aansprakelijkheid naar Duits recht
Louizalaan 480, 1050 BRUSSEL — WESTDEUTSCHE LANDESBANK GIROZENTRALE
Openbare kredietinstelling naar Duits recht
Terhulpansesteenweg 166, 1170 BRUSSEL <p>2. Beleggingsondernemingen en kredietinstellingen gevestigd in een andere Lid-Staat van de Europese Unie</p> <p>2.1. Beleggingsondernemingen</p> <ul style="list-style-type: none"> — BARCLAYS CAPITAL (3)
21 boulevard de la Madeleine, 75038 PARIS — JP MORGAN SECURITIES LTD (3)
P.O. Box 134
60 Victoria Embankment, LONDON EC4X OJP — GOLDMAN SACHS INTERNATIONAL (3)
Peterborough Court
133 Fleet Street, LONDON EC4A 2BB — MORGAN STANLEY & CIE INTERNATIONAL LTD. (3)
Canary Wharf
25 Cabot Square, LONDON E14 4QA <p>2.2. Kredietinstellingen</p> <ul style="list-style-type: none"> — ABN AMRO (3)
Postbus 283
Foppingadreef 22, 1102 BS AMSTERDAM — BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT (3)
place de Metz 1, L-2954 LUXEMBOURG — BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG (3)
avenue J.F. Kennedy 50, L-2951 LUXEMBOURG — BNP FINANCE
20 boulevard des Italiens, 75009 PARIS — CDC MARCHES (3)
56 rue de Lille, 75356 PARIS — COMMERZBANK A.G.
Neue Mainzer Strasse 32-36, 60261 FRANKFURT-AM-MAIN — CREGEM INTERNATIONAL BANK
route d'Arlon 283, L-1150 LUXEMBOURG — DEUTSCHE BANK A.G. (3)
Grosse Gallusstrasse 10-14, 60272 Frankfurt-am-Main — DEUTSCHE BANK A.G. LONDON
6 Bishopsgate, LONDON EC2P 2AT — DEUTSCHE BANK FRANCE SNC
3 avenue de Friedland, 75008 PARIS — JP MORGAN GmbH
Borsenstrasse 2-4, 63013 FRANKFURT-AM-MAIN — JP MORGAN & Cie
14 place Vendôme, 75001 PARIS — PARIBAS
3 rue d'Antin, 75002 PARIS — PARIBAS LONDON (3)
10 Harewood avenue, LONDON NW1 6AA — SBC WARBURG DILLON READ (3)
Swiss Bank House 2nd floor | <ul style="list-style-type: none"> — SAN PAOLO IMI SpA
Société anonyme de droit italien
avenue Louise 350 Bte 1, 1050 BRUXELLES — SCHRETLEN & CIE N.V.
Société anonyme de droit néerlandais
Uitbreidingsstraat 86 Bte 4, 2600 ANTWERPEN — SOCIETE GENERALE
Société anonyme de droit français
Tour Bastion
place du Champ de Mars 5, 1050 BRUXELLES — STATE STREET BANK EUROPE LTD
Société de droit anglais
chaussée de Wavre 1789, 1160 BRUXELLES — TRIODOSBANK
Société anonyme de droit néerlandais
Voskenslaan 97 D, 9000 GENT — VOLKSWAGEN BANK GmbH
Société à responsabilité limitée de droit allemand
avenue Louise 480, 1050 BRUXELLES — WESTDEUTSCHE LANDESBANK GIROZENTRALE
Etablissement public de crédit de droit allemand
chaussée de la Hulpe 166, 1170 BRUXELLES <p>2. Entreprises d'investissement et établissements de crédit établis dans un autre Etat membre de l'Union européenne</p> <p>2.1. Entreprises d'investissement</p> <ul style="list-style-type: none"> — BARCLAYS CAPITAL (3)
21 boulevard de la Madeleine, 75038 PARIS
JP MORGAN SECURITIES LTD (3)
P.O. Box 134
60 Victoria Embankment, LONDON EC4X OJP — GOLDMAN SACHS INTERNATIONAL (3)
Peterborough Court
133 Fleet Street, LONDON EC4A 2BB — MORGAN STANLEY & CIE INTERNATIONAL LTD (3)
Canary Wharf
25 Cabot Square, LONDON E14 4QA <p>2.2. Etablissements de crédit</p> <ul style="list-style-type: none"> — ABN AMRO (3)
Postbus 283
Foppingadreef 22, 1102 BS AMSTERDAM — BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT (3)
place de Metz 1, L-2954 LUXEMBOURG — BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG (3)
avenue J.F. Kennedy 50, L-2951 LUXEMBOURG — BNP FINANCE
20 boulevard des Italiens, 75009 PARIS — CDC MARCHES (3)
56 rue de Lille, 75356 PARIS — COMMERZBANK A.G.
Neue Mainzer Strasse 32-36, 60261 FRANKFURT-AM-MAIN — CREGEM INTERNATIONAL BANK
route d'Arlon 283, L-1150 LUXEMBOURG — DEUTSCHE BANK A.G. (3)
Grosse Gallusstrasse 10-14, 60272 Frankfurt-am-Main — DEUTSCHE BANK A.G. LONDON
6 Bishopsgate, LONDON EC2P 2AT — DEUTSCHE BANK FRANCE SNC
3 avenue de Friedland, 75008 PARIS — JP MORGAN GmbH
Borsenstrasse 2-4, 63013 FRANKFURT-AM-MAIN — JP MORGAN & Cie
14 place Vendôme, 75001 PARIS — PARIBAS
3 rue d'Antin, 75002 PARIS — PARIBAS LONDON (3)
10 Harewood avenue, LONDON NW1 6AA — SBC WARBURG DILLON READ (3)
Swiss Bank House 2nd floor |
|---|--|

— 1 Finsbury avenue, LONDON EC2M 2PP
 SOCIETE GENERALE (3)
 Tour Société Générale
 17 Cours Valmy, 92972 PARIS
 3. Beleggingsondernemingen en kredietinstellingen andere dan bedoeld in de rubrieken 1. en 2.
 Nihil

1 Finsbury avenue, LONDON EC2M 2PP
 — SOCIETE GENERALE (3)
 Tour Société Générale
 17 Cours Valmy, 92972 PARIS
 3. Entreprises d'investissement et établissements de crédit autres que visés sous les rubriques 1. et 2.
 Néant

1. Latere aanvullingen en wijzigingen in de lijst kunnen op eenvoudige aanvraag worden bekomen bij de Nationale Bank van België, dienst Rijkskassier, afdeling Rentenfonds, de Berlaimontlaan 14, 1000 Brussel, tel. 02/221.24.47 of fax 02/221.31.40

1. Sur simple demande auprès de la Banque Nationale de Belgique, service Caissier de l'Etat, division Fonds des Rentes, boulevard de Berlaimont 14, 1000 Bruxelles, tél. 02/221.24.47 ou fax 02/221.31.40, les mises à jour subséquentes de la liste des membres du marché seront envoyées.

2. Wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs.

2. Loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements.

3. Instelling die een lastenkohier van primary dealer in Schatkistwaarden heeft onderschreven.

3. Institution qui a signé un cahier des charges de primary dealer en valeurs du Trésor.

**MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
 VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU**

[C - 2000/22233]

Controledienst voor de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen. — Vacante betrekking van financieel inspecteur-generaal (rang 15). — Oproep tot kandidaten

Op 6 maart 2000 heeft de Raad een betrekking van financieel inspecteur-generaal vacant verklaard bij de Controledienst voor de ziekenfondsen en landsbonden van ziekenfondsen.

Functiebeschrijving :

De financieel inspecteur-generaal staat de Administrateur-generaal van de Controledienst bij in de coördinatie, het uitwerken en de opvolging van de specifieke boekhoudkundige, financiële en actuariële opdrachten van de Controledienst op het vlak van zowel de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, als de vrije en aanvullende verzekering en heeft daartoe de leiding van de boekhoudkundige, financiële en actuariële dienst.

Algemeen profiel van de kandidaat :

- Belg zijn;
- de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- ervaring hebben op directieniveau in het leiden van een dienst;
- de werking van de dienst organiseren en opvolgen;
- de teamgeest bevorderen;
- prioriteiten stellen, realistische doelstellingen bepalen en bereiken;
- vergaderingen kunnen leiden en op een actieve en overtuigende wijze dossiers kunnen inleiden en verdedigen in interne en externe vergaderingen;
- blijk geven van persoonlijke inzet en werkkraft en zijn verantwoordelijkheid opnemen;
- een grote beschikbaarheid vertonen;
- minstens vijf jaar in België een functie hebben uitgeoefend in verband met de controle ter plaatse van de boekhoudkundige en financiële organisatie van instellingen, belast met de uitvoering van een opdracht van sociale zekerheid t.o.v. de sociaal verzekerde.

Functieprofiel van de financieel inspecteur-generaal :

- een uitstekende kennis hebben van het ziekenfondswezen in België en van de administratieve, boekhoudkundige en financiële organisatie van de ziekenfondsen;

**MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,
 DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

[C - 2000/22233]

Office de contrôle des mutualités et des unions nationales de mutualités. — Emploi vacant d'inspecteur financier général (rang 15). — Appel aux candidats

Le 6 mars 2000, le Conseil a déclaré vacant un emploi d'inspecteur financier général auprès de l'Office de contrôle des mutualités et des unions nationales de mutualités.

Description de la fonction :

L'inspecteur financier général assiste l'Administrateur général dans la coordination, la réalisation et le suivi des missions comptables, financières et actuarielles spécifiques de l'Office de contrôle tant au niveau de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités qu'au niveau de l'assurance libre et complémentaire et assure, à cet effet, la direction du service comptable, financier et actuariel.

Profil général du candidat :

- être Belge;
- jouir des droits civils et politiques;
- avoir de l'expérience, au niveau de la direction, en matière de conduite d'un service;
- organiser et suivre le fonctionnement du service;
- encourager l'esprit d'équipe;
- fixer des priorités, déterminer et atteindre des objectifs réalistes;
- pouvoir diriger des réunions et pouvoir introduire des dossiers d'une manière active et convaincante et les défendre au sein de réunions internes et externes;
- faire preuve d'un investissement personnel et d'une capacité de travail et prendre ses responsabilités;
- montrer une grande disponibilité;
- avoir exercé pendant cinq ans au moins en Belgique une fonction liée au contrôle sur place de l'organisation comptable et financière d'institutions chargées de l'exécution d'une mission de sécurité sociale à l'égard de l'assuré social.

Profil de la fonction d'inspecteur financier général :

- avoir une connaissance excellente du secteur mutualiste en Belgique et de l'organisation administrative, comptable et financière des mutualités;

— een grondige theoretische en praktische kennis hebben van de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en landsbonden van ziekenfondsen en in het bijzonder van de wettelijke en reglementaire bepalingen en voorschriften inzake de boekhouding en het financieel beheer van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, alsook van de diensten van de vrije en aanvullende verzekering, ingericht door de ziekenfondsen en landsbonden van ziekenfondsen;

— de nodige kennis hebben van de boekhouding en de begroting van de instellingen van openbaar nut van de sociale zekerheid en van de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen;

— leiding kunnen geven bij het uitwerken van voorstellen inzake de bijzondere boekhoudkundige voorschriften, de schema's van de jaarrekeningen en het boekhoudplan, die in afwijking van de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen van toepassing zijn op en aangepast zijn aan de eigenheid van de boekhouding van de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen;

— een goede kennis hebben van :

- de financiële en boekhoudkundige gegevensstromen binnen de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen en binnen de vrije en aanvullende verzekering, ingericht door de ziekenfondsen en landsbonden van ziekenfondsen;

- de uitbesteding van diensten of activiteiten door de ziekenfondsen of landsbonden van ziekenfondsen aan derden;

- de positionering van de ziekenfondsen en landsbonden van ziekenfondsen in het kader van de vrije en aanvullende verzekering t.o.v. andere sectoren, die gelijkaardige producten of diensten aanbieden;

— over de kennis en het nodige inzicht beschikken om de inkomende gegevensstromen (jaarrekeningen van de ziekenfondsen en landsbonden, revisorale verslagen, samenwerkingsakkoorden, statistische gegevens, verslagen inspecteurs,...) via geëigende verwerkingsmethoden te kunnen begeleiden;

— vertrouwd zijn met de revisorale controle en met het door de landsbonden ingerichte systeem van interne controle en in staat zijn de nodige richtlijnen terzake, specifiek gericht op de administratieve en boekhoudkundige organisatie van de ziekenfondsen, voor te stellen en uit te werken;

— het financieel evenwicht van de ziekenfondsen en van de door hen ingerichte diensten, met inbegrip van het minimum niveau van de reservefondsen, die de door de ziekenfondsen t.o.v. de sociaal verzekerde aangegane verbintenissen moeten waarborgen, kunnen beoordelen en in voorkomend geval terzake de gepaste herstelmaatregelen voorstellen;

— bekommerd zijn om een degelijke organisatie en uitvoering van de boekhoudkundige en financiële controle in de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen en zorgen voor een duidelijke afbakening tussen de revisorale controle in de ziekenfondsen en de controle ter plaatse door de inspecteurs van de Controledienst;

— de goede werking van de boekhoudkundige, financiële en actuariële dienst van de Controledienst verzekeren.

Indiening van de kandidaturen :

De belangstellende kandidaten worden verzocht hun kandidatuur bij een ter post aangetekende brief te richten aan de heer N. Jeurissen, Voorzitter van de Raad van de Controledienst voor de ziekenfondsen, Sterrenkundelaan 1, 1210 Brussel, binnen een termijn van twintig dagen na de publicatie van dit bericht in het *Belgisch Staatsblad* (de poststempel geldt als bewijs). Wanneer de laatste dag van de termijn een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag is, wordt de termijn verlengd tot de eerstvolgende werkdag.

In de kandidatuurstelling moet de datum, de naam, de voornamen, de graad of functie van de kandidaat, zijn/haar volledig adres en zijn/haar huidige werkgever worden vermeld en een uiteenzetting van de aanspraken die de kandidaat laat gelden.

Te dien einde dient er een gedetailleerde beschrijving van de verworven ervaring gegeven te worden waarbij de afstemming van het profiel op de beschreven functie wordt onderstreept. Een curriculum vitae en een getuigschrift van goed zedelijk gedrag dienen er bijgevoegd te worden.

— avoir une connaissance théorique et pratique approfondie de la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités et plus particulièrement des dispositions légales et réglementaires et des prescriptions relatives à la comptabilité et à la gestion financière de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités ainsi que des services de l'assurance libre et complémentaire organisés par les mutualités et unions nationales de mutualités;

— disposer des connaissances nécessaires relatives à la comptabilité et au budget des organismes d'intérêt public de la sécurité sociale et de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises;

— être capable de mener l'élaboration de propositions en matière de prescriptions comptables particulières, de schémas de comptes annuels et du plan comptable qui, par dérogation à la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, sont d'application et adaptées au caractère propre de la comptabilité des mutualités et des unions nationales de mutualités;

— avoir une bonne connaissance :

- des flux de données financières et comptables au sein de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités et au sein de l'assurance libre et complémentaire organisée par les mutualités et unions nationales de mutualités;

- de la sous-traitance de services ou activités donnée par les mutualités ou les unions nationales de mutualités à des tiers;

- de la position des mutualités et unions nationales de mutualités dans le cadre de l'assurance libre et complémentaire par rapport à d'autres secteurs qui offrent des produits ou des services similaires;

— disposer des connaissances et des notions requises afin de pouvoir guider les flux de données entrants (comptes annuels des mutualités et des unions nationales, rapports des réviseurs, accords de collaboration, données statistiques, rapports des inspecteurs,...) par le biais de méthodes de traitement appropriées;

— être familiarisé avec le contrôle révisoral et le système de contrôle interne créé par les unions nationales et être capable de proposer et d'élaborer les directives nécessaires en la matière spécifiquement axées sur l'organisation administrative et comptable des mutualités;

— pouvoir apprécier l'équilibre financier des mutualités et des services créés par elles, y compris le niveau minimal des fonds de réserve qui doivent garantir les engagements pris par les mutualités à l'égard de l'assuré social et le cas échéant, proposer les mesures de redressement adéquates en la matière;

— veiller à une bonne organisation et à l'exécution du contrôle comptable et financier dans les mutualités et les unions nationales de mutualités et à une délimitation claire entre le contrôle révisoral dans les mutualités et le contrôle sur place par les inspecteurs de l'Office de contrôle;

— assurer le bon fonctionnement du service comptable, financier et actuariel de l'Office de contrôle.

Introduction des candidatures :

Les candidats intéressés sont priés d'adresser leur candidature par lettre recommandée à M. N. Jeurissen, Président du Conseil de l'Office de contrôle des mutualités, avenue de l'Astronomie 1, 1210 Bruxelles, dans un délai de vingt jours après la date de publication du présent avis au *Moniteur belge* (le cachet de la poste faisant foi). Si le dernier jour du délai coïncide avec un samedi, un dimanche ou un jour férié, le délai est prolongé jusqu'au prochain jour ouvrable.

La lettre de candidature doit mentionner la date, le nom, les prénoms, le grade ou la fonction du candidat, son adresse complète et son employeur actuel, ainsi qu'un exposé des mérites qu'il fait valoir.

A cette fin, il y a lieu de donner une description détaillée de l'expérience acquise, soulignant la correspondance avec le profil de la fonction décrite. Un curriculum vitae et un certificat de bonnes vie et mœurs y seront joints.

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

[2000/35285]

Instituut voor Natuurbehoud

**Huishoudelijk reglement van 4 november 1998 van de directieraad
van het Instituut voor Natuurbehoud**

Artikel 1. Dit huishoudelijk reglement heeft betrekking op de werking van de directieraad van het Instituut voor Natuurbehoud, zowel in de hoedanigheid van directieraad als in de hoedanigheid van bestuursorgaan, overeenkomstig het besluit van de Vlaamse regering van 28 januari 1997 houdende statuut en organisatie van de Vlaamse wetenschappelijke instellingen en de rechtspositie van het personeel.

Art. 2. De directieraad vergadert in principe vier keer per jaar in de maanden maart, mei, september en december. Indien de omstandigheden dit vereisen kunnen bijkomende vergaderingen worden georganiseerd en/of kan worden afgeweken van het vaste vergaderschema.

Daar geen vast vergaderschema wordt gehanteerd, worden in de maand mei de data vastgelegd voor de volgende drie vergaderingen.

Art. 3. Buiten de gevallen van dringende noodzakelijkheid die in de notulen worden gemotiveerd, kan de directieraad slechts geldig beslissen wanneer de meerderheid van zijn leden aanwezig is, zoals bepaald in het voormelde besluit van de Vlaamse regering van 28 januari 1997.

Met het nemen van beslissingen wordt zowel het nemen van beslissingen in enge zin bedoeld, als het uitbrengen van adviezen, het doen van voorstellen, en eventuele andere.

Onverminderd de bepalingen van artikel 4 wordt bij het nemen van beslissingen gestreefd naar consensus. Indien geen consensus kan worden bereikt wordt overgegaan tot stemming. De stemming gebeurt bij handopsteking, behalve wanneer het een geheime stemming betreft.

Bij stemming beslist de directieraad bij gewone meerderheid van de uitgebrachte stemmen; onthoudingen worden daarbij niet als een stem beschouwd. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend, wanneer de stemming niet geheim is. Wanneer de stemming geheim is of wanneer de voorzitter zich onthoudt, is het voorstel bij staking van stemmen verworpen. De notulen vermelden in alle gevallen uitdrukkelijk wanneer er een stemming is geweest en de uitslag van deze stemming.

Art. 4. Elke individuele beslissing betreffende personeelsleden wordt genomen bij geheime stemming, op een daartoe speciaal ontworpen formulier. De stemming vindt plaats op basis van het gemotiveerd voorstel van de voorzitter, dat geformuleerd wordt na beraadslaging in de directieraad.

Wanneer de directieraad moet overgaan tot een rangschikking van kandidaten wordt volgende procedure gevolgd.

Na onderzoek van de kandidaturen en bespreking wordt in onderling overleg een voorstel van rangschikking geformuleerd, waarover bij geheime stemming wordt beslist, indien het eerste voorstel niet aanvaard wordt, formuleert de voorzitter een volgende voorstel, waarover bij geheime stemming wordt beslist en gebeurlijk volgende voorstellen, todat een voorstel aanvaard wordt.

Art. 5. De leden van de directieraad die een bepaalde aangelegenheid als agendapunt door de directieraad wensen te laten behandelen, maken hiertoe aan de voorzitter de nodige documenten over, uiterlijk tien werkdagen vóór de vergadering.

De voorzitter stelt de agenda van de vergadering vast. De uitnodigingen voor de vergadering, samen met de agenda en de documenten betreffende de te behandelen agendapunten worden uiterlijk op vijf werkdagen vóór de vergadering aan de leden bezorgd.

Indien de omstandigheden dit vereisen kunnen, na het verzenden van de uitnodigingen of op de vergadering zelf nog agendapunten worden toegevoegd door de voorzitter of, mits instemming van de voorzitter door de overige leden, desgevallend zonder bijhorende documenten.

Art. 6. De secretaris van de directieraad verricht zijn opdracht onder de leiding en het toezicht van de voorzitter. Hij is belast met :

- het versturen van de uitnodigingen voor de vergaderingen, met de agenda en de daarbij horende documenten;
- de opstelling van de notulen van de vergadering;
- de opstelling van de notificaties van de beslissingen en het versturen ervan aan de betrokkenen;
- de voortgangsbewaking van de uitvoering van de beslissingen;
- het archief;

— de uitvoering van iedere taak die nuttig is voor de goede werking van de directieraad, op eigen initiatief of in opdracht van de directieraad of zijn voorzitter.

De notulen van de vergadering worden door de voorzitter en de secretaris ondertekend. Zij worden op de eerstvolgende vergadering als eerste agendapunt ter goedkeuring voorgelegd. Wanneer de omstandigheden dit vereisen kunnen de notulen aan de schriftelijke goedkeuring van de leden worden onderworpen.

De notulen worden eveneens toegezonden aan alle voor de instelling functioneel bevoegde ministers.

Art. 7. Over de gevallen waarin dit reglement niet voorziet wordt een beslissing getroffen tijdens de vergadering.

Art. 8. Dit huishoudelijk reglement treedt in werking op 4 november 1998.

Goedgekeurd door de directieraad van het Instituut voor Natuurbehoud in zijn vergadering van 4 november 1998.

(Get.) Ludo Polleunis,
secretaris.

(Get.) Eckhart, Kuijken,
voorzitter.

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[C – 2000/33010]

Prüfungsausschuss der Deutschsprachigen Gemeinschaft zur Durchführung der Vorbereitungsprüfung zwecks Zulassung zum 1. Jahr des ergänzenden berufsbildenden Sekundarschulwesens für Krankenpfleger. — Sitzungen 2000. — Aufruf an die Kandidaten

I. Prüfungsdaten:

Es finden zwei Prüfungssitzungen statt:

- die erste am 6. und 7. Juni 2000;
- die zweite am 12. und 13. September 2000.

II. PRÜFUNGSPROGRAMM:

Das Prüfungsprogramm kann angefragt werden beim:

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
Abteilung « Organisation des Unterrichtswesens »

Gospert 1-5

4700 Eupen

Tel.: 087/59 63 00

III. Prüfungen:

1. Die Prüfung umfasst:

a) einen schriftlichen Teil, bestehend aus:

- * einer Zusammenfassung eines Textes über ein allgemeines Thema 50 Punkte
- * einem Kommentar zum gleichen Thema 50 Punkte

b) einen mündlichen Teil in den folgenden Fächern:

- * Mathematik 50 Punkte
- * Chemie 50 Punkte
- * Physik 50 Punkte
- * Biologie 50 Punkte

Das Prüfungsprogramm entspricht dem Niveau eines sechsten Jahres des berufsbildenden Sekundarunterrichts.

2. Die Prüfungen sind bestanden, wenn der Kandidat mindestens 50 % der im schriftlichen Prüfungsteil und mindestens 50 % der im mündlichen Prüfungsteil in jedem Fach zu vergebenden Punkte sowie mindestens 60 % der insgesamt zu vergebenden Punkte erreicht.

Der Kandidat, der weniger als 50 % der insgesamt zu vergebenden Punkte erzielt, wird in der ersten Sitzung vollständig zurückgestellt, in der zweiten Sitzung zurückgewiesen.

Der Kandidat, der in der ersten Sitzung mindestens 50 %, jedoch weniger als 60 % der insgesamt zu vergebenden Punkte erreicht, erhält für die zweite Sitzung eine Prüfungsbefreiung für den schriftlichen Teil, falls er in dem betreffenden Teil in der ersten Sitzung mindestens 60 % der zu vergebenden Punkte erzielt, oder für jedes Fach des mündlichen Teils, in dem er in der ersten Sitzung mindestens 60 % der zu vergebenden Punkte erzielt.

Der Kandidat, der in der ersten Sitzung mindestens 60 % der insgesamt zu vergebenden Punkte erreicht, legt in der zweiten Sitzung die Prüfungen in den Fächern ab, in denen er nicht mindestens 50 % der zu vergebenden Punkte in der ersten Sitzung erzielt hat.

IV. Einschreibung:

1. Die Einschreibung ist mittels des entsprechenden Einschreibformulars vorzunehmen. Das Einschreibformular ist erhältlich im Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft (Adresse siehe Punkt II).

2. Die Einschreibungen werden per Einschreibebrief an das Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft (Adresse siehe Punkt II) gesandt:

- * für die erste Sitzung vom 10. April 2000 bis zum 28. April 2000;
- * für die zweite Sitzung vom 24. Juli 2000 bis zum 11. August 2000.

3. Außerhalb der obengenannten Daten werden keine Einschreibungen berücksichtigt.

4. Die Kandidaten, die es unterlassen haben, eine für die Einschreibung erforderliche Formalität zu erfüllen, werden nicht in die Kandidatenliste eingetragen.

V. Einschreibebedingungen:

Um zu den Vorbereitungsprüfungen zugelassen zu werden, muss der Kandidat:

1. mindestens 18 Jahre alt sind oder dieses Alter spätestens am 31. Dezember des Jahres erreichen, in dem die Prüfung organisiert wird;

2. dem Einschreibformular eine von der Gemeindeverwaltung beglaubigte Kopie der Geburtsurkunde beifügen.

[C – 2000/33006]

Prüfungsausschuss der Deutschsprachigen Gemeinschaft für die Oberstufe des Sekundarunterrichts im allgemeinbildenden, technischen, berufsbildenden Unterricht und im Kunstunterricht. — Sitzungen 2000. — Aufruf an die Kandidaten

I. Allgemeine Bestimmungen:

1. Der Prüfungsausschuss der Deutschsprachigen Gemeinschaft für die Oberstufe des Sekundarunterrichts organisiert zwei Prüfungsserien:

- Serie A zum Erwerb des Abschlusszeugnisses der Oberstufe des Sekundarunterrichts,
- Serie B zum Erwerb des Reifezeugnisses.

2. Für jede dieser Serien finden zwei Prüfungssitzungen statt:

- die erste ab dem 2. Mai 2000;
- die zweite ab dem 6. November 2000.

3. Zu den Prüfungen der Oberstufe des allgemeinbildenden, technischen und berufsbildenden Unterrichts sowie des Kunstunterrichts der Oberstufe sind alle Kandidaten ohne Ausnahme zugelassen.

Zu den Prüfungen zum Erwerb des Reifezeugnisses (allgemeinbildender und technischer Unterricht sowie Kunstunterricht) sind die Kandidaten zugelassen, die:

a. Vor dem 15. Juni 1995 Inhaber eines Diploms oder Abschlusszeugnisses der Oberstufe des Sekundarunterrichts oder eines gleichgestellten Zeugnisses sind, verliehen durch den Staatlichen Prüfungsausschuss, den Prüfungsausschuss der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft oder der Flämischen Gemeinschaft für die Oberstufe des Sekundarunterrichts im allgemeinbildenden, im technischen Unterricht oder im Kunstunterricht;

b. Vor dem 15. Juni 1995 Inhaber eines Diploms oder Abschlusszeugnisses der Oberstufe einer Sekundarschule mit allgemeinbildendem, technischem Unterricht oder mit Kunstunterricht oder eines gleichgestellten Zeugnisses sind, das durch eine Unterrichtseinrichtung verliehen und vom Beglaubigungsausschuss beglaubigt oder ihm vorgelegt wurde. Wenn das Diplom oder Zeugnis den technischen Unterricht betrifft, so muss es nach dem 1. Januar 1965 verliehen worden sein;

c. Inhaber eines ausländischen Studiennachweises sind, der dem Abschlusszeugnis der Oberstufe des Sekundarunterrichts gleichgestellt ist oder dessen Gleichstellung beantragt wurde;

4. Das Reifezeugnis kann erst dann ausgehändigt werden, wenn:

- * die in Punkt 3. b. erwähnte Beglaubigung des Abschlusszeugnisses vorliegt;
- * die in Punkt 3. c. erwähnte Gleichstellung durch ein amtliches Schriftstück bescheinigt ist;

Diplomierte des berufsbildenden Unterrichts können dieses Diplom nicht erhalten gemäß Artikel 6, § 1 und § 3 der koordinierten Gesetze vom 31.12.49 über die Verleihung von akademischen Graden und das Programm der Prüfungen an Universitäten, abgeändert durch die Gesetze vom 31.07.75 und vom 1.08.85.

5. Die Kandidaten legen die Prüfungen am Sitz des Prüfungsausschusses der Deutschsprachigen Gemeinschaft in Eupen ab: Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft, Gospert 1-5, 4700 Eupen.

6. Der Vorsitzende beschließt nach Absprache mit dem Schriftführer, Prüfungen an einem anderen Ort abzuhalten, wenn dies als sinnvoll bzw. notwendig erachtet wird.

7. Inhabern eines Schulzeugnisses oder Diploms, aus dem hervorgeht, dass sie mit Erfolg an einem ähnlichen Unterricht teilgenommen haben, kann eine Befreiung von bestimmten Prüfungen gewährt werden.

Die Regierung kann nach einem Gutachten der zuständigen Inspektion Prüfungsbefreiungen gewähren.

Das Antragsformular wird beim Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft (Abteilung «Organisation des Unterrichtswesens») angefragt.

II. Einschreibungen:

1. Die Einschreibeformulare sowie die Prüfungsprogramme (allgemeinbildender Unterricht) und zusätzliche Informationen sind erhältlich beim: Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft, Abteilung: «Organisation des Unterrichtswesens», Gospert 1-5, 4700 Eupen, Tel.: 087/59 63 00.

2. Die Einschreibeakte umfasst folgende Schriftstücke:

- a. — eine Kopie des Personalausweises;
- ein ordnungsgemäß ausgefülltes Einschreibeformular;
- die Bescheinigung der Überweisung der Einschreibegebühr;
- für den technischen, den berufsbildenden Unterricht und den Kunstunterricht die von der Direktion einer Schule seiner Wahl unterschriebenen Stundenraster und vollständigen Lehrpläne der entsprechenden Studienjahre;
- gegebenenfalls die Bescheinigung der von der Regierung bzw. vom Ausschuss gewährten Prüfungsbefreiung(en), die aufgrund vorheriger Prüfungssitzungen gewährt wurden;
- gegebenenfalls das Antragsformular für die von der Regierung zu gewährenden Prüfungsbefreiungen.

b. Für die Prüfung zum Erwerb des Reifezeugnisses müssen außerdem folgende Schriftstücke bzw. Informationen beigefügt werden:

- das vom Kandidaten gewählte Prüfungsfach;
- falls der Kandidat nicht gleichzeitig zu den Prüfungen im allgemeinbildenden, technischen Unterricht oder Kunstunterricht der Oberstufe des Sekundarunterrichts eingeschrieben ist:

* entweder eine beglaubigte Kopie des Diploms bzw. Zeugnisses oder eine vorläufige Bescheinigung der Schule die besagt, dass der Kandidat das Abschlusszeugnis der Oberstufe des allgemeinbildenden, technischen Unterrichts oder des Kunstunterrichts erhält.

* oder das Schriftstück, das die Gleichstellung eines ausländischen Diploms oder Zeugnisses mit dem Abschlusszeugnis der Oberstufe des Sekundarunterrichts bescheinigt.

4. Die Einschreibungen werden per Einschreibebrief an das Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft (siehe o.e. Adresse) gesandt. Sie können auch im Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft, Abteilung «Organisation des Unterrichtswesens», Aachener Str. 33, 4700 Eupen, den zuständigen Beamten ausgehändigt werden, die in diesem Falle eine Empfangsbestätigung ausstellen. Gegebenenfalls teilt das Ministerium dem Kandidaten mit, dass seine eingereichten Unterlagen nicht vollständig sind. Nach Ablauf der Einschreibefrist wird dem Kandidaten schriftlich mitgeteilt, ob er zur Prüfung zugelassen wird.

— Die Einschreibungen finden statt:

* für die erste Sitzung vom 13. März 2000 bis zum 31. März 2000;

* für die zweite Sitzung vom 11. September 2000 bis zum 29. September 2000.

5. Ausserhalb der oben genannten Daten werden keine Einschreibungen berücksichtigt. Nur in außergewöhnlichen Fällen kann der zuständige Minister bis Mitte April oder bis Mitte Oktober eine Abweichung von der Einschreibefrist gewähren.

6. Die Einschreibegebühr zu den einzelnen Prüfungsteilen beträgt 500 BEF.

Dieser Betrag ist ausschließlich auf das Konto Nr. 091-2400004-59 der «Deutschsprachigen Gemeinschaft, Schatzamt-Einnahmen, Gospert 1-5, 4700 Eupen» einzuzahlen oder zu überweisen mit dem Vermerk «Prüfungsausschuss 1. bzw. 2. Sitzung 19., Oberstufe, Sekundarunterricht». Eine andere Art der Zahlung wird nicht zugelassen.

7. Die Gebühren können nicht auf eine nächste Sitzung übertragen werden.

8. Die Einschreibungen werden nur angenommen, wenn alle Schriftstücke innerhalb der Einschreibefrist eingereicht worden sind.

9. Nach Ablauf der Einschreibefrist hat der Kandidat das Recht, sich mit den Ausschussmitgliedern in Verbindung zu setzen, um ein Gespräch über das Prüfungsverfahren und die fachliche Vorbereitung zu führen.

10. Die Kandidaten, die es unterlassen haben, eine für die Einschreibung erforderliche Formalität zu erfüllen, werden nicht in die Kandidatenliste eingetragen.

[C – 2000/33005]

Prüfungsausschuss der Deutschsprachigen Gemeinschaft für die Unterstufe des Sekundarunterrichts im allgemeinbildenden, technischen, berufsbildenden Unterricht und im Kunstunterricht. — Sitzungen 2000. — Aufruf an die Kandidaten

I. Allgemeine Bestimmungen:

1. Der Prüfungsausschuss der Deutschsprachigen Gemeinschaft für die Unterstufe des Sekundarunterrichts organisiert Prüfungen, die zum Abschlusszeugnis der Unterstufe des Sekundarunterrichts führen:

a) im allgemeinbildenden Unterricht;

b) im technischen Unterricht;

c) im berufsbildenden Unterricht;

d) im Kunstunterricht.

2. Es finden zwei Prüfungssitzungen statt:

— die erste ab dem 2. Mai 2000;

— die zweite ab dem 6. November 2000.

3. Zu diesen Prüfungen sind alle Kandidaten ohne Ausnahme zugelassen.

4. Die Kandidaten legen die Prüfungen am Sitz des Prüfungsausschusses der Deutschsprachigen Gemeinschaft in Eupen ab: Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft Gospert 1-5, 4700 Eupen.

5. Der Vorsitzende beschließt nach Absprache mit dem Schriftführer, Prüfungen an einem anderen Ort abzuhalten, wenn dies als sinnvoll bzw. notwendig erachtet wird.

6. Inhabern eines Schulzeugnisses oder Diploms, aus dem hervorgeht, dass sie mit Erfolg an einem ähnlichen Unterricht teilgenommen haben, kann eine Befreiung von bestimmten Prüfungen gewährt werden.

Die Regierung kann nach einem Gutachten der zuständigen Inspektion Prüfungsbefreiungen gewähren.

Das Antragsformular wird beim Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft (Abteilung «Organisation des Unterrichtswesens») angefragt.

II. Einschreibungen:

1. Die Einschreibeformulare sowie die Prüfungsprogramme (allgemeinbildender Unterricht) und zusätzliche Informationen sind erhältlich beim: Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft, Abteilung «Organisation des Unterrichtswesens», Gospert 1-5, 4700 Eupen, Tel.: 087/59 63 00.

2. Die Einschreibeakte umfasst folgende Schriftstücke:

- eine Kopie des Personalausweises;
- ein ordnungsgemäß ausgefülltes Einschreibeformular;
- die Bescheinigung der Überweisung der Einschreibegebühr;
- für den technischen, den berufsbildenden Unterricht und den Kunstunterricht die von der Direktion einer Schule seiner Wahl unterschriebenen Stundenraster und vollständigen Lehrpläne der entsprechenden Studienjahre;
- gegebenenfalls die Bescheinigung der von der Regierung bzw. vom Ausschuss gewährten Prüfungsbefreiung(en), die aufgrund vorheriger Prüfungssitzungen gewährt wurden;
- gegebenenfalls das Antragsformular für die von der Regierung zu gewährenden Prüfungsbefreiungen.

3. Die Einschreibeunterlagen werden per Einschreibebrief an das Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft (siehe o.e. Adresse) gesandt. Sie können auch im Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft, Abteilung «Organisation des Unterrichtswesens», Aachener Str. 33, 4700 Eupen, den zuständigen Beamten ausgehändigt werden, die in diesem Falle eine Empfangsbestätigung ausstellen. Gegebenenfalls teilt das Ministerium dem Kandidaten mit, dass seine eingereichten Unterlagen nicht vollständig sind. Nach Ablauf der Einschreibefrist wird dem Kandidaten schriftlich mitgeteilt, ob er zur Prüfung zugelassen wird.

— Die Einschreibungen finden statt:

- * für die erste Sitzung vom 13. März 2000 bis zum 31. März 2000;
- * für die zweite Sitzung vom 11. September 2000 bis zum 29. September 2000.

4. Außerhalb der oben genannten Daten werden keine Einschreibungen berücksichtigt. Nur in außergewöhnlichen Fällen kann der zuständige Minister bis Mitte April oder bis Mitte Oktober eine Abweichung von der Einschreibefrist gewähren.

5. Die Einschreibegebühr zu den einzelnen Prüfungsteilen beträgt 500 BEF.

Dieser Betrag ist ausschließlich auf das Konto Nr. 091-2400004-59 der «Deutschsprachigen Gemeinschaft, Schatzamt-Einnahmen, Gospert 1-5, 4700 Eupen» einzuzahlen oder zu überweisen mit dem Vermerk «Prüfungsausschuss 1. bzw. 2. Sitzung 19., Unterstufe, Sekundarunterricht». Eine andere Art der Zahlung wird nicht zugelassen.

6. Die Gebühren können nicht auf eine nächste Sitzung übertragen werden.

7. Die Einschreibung wird nur angenommen, wenn alle Schriftstücke innerhalb der Einschreibefrist eingereicht worden sind.

8. Nach Ablauf der Einschreibefrist hat der Kandidat das Recht, sich mit den Ausschussmitgliedern in Verbindung zu setzen, um ein Gespräch über das Prüfungsverfahren und die fachliche Vorbereitung zu führen.

9. Die Kandidaten, die es unterlassen haben, eine für die Einschreibung erforderliche Formalität zu erfüllen, werden nicht in die Kandidatenliste eingetragen.

[C – 2000/33007]

**Prüfungsausschuss der Deutschsprachigen Gemeinschaft
zur Verleihung des Brevets eines (einer) Krankenpflegers (-pflegerin): 1. Jahr
Sitzungen 2000. — Aufruf an die Kandidaten**

I. Prüfungsdaten:

1. Es finden zwei Prüfungssitzungen statt:

- die erste ab dem 17. April 2000;
- die zweite ab dem 4. September 2000.

II. Prüfungen:

Die Prüfungen umfassen:

1. eine schriftliche Prüfung in drei Fächern des Programms des Prüfungsausschusses der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

Das Programm ist auf Anfrage beim Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft (Adresse: siehe Punkt III.) erhältlich.

2. die nachfolgenden praktischen Prüfungen, jeweils bestehend aus einer Prüfung am Krankenbett und einem Pflegebericht: zwei Prüfungen im Bereich der allgemeinen Pflege und/oder der Krankenpflege in bezug auf Altenpflege;

3. die mündlichen Prüfungen über sämtliche Fächer des Programms des Prüfungsausschusses der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

4. Zu den praktischen Prüfungen werden nur die Kandidaten zugelassen, die bei der schriftlichen Prüfung mindestens 50 % der Punkte erzielt haben.

5. Zu den mündlichen Prüfungen werden nur die Kandidaten zugelassen, die mindestens 60 % der Gesamtzahl der bei den praktischen Prüfungen zu vergebenden Punkte und mindestens 50 % der bei jeder einzelnen praktischen Prüfung zu vergebenden Punkte erzielt haben.

6. Die Prüfungen sind bestanden, wenn mindestens 50 % der bei jeder mündlichen Prüfung zu vergebenden Punkte erzielt wurden.

III. Einschreibung:

1. Die Einschreibung ist mittels des entsprechenden Einschreibeformulars vorzunehmen. Das Einschreibeformular ist erhältlich im: Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft, Abteilung "Organisation des Unterrichtswesens", Gospert 1-5, 4700 Eupen, Tel.: 087/59 63 00.

2. Die Einschreibungen werden per Einschreibebrief an das Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft (siehe o.e. Adresse) gesandt:

- für die erste Sitzung vom 1. März 2000 bis zum 24. März 2000;
- für die zweite Sitzung vom 17. Juli 2000 bis zum 4. August 2000.

3. Außerhalb der obengenannten Daten werden keine Einschreibungen berücksichtigt.

4. Die Einschreibegebühr beträgt 1 500 BEF. Dieser Betrag ist ausschließlich auf das Konto Nr. 091-2400004-59 der "Deutschsprachigen Gemeinschaft, Schatzamt-Einnahmen, Gospert 1-5, 4700 Eupen" einzuzahlen oder zu überweisen mit dem Vermerk "Prüfungsausschuss der Deutschsprachigen Gemeinschaft, Krankenpflege, 1. Jahr".

Eine andere Art der Zahlung wird nicht zugelassen.

5. Die Einschreibegebühren werden in keinem Falle zurückerstattet.

6. Dem Einschreibeformular ist der Zahlungsbeweis der Einschreibegebühr beizulegen.

7. Die Kandidaten, die es unterlassen haben, eine für die Einschreibung erforderliche Formalität zu erfüllen, werden nicht in die Kandidatenliste eingetragen.

IV. Einschreibebedingungen:

Um zu den Prüfungen des 1. Jahres zugelassen zu werden, muss der Kandidat dem Einschreibeformular folgende Unterlagen beifügen:

1. einen Nachweis über die körperliche Eignung, der nicht älter als drei Monate ist und der vom Arzt der besuchten Unterrichtseinrichtung, von einem Arzt des Verwaltungsgesundheitsdienstes oder vom Hausarzt, entsprechend dem vom Ministerium der Volksgesundheit und Familie festgelegten Muster (liegt dem Einschreibeformular bei), ausgestellt sein kann;

2. ein Leumundszeugnis, das nicht älter als drei Monate ist;

3. einen der nachstehenden Studiennachweise oder eine der nachstehenden Bescheinigungen:

- a) Abschlusszeugnis der Oberstufe des Sekundarunterrichts;
- b) Studienzeugnis des 6. Jahres des berufsbildenden Vollzeitsekundarunterrichts;
- c) Bescheinigung über das Bestehen der vor dem Prüfungsausschuss der Deutschsprachigen Gemeinschaft abgelegten Vorbereitungsprüfung;

d) Bescheinigung über das Bestehen der Vorbereitungsprüfung, die in Kapitel II des Königlichen Erlasses vom 17. August 1957 zur Festlegung der Bedingungen für die Verleihung des Diploms eines Geburtshelfers oder eines Krankenpflegers vorgesehen ist;

e) Bescheinigung über die Gleichstellung mit einem der vorerwähnten Studiennachweise bzw. mit einer der vorerwähnten Bescheinigungen;

f) gegebenenfalls das vor dem 30. Juni 1987 erworbene Brevet in Kinderpflege oder eine vor dem 30. Juni 1985 erworbene Bescheinigung über den erfolgreichen Abschluss des 6. Jahres des berufsbildenden Vollzeitsekundarunterrichts.

4. Die in Punkt 3. angeführten Zeugnisse, Bescheinigungen und Diplome, mit Ausnahme der Gleichstellungsbescheinigung, müssen spätestens in dem Kalenderjahr erworben worden sein, das dem der Einschreibung vorangeht.

5. Der Kandidat muss eine Praktikumsaufstellung vorlegen, aus der hervorgeht, dass er mindestens die im ersten Studienjahr vorgesehenen 640 Praktikaperioden oder mindestens die in der Gleichstellungsbescheinigung festgelegten Praktikaperioden absolviert hat.

6. Die Praktikumsaufstellung muss mit der Unterschrift des Dienstleiters und dem Stempel der Einrichtung versehen sein;

Das entsprechende Formular liegt dem Einschreibeformular bei.

7. Es werden keine Praktika während der Weihnachts-, Oster- oder Sommerferien oder während der Nacht organisiert.

8. Der Beginn und das Ende des Praktikumsstages darf nicht mehr als zehn Stunden auseinanderliegen.

[C – 2000/33008]

**Prüfungsausschuss der Deutschsprachigen Gemeinschaft
zur Verleihung des Brevets eines (einer) Krankenpflegers (-pflegerin): 2. Jahr
Sitzungen 2000. — Aufruf an die Kandidaten**

I. Prüfungsdaten:

1. Es finden zwei Prüfungssitzungen statt:
 - die erste ab dem 17. April 2000;
 - die zweite ab dem 4. September 2000.

II. Prüfungen:

Die Prüfungen umfassen:

1. Eine schriftliche Prüfung in drei Fächern des Programms des Prüfungsausschusses der Deutschsprachigen Gemeinschaft.
Das Programm ist auf Anfrage beim Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft (Adresse: siehe Punkt III.) erhältlich.
2. Die nachfolgenden praktischen Prüfungen, jeweils bestehend aus einer Prüfung am Krankenbett und einem Pflegebericht: zwei Prüfungen, zum einen über die Krankenpflege in bezug auf Medizin und zum anderen über die Krankenpflege in bezug auf Chirurgie.
3. Die mündlichen Prüfungen über sämtliche Fächer des Programms des Prüfungsausschusses der Deutschsprachigen Gemeinschaft.
4. Zu den praktischen Prüfungen werden nur die Kandidaten zugelassen, die bei der schriftlichen Prüfung mindestens 50 % der Punkte erzielt haben.
5. Zu den mündlichen Prüfungen werden nur die Kandidaten zugelassen, die mindestens 60 % der Gesamtzahl der bei den praktischen Prüfungen zu vergebenden Punkte und mindestens 50 % der bei jeder einzelnen praktischen Prüfung zu vergebenden Punkte erreicht haben.
6. Die Prüfungen sind bestanden, wenn mindestens 50 % der bei jeder mündlichen Prüfung zu vergebenden Punkte erzielt wurden.

III. Einschreibung:

1. Die Einschreibung ist mittels des entsprechenden Einschreibformulars vorzunehmen. Das Einschreibformular ist erhältlich im: Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft, Abteilung «Organisation des Unterrichtswesens», Gospert 1-5, 4700 Eupen, Tel.: 087/59 63 00.
2. Die Einschreibungen werden per Einschreibebrief an das Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft (siehe o.e. Adresse) gesandt:
 - für die erste Sitzung vom 1. März 2000 bis zum 24. März 2000;
 - für die zweite Sitzung vom 17. Juli 2000 bis zum 4. August 2000.
3. Außerhalb der obengenannten Daten werden keine Einschreibungen berücksichtigt.
4. Die Einschreibgebühr beträgt 1.500 BEF. Dieser Betrag ist ausschließlich auf das Konto Nr. 091-2400004-59 der «Deutschsprachigen Gemeinschaft, Schatzamt-Einnahmen, Gospert 1-5, 4700 Eupen» einzuzahlen oder zu überweisen mit dem Vermerk «Prüfungsausschuss der Deutschsprachigen Gemeinschaft, Krankenpflege, 2. Jahr». Eine andere Art der Zahlung wird nicht zugelassen.
5. Die Einschreibgebühren werden in keinem Falle zurückerstattet.
6. Dem Einschreibformular ist der Zahlungsbeweis der Einschreibgebühr beizulegen.
7. Die Kandidaten, die es unterlassen haben, eine für die Einschreibung erforderliche Formalität zu erfüllen, werden nicht in die Kandidatenliste eingetragen.

IV. Einschreibebedingungen:

Um zu den Prüfungen des 2. Jahres zugelassen zu werden, muss der Kandidat dem Einschreibformular folgende Unterlagen beifügen:

1. einen Nachweis über die körperliche Eignung, der nicht älter als drei Monate ist und der vom Arzt der besuchten Unterrichtseinrichtung, von einem Arzt des Verwaltungsgesundheitsdienstes oder vom Hausarzt, entsprechend dem vom Ministerium der Volksgesundheit und Familie festgelegten Muster (liegt dem Einschreibformular bei), ausgestellt sein kann;
2. ein Leumundszeugnis, das nicht älter als drei Monate ist;
3. eine der nachstehenden Bescheinigungen über den erfolgreichen Abschluss:
 - a) des ersten Studienjahres zur Erlangung des Brevets eines Krankenpflegers;
 - b) des ersten Studienjahres zur Erlangung des Brevets eines Krankenpflegers - Geistesgesundheit und Psychiatrie;
 - c) des ersten Studienjahres zur Erlangung des Diploms eines graduierten Krankenpflegers;
 - d) des ersten Studienjahres zur Erlangung des Brevets eines Krankenpflegeassistenten;
 - e) des ersten Studienjahres zur Erlangung des Brevets eines Krankenpflegeassistenten - Geistesgesundheit und Psychiatrie;
 - f) die Bescheinigung über die Gleichstellung mit einer der vorerwähnten Bescheinigungen.

4. Die in Punkt 3. angeführte Bescheinigung, mit Ausnahme der Gleichstellungsbescheinigung, muss spätestens in dem Kalenderjahr erworben worden sein, das dem der Einschreibung vorangeht.

5. Der Kandidat muss eine Praktikumsaufstellung vorlegen, aus der hervorgeht, dass er mindestens die im zweiten Studienjahr vorgesehenen 760 Praktikaperioden oder mindestens die in der Gleichstellungsbescheinigung festgelegten Praktikaperioden absolviert hat.

6. Die Praktikumsaufstellung muss mit der Unterschrift des Dienstleiters und dem Stempel der Einrichtung versehen sein;

Das entsprechende Formular liegt dem Einschreibeformular bei.

7. Es werden keine Praktika während der Weihnachts-, Oster- oder Sommerferien oder während der Nacht organisiert.

An Wochenenden können Praktika organisiert werden, wobei jedoch höchstens 11 Wochenenden, die sich auf zwei Studienjahre verteilen, belegt werden dürfen.

8. Der Beginn und das Ende des Praktikumstages darf nicht mehr als zehn Stunden auseinanderliegen.

[C – 2000/33009]

**Prüfungsausschuss der Deutschsprachigen Gemeinschaft
zur Verleihung des Brevets eines (einer) Krankenpflegers (-pflegerin): 3. Jahr
Sitzungen 2000. — Aufruf an die Kandidaten**

I. Prüfungsdaten:

1. Es finden zwei Prüfungssitzungen statt:

— die erste ab dem 17. April 2000;

— die zweite ab dem 4. September 2000.

II. Prüfungen:

Die Prüfungen umfassen:

1. Eine schriftliche Prüfung in drei Fächern des Programms des Prüfungsausschusses der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

Das Programm ist auf Anfrage beim Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft (Adresse: siehe Punkt III.) erhältlich.

2. Die nachfolgenden praktischen Prüfungen, jeweils bestehend aus einer Prüfung am Krankenbett und einem Pflegebericht: drei Prüfungen: erstens über die Krankenpflege in bezug auf Medizin, zweitens über die Krankenpflege in bezug auf Chirurgie sowie drittens über die allgemeine Krankenpflege oder die Krankenpflege in bezug auf Altenpflege.

3. Die mündlichen Prüfungen über sämtliche Fächer des Programms des Prüfungsausschusses der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

4. Zu den praktischen Prüfungen werden nur die Kandidaten zugelassen, die bei der schriftlichen Prüfung mindestens 50 % der Punkte erzielt haben.

5. Zu den mündlichen Prüfungen werden nur die Kandidaten zugelassen, die mindestens 60 % der Gesamtzahl der bei den praktischen Prüfungen zu vergebenden Punkte und mindestens 50 % der bei jeder einzelnen praktischen Prüfung zu vergebenden Punkte erreicht haben.

6. Die Abschlussprüfungen sind bestanden, wenn mindestens 60 % der Gesamtzahl der bei den Abschlussprüfungen zu vergebenden Punkte und mindestens 50 % der bei jeder mündlichen Prüfung zu vergebenden Punkte erzielt wurden.

III. Einschreibung:

1. Die Einschreibung ist mittels des entsprechenden Einschreibeformulars vorzunehmen. Das Einschreibeformular ist erhältlich im: Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft, Abteilung «Organisation des Unterrichtswesens», Gospert 1-5, 4700 Eupen, Tel.: 087/59 63 00.

2. Die Einschreibungen werden per Einschreibebrief an das Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft (siehe o.e. Adresse) gesandt:

— für die erste Sitzung vom 1. März 2000 bis zum 24. März 2000;

— für die zweite Sitzung vom 17. Juli 2000 bis zum 4. August 2000.

3. Außerhalb der obengenannten Daten werden keine Einschreibungen berücksichtigt.

4. Die Einschreibgebühr beträgt 1 500 BEF. Dieser Betrag ist ausschließlich auf das Konto Nr. 091-2400004-59 der «Deutschsprachigen Gemeinschaft, Schatzamt-Einnahmen, Gospert 1-5, 4700 Eupen» einzuzahlen oder zu überweisen mit dem Vermerk «Prüfungsausschuss der Deutschsprachigen Gemeinschaft, Krankenpflege, 3. Jahr». Eine andere Art der Zahlung wird nicht zugelassen.

5. Die Einschreibgebühren werden in keinem Falle zurückerstattet.

6. Dem Einschreibeformular ist der Zahlungsbeweis der Einschreibgebühr beizulegen.

7. Die Kandidaten, die es unterlassen haben, eine für die Einschreibung erforderliche Formalität zu erfüllen, werden nicht in die Kandidatenliste eingetragen.

IV. EINSCHREIBEBEDINGUNGEN:

Um zu den Prüfungen des 3. Jahres zugelassen zu werden, muss der Kandidat dem Einschreibeformular folgende Unterlagen beifügen:

1. einen Nachweis über die körperliche Eignung, der nicht älter als drei Monate ist und der vom Arzt der besuchten Unterrichtseinrichtung, von einem Arzt des Verwaltungsgesundheitsdienstes oder vom Hausarzt, entsprechend dem vom Ministerium der Volksgesundheit und Familie festgelegten Muster (liegt dem Einschreibeformular bei), ausgestellt sein kann;
2. ein Leumundszeugnis, das nicht älter als drei Monate ist;
3. eine der nachstehenden Bescheinigungen über den erfolgreichen Abschluss:
 - a) des zweiten Studienjahres zur Erlangung des Brevets eines Krankenpflegers;
 - b) des zweiten Studienjahres zur Erlangung des Brevets eines Krankenpflegers - Geistesgesundheit und Psychiatrie;
 - c) des zweiten Studienjahres zur Erlangung des Diploms eines graduierten Krankenpflegers;
 - d) des Brevets eines Krankenpflegeassistenten;
 - e) des Brevets eines Krankenpflegeassistenten - Geistesgesundheit und Psychiatrie;
 - f) die Bescheinigung über die Gleichstellung mit einer der vorerwähnten Bescheinigungen.
4. Die in Punkt 3. angeführte Bescheinigung, mit Ausnahme der Gleichstellungsbescheinigung, muss spätestens in dem Kalenderjahr erworben worden sein, das dem der Einschreibung vorangeht;
5. zwei Passfotos.
6. Der Kandidat muss eine Praktikumsaufstellung vorlegen, aus der hervorgeht, dass er mindestens die im dritten Studienjahr vorgesehenen 840 Praktikaperioden oder mindestens die in der Gleichstellungsbescheinigung festgelegten Praktikaperioden absolviert hat.
7. Die Praktikumsaufstellung muss mit der Unterschrift des Dienstleiters und dem Stempel der Einrichtung versehen sein.
Das entsprechende Formular liegt dem Einschreibeformular bei.
8. Es werden keine Praktika während der Weihnachts-, Oster- oder Sommerferien organisiert.
An Wochenenden können Praktika organisiert werden, wobei jedoch höchstens 11 Wochenenden, die sich auf zwei Studienjahre verteilen, belegt werden dürfen.
9. Mindestens 50 % der Praktika werden entsprechend der in der betreffenden Abteilung oder Einrichtung geltenden Arbeitszeit organisiert.
10. Es muss mindestens viermal und darf höchstens achtmal Nachtdienst organisiert werden.
Die Dauer der Nachtdienste beträgt mindestens acht Stunden.
11. Während des Nachtdienstes ist der Kandidat unter die effektive Aufsicht eines diensttuenden Krankenpflegers der betreffenden Abteilung oder Einrichtung zu stellen.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

[C - 2000/27120]

**Barème des prix en vigueur à partir du 1^{er} septembre 1999
pour les concessions de service de transport scolaire
dans les zones coordonnées sur le territoire de la région de langue française**

Publication faite en exécution de l'article 3, § 3, 3e tiret du cahier des charges type approuvé par le Gouvernement wallon en date du 1^{er} avril 1999.

Véhicules 8 à 13 places		
km journalier		
de transport	min	max
60 à 64	42,10	52,63
65 à 74	39,05	48,81
75 à 84	36,78	45,97
85 à 94	35,03	43,79
95 à 110	33,72	42,15
111 à 127	32,35	40,44
128 à 142	30,96	38,69
143 à 162	30,00	37,50
163 à 187	28,69	35,87
188 à 212	27,32	34,16
213 et plus	25,99	32,50

Véhicules 14 à 20 places		
km journalier		
de transport	min	max
60 à 64	49,09	61,36
65 à 74	45,83	57,29
75 à 84	43,42	54,28
85 à 94	41,52	51,90
95 à 110	39,93	49,91
111 à 127	38,38	47,97
128 à 142	37,08	46,35
143 à 162	35,77	44,70
163 à 187	34,32	42,89
188 à 212	32,94	41,17
213 et plus	31,70	39,62

Véhicules 21 à 25 places		
km journalier		
de transport	min	max
60 à 64	56,22	70,28
65 à 74	52,72	65,90
75 à 84	50,13	62,66
85 à 94	48,01	60,01
95 à 110	46,19	57,74
111 à 127	44,57	55,71
128 à 142	43,19	53,99
143 à 162	41,68	52,10
163 à 187	40,13	50,17
188 à 212	38,61	48,26
213 et plus	37,37	46,71

Véhicules 26 à 30 places		
km journalier		
de transport	min	max
60 à 64	65,36	81,70
65 à 74	61,54	76,93
75 à 84	58,56	73,20
85 à 94	57,27	71,58
95 à 110	55,87	69,84
111 à 127	53,76	67,19
128 à 142	52,88	66,10
143 à 162	51,65	64,56
163 à 187	50,34	62,92
188 à 212	48,80	61,01
213 et plus	47,56	59,45

Véhicules 31 à 35 places		
km journalier		
de transport	min	max
60 à 64	67,31	84,14
65 à 74	63,66	79,58
75 à 84	61,39	76,74
85 à 94	59,74	74,67
95 à 110	57,91	72,39
111 à 127	55,72	69,65
128 à 142	54,43	68,03
143 à 162	53,40	66,75
163 à 187	52,11	65,13
188 à 212	50,78	63,46
213 et plus	49,96	62,46

Véhicules 36 à 45 places		
km journalier		
de transport	min	max
60 à 64	69,27	86,59
65 à 74	65,56	81,95
75 à 84	63,30	79,13
85 à 94	61,54	76,93
95 à 110	59,59	74,49
111 à 127	57,63	72,05
128 à 142	56,22	70,28
143 à 162	55,14	68,91
163 à 187	53,76	67,19
188 à 212	52,88	66,10
213 et plus	52,01	65,01

Véhicules 46 places et plus		
km journalier		
de transport	min	max
60 à 64	72,85	91,06
65 à 74	69,64	87,06
75 à 84	67,00	83,75
85 à 94	65,06	81,33
95 à 110	63,45	79,32
111 à 127	61,25	76,56
128 à 142	59,80	74,75
143 à 162	58,87	73,59
163 à 187	57,58	71,97
188 à 212	56,53	70,67
213 et plus	55,72	69,65

VERTALING

WAALS MINISTERIE VAN UITRUSTING EN VERVOER

[C – 2000/27120]

**Prijzenschaal vanaf 1 september 1999
voor de concessies van leerlingenvervoerdiensten in de gecoördineerde zones
op het grondgebied van het Franse taalgebied**

Bekendmaking overeenkomstig artikel 3, § 3, derde streepje, van het door de Waalse Regering op 1 april 1999 goedgekeurde typebestek.

Voertuigen 8 tot 13 plaatsen		
Aantal km/dag		
Vervoer	min.	max.
60 tot 64	42,10	52,63
65 tot 74	39,05	48,81
75 tot 84	36,78	45,97
85 tot 94	35,03	43,79
95 tot 110	33,72	42,15
111 tot 127	32,35	40,44
128 tot 142	30,96	38,69
143 tot 162	30,00	37,50
163 tot 187	28,69	35,87
188 tot 212	27,32	34,16
213 en meer	25,99	32,50

Voertuigen 14 tot 20 plaatsen		
Aantal Km/dag		
Vervoer	min.	max.
60 tot 64	49,09	61,36
65 tot 74	45,83	57,29
75 tot 84	43,42	54,28
85 tot 94	41,52	51,90
95 tot 110	39,93	49,91
111 tot 127	38,38	47,97
128 tot 142	37,08	46,35
143 tot 162	35,77	44,70
163 tot 187	34,32	42,89
188 tot 212	32,94	41,17
213 en meer	31,70	39,62

Voertuigen 21 tot 25 plaatsen		
Aantal km/dag		
Vervoer	min.	max.
60 tot 64	56,22	70,28
65 tot 74	52,72	65,90
75 tot 84	50,13	62,66
85 tot 94	48,01	60,01
95 tot 110	46,19	57,74
111 tot 127	44,57	55,71
128 tot 142	43,19	53,99
143 tot 162	41,68	52,10
163 tot 187	40,13	50,17
188 tot 212	38,61	48,26
213 en meer	37,37	46,71

Voertuigen 26 tot 30 plaatsen		
Aantal km/dag		
Vervoer	min.	max.
60 tot 64	65,36	81,70
65 tot 74	61,54	76,93
75 tot 84	58,56	73,20
85 tot 94	57,27	71,58
95 tot 110	55,87	69,84
111 tot 127	53,76	67,19
128 tot 142	52,88	66,10
143 tot 162	51,65	64,56
163 tot 187	50,34	62,92
188 tot 212	48,80	61,01
213 en meer	47,56	59,45

Voertuigen 31 tot 35 plaatsen		
Aantal km/dag		
Vervoer	min.	max.
60 tot 64	67,31	84,14
65 tot 74	63,66	79,58
75 tot 84	61,39	76,74
85 tot 94	59,74	74,67
95 tot 110	57,91	72,39
111 tot 127	55,72	69,65
128 tot 142	54,43	68,03
143 tot 162	53,40	66,75
163 tot 187	52,11	65,13
188 tot 212	50,78	63,46
213 en meer	49,96	62,46

Voertuigen 36 tot 45 plaatsen		
Aantal km/dag		
Vervoer	min.	max.
60 tot 64	69,27	86,59
65 tot 74	65,56	81,95
75 tot 84	63,30	79,13
85 tot 94	61,54	76,93
95 tot 110	59,59	74,49
111 tot 127	57,63	72,05
128 tot 142	56,22	70,28
143 tot 162	55,14	68,91
163 tot 187	53,76	67,19
188 tot 212	52,88	66,10
213 en meer	52,01	65,01

Voertuigen 46 plaatsen en meer		
Aantal km/dag		
Vervoer	min.	max.
60 tot 64	72,85	91,06
65 tot 74	69,64	87,06
75 tot 84	67,00	83,75
85 tot 94	65,06	81,33
95 tot 110	63,45	79,32
111 tot 127	61,25	76,56
128 tot 142	59,80	74,75
143 tot 162	58,87	73,59
163 tot 187	57,58	71,97
188 tot 212	56,53	70,67
213 en meer	55,72	69,65

WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN EN VERSCHILLENDE BERICHTEN

PUBLICATIONS LEGALES ET AVIS DIVERS

Wet van 29 maart 1962 (artikelen 9 en 21)

Loi du 29 mars 1962 (articles 9 et 21)

—
Stad Bilzen

Bijzonder plan van aanleg — Bericht van onderzoek

Het college van burgemeester en schepenen, overeenkomstig de bepalingen van artikel 21 op de wet van 29 maart 1962, gewijzigd bij de wetten van 22 april 1970 en 22 december 1970, houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en stedenbouw, brengt ter kennis dat een openbaar onderzoek wordt geopend betreffende het voorlopig aanvaard bijzonder plan van aanleg « Broekemveld-herziening en uitbreiding » te Bilzen.

De plannen opgesteld door Technum N.V. omvatten :

plan 1 : terreinopname;

plan 2 : juridische toestand;

plan 3 : bestemmingsplan en stedenbouwkundige voorschriften.

Deze zijn opgemaakt volgens de wettelijke bepalingen en door de gemeenteraad voorlopig aangenomen in vergadering van 11 oktober 1999.

Het bijzonder plan van aanleg ligt voor eenieder ter inzage in het stedelijk administratief centrum, dienst ruimtelijke ordening (tweede verdieping), Klokkestraat 1, te 3740 Bilzen, gedurende een termijn van dertig dagen, hetzij van 28 maart 2000 tot 28 april 2000. Dit alle werkdagen van 9 tot 12 uur en van 14 tot 16 uur, uitgezonderd de vrijdagmiddag.

Al wie omtrent dit plan bezwaren of opmerkingen heeft, moet dat schriftelijk aan het college van burgemeester en schepenen laten worden, uiterlijk op 28 april 2000, om 10 uur.

Bilzen, 21 maart 2000. (6615)

Aankondigingen – Annonces

—
VENNOOTSCHAPPEN – SOCIETES

—
**Gilliard, société anonyme,
rue du Rivage 89, 5100 Dave**

R.C. Namur 227

—
MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra au siège social le lundi 3 avril 2000, rue du Rivage 89, à 18 heures, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation du bilan et du compte de résultats arrêtés au 31 décembre 1999. 3. Affectation du résultat de l'exercice social 1999. 4. Décharge au conseil d'administration. 5. Divers. Pour assister à l'assemblée générale, les actionnaires sont invités à se conformer aux statuts. (6444)

Le conseil d'administration.

**Jules Goffard & fils, société anonyme,
rue d'Angleterre 47, 1060 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 3699 – T.V.A. 403.385.683

—
L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social le 3 avril 2000, à 11 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (6445)

—
**Imminfor, société anonyme,
rue de la Falize 54, 1480 Oisquercq**

—
Assemblée générale ordinaire le 3 avril 2000, à 11 heures, drève Pittoresque 50, à Rhode-Saint-Genèse. — Ordre du jour : 1. Lecture du rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Nominations d'administrateurs. Dépôt des titres au siège social avant le 27 mars 2000 (article 31 des statuts). (6446)

—
**Immo Bruyere, société anonyme,
chaussée de Renaix 131A, 7912 Frasnes-lez-Anvaing**

R.C. Tournai 77102 – T.V.A. 451.678.619

—
L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 3 avril 2000, à 16 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1999. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Démission et nomination d'administrateurs. 6. Divers. (6447)

—
**Immobilière Hanocq-Gevart, société anonyme,
rue G. Boël 17, 7100 La Louvière**

—
Assemblée générale extraordinaire le 5 avril 2000, à 15 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1999. 2. Affectation des résultats. 3. Décharge aux administrateurs. (6448)

—
**Jupiter Amumatic, société anonyme,
rue de la Poudrière 52-56, 1000 Bruxelles**

—
L'assemblée générale ordinaire se réunira le 4 avril 2000, à 15 heures, au siège social.

Ordre du jour :

1. Examen et approbation du rapport de gestion.
2. Examen et approbation des comptes annuels.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Démissions. Nominations.
6. Divers.

Il y a lieu de se conformer aux statuts.

(6449)

**L.C.C., société anonyme,
rue de la Falize 54, 1480 Oisquercq (Tubize)**

—
Assemblée générale ordinaire le 3 avril 2000, à 11 h 30 m, drève Pittoresque 50, à Rhode-Saint-Genèse. — Ordre du jour : 1. Lecture du rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Nominations d'administrateurs. Dépôt des titres au siège social avant le 1^{er} avril 2000. Article 32 des statuts. (6450)

**Lefim, société anonyme,
place de l'Abbaye 1, 5500 Dinant**

R.C. Dinant 39940

—
Une assemblée générale ordinaire se tiendra le 4 avril 2000, à 14 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1999. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (6451)

**Les Entreprises Demiddeleer, société anonyme,
rue W. Degouve de Nuncques 8, 1030 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 437055 – T.V.A. 421.524.881

—
L'assemblée générale ordinaire se réunira au Kasteelbrakelsesteenweg 596, à 1502 Lembeek, le mardi 4 avril 2000, à 14 heures. — Ordre du jour : 1. Présentation des comptes par les administrateurs. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Election statutaire. 6. Divers. (6452)

**Parking Saint-Paul, société anonyme,
place Saint-Paul 3B, à 4000 Liège**

R.C. Liège 121758 – T.V.A. 414.736.762

—
L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social le 4 avril 2000, à 11 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers.

Pour assister à l'assemblée, dépôt des titres au siège social, cinq jours avant la réunion. (6453)

**Pneus mosan, société anonyme,
route de Hannut 34, 5004 Bouge**

R.C. Namur 35535 – T.V.A. 401.410.942

—
L'assemblée générale ordinaire se réunira le 3 avril 2000, à 10 heures, au siège social, route de Hannut 34, 5004 Bouge. — Ordre du jour : 1. Rapports des administrateurs. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. (6454)

**« Recupa », Récupération de Papiers, société anonyme,
quai de l'Industrie 232, 1070 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 224948

—
MM. les actionnaires sont invités à assister à l'assemblée statutaire, qui se tiendra le 5 avril 2000, à 15 heures, au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant : 1. Lecture du rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1999. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Affectation des résultats. 5. Divers.

Pour assister à l'assemblée, MM. les actionnaires sont priés de se conformer aux statuts. (6455)

**Ricq Textiles, société anonyme,
chemin Hotelhoge 5, 7540 Rumillies**

R.C. Tournai 60379 – T.V.A. 424.925.920

—
L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social le 3 avril 2000, à 15 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Nominations et divers. Dépôt des titres au siège social, cinq jours francs avant la réunion. (6456)

**Foretrim, société anonyme,
rue du Broeck 89, 1070 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 405477 – T.V.A. 417.479.981

—
Assemblée générale ordinaire au siège social le 4 avril 2000, à 11 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1999. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Nominations et démissions d'administrateurs. 6. Divers. (6457)

**Financière industrielle belge F.I.B.S.A., société anonyme,
avenue Fr. Roosevelt 128, 1050 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 244096

—
Assemblée ordinaire le 5 avril 2000, à 15 heures, au siège social, avenue Fr. Roosevelt 128, à Ixelles. — Ordre du jour : rapport des administrateurs. Approbation des comptes sociaux. Décharge aux administrateurs. Se conformer à l'article 32 des statuts. (6458)

**Falema, société anonyme,
avenue Adolphe Lacomblé 59/61, 1030 Bruxelles**

—
Assemblée générale ordinaire au siège social le 3 avril 2000, à 14 heures. — Ordre du jour : 1. Lecture du rapport du conseil d'administration, ainsi que des comptes annuels. 2. Adoption des comptes annuels et de l'affectation des résultats. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Elections statutaires. 5. Divers. (6459)

**Etablissement Deville, société anonyme,
route de Virton 11, 6740 Etalle**

R.C. Arlon 7570

—
L'assemblée générale ordinaire se réunira le 3 avril 2000, à 17 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport des administrateurs. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (6460)

**Etablissements Pepin, Evrard & Cie, société anonyme,
rue de Septembre 8, 1370 Jodoigne**

R.C. Nivelles 74064 – T.V.A. 450.485.519

—
L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social le 4 avril 2000, à 18 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers.

Pour assister à l'assemblée, dépôt des titres au siège social, cinq jours francs avant la réunion. (6461)

**Comptoir foncier, société anonyme,
quai de la Batte 4, 4500 Huy**

R.C. Huy 23481

Assemblée générale ordinaire le 4 avril 2000, à 16 heures, au siège social. — Ordre du jour : Rapport du conseil d'administration. Examen et approbation du bilan. Décharge aux administrateurs. Affectation du résultat. Démissions et nominations d'administrateurs. (6462)

**Compagnie européenne immobilière, société anonyme,
rue Frédéric Pelletier 35, 1030 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 576806

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social le 4 avril 2000, à 18 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Nominations statutaires des administrateurs. 6. Divers. (6463)

**Chrishold, société anonyme,
rue de la Falize 54, 1480 Oisquerq**

Assemblée générale ordinaire le 3 avril 2000, à 12 heures, drève Pittoresque 50, à Rhode-Saint-Genèse. — Ordre du jour : 1. Lecture du rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Nominations d'administrateurs. Dépôt des titres au siège social avant le 31 mars 2000 (article 32 des statuts). (6464)

**Cheminées Peters, société anonyme,
avenue de Busleyden 59, 1020 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 7033 – T.V.A. 400.389.868

Assemblée générale du 5 avril 2000, à 15 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport verbal de gestion. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Nominations. 5. Divers. Dépôt des titres au siège social au plus tard le 31 mars 2000. (6465)

**Carodec, société anonyme,
chaussée de Wavre 1801, 1160 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 423634 – T.V.A. 419.955.758

L'assemblée générale ordinaire se tiendra le 4 avril 2000, à 18 h 30 m, au siège de la société. — Ordre du jour : Rapport du conseil d'administration. Approbation du bilan et du compte pertes et profits. Décharge à donner aux administrateurs. Divers. (6466)

**« S.A. Birtley N.V. », société anonyme, en liquidation,
avenue de Tervuren 32-36, btes 11-12, à 1040 Etterbeek**

R.C. Bruxelles 8052 – T.V.A. 402.942.849

Assemblée générale du mercredi 5 avril 2000, à 15 h 30 m, au siège social. — Ordre du jour : Rapport des liquidateurs. Présentation des comptes du deuxième exercice de liquidation clôturé au 31 décembre 1999. Divers. Pour assister se conformer à l'article 31 des statuts. (6467)

**« N.V. Belmar S.A. », société anonyme,
rue Emile Claus 49, bte 1, à 1050 Bruxelles**

MM. les actionnaires sont invités à assister à l'assemblée générale ordinaire du mercredi 5 avril 2000, à 15 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration et approbation du bilan et du compte de résultats arrêtés au 31 décembre 1999. 2. Affectation du résultat. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Divers. (6468)

**Transmétal, société anonyme,
rue J. Musch 28, 4053 Liège**

R.C. Liège 156606 – T.V.A. 427.762.971

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social le 4 avril 2000, à 10 h 30 m.

Ordre du jour :

1. Examen et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1999. Affectation des résultats.
2. Décharge aux administrateurs.
3. Divers. (6469)

**Tecno Matic, société anonyme,
rue Ch. Degroux 32, 1040 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 493662 – T.V.A. 431.376.519

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social le 4 avril 2000, à 10 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1999.
3. Répartition des résultats.
4. Décision quant à la poursuite des activités sociales en vertu des articles 103 et 104 des L.C.S.C.
5. Décharge au conseil d'administration. (6470)

**Socimex Belgium, société anonyme,
rue du Mont de l'Écaille 31, 7090 Ronquières**

Assemblée générale ordinaire le 3 avril 2000, à 10 h 45 m, drève Pittoresque 50, à Rhode-Saint-Genèse. — Ordre du jour : 1. Lecture du rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Nominations d'administrateurs. Dépôt des titres au siège social avant le 31 mars 2000. Article 32 des statuts. (6471)

**Snopp, société anonyme,
avenue Milcamps 177, 1030 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 364257 – T.V.A. 408.233.309

L'assemblée générale ordinaire se tiendra au siège social le 5 avril 2000, à 15 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration.
2. Approbation des comptes annuels.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Divers. (6472)

Sicotam, société anonyme,
avenue de la Chenaie 165, 1070 Bruxelles (Uccle)

R.C. Bruxelles 392706

L'assemblée générale ordinaire se tiendra le 5 avril 2000, à 10 heures, au siège social. — Ordre du jour : Rapports des administrateurs. Approbation du bilan et des comptes de résultats. Décharge aux administrateurs. Divers. Le dépôt des titres doit se faire, conformément aux statuts. (6473)

Servacrérations, société anonyme,
avenue Gonda 2, 4400 Flémalle

R.C. Liège 129557 – T.V.A. 417.876.493

Les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le mardi 4 avril 2000, à 11 heures, au siège social.

Ordre du jour :

1. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1999. 2. Affectation du résultat de l'exercice. 3. Décharge à donner aux administrateurs. 4. Divers.

Pour assister à cette assemblée, MM. les actionnaires devront se conformer aux statuts. (6474)

Covipa, société anonyme,
rue A. De Boeck 48, 1140 Bruxelles

R.C. Bruxelles 179312 – T.V.A. 401.840.316

Les actionnaires sont invités à participer à l'assemblée générale ordinaire du mercredi 5 avril 2000, à 14 heures, au siège social de la société. — Ordre du jour : 1. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1999. 2. Affectation du résultat. 3. Décharge à donner aux administrateurs. 4. Nominations statutaires. (6475)

Précision mosane, société anonyme,
rue des Bonnes Villes 54, 4020 Liège

T.V.A. 451.232.815

L'assemblée générale ordinaire se réunira le 5 avril 2000, à 10 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des bilan et comptes de résultat. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (6476)

ZB 22, société anonyme,
rue de Haerne 42, 1040 Bruxelles

R.C. Bruxelles 594002 – T.V.A. 455.653.738

MM. les actionnaires de la S.A. ZB 22 sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 5 avril 2000, à 18 heures, au siège social, avec l'ordre du jour suivant : 1. Lecture et commentaire du rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels arrêtés à la date du 31 décembre 1999. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (6477)

Seeben Informatic, société anonyme,
rue de Rechain 45, 4650 Chaineux

R.C. Verviers 58352 – T.V.A. 433.120.044

Convocation

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de notre société qui se tiendra en l'étude du notaire Alain Corne, résidant à Verviers, rue du Palais 122, le 5 avril 2000, à 10 h 30 m.

Ordre du jour :

1. a) Projet de fusion avec la société anonyme « DBM Synergy », dont le siège social est établi à 1080 Bruxelles, rue Potaerdegat 22/24, R.C. Bruxelles 560126.

Ladite société est dénommée ci-après « la société absorbée ».

b) Compte tenu du fait que la société « Seeben Informatic » détient l'intégralité des actions de la société « DBM Synergy », ni le rapport du conseil d'administration, ni le rapport du réviseur prescrits par l'article 174/3 L.C.S.C., ne doivent être établis.

2. Fusion par absorption de la société absorbée « DBM Synergy » par la société « Seeben Informatic », en exécution de l'article 174/24 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales par la transmission à cette dernière de la totalité du patrimoine actif et passif de la société absorbée.

Compte tenu de ce que l'opération se situe dans le cadre de l'article susvauté, il n'y a aucun rapport d'échange et l'opération n'entraîne pas de création d'actions nouvelles ni d'augmentation de capital de la société absorbante.

3. Constatation de la réalisation effective de la fusion.

4. Augmentation de capital à concurrence d'une somme de quatre-vingt-quatre mille neuf cent septante-cinq (84 975) francs pour le porter de dix millions (10 000 000) de francs à deux cent cinquante mille (250 000) euro, par incorporation au capital de ladite somme, prélevée sur les bénéfices reportés de la société.

Cette augmentation est réalisée sans création d'actions nouvelles.

5. Constatation de la réalisation effective de l'augmentation de capital.

6. Modification des articles 5 et 6 des statuts pour les mettre en concordance avec le nouveau montant du capital.

7. Changement de la dénomination sociale, et modification en conséquence de l'article 1^{er} des statuts.

8. Modification de l'article 20 des statuts en ce qui concerne l'heure de l'assemblée générale annuelle.

9. Nomination d'un nouvel administrateur.

10. Pouvoirs à conférer au conseil d'administration.

Pour assister à l'assemblée, vous êtes priés de vous conformer aux dispositions de l'article 22 des statuts. (6478)

Le conseil d'administration.

Biocode, société anonyme,
rue Ernest Solvay 101, 4000 Liège (Sclessin)

R.C. Liège 167414 – T.V.A. 436.921.949

Une assemblée générale extraordinaire se tiendra le mercredi 5 avril 2000, à 11 h 30 m, en l'étude de Me Deliège, rue Neuve 6, à 4032 Chênée.

Ordre du jour :

I. Rapport du conseil d'administration et rapport du réviseur d'entreprise sur la suppression proposée du droit de souscription préférentielle.

II. Augmentation de capital.

1. Augmentation du capital social à concurrence de trois millions d'euros (€ 3 000 000) à trois millions huit cent six mille deux cents euros (€ 3 806 200) par la création de seize mille quatre cent dix (16 410) actions nouvelles sans désignation de valeur nominale, à souscrire en numéraire au prix de cent quatre-vingt-deux euros huit cent quinze eurocents (€ 182,815) arrondis à trois millions huit cent six mille deux cents euros (€ 3 806 200) pour seize mille quatre cent dix (16 410) actions et à libérer immédiatement à concurrence de la totalité.

2. Suppression du droit de souscription préférentielle.
 3. Souscription et libération de l'augmentation de capital par SRIW et E-Capital.
 4. Constatation de la réalisation effective de l'augmentation de capital.
 5. En conséquence de ce qui précède, modification des articles 5 et 5bis des statuts.
- III. Modification des statuts sociaux.
- IV. Nomination. (6479)

**Vandek, naamloze vennootschap,
Kortrijksesteenweg 1101, te 9051 Gent (Sint-Denijs-Westrem)**

Jaarvergadering d.d. 3 april 2000, om 15 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Voorlezen van en goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de raad van bestuur. (6480)

**Marketing Research Consultants, naamloze vennootschap,
Lammekensstraat 75, 2140 Antwerpen (Borgerhout)**

H.R. Antwerpen 281449 – BTW 442.887.548

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 3 april 2000, te 14 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Allerlei. (6481)

**Bouwmaterialen A. De Rocker, naamloze vennootschap,
Gentbruggestraat 140, te 9040 Sint-Amandsberg**

Jaarvergadering d.d. 3 april 2000, om 14 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Voorlezen van en goedkeuring van de jaarrekening.
3. Toewijzing van het resultaat.
4. Kwijting aan de raad van bestuur. (6482)

**Eke, naamloze vennootschap,
Apostelhuizen 26H-I-J, 9000 Gent**

Jaarvergadering op de zetel, op 3 april 2000, te 10 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de raad van bestuur. (6483)

**Immotini, naamloze vennootschap,
Kerrebroek 66B, 9850 Nevele**

H.R. Gent 153430

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 3 april 2000, te 9 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. (6484)

**Cools Gas, naamloze vennootschap,
3^e Industriezone, 9320 Erembodegem**

H.R. Aalst 51259 – BTW 422.997.697

De jaarvergadering zal gehouden worden op 5 april 2000, te 17 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. (6485)

**Residentie Spanjeberg, naamloze vennootschap,
Brusselsesteenweg 544, 1731 Asse**

H.R. Brussel 614999

Bijzondere algemene vergadering op 3 april 2000, om 18 uur.

Dagorde :

1. Toepassing van art. 103 en/of art. 104 S.W.H.V.
2. Uitnodiging tot de algemene vergadering van 28 juni 2000, om 10 uur, met de volgende dagorde :
 - 1° Verslag van de raad van bestuur.
 - 2° Goedkeuring van de jaarrekening.
 - 3° Bestemming van het resultaat.
 - 4° Beslissing te nemen i.v.m. art. 103 en/of art. 104 S.W.H.V.
 - 5° Kwijting aan bestuurders.
 - 6° Varia. (6487)

**« Bouwbedrijf De Braekeleir », naamloze vennootschap,
Simon de Mirabellostraat 25, te 9000 Gent**

Jaarvergadering d.d. 3 april 2000, om 19 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Voorlezen van en goedkeuring van de jaarrekening.
3. Toewijzing van het resultaat.
4. Kwijting aan de raad van bestuur. (6488)

**Drongen-Park, naamloze vennootschap,
Immogranit Building, Industriepark 2H, te 9031 Gent (Drongen)**

Jaarvergadering d.d. 3 april 2000, om 16 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Voorlezen van en goedkeuring van de jaarrekening.
3. Toewijzing van het resultaat.
4. Kwijting aan de raad van bestuur. (6489)

**Koepoortkaai, naamloze vennootschap,
Immogranit Building, Industriepark 2H, 9031 Drongen**

Jaarvergadering d.d. 3 april 2000, om 12 uur, op de maatschappelijke zetel.

Dagorde :

1. Verslag raad van bestuur.
2. Voorlezen van en goedkeuring van de jaarrekening.
3. Toewijzing van het resultaat.
4. Kwijting aan de raad van bestuur. (6490)

**Naamloze Verzekeringsmaatschappij Arfin,
Steenstraat 103, 2180 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 165799

Overeenkomstig artikel 22 van de statuten, worden de aandeelhouders uitgenodigd om de gewone algemene vergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op 4 april 2000, te 16 uur, op de maatschappelijke zetel.

Dagorde :

1. Verslagen van de raad van bestuurders en commissaris-revisor.
2. Nazicht en goedkeuring van balans en resultatenrekening.
3. Bespreking winstverdeling.
4. Kwijting te geven aan bestuurders en commissaris-revisor.
5. Benoeming commissaris.
6. Allerlei.

Om tot de algemene vergadering te worden toegelaten, moeten de aandeelhouders zich gedragen overeenkomstig artikel 26 van de statuten. (6491)

**Arfin Immo, naamloze vennootschap,
Steenstraat 103, 2180 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 313951

Overeenkomstig artikel 22 van de statuten, worden de aandeelhouders uitgenodigd om de gewone algemene vergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op 4 april 2000, te 16 uur, op de maatschappelijke zetel.

Dagorde :

1. Verslagen van de raad van bestuur.
2. Nazicht en goedkeuring van balans en resultatenrekening.
3. Bespreking winstverdeling.
4. Kwijting te geven aan bestuurders.
5. Allerlei.

Om tot de algemene vergadering te worden toegelaten, moeten de aandeelhouders zich gedragen overeenkomstig artikel 26 van de statuten. (6492)

« Anciens Etablissements Beyltjens & Co », naamloze vennootschap

Jaarlijkse algemene vergadering, op de sociale zetel, Italiëlei 12, 2000 Antwerpen, op 4 april 2000, te 15 uur. — Dagorde : Verslagen der bestuurders en commissaris. Goedkeuring van balans en verlies- en winstrekening. Ontlasting aan bestuurders en commissaris. Winstverdeling. Diversen. Om deze vergadering bij te wonen : neerlegging der aandelen ten minste vijf dagen vóór de algemene vergadering op de maatschappelijke zetel. (6493)

**Naamloze Vennootschap Amys & zonen,
Louis Van Beverenstraat 63, te 1500 Halle**

Gewone algemene vergadering op de sociale zetel, Louis Van Beverenstraat 63, te 1500 Halle, op 3 april 2000, te 15 uur. — Agenda : 1. Jaarverslag. 2. Bespreking van de jaarrekening. 3. Goedkeuring van de jaarrekening. 4. Kwijting aan de bestuurders.

Neerlegging der titels, vijf dagen vóór de vergadering, op de sociale zetel. (6494)

**Micheldenolf, naamloze vennootschap,
Oostendesteeweg 143, 8480 Ichtegem**

H.R. Oostende 38599 – BTW 424.754.981

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 3 april 2000, te 15 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1999. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Allerlei. (6495)

**Margimmo, naamloze vennootschap,
Doorniksesteenweg 61bis, 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 109983

Jaarvergadering op de zetel, op 3 april 2000, te 11 uur, met als agenda : 1. Jaarverslag. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1999. 3. Kwijting aan bestuurders. Zich schikken naar de statuten. (6496)

**Lederwarenhuis Noteboom, naamloze vennootschap,
Smedenstraat 32-34, 8000 Brugge**

H.R. Brugge 2160 – BTW 405.129.804

Algemene vergadering in de zetel van de vennootschap, op maandag 3 april 2000, om 15 uur. — Agenda : Jaarverslag. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1999. Statutaire kwijting. Diverse. Zich schikken naar de statutaire bepalingen. (6497)

**Kantoor Vanbelle, naamloze vennootschap,
Saffierlaan 2, 1640 Sint-Genesius-Rode**

De jaarvergadering zal gehouden worden op 3 april 2000, te 12 u. 30 m., Schilderachtigedreef 50, 1640 Sint-Genesius-Rode.

Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1999. 3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Benoeming bestuurders.

Aandelen op de zetel neerleggen vóór 1 april (artikel 32 der statuten). (6498)

**Imminfor, naamloze vennootschap,
Schilderachtigedreef 50, 1640 Sint-Genesius-Rode**

De jaarvergadering zal gehouden worden op 3 april 2000, te 13 u. 30 m., in het kantoor van de notaris J.P. Vernimmen, Zoniënlaan 252, 1640 Sint-Genesius-Rode.

Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1999. 3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Benoeming bestuurders.

Aandelen neerleggen vóór 31 maart (artikel 32 der statuten) in de agentschappen Archimède, Archimèdestraat 7, of Marnix, Marnixlaan 24, te 1000 Brussel, van de Bank Brussel Lambert N.V. (6499).

**« Golf du Pré des Béguines », naamloze vennootschap,
Schilderachtigedreef 50, 1640 Sint-Genesius-Rode**

De jaarvergadering zal gehouden worden op 3 april 2000, te 14 uur, in het kantoor van de notaris J.P. Vernimmen, Zoniënlaan 252, 1640 Sint-Genesius-Rode.

Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1999. 3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Benoeming bestuurders.

Aandelen neerleggen vóór 31 maart (artikel 32 der statuten) in de agentschappen Archimède, Archimèdestraat 7, of Marnix, Marnixlaan 24, te 1000 Brussel, van de Bank Brussel Lambert N.V. (6500).

**« Getco », naamloze vennootschap,
Doorniksesteenweg 61bis, 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 123866

Jaarvergadering op de zetel, op 5 april 2000, te 9 uur, met als agenda :
1. Jaarverslag. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1999.
3. Kwijting aan bestuurders. Zich schikken naar de statuten. (6501)

**Frans Verachtert, Algemene Hout- en Bouwonderneming,
naamloze vennootschap, Belgiëlaan 60, 2200 Herentals**

H.R. Turnhout 19645 – BTW 404.114.074

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 3 april 2000, te 15 uur.

Dagorde :

1. Verslagen van bestuurders. 2. Goedkeuring der jaarrekeningen.
3. Aanwending van het resultaat. 4. Ontlasting aan bestuurders.
5. Varia. Voor wat het bijwonen van de vergadering betreft, worden de
aandeelhouders verzocht zich te schikken naar de voorschriften van de
statuten. (6502)

**E.F.B.E., naamloze vennootschap,
Sint-Lambertuslaan 44, 2812 Muizen**

Gewone algemene vergadering, op de maatschappelijke zetel, op 3 april 2000, te 11 uur. — Dagorde : 1. Lezing van het verslag van de raad van bestuur en van de jaarrekening. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 30 november 1999. 3. Aanwending van het maatschappelijk resultaat. 4. Ontlasting aan de bestuurders. (6503)

**Deverka, naamloze vennootschap,
Kerkestruikstraat 19, 8870 Izegem**

H.R. Kortrijk 117605 – BTW 436.731.711

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 4 april 2000, te 15 uur. — Dagorde : 1. Nazicht verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Diversen. (6504)

**Deschacht gebroeders, naamloze vennootschap,
Torhoutsesteenweg 306, 8210 Zeldegem (Zedelgem)**

H.R. Oostende 31442 – BTW 414.391.918

Algemene vergadering in de zetel van de vennootschap, op maandag 3 april 2000, om 10 uur. — Agenda : Jaarverslag en verslag van de commissaris-revisor. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1999. Statutaire kwijting. Diverse. Zich schikken naar de statutaire bepalingen. (6505)

**C. Market, naamloze vennootschap,
Residentie Esplanade, Eugène Keymplein 83, 1170 Brussel**

H.R. Brussel 599390 – BTW 456.220.296

Jaarvergadering op 3 april 2000, te 15 uur, op de zetel. — Dagorde : 1. Verslag van bestuurders. 2. Balans en resultatenrekening. 3. Kwijting aan bestuurders. 4. Verschillende. (6506)

**Binolux, naamloze vennootschap,
Brugsesteenweg 221, 8520 Kuurne**

H.R. Kortrijk 91682 – BTW 416.094.663

Jaarvergadering op de zetel, op 4 april 2000, te 14 uur. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1999. 3. Bestemming resultaat. 4. Benoeming en ontslag bestuurders. 5. Kwijting bestuurders. (6507)

**Beltrom, naamloze vennootschap,
Plassendale 10, 8460 Oudenburg**

H.R. Oostende 15084 – BTW 405.241.353

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 4 april 2000, te 15 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. (6508)

**Vanbelle, naamloze vennootschap,
Smaragdlaan 25, 1640 Sint-Genesius-Rode**

De jaarvergadering zal gehouden worden op 3 april 2000, om 13 uur, Schilderachtigedreef 50, 1640 Sint-Genesius-Rode.

Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1999. 3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Benoeming bestuurders.

Aandelen ten zetel neerleggen vóór 1 april (art. 32 der statuten). (6509)

**Vakrma, naamloze vennootschap,
Iepersestraat 382, 8800 Roeselare**

H.R. Kortrijk 117492 — NN 436.655.101

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 4 april 2000, te 15 uur. — Dagorde : 1. Nazicht verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Diversen. (6510)

**V.L.A.G., naamloze vennootschap,
Marktstraat 40, 1745 Opwijk**

H.R. Brussel 390773 – BTW 414.906.513

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 3 april 2000, te 11 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. (6511)

**Tissages Bruggeman, naamloze vennootschap,
Lindenstraat 91, 9100 Sint-Niklaas-Waas**

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 5 april 2000, te 14 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur en commissaris. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders en commissaris. 5. Verlening mandaten bestuurders. Afgifte der titels, vijf dagen vóór de vergadering ten zetel. (6512)

**Serena, naamloze vennootschap,
Schilderachtigedreef 50, 1640 Sint-Genesius-Rode**

De jaarvergadering zal gehouden worden op 3 april 2000, om 9 uur, in het kantoor van de notaris J.P. Vernimmen, Zoniënwoodlaan 252, 1640 Sint-Genesius-Rode.

Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1999. 3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Benoeming van bestuurders.

Aandelen neerleggen vóór 29 maart (art. 32 van de statuten) in de agentschappen Archimède, Archimèdestraat 7 of Marnix, Marnixlaan 24, te 1000 Brussel, van de Bank Brussel Lambert N.V. (6513)

**Roelens, naamloze vennootschap,
Laagstraat 38, 9140 Temse**

H.R. Sint-Niklaas 161842 – BTW 404.272.739

De jaarvergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op 3 april 2000, te 10 uur. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten. (6514)

**Velda, naamloze vennootschap,
Lokerenbaan 131, 9240 Zele**

H.R. Dendermonde 4784 – BTW 400.186.069

Jaarvergadering op 4 april 2000, te 14 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : Verslag raad van bestuur en van de commissaris-revisor. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1999. Bestemming resultaat. Kwijting aan de leden van de raad van bestuur en de commissaris-revisor. Benoemingen. Allerlei. (6515)

**President Groep Antwerpen, naamloze vennootschap, in vereffening,
te 2970 's-Gravenwezel**

H.R. Antwerpen 220710

De gewone algemene vergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, Narcissenlaan 8, te 2970 's-Gravenwezel, op 4 april 2000, te 10 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de vereffenaar. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Aanwending van de resultaten. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Kwijting aan de vereffenaars. Om toegelaten te worden tot de vergadering, zich schikken naar artikel 26 der statuten. (6516)

**Associated Weavers International, naamloze vennootschap,
Industriezone, steenweg op Ninove, po Box 148, 9600 Ronse**

H.R. Oudenaarde 28923

De raad van bestuur van Associated Weavers International N.V. heeft de eer haar aandeelhouders uit te nodigen tot het bijwonen van de gewone algemene vergadering die zal gehouden worden op 3 april 2000, om 15 uur, op de maatschappelijke zetel van de vennootschap, met de volgende agenda en voorstellen tot besluit.

Agenda :

1. Bespreking van het jaarverslag van de raad van bestuur en het verslag van de commissaris-revisor over de verrichtingen van het boekjaar afgesloten op 30 november 1999, en mededeling van de geconsolideerde jaarrekening.

2. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30 november 1999 en bestemming van het resultaat.

Voorstel van besluit : de vergadering keurt de jaarrekening afgesloten op 30 november 1999 goed alsmede de ingesloten resultaatbestemming.

3. Kwijting aan de leden van de raad van bestuur en aan de commissaris-revisor.

Voorstel tot besluit : de vergadering verleent bij afzonderlijke stemming kwijting aan de bestuurders en de commissaris-revisor die gedurende het boekjaar 1999 in functie waren, voor hun verrichtingen tijdens dit boekjaar.

4. Bevestiging van de benoeming van de heer J. Taylor als bestuurder ter vervanging van de heer N. Verfaillie.

Teneinde te kunnen deelnemen aan deze jaarvergadering worden de aandeelhouders verzocht zich te schikken naar artikel 29 van de statuten. Houders van aandelen op naam dienen minstens drie werkdagen voorafgaand aan de jaarvergadering aan de raad van bestuur hun inzicht te kennen geven de jaarvergadering bij te wonen. De houders van aandelen aan toonder dienen minstens drie werkdagen voorafgaand aan de jaarvergadering hun aandelen neer te leggen op de zetel van de vennootschap of bij de agentschappen van de Bank Degroof, de Generale Bank of de Kredietbank. Zij worden tot de jaarvergadering toegelaten op voorlegging van een attest van de vennootschap of van de bank waaruit blijkt dat de aandelen werden neergelegd.

De aandeelhouders die zich willen laten vertegenwoordigen door een volmachtouder, al dan niet aandeelhouder, dienen hun volmacht schriftelijk, per brief of fax, te laten toekomen op de zetel van de vennootschap binnen dezelfde termijn. Volmachtformulieren zijn ter beschikking op de zetel van de vennootschap. (6517)

De raad van bestuur.

**Oesterpark P. Devriendt, naamloze vennootschap,
Oude Wenduinsteenweg 16, 8370 Blankenberge**

H.R. Brugge 75826 – BTW 447.423.980

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 4 april 2000, te 14 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. (6518)

**Palmex, naamloze vennootschap,
Bruyndonckxstraat 72, 1780 Wemmel**

H.R. Brussel 94962 – BTW 402.093.704

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering van 4 april 2000, om 15 uur, op de sociale zetel, bij te wonen. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekeningen. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Ontslag aan de bestuurders en herbenoeming. 5. Diversen. De aandeelhouders moeten zich schikken aan de statuten. (6519)

**Holding Dega, naamloze vennootschap,
Molenbeekvoetweg 1, 1850 Grimbergen**

H.R. Brussel 556547 — NN 446.669.855

Algemene vergadering op 11 april 2000, om 20 uur, op de zetel van de vennootschap. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de vergoeding voor de bestuurders. 3. Goedkeuring van de jaarrekening. 4. Goedkeuring van de bestemming van het resultaat. 5. Kwijting aan de bestuurders. 6. Benoeming bestuurders. 7. Rondvraag. (6520)

**Guima, naamloze vennootschap,
Sint-Annastraat 58A, 3090 Overijse**

H.R. Brussel 452843

Algemene vergadering op 11 april 2000, om 15 uur, op de maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1999. 3. Ontlasting bestuurders. 4. Verscheidene. (6521)

**Elex, naamloze vennootschap,
Bosquetstraat 45, 1060 Brussel**

H.R. Brussel 372545 – BTW 412.560.004

Algemene vergadering op 11 april 2000, om 10 uur, op de sociale zetel. — Dagorde : 1. Jaarverslag en verslag van de toezichter. 2. Goedkeuring der jaar- en resultatenrekening. 3. Ontlasting aan bestuurders en toezichters. 4. Herbenoemingen. 5. Varia. Neerlegging der titels volgens de statuten. (6522)

**Interinvest, société anonyme,
rue du Saule 33, à 4450 Juprelle**

R.C. Liège 173688 — NN 441.526.479

Assemblée générale ordinaire le 11 avril 2000, à 11 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels et des résultats. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Démission/nomination administrateur. 6. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (6523)

**Service Fruits Import-Export, société anonyme,
rue des Poiriers 5, à 5030 Gembloux**

R.C. Namur 68825 – T.V.A. 416.329.740

Assemblée générale ordinaire le 11 avril 2000, à 15 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1999. 2. Affectation des résultats. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (6524)

**Maluga, société anonyme,
Tienne de Peuthy 13, 1380 Lasne**

R.C. Nivelles 77579 – T.V.A. 428.889.161

Assemblée générale ordinaire le 11 avril 2000, à 18 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels et des résultats et de leurs annexes arrêtés au 30 novembre 1999. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Se conformer à l'article 25 des statuts. (6525)

**Sapy, société anonyme,
chaussée de Louvain 467, 1030 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 113629 — NN 402.629.380

Assemblée générale ordinaire le 11 avril 2000, à 11 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels et des résultats. 3. Affectation du résultat. 4. Nomination et décharge aux administrateurs. 5. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (6526)

Abac-Systems, société anonyme, à Bruxelles

R.C. Bruxelles 456815 – T.V.A. 425.172.279

Assemblée générale ordinaire le 11 avril 2000, à 11 heures, au siège social, rue de Flandre 75, à 1000 Bruxelles. — Ordre du jour : 1. Rapport spécial du conseil d'administration en application de l'article 103 des lois commerciales. 2. Délibération de l'assemblée sur la poursuite des activités. 3. Rapport de gestion du conseil d'administration sur l'exercice 1999. 4. Rapport de contrôle du commissaire-réviseur. 5. Approbation des comptes annuels. 6. Démissions et nominations statutaires. 7. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (6527)

**Société des Marchés extérieurs,
en abrégé : « Somex », société anonyme,
avenue des Arts 1-2, 1210 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 326367 – T.V.A. 402.178.232

L'assemblée générale ordinaire se tiendra le mardi 11 avril 2000, à 15 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Lecture à l'assemblée du rapport du conseil d'administration. 2. Examen et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1999. 3. Affectation du résultat. 4. Attribution d'émoluments. 5. Décharge aux administrateurs. 6. Renouvellement mandats d'administrateurs. 7. Divers. (6528)

**Record King, société anonyme,
rue Saint-Denis 276, 1190 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 45532 – T.V.A. 403.033.416

Les actionnaires sont convoqués à l'assemblée générale qui se tiendra au siège social, le 11 avril 2000, à 15 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport annuel du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Décharge aux administrateurs et commissaire-réviseur. 4. Renouvellement des mandats des administrateurs. 5. Divers. Les actionnaires sont priés de se conformer aux stipulations des statuts. (6529)

**Chemitex, société anonyme,
à 1050 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 363735 – T.V.A. 407.685.456

Assemblée générale ordinaire le 12 avril 2000, à 9 heures, au siège social, avenue Louise 221, bte 4. — Ordre du jour : 1. Approbation des comptes annuels et comptes de résultats au 31 décembre 1999. Décharge aux administrateurs. 3. Nominations statutaires. 4. Divers. (6530)

**La Pierre de Rosette, société anonyme,
rue Emile Banning 120, à 1050 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 548660 – T.V.A. 444.908.514

Assemblée générale ordinaire le 12 avril 2000, à 18 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Lecture du rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1999. 3. Décharge donnée aux administrateurs délégués ainsi qu'aux autres administrateurs. 4. Affectation à donner au résultat de l'exercice. (6531)

**Admiro, société anonyme,
à 1050 Bruxelles**R.C. Bruxelles 373222 – T.V.A. 412.443.010
—

Assemblée générale ordinaire le 12 avril 2000, à 11 heures, au siège social, avenue Louise 221, bte 4. — Ordre du jour : 1. Approbation des comptes annuels et compte de résultats au 31 décembre 1999. 2. Décharge aux administrateurs. 3. Nominations statutaires. 4. Divers. (6532)

**K. Group, société anonyme,
à 1050 Bruxelles**R.C. Bruxelles 498091 – T.V.A. 432.453.120
—

Assemblée générale ordinaire le 12 avril 2000, à 12 h 30 m, au siège social, avenue Louise 221, bte 4. — Ordre du jour : 1. Approbation des comptes annuels et compte de résultats au 31 décembre 1999. 2. Décharge aux administrateurs. 3. Nominations statutaires. 4. Divers. (6533)

**K. Holding, société anonyme,
à 1050 Bruxelles**R.C. Bruxelles 548849 – T.V.A. 438.632.812
—

Assemblée générale ordinaire le 12 avril 2000, à 10 heures, au siège social, avenue Louise 221, bte 4. — Ordre du jour : 1. Approbation des comptes annuels et compte de résultats au 31 décembre 1999. 2. Décharge aux administrateurs. 3. Nominations statutaires. 4. Divers. (6534)

**K. Finance, société anonyme,
à 1050 Bruxelles**R.C. Bruxelles 571031 – T.V.A. 448.586.002
—

Assemblée générale ordinaire le 12 avril 2000, à 12 heures, au siège social, avenue Louise 221, bte 4. — Ordre du jour : 1. Approbation des comptes annuels et compte de résultats au 31 décembre 1999. 2. Décharge aux administrateurs. 3. Nominations statutaires. 4. Divers. (6535)

**Etablissements Meuter-Titra, société anonyme,
rue Verte 69, à Saint-Josse-ten-Noode**R.C. Bruxelles 247621 – T.V.A. 402.229.108
—

Assemblée générale ordinaire le 4 avril 2000, à 15 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes de 1999. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Démission et nomination. 6. Divers. (6536)

Carsambre, société anonyme, en liquidationR.C. Nivelles 65849 – T.V.A. 402.546.238
—

Assemblée générale le mardi 11 avril 2000, à 11 h 30 m, au siège social, rue Charles Dubois 28, à 1342 Ottignies-Louvain-la-Neuve. — Ordre du jour : 1. Rapport des liquidateurs sur l'évolution de la liquidation. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1999. 3. Décharge aux liquidateurs. Dépôt des actions au siège social au plus tard trois jours avant la date de l'assemblée générale. (6537)

**"Compagnie d'Entreprises CFE",
en néerlandais : "Aannemingsmaatschappij CFE",
en abrégé : "CFE", société anonyme**Siège social : Auderghem (1160 Bruxelles),
avenue Herrmann-Debroux 40-42R.C. Bruxelles 906 — T.V.A. 400.464.795.
—*Avis aux actionnaires*

Les actionnaires de la société anonyme "Compagnie d'Entreprises CFE", en néerlandais "Aannemingsmaatschappij CFE", en abrégé : "CFE", dont le siège social est établi à Auderghem (1160 Bruxelles), avenue Herrmann-Debroux 40-42, sont priés d'assister à l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra au siège social à Auderghem (1160 Bruxelles), avenue Herrmann-Debroux 40-42, le lundi 3 avril 2000, à 11 h 30 m, avec l'ordre du jour suivant :

1. Rapport du conseil d'administration, établi conformément à l'article 33bis, paragraphe deux, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, sur la proposition de renouvellement du capital autorisé.

2. Proposition faisant l'objet de la première résolution :

Proposition de renouveler, pour une durée de cinq ans, l'autorisation octroyée au conseil d'administration, d'augmenter en une ou plusieurs fois le capital social à concurrence d'un montant maximum de sept cent cinquante-six millions de francs.

3. Proposition faisant l'objet de la seconde résolution :

Proposition de modifier les statuts, comme suit :

Article quatre :

Remplacer les deux derniers alinéas relatifs au capital autorisé, par le texte suivant :

"Le conseil d'administration est autorisé à augmenter, en une ou plusieurs fois, le capital social à concurrence d'un montant maximum de sept cent cinquante-six millions de francs. Dans cette limite, le conseil d'administration peut décider d'augmenter le capital par voie d'apports en numéraire ou ne consistant pas en numéraire, par incorporation de réserve, avec ou sans l'émission de titres nouveaux.

Cette autorisation est conférée au conseil d'administration pour une nouvelle durée de cinq ans prenant cours à dater de la publication au *Moniteur belge* de la modification aux statuts décidée par l'assemblée générale des actionnaires du trois avril deux mille. Elle peut être renouvelée une ou plusieurs fois, conformément aux dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales."

Article vingt-sept :

Remplacer le texte du premier alinéa par le texte suivant :

"Pour assister à l'assemblée générale ou pour s'y faire représenter par un mandataire, les formalités suivantes doivent être accomplies :

les propriétaires d'actions au porteur doivent produire un certificat constatant le dépôt de leurs titres, trois jours ouvrables au moins avant l'assemblée générale, au siège social ou auprès des établissements désignés dans les avis de convocation;

les propriétaires d'actions nominatives doivent être inscrits dans le registre des actions nominatives de la société, au moins trois jours ouvrables avant l'assemblée générale."

Pour assister à cette assemblée ou s'y faire représenter les actionnaires voudront bien se conformer à l'article 27 des statuts.

Le dépôt des titres au porteur doit se faire au plus tard le jeudi 30 mars 2000, soit au siège social, soit au siège de la "Fortis Banque", Montagne du Parc 3, à Bruxelles, soit au siège de la "Banque Degroof", rue de l'Industrie 44, à Bruxelles.

(6538) Le conseil d'administration.

**"Aannemingsmaatschappij CFE",
in het Frans : "Compagnie d'Entreprises CFE",
afgekort : "CFE" naamloze vennootschap**

Zetel : Oudergem (1160 Brussel), Herrmann-Debrouxlaan 40-42

H.R. Brussel 906 — BTW 400.464.795.

Bericht aan de aandeelhouders

De aandeelhouders van de naamloze vennootschap "Aannemingsmaatschappij CFE", in het Frans "Compagnie d'Entreprises CFE", afgekort "CFE", waarvan de zetel gevestigd is te Oudergem (1160 Brussel), Herrmann-Debrouxlaan 40-42, worden verzocht de buitengewone algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden in de maatschappelijke zetel te Oudergem (1160 Brussel), Herrmann-Debrouxlaan 40-42, op maandag 3 april 2000, om 11 u. 30 m., met de hieronder vermelde agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur opgesteld overeenkomstig artikel 33bis, § twee, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, over het voorstel tot vernieuwing van het toegestane kapitaal.

2. Voorstel dat het ontwerp van het eerste besluit uitmaakt :

Voorstel om, voor een periode van vijf jaar, de bevoegdheid verleend aan de raad van bestuur, om het maatschappelijk kapitaal in een of meer malen te verhogen ten belopen van een maximum bedrag van zeventien miljoen frank, te hernieuwen.

3. Voorstel dat het ontwerp van het tweede besluit uitmaakt :

Voorstel om de statuten te wijzigen, als volgt :

Artikel vier :

De twee laatste alinea's, betreffende het toegestane kapitaal, door de volgende tekst te vervangen :

"De raad van bestuur is bevoegd om het maatschappelijk kapitaal, in één of meer malen, tot een maximum bedrag van zeventien miljoen frank te verhogen. Binnen deze grens kan de raad van bestuur het kapitaal verhogen bij wijze van geldelijke of niet geldelijke inbrengen, door omzetting van reserves, met of zonder uitgifte van nieuwe effecten.

Deze machtiging wordt aan de raad van bestuur verleend voor een nieuwe periode van vijf jaar, te beginnen vanaf de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van de statutenwijziging, beslist door de algemene vergadering van aandeelhouders, van drie april tweeduizend. Ze kan één of meerdere keren hernieuwd worden overeenkomstig de bepalingen van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen."

Artikel zevenentwintig :

De tekst van de eerste alinea te vervangen door de volgende tekst :

"Om de algemene vergadering te kunnen bijwonen of om zich hierop te laten vertegenwoordigen door een lasthebber, moeten de hierna vermelde formaliteiten vervuld worden :

de eigenaars van aandelen aan toonder moeten ten minste drie werkdagen voor de algemene vergadering bij de maatschappelijke zetel of bij de instellingen vermeld in de oproepingsbrief, een attest voorleggen dat het deponeren van hun effecten vaststelt;

de eigenaars van aandelen op naam moeten worden ingeschreven in het register van de aandelen op naam van de vennootschap en dit ten minste drie werkdagen voor de algemene vergadering."

De aandeelhouders die deze vergadering wensen bij te wonen of zich op deze vergadering wensen te laten vertegenwoordigen, gelieve zich te schikken naar de bepalingen van artikel 27 van de statuten.

Het deponeren van de aandelen aan toonder moet gebeuren ten laatste op donderdag 30 maart 2000, of bij de zetel van de vennootschap, of bij de zetel van "Fortis Bank", Warandeborg 3, te Brussel, of bij de zetel van "Bank Degroof", Nijverheidstraat 44, te Brussel. (6538)

De raad van bestuur.

Métiers du Bois, société anonyme, à Charleroi

R.C. Charleroi 5037

L'assemblée générale ordinaire se tiendra le 28 avril 2000, à 18 heures, au siège social, chaussée de Bruxelles 233, à 6042 Charleroi.

Ordre du jour :

1. Rapport du conseil d'administration.
 2. Approbation du bilan et du compte de résultats.
 3. Décharge à donner aux administrateurs.
 4. Divers.
- Dépôt des titres au siège social cinq jours francs avant l'assemblée. (6539)

**Prima Service Center, naamloze vennootschap,
Nierstraat 28, 3590 Diepenbeek**

H.R. Hasselt 66518 – BTW 425.590.171

Algemene vergadering : 3 april 2000, om 20 uur.

Dagorde :

1. Verslag bestuurders.
2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Aanwending van het resultaat.
4. Ontlasting bestuurders.
5. Varia. (6540)

**Geyskens en kinderen, naamloze vennootschap,
Pastoriestraat 13, 3272 Testelt**

H.R. Leuven 712 – BTW 400.947.520

Algemene vergadering : 7 april 2000, om 17 uur.

Dagorde :

1. Verslag bestuurders.
2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Aanwending van het resultaat.
4. Ontlasting bestuurders.
5. Varia. (6541)

**Limaru, naamloze vennootschap,
Rooierlee 6, 3670 Meeuwen**

H.R. Tongeren 73273 – BTW 449.633.305

Algemene vergadering : 17 april 2000, om 10 uur.

Dagorde :

1. Verslag bestuurders.
2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Aanwending van het resultaat.
4. Ontlasting bestuurders.
5. Varia. (6542)

**Fresinvest, naamloze vennootschap,
Nijverheidsstraat 17b, 1840 Londerzeel**

H.R. Brussel 538684 – BTW 442.131.542

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering op 7 april 2000, om 18 uur, op de zetel. — Agenda : 1. Jaarverslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 oktober 1999. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de

bestuurders. 5. Ontslag en benoemingen. 6. Diverse. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (6543)

**Pharaon, société anonyme,
rue Dernier Patard 91A, 1470 Baisy-Thy**

R.C. Nivelles 82129 – T.V.A. 458.493.363

L'assemblée générale extraordinaire se réunira le 4 avril 2000, à 11 heures, au siège social.

Ordre du jour :

1. Approbation du rapport du conseil d'administration.
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1999.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge aux conseil de son mandat 1999.
5. Divers. (6544)

**Sophabrux, société anonyme,
avenue de l'Université 78, 1050 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 234332 – T.V.A. 403.080.530

L'assemblée générale extraordinaire se réunira au siège social, le 31 mars 2000, à 15 heures.

Ordre du jour :

1. Décision de ne plus rémunérer le mandat d'un administrateur.
2. Divers. (6545)

« Ledeje », N.V., te Gent, Kortrijksesteenweg 777/A

H.R. Gent 146909

« De Noordzee », N.V., te Gent, Kortrijksesteenweg 777/A

H.R. Gent 2441

De buitengewone algemene vergadering van de beide vennootschappen wordt gehouden op 27 april 2000, om 10 uur, op het kantoor van notaris Jan Bael, te Gent, Drabstraat 47, met volgende agenda :

a) Onderzoek van volgende stukken en verslagen :

fusievoorstellen van 15 februari 2000;

verslagen van het bestuursorgaan van elke betrokken vennootschap overeenkomstig art. 174/3, § 1, Venn. W.;

verslagen over het fusievoorstel overeenkomstig art. 174/3, § 2, Venn. W., door de bedrijfsrevisor Joseph Van Wemmel, te Gent, Apostelhuizen 26 V-W-K.

b) Besluit tot fusie door overneming door de N.V. « Ledeje », overnemende vennootschap, van het gehele vermogen van de N.V. « De Noordzee », overgenomen vennootschap.

c) Kapitaalverhoging in de N.V. « Ledeje ».

d) Vernietiging van aandelen.

e) Wijziging van art. 5 van de statuten van de N.V. « Ledeje ».

f) Bevoegdheden voor de uitvoering van de besluiten.

De op de agenda aangekondigde stukken en verslagen evenals de andere stukken vermeld in art. 1744 Venn. W. liggen op de zetel ter inzage. Van de op de agenda aangekondigde stukken en verslagen kan elke aandeelhouder kosteloos een afschrift bekomen. (6546)

De raad van bestuur.

**SAIT-Radio Holland, société anonyme,
chaussée de Ruisbroek 66, 1180 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 3091 – T.V.A. 403.150.608

Convocation à l'assemblée générale — Rectification

La convocation à l'assemblée générale parue au *Moniteur belge* du 21 mars 2000 contient une erreur.

La proposition de décision concernant le point 5 à l'ordre du jour (Affectation des résultats de l'exercice comptable clos le 31 décembre 1999) doit être lue comme suit :

« Approbation d'affecter le bénéfice de l'exercice comptable comme suit :

aux réserves : BEF 720 534 954

à reporter : BEF 111 292 146 ». (6618)

**SAIT-Radio Holland, naamloze vennootschap,
Ruisbroeksesteenweg 66, 1180 Brussel**

H.R. Brussel 3091 – BTW 403.150.608

Oproeping tot algemene vergadering — Rechtzetting

In de oproeping tot de algemene vergadering verschenen in het *Belgisch Staatsblad* van 21 maart 2000, sloop een vergissing.

Het voorstel van besluit omtrent punt 5 van de agenda (Bestemming van het resultaat van het boekjaar dat werd afgesloten op 31 december 1999) dient als volgt te worden gelezen :

« Goedkeuring om de winst van het boekjaar te bestemmen als volgt :

aan de reserves : BEF 720 534 954

over te dragen : BEF 111 292 146 ». (6618)

**Ercotry, naamloze vennootschap,
Bozestraat 17, 8501 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 113113 — BTW 431.582.791

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de buitengewone algemene vergadering op 04/04/2000 om 8.30 u. op het kantoor van notaris Christian Lambrecht te Kortrijk (Heule), Kortrijksestraat, 136. — Agenda : 1. Kapitaalverhoging ten bedrage van 8.590 frank om het kapitaal te brengen van 20.000.000 frank tot 20.008.590 frank door inlijving van 8.590 frank uit de maatschappelijke reserves. 2. Besluiten dat het aldus verhoogd kapitaal der vennootschap verder zal vertegenwoordigd blijven door de thans bestaande 2000 aandelen zonder aanduiding van nominale waarde. 3. Wijziging van de uitdrukking-munt van het kapitaal door omzetting ervan in EURO. 4. Wijziging van het boekjaar zodanig dat het boekjaar voortaan zal lopen vanaf één januari tot éénendertig december van ieder jaar. 5. Wijziging van de datum van de jaarvergadering zodanig dat de jaarvergadering voortaan zal gehouden worden op de laatste vrijdag van de maand mei om achttien uur. 6. Besluiten dat het lopend boekjaar dat begonnen is op 1/7/1999 zal lopen tot 31/12/2000. 7. Besluiten dat de eerstvolgende jaarvergadering zal gehouden worden op de laatste vrijdag van de maand mei 2001 om achttien uur. 8. Aanpassing van de statuten aan de te nemen besluiten. 9. Aanpassing van de artikelen 12, 15, 39 en 40 van de statuten aan de wetswijzigingen aan de vennootschappenwet. 10. Ontslag en benoeming van de bestuurders. 11. Varia. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten en hun aandelen neer te leggen op de zetel van de vennootschap. (40857)

De raad van bestuur.

**Fragimar, naamloze vennootschap,
PB 40, Luchthaven, 2100 Deurne**

H.R. Antwerpen 211306 — BTW 417.686.255

—
Jaarvergadering op 03/04/2000 om 17.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Jaarverslag. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1999. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting. 5. Statutaire benoemingen. 6. Rondvraag. 7. Obl.len. 95/15 kpn 5 netto F2550/coupure F100000; F12750/coupure F500000. Bet. vanaf 01/11/2000 KBC. Zich richten naar de statuten. (40858)

**Adgu, burgerlijke vennootschap
onder de vorm van een naamloze vennootschap,
Hindenstraat 9, 2610 Wilrijk**

Register van de burgerlijke vennootschappen
die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,
Antwerpen, nr. 423

—
Uitnodiging tot de Jaarvergadering van 1 april 2000, om 11 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Jaarverslag raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Statutaire ontslagen en benoemingen.
6. Varia.

Om tot deze Jaarvergadering te worden toegelaten, worden de aandeelhouders verzocht hun aandelen, overeenkomstig artikel 19 van de statuten, minstens vijf dagen vóór de datum van de vergadering op de zetel te deponeren.

(71425)

De raad van bestuur.

**Aliplast, naamloze vennootschap,
Waaslandlaan 15, 9160 Lokeren**

H.R. Sint-Niklaas 41930 — BTW 426.481.086

—
Jaarvergadering ten zetel van de vennootschap, op 3 april 2000, te 11 uur. — Agenda : 1. Lezing jaarverslag. 2. Lezing verslag van de commissaris-revisor. 3. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1999. 4. Kwijting aan bestuurders en aan commissaris-revisor. Zich gedragen naar artikel 19 der statuten. (71426)

**Scheepvaartmaatschappij Angelica, naamloze vennootschap,
Terlindenhofstraat 24, 2170 Antwerpen (Merksem)**

H.R. Antwerpen 295410 — BTW 403.638.180

—
Jaarvergadering op 3 april 2000, te 15 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (71427)

**Antemm, naamloze vennootschap,
Bergstraat 24, 8573 Tiegem**

H.R. Kortrijk 127186 — BTW 447.132.188

—
Statutaire jaarvergadering van 7 april 2000, om 11 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Bespreking van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1999.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.

3. Kwijting aan de bestuurders.

4. Bezoldigingen.

5. Allerlei.

Zich houden naar de statutaire beschikkingen. (71428)

**Arboflora, naamloze vennootschap,
Nieuwstraat 73, 9260 Serskamp (Wichelen)**

H.R. Dendermonde 37523 — BTW 424.856.337

—
Jaarvergadering ten maatschappelijke zetel, op 5 april 2000, om 19 uur.

Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/99. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (71429)

**Bouwkantoor Arnou, naamloze vennootschap,
Achiel van Eechautestraat 13, bus 2, 9800 Deinze**

H.R. Gent 114793 — BTW 414.238.696

—
De jaarvergadering heeft plaats op 5 april 2000, te 14 uur, ten maatschappelijke zetel, Achiel van Eechautestraat 13, bus 2, 9800 Deinze.

Agenda :

1. Mededelingen conform art. 60 vennootschapswet;
2. Jaarverslag van de bestuurders;
3. Vergoeding van de bestuurders;
4. Goedkeuring van de jaarrekening;
5. Goedkeuring en bestemming van het resultaat;
6. Kwijting van de raad van bestuur;
7. Rondvraag - varia.

Om de vergadering bij te wonen, dienen de aandeelhouders zich te schikken naar de statuten. (71430)

**Coprobél, naamloze vennootschap,
Heistraat 131, 2610 Antwerpen (Wilrijk)**

H.R. Antwerpen 205934 — BTW 416.320.238

—
De gewone algemene vergadering der aandeelhouders zal gehouden worden op 5 april 2000, om 20 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1999.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Ontslagen en benoemingen bestuurder.
6. Machtiging aan raad van bestuur voor verkoop handelsfonds.
7. Rondvraag. (71431)

**D & D Promenade, naamloze vennootschap,
Brabantdam 72, 9000 Gent**

H.R. Gent 138731 — BTW 426.174.349

—
Jaarvergadering ten maatschappelijke zetel, op 3 april 2000, om 15 uur.

Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1999. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (71432)

**Huis Dick, naamloze vennootschap, in vereffening,
Grote Veldstraat 114, 8840 Staden**

—
De vereffenaar nodigt de aandeelhouders uit tot een algemene vergadering op de maatschappelijke zetel op dinsdag 4 april 2000, om 19 uur. — Agenda : 1. Verslag van de vereffenaar. 2. Mededeling jaarrekening op 30 september 1999. 3. Rondvraag. (71433)

**Groothandel KVS Dilsen, naamloze vennootschap,
Rijksweg 180, 3650 Dilsen-Stokkem**

H.R. Tongeren 36162 — BTW 401.317.407

—
Jaarvergadering op 7 april 2000, om 20 uur.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1999. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich richten naar de statuten. (71434)

**Société commerciale franco-belge de Métallurgie (Franbelmet),
naamloze vennootschap, Tuinfluiterspad 8, 8300 Knokke-Heist**

H.R. Brugge 90648 — BTW 402.959.279

—
De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 7 april 2000, om 15 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1999.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Benoeming/Ontslag bestuurders.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (71435)

**Immo Heropal, naamloze vennootschap,
Blancefloerlaan 61, 2050 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 235672

—
De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, Blancefloerlaan 61, 2050 Antwerpen, op 7 april 2000, te 18 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekeningen per 31 december 1999.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag. (71436)

**Hewifa, naamloze vennootschap,
Mooi Verblijflaan 19, 8670 Oostduinkerke**

H.R. Veurne 32618

—
De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, op 8 april 2000, om 15 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking en goedkeuring jaarrekening per 31 december 1999. 2. Verslag raad van bestuur. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Om toegelaten te worden tot de jaarvergadering moeten de aandeelhouders hun deelbewijzen neerleggen op de zetel ten laatste vijf dagen vóór de vergadering. (71437)

De raad van bestuur.

**Horizon, naamloze vennootschap,
Ginstestraat 44, 8531 Hulste**

H.R. Kortrijk 144183 — BTW 463.675.737

—
De aandeelhouders worden in jaarvergadering bijeengeroepen op de maatschappelijke zetel, op vrijdag 7 april 2000, om 16 uur.

Agenda :

1. Rapport en beraadslaging inzake handelingen beoogd door artikel 60 Venn. W.
2. Jaarverslag van de raad van bestuur.
3. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31.10.1999.
4. Bezoldigingen bestuurders.
5. Resultaatbestemming.
6. Kwijting aan de bestuurders.
7. Benoeming bestuurders.
8. Rondvraag.

Om geldig aanwezig of vertegenwoordigd te zijn dienen de wettelijke en statutaire bepalingen nageleefd te worden.

Neerlegging van de aandelen geschiedt op de maatschappelijke zetel. (71438) De raad van bestuur.

**Indufast, naamloze vennootschap,
Leuvensebaan 185A, 3220 Holsbeek**

—
Jaarvergadering op 4 april 2000, te 20 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1999. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de bepalingen van de statuten. (71439)

**Investerings- en Participatiemaatschappij, in 't kort : INPAR,
naamloze vennootschap, Dr. Cuyperstraat 36, 2630 Aartselaar**

H.R. Antwerpen 253866 — BTW 429.600.231

—
De algemene vergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op 6 april 2000, te 16 uur.

Dagorde :

1. Verslag raad van bestuur.
2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Resultaatbestemming.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Ontslag en benoemingen.
6. Verplaatsing maatschappelijke zetel.
Zich schikken naar de statuten. (71440)

**Algemene Isolatie, naamloze vennootschap,
Lourdesstraat 36, 9041 Oostakker (Gent)**

H.R. Gent 176309 — BTW 454.513.393

—
Jaarvergadering ten maatschappelijke zetel, op 3 april 2000, om 15 uur. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1999. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Ontslag en benoeming bestuurders. (71441)

De raad van bestuur.

Jolin, naamloze vennootschap,
Oosthinderstraat 3, 8300 Knokke-Heist
 H.R. Brugge 79121 — BTW 405.491.177

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op 8 april 2000, om 11 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Bespreking jaarrekening 31 december 1999.
 2. Goedkeuring jaarrekening.
 3. Kwijting aan de bestuurders.
 4. Bezoldigingen.
 5. Diversen.
- Zich houden naar de statutaire beschikkingen. (71442)

Konings Graanstokerij, naamloze vennootschap,
Beringersteenweg 98, 3520 Zonhoven

H.R. Hasselt 13897 — BTW 406.054.371

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op 31 maart 2000, te 15 uur, op de maatschappelijke zetel, met volgende agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur en de commissaris-revisor.
2. Goedkeuring van de jaarrekening en de geconsolideerde jaarrekening afgesloten op 31 december 1999.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan bestuurders en commissaris-revisor.
5. Benoemingen.
6. Toekenning bestuurdersvergoeding.
7. Varia. (71443)

Lefebure-De Rop, naamloze vennootschap, in vereffening,
Heihoekstraat 235, 9100 Nieuwkerken

H.R. Sint-Niklaas 51123 — BTW 447.633.521

Jaarvergadering op 4 april 2000, te 19 uur, in Motel Beveren, Gentseweg 280, te 9120 Beveren. — Agenda : 1. Lezing jaarverslag. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/10/1999. 3. Bestemming resultaat en kwijting. 4. Rondvraag.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. De houders van aandelen aan toonder dienen hun aandelen te deponeren bij een financiële instelling en worden tot de vergadering toegelaten op vertoon van bankattest. (71444)

Prescot, naamloze vennootschap,
Van Overbekelaan 214, bus 177, 1083 Brussel

H.R. Brussel 629029 — BTW 400.516.166

Jaarvergadering op de zetel van de vennootschap, op 4 april 2000, om 11 uur.

Agenda :

1. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1999; 2. Kwijting aan de raad van bestuur. (71445)

Prometes, naamloze vennootschap,
Stationsstraat 144, 9260 Schellebelle (Wichelen)

H.R. Dendermonde 55722 — BTW 431.466.490

Jaarvergadering ten maatschappelijke zetel, op 5 april 2000, om 15 uur.

Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/99. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (71446)

Rilou, naamloze vennootschap,
Ooststraat 29, bus 2, 8800 Roeselare

H.R. Kortrijk 124036 — BTW 444.278.509

De jaarlijkse algemene vergadering zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel, op 7 april 2000, om 10 uur. — Dagorde : 1. Jaarverslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Bestemming resultaat. 5. Benoemingen-ontslagen. 6. Rondvraag. De aandeelhouders dienen zich te gedragen naar de statuten. (71447)

Rodipa, naamloze vennootschap,
Kumtichstraat 331, 3300 Vissenaken (Tienen)

H.R. Leuven 65813 — BTW 419.114.828

Bijeenroepingsdatum : vrijdag 7 april 2000, op de maatschappelijke zetel, om 18 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekeningen per 31 december 1999.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag. (71448)

Saverex, naamloze vennootschap,
Kasteelstraat 20, 9250 Waasmunster

H.R. Dendermonde 43000 — BTW 436.287.291

De aandeelhouders worden verzocht, aanwezig te zijn op de statutaire jaarvergadering, op 7 april 2000 om 12 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 30 november 1999.
3. Aanwending van het resultaat.
4. Kwijting te geven aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (71449)

**Senior Invest, naamloze vennootschap,
Bagattenstraat 51, 9000 Gent**

H.R. Gent 154726 — BTW 437.496.328

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de vergadering, die zal gehouden worden op 4 april 2000, om 20 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring aarrekening afgesloten op 31 december 1999. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (71450)

**Turbotron General Technologies, naamloze vennootschap,
Westakkerstraat 13, 9230 Wetteren**

H.R. Dendermonde 51622

Jaarvergadering ten maatschappelijke zetel, op 5 april 2000, om 18 uur.

Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/99. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (71451)

**Verbimo, naamloze vennootschap,
A. Cleynhenslaan 82, 3140 Keerbergen**

H.R. Leuven 71079 — BTW 433.035.318

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 8 april 2000, om 11 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1999. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 5. Herbenoeming bestuurders. 6. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (71452)

**Xima, naamloze vennootschap,
Zuidkaai 12/13, 8870 Izegem**

H.R. Kortrijk 133756

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op 8 april 2000, om 14 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1999. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 5. Ontslag en herbenoeming bestuurders. 6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (71453)

**Immobiëlen Algemene Bouw Constructies,
afgekort : « Immobiëlen A.B.C. », naamloze vennootschap,
Asserendries 113, bus 1, 9300 Aalst**

H.R. Aalst 67278 — BTW 405.018.055

De aandeelhouders worden verzocht de buitengewone algemene vergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op woensdag 5 april 2000, te 11 uur, ten kantoor van notaris Daniel Meert, te 9420 Erpe, Gentssesteenweg 6.

Agenda :

1. Kapitaalverhoging - aanpassing in euro.
2. Verlenging boekjaar van 1/7/1999 tot en met 31/12/2000.
3. Wijziging statuten.
4. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepaling van de statuten en de aandelen neer te leggen op de zetel van de vennootschap. (71454)

**de Buck & Cie, naamloze vennootschap,
Kouter 31, 9000 Gent**

H.R. Gent 84214 — BTW 400.021.862

Oproeping tot de gewone algemene vergadering

De raad van bestuur van de Buck & Cie, naamloze vennootschap, heeft de eer haar Aandeelhouders uit te nodigen tot het bijwonen van de gewone algemene vergadering, die zal gehouden worden op dinsdag 4 april 2000, om 18 uur, in de Griffioen, Koningstraat 1, te 9000 Gent, met de volgende agenda en voorstellen tot besluit :

1. Bespreking van het jaarverslag van de raad van bestuur over de verrichtingen van het boekjaar afgesloten per 31 december 1999.
2. Bespreking van het verslag van de commissaris-revisor.
3. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1999.

Voorstel tot besluit : De vergadering keurt de jaarrekening afgesloten per 31 december 1999 goed.

4. Bespreking en goedkeuring van de bestemming van het resultaat over het boekjaar 1999. Voorstel tot besluit : De vergadering keurt de bestemming van het resultaat over het boekjaar 1999 goed en beslist een bruto-dividend uit te keren van 0,58 EUR per aandeel.

5. Kwijting aan de leden van de raad van bestuur.

Voorstel tot besluit : De vergadering verleent kwijting aan de Bestuurders, die gedurende het boekjaar afgesloten per 31 december 1999 in functie waren, voor hun verrichtingen tijdens dat boekjaar.

6. Kwijting aan de commissaris-revisor.

Voorstel tot besluit : De vergadering verleent kwijting aan de commissaris-revisor, die gedurende het boekjaar afgesloten per 31 december 1999 in functie was, voor zijn verrichtingen tijdens dat boekjaar.

7. Ontslag en benoeming van de commissaris-revisor.

Voorstel tot besluit : De vergadering neemt kennis van het ontslag als commissaris-revisor van de B.V.C.B. J. Lippens, S. Rabaey & Co, vertegenwoordigd door de heer Stefaan Rabaey, en benoemt met onmiddellijke ingang tot commissaris-revisor de heer André Clybouw van de burgerlijke B.V.B.A. Achiel Clybouw, André Clybouw & Co en dit t.e.m. de jaarvergadering, die zal worden gehouden in 2003.

8. Ontslag en benoeming van Bestuurders.

Voorstel tot besluit : De Vergadering neemt kennis van het ontslag als bestuurder van de heer Daniel J.S.M. Peeters. De vergadering beslist om het aantal bestuurders van de vennootschap te verhogen van vier naar zes en benoemt met onmiddellijke ingang als bezoldigd bestuurder Prof. dr. ir. Roland Van Dierdonck, de heer Jan Picavet en de heer Philippe Verschueren en dit t.e.m. de Jaarvergadering die zal worden gehouden in 2002.

9. Diversen.

Teneinde deel te nemen aan deze jaarvergadering worden de Aandeelhouders verzocht zich te schikken naar de statuten. De houders van aandelen op naam moeten ten minste vier werkdagen vóór de datum van de Algemene Vergadering bij gewone brief, gericht aan de zetel van de vennootschap, kennis hebben gegeven van hun voorname om aan de vergadering deel te nemen. De aandeelhouders die zich willen laten vertegenwoordigen door een volmachthebber, al dan niet Aandeelhouder, dienen een ondertekend volmachtformulier mee te sturen met de bovenvermelde brief. Alleen de door de raad van bestuur vastgelegde volmachtformulieren zullen worden aanvaard en deze formulieren zijn ter beschikking op de zetel van de Vennootschap. Toegang tot de zaal waar de vergadering wordt gehouden, wordt verleend vanaf 17.20 uur.

(71455)

De raad van bestuur.

**Vanden Bulcke, naamloze vennootschap,
Hugo Verrieststraat 92, 8800 Roeselare**

H.R. Kortrijk 85635 — BTW 411.969.688

De aandeelhouders worden verzocht de buitengewone algemene vergadering bij te wonen, die zal gehouden worden ten kantore van notaris Joseph THIERY-VANDER HEYDE, te Rumbeke, op 4 april 2000, om 18 uur, met volgende agenda :

1. Wijziging van de naam van de vennootschap.

2. Kapitaalverhoging met 274.374,- frank om het kapitaal te brengen op 10.488.374 frank, door inlijving van beschikbare reserves ten belope van het overeenkomstig bedrag, zonder creatie en uitgifte van nieuwe aandelen.

3. Na kennisname van de vereiste verslaggeving, schrapping van alle statutaire bepalingen en voordelen inzake KB 15-kapitaal en -aandelen. Afschaffing van de bestaande indeling van aandelen in categorieën.

4. Na kennisname van de vereiste verslaggeving, toekennen van een toegestaan kapitaal ad 1.250.000,- euro en hernieuwen mogelijkheid van verwerven eigen aandelen in voordeel van de raad van bestuur.

5. (Her)formulering van de modaliteiten inzake bevoegdheid, werking en samenstelling van de raad van bestuur, de benoeming en bezoldiging van commissarissen, de bijeenkomst en werking van en toelatingsvoorwaarden tot de algemene vergadering, de winstverdeling en de algemene vertegenwoordiging van de vennootschap.

6. Aanneming van volledig nieuwe statuten overeenkomstig te nemen besluiten en actualisering met onder meer verwijdering van alle verwijzingen in de statuten naar de vennootschappenwet.

7. Opdracht tot coördinatie van de statuten - volmachten.

(71456)

De raad van bestuur.

**Continental Air Conditioning International, naamloze vennootschap,
Bronstraat 5, 2018 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 248433 — BTW 427.910.451

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de buitengewone algemene vergadering, die zal gehouden worden op 4 april 2000, om 15 uur, op de zetel van de vennootschap, met als agenda :

1. verhoging van het kapitaal met een bedrag van 7.246 frank, om het te brengen van 5.600.000 frank op 5.607.246 frank door inlijving in het kapitaal van de beschikbare reserves ten belope van 7.246 frank zonder uitgifte van nieuwe aandelen;

2. uitdrukking van het kapitaal in euro;

3. herziening van de statuten om ze aan te passen aan de besluiten die voorafgaan.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de statuten.

(71457)

De raad van bestuur.

IP Globalnet Solutions, naamloze vennootschap,**Lozenberg 17, 1932 Zaventem**

H.R. Brussel 635817 — BTW 466.587.915

De aandeelhouders en houders van warranten worden uitgenodigd om aanwezig te zijn op de buitengewone algemene vergadering van de naamloze vennootschap IP Globalnet Solutions, die wordt gehouden op 5 april 2000, te 10 uur, op het kantoor van notaris Liesse, met standplaats te 2000 Antwerpen, Kasteelpleinstraat 59, of ter studie van enige andere notaris die hiertoe wordt aangezocht.

Agenda :

a) Omvorming van de aandelen aan toonder in aandelen op naam;

b) Splitsing van het bestaande aandeel in 10 aandelen; overeenkomstige aanpassing van de conversievoorwaarden van de converteerbare obligaties, obligaties met warranten of warranten;

c) Bijzonder verslag van de raad van bestuur inzake de creatie van warranten, onder voorbehoud van de eerbiediging van het voorkeurrecht van de bestaande aandeelhouders, in uitvoering van een optieplan vast te stellen en goed te keuren door de raad van bestuur (bij toepassing van de artikelen 101ter, § 2, en 34bis, § 1, Vennootschappenwet);

d) Creatie van 34.774 warranten (voor de splitsing) casu quo 347.740 warranten (na splitsing) onder voorbehoud van eerbiediging van het voorkeurrecht van de bestaande aandeelhouders, in uitvoering van een optieplan vast te stellen en goed te keuren door de raad van bestuur;

e) Intekening op de warranten casu quo machten aan de raad van bestuur om de daadwerkelijke intekening vast te stellen, desgevallend na verzaking door de bestaande aandeelhouders aan hun voorkeurrecht;

f) Machten aan de raad van bestuur voor de uitvoering van de genomen besluiten in voorkomend geval voor de aantekeningen in het register der warranten, en in het bijzonder machten om alle voorgaande kapitaalverhogingen waartoe de uitoefening van de warranten zal leiden, authentiek te doen vaststellen;

g) Verslagen van de commissaris-revisor inzake de creatie van converteerbare obligaties, obligaties met warranten of warranten, onder voorbehoud van eerbiediging van het voorkeurrecht van de bestaande aandeelhouders, in uitvoering van de door de raad van bestuur in het kader van acquisities aangegeven verbintenissen in het kader van de overname van de DIC Groep B.V. en C.V.B.A. Cognita (analoge toepassing van de regels inzake inbreng in natura);

h) Bijzondere verslagen van de raad van bestuur inzake de creatie van converteerbare obligaties, obligaties met warranten of warranten, onder voorbehoud van de eerbiediging van het voorkeurrecht van de bestaande aandeelhouders, in uitvoering van door de raad van bestuur in het kader van acquisities aangegeven verbintenissen in het kader van de overname van DIC-Groep B.V. en C.V.B.A. Cognita (artikel 101ter, § 2, Vennootschappenwet en analoge toepassing van de regels inzake inbreng in natura);

i) Creatie van converteerbare obligaties, obligaties met warranten of warranten, onder voorbehoud van eerbiediging van het voorkeurrecht van de bestaande aandeelhouders, in uitvoering van door de raad van bestuur in het kader van acquisities aangegeven verbintenissen;

j) Intekening op de converteerbare obligaties, obligaties met warranten of warranten, casu quo machten aan de raad van bestuur om de daadwerkelijke intekening vast te stellen, desgevallend na verzaking door de bestaande aandeelhouders aan hun voorkeurrecht;

k) Machten aan de raad van bestuur voor de uitvoering van de genomen besluiten in voorkomend geval voor de aantekeningen in het register der converteerbare obligaties, obligaties met warranten of warranten, en in het bijzonder machten om de kapitaalverhoging waartoe de uitoefening van de deze converteerbare obligaties, obligaties met warranten of warranten zal leiden, authentiek te doen vaststellen;

l) Kennisname en goedkeuring van de aanwending door de raad van bestuur van het toegestaan kapitaal tot op heden;

m) Met redenen omkleed verslag van de raad van bestuur inzake de voorgenomen aanwending van het nieuwe toegestaan kapitaal, desgevallend door omzetting van reserves of door inbreng van het recht op betaling van een dividend, dat de raad aan de algemene vergadering voorstelt (bij toepassing van artikel 33bis, § 2, Vennootschappenwet); in welk kader wordt voorgesteld aan de raad van bestuur volgende bevoegdheden te verlenen :

— in het belang van de vennootschap het voorkeurrecht te beperken of op te heffen en dit zelfs ten gunste van één of meer bepaalde personen andere dan personeelsleden van de vennootschap of haar dochtervennootschappen;

— converteerbare obligaties, obligaties met warrants, warrants of andere inschrijvingsrechten te creëren en uit te geven;

— aandelen zonder stemrecht te creëren en uit te geven;

— openbaar op de Belgische markt en, al dan niet gelijktijdig, op eender welke buitenlandse markt elk aanbod te doen tot inschrijving op aandelen, al dan niet converteerbare obligaties, warrants of andere inschrijvingsrechten;

n) Creatie van een nieuw toegestaan kapitaal voor een maximum bedrag van vijftienveertig miljoen EURO (euro 45.000.000) en aanpassing van artikel 6bis van de statuten;

o) Bijzonder verslag van de raad van bestuur bij toepassing van artikel 103 Vennootschappenwet;

p) Beraadslaging en besluitvorming over de verderzetting van de activiteiten zoals voorgesteld door de raad van bestuur bij toepassing van artikel 103 Vennootschappenwet aangezien het nettoactief gedaald is tot minder dan één/vierde van het maatschappelijk kapitaal;

q) Beslissing tot invereffeningstelling van de vennootschap bij toepassing van artikel 103 Vennootschappenwet (dit agendapunt is zonder voorwerp bij aanvaarding van het voorgaande agendapunt);

r) Diversen.

De onderliggende stukken zullen op de zetel van de vennootschap ter beschikking liggen van alle aandeelhouders en warranthouders. (71458)

De raad van bestuur.

**Kanim, naamloze vennootschap,
Kortrijkstraat 305, 9700 Oudenaarde**

H.R. Oudenaarde 33612 — NN 435.490.309

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de buitengewone algemene vergadering, die zal gehouden worden op 4 april 2000, om 11 uur, ter studie van notaris André Toye, te Oudenaarde, met als agenda :

1. wijziging van de naam van de vennootschap KANIM, naamloze vennootschap, in KANIM;

2. afschaffing van de nominale waarde van de aandelen zodat het kapitaal voortaan verdeeld is in 20.000 aandelen met een fractiewaarde van 1/20.000ste van het kapitaal;

3. verhoging van het kapitaal met een bedrag van 169.950 frank om het te brengen van 20.000.000 frank op 20.169.950 frank door inlijving in het kapitaal van de beschikbare reserves ten belope van 169.950 frank zonder uitgifte van nieuwe aandelen;

4. uitdrukking van het kapitaal in euro;

5. herziening van de statuten om ze aan te passen aan de besluiten die voorafgaan, om ze aan te passen aan de vigerende vennootschappenwet, wat betreft het voorkeurrecht bij kapitaalverhoging in geld, de samenstelling van de raad van bestuur, de schriftelijke besluitvorming van de raad van bestuur, de regeling inzake tegenstrijdige belangen, het invoeren van de mogelijkheid om per brief te stemmen, de regeling over het stemrecht en om daar waar in de statuten de woorden « maatschappelijk kapitaal » en « maatschappelijke aandelen » voorkomen, deze woorden te vervangen door de woorden « kapitaal » en « aandelen ».

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de statuten.

(71459)

De raad van bestuur.

**Schijndaal, naamloze vennootschap,
te 2900 Schoten, Schijnparklaan 19**

H.R. Antwerpen 309261 — NN 429.328.334

De aandeelhouders van de vennootschap worden uitgenodigd om aanwezig te zijn op de buitengewone algemene vergadering, die zal plaatsvinden op maandag 3 april 2000, om 14 uur, op het kantoor van notaris Jan Van Bael, te Antwerpen, Mechelsesteenweg 65, met volgende agenda :

1. Omzetting van het kapitaal in EURO, zodat het zevenhonderd zesenvijftigduizend vijfenzeventig komma vijftentwintig euro (756.075,25 EUR) bedraagt.

2. Kapitaalvermindering met honderdzesenveertigduizend vijfenzeventig komma vijftentwintig euro (146.075,25 EUR) om het te brengen van zevenhonderdzesenvijftigduizend vijfenzeventig komma vijftentwintig euro (756.075,25 EUR) op zeshonderdentienduizend euro (610.000 EUR), zonder vernietiging van aandelen, door terugbetaling van zevenenveertig komma negenentachtig EURO per aandeel, toe te rekenen op het werkelijk gestort kapitaal.

Terugstorting met inachtnaam van de voorschriften voorzien in artikel 72bis van de Vennootschappenwet. Machtiging van de raad van bestuur om al het nodige te doen tot uitvoering van deze beslissing.

3. Aanpassing van de statuten aan de genomen besluiten - coördinatie van de statuten - volmacht handelsregister.

4. Aanpassing van de statuten :

- om ze in overeenstemming te brengen met de nieuwe vennootschapsterminologie;

- schrapping van overbodige dan wel achterhaalde bepalingen;

- hernummering en herschikking met het oog op coördinatie;

- goedkeuring van een nieuwe tekst van de statuten.

De aandeelhouders worden erop gewezen dat deze vergadering in ieder geval geldig zal kunnen vergaderen en besluiten aangezien er reeds een vergadering werd gehouden met dezelfde agenda op 15 maart laatst.

(71460)

De raad van bestuur.

**Openbare Besturen en Technisch Onderwijs
Administrations publiques
et Enseignement technique**

OPENSTAANDE BETREKKINGEN – PLACES VACANTES

Commune de Geer

L'administration communale de Geer procède à un appel public en vue du recrutement à l'emploi d'un(e) employé(e) d'administration (D1).

Conditions de recrutement :

1. Etre Belge ou citoyen de l'Union européenne.

2. Avoir une connaissance de la langue française jugée suffisante au regard de la fonction à exercer.

3. Jouir des droits civils et politiques.

4. Etre d'une conduite répondant aux exigences de la fonction.

5. Satisfaire aux lois sur la milice.

6. Justifier par un certificat médical émanant de l'a.s.b.l. SMIH Les Industries Réunies (Securex) et datant de moins de six mois la possession des aptitudes physiques exigées pour la fonction à exercer.

7. Etre âgé(e) de 18 ans au moins.

8. Etre titulaire d'un diplôme de l'enseignement secondaire inférieur.

9. Réussir un examen de recrutement comprenant :

a) Epreuve écrite :

Connaissance de la langue française (dictée, grammaire, vocabulaire), 35 points;

Mathématiques modernes, 35 points.

Seront considéré(e)s comme ayant satisfait à l'épreuve écrite les candidat(e)s qui auront obtenu 5/10 des points dans chacune des 2 branches et 6/10 sur l'ensemble de celles-ci.

b) Epreuve orale :

Présentation d'un sujet au choix du (de la) candidat(e) :

commentaire et discussion permettant de déceler le degré d'intelligence du (de la) candidat(e), son sens pratique, sa maturité et sa sociabilité, minimum 25/50 points.

La cote reprise pour l'ensemble des épreuves (écrite et orale) est de 6/10 des points.

Tous renseignements relatifs à l'emploi à conférer peuvent être obtenus auprès du secrétaire communal, tél. 019/58 80 33, les jours ouvrables de 8 à 12 heures.

Les candidatures seront adressées par envoi recommandé à M. le bourgmestre, rue de la Fontaine 1, 4250 Geer, pour le 14 avril 2000, date de la poste faisant foi.

Documents à joindre :

Extrait d'acte de naissance.

Certificat de bonnes conduite, vie et mœurs.

Certificat de milice.

Une copie certifiée conforme du diplôme requis. (6547)

Provincie West-Vlaanderen

De provincie West-Vlaanderen gaat bij vergelijkend examen over tot de aanwerving in statutair verband van :

1. één medewerker (econoom, financieel) Provinciaal Technisch Instituut (PTI) te Kortrijk (m/v) :

einddiploma van secundair of daarmee gelijkgesteld onderwijs;

zes jaar relevante en aantoonbare ervaring in de administratie van het secundair onderwijs, met name op het vlak van financieel en econoombeheer.

2. één medewerker (logistiek, huishoudelijke dienst) Provinciaal Technisch Instituut (PTI) te Kortrijk (m/v) :

einddiploma van secundair of daarmee gelijkgesteld onderwijs;

twee jaar relevante en aantoonbare ervaring in de administratie van het secundair onderwijs.

3. één medewerker dienst personeel, sectie remuneratie (m/v) :

einddiploma van secundair of daarmee gelijkgesteld onderwijs;

ervaring in de openbare sector inzake loonadministratie strekt tot aanbeveling.

4. één medewerker dienst personeel, sectie personeelsbewegingen (m/v) :

einddiploma van secundair of daarmee gelijkgesteld onderwijs;

ervaring in de openbare sector inzake personeelsadministratie strekt tot aanbeveling.

Voor de betrekkingen 1 en 2 worden personen in het bezit van een diploma van hoger onderwijs van het korte type (HOKT), of van hoger onderwijs van het lange type (HOLT) of van universitair onderwijs uitgesloten van deelname aan het examen.

Voor de betrekkingen 3 en 4 worden personen in het bezit van een diploma hoger onderwijs van het lange type (HOLT) of van universitair onderwijs uitgesloten van deelname aan het examen.

Algemene toelatings- en aanwervingsvoorwaarden voor alle betrekkingen :

de leeftijd van achttien jaar hebben bereikt;

een gedrag hebben dat in overeenstemming is met de eisen van de beoogde betrekking;

de burgerlijke en politieke rechten genieten;

lichamelijk geschikt zijn voor de beoogde betrekking;

onderdaan zijn van een lidstaat van de Europese Unie;

voor de mannelijke kandidaten : aan de dienstplichtwetten voldoen.

Bezoldigingsregeling (geïndexeerde brutobedragen op jaarbasis, exclusief reglementaire toelagen) weddenschaal C1 : min. BEF 664 355 (euro 16 469) max. BEF 1 078 815 (euro 26 743).

Wervingsreserves.

Voor alle betrekkingen worden er wervingsreserves van twee jaar aangelegd, die maximaal tweemaal met één jaar verlengd kunnen worden.

Indienen van de kandidaturen.

Een volledige functiebeschrijving, examenprogramma, aanvraag tot deelname-formulier en verdere informatie omtrent deze vacatures kan u aanvragen bij de dienst personeel, Provinciehuis Boeverbos, Koning Leopold III-laan 41, 8200 Brugge op het tel. 050/40 32 18, het faxnr. 050/40 31 24 of e-mail: kris.cortvriendt@west-vlaanderen.be.

Kandidaturen dienen, op het aanvraag tot deelname-formulier en vergezeld van een uitgebreid *curriculum vitae*, gestuurd te worden aan de provincie West-Vlaanderen, dienst personeel, t.a.v. de heer Kris Cortvriendt, Provinciehuis Boeverbos, Koning Leopold III-laan 41, 8200 Brugge, uiterlijk tegen vrijdag 7 april 2000.

De postdatum geldt als bewijs van datum van inschrijving.

De provincie West-Vlaanderen voert een gelijkkansenbeleid voor mannen en vrouwen. Vrouwen die belangstelling hebben voor deze functies worden uitgenodigd om te solliciteren. (6548)

De provincie West-Vlaanderen gaat bij vergelijkend examen over tot de aanwerving van :

1. één adjunct-adviseur in contractueel verband (contract onbepaalde duur) gebiedsgerichte werking op het vlak van cultuur (regio Zuid- en Midden-West-Vlaanderen) (m/v) (2^e verruimde oproep).

Diploma van universitair onderwijs of van hoger onderwijs van het lange type gelijkgesteld met universitair onderwijs.

Eén jaar relevante en aantoonbare ervaring in de culturele en/of socio-culturele sector.

2. één adjunct-adviseur in statutair verband sportdienst (m/v).

Diploma van licentiaat in de lichamelijke opvoeding aangevuld met een brevet « Ambtenaar Sport en Recreatie » afgeleverd door de Administratie voor Sport en Openlucht recreatie of gelijkwaardig.

Drie jaar relevante en aantoonbare werkervaring in de privé en/of openbare sector op het vlak van sportbeleid.

3. één adjunct-adviseur (hoofd educatieve dienst) in statutair verband PMMK - Museum voor Moderne Kunst te Oostende (m/v).

Diploma van licentiaat in de kunstwetenschappen of licentiaat in de pedagogische wetenschappen, optie sociale agogiek of sociale pedagogiek of licentiaat in de sociale en culturele agogiek.

Zes jaar relevante en aantoonbare werkervaring in de educatief-culturele sector.

4. één deskundige (helpdesk operator - hardware en software) in statutair verband Dienst Logistiek-Informatietechnologie (m/v).

Diploma van hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan of voor volwassenenonderwijs, afdeling toegepaste informatica, of afdeling elektronica of afdeling elektromechanica.

5. één technisch medewerker (ontwerp-tekenaar) in statutair verband Dienst Logistiek - Gebouwen (m/v).

Einddiploma van technisch secundair onderwijs, richting bouwkunde, bouwkundig tekenen of bouwtechnieken of een einddiploma secundair onderwijs aangevuld met een zevende specialisatiejaar bouwconstructie- en planningstechnieken TSO of industriële bouwtechnieken TSO.

Personen in het bezit van een diploma van hoger onderwijs van het korte type (HOKT), of van een diploma van hoger onderwijs van het korte type (HOLT) of van een diploma universitair onderwijs worden uitgesloten van deelname aan het examen.

6. twee suppoosten in contractueel verband (contract onbepaalde duur) PMMK - Museum voor Moderne Kunst te Oostende (m/v).

Geen diplomaveristen.

Personen in het bezit van een diploma van hoger onderwijs van het korte type (HOKT), of van een diploma van hoger onderwijs van het korte type (HOLT) of van een diploma universitair onderwijs worden uitgesloten van deelname aan het examen.

Ervaring als suppoost in een museum strekt tot aanbeveling.

Algemene toelatings- en aanwervingsvoorwaarden voor alle betrekkingen :

de leeftijd van achttien jaar hebben bereikt;

een gedrag hebben dat in overeenstemming is met de eisen van de beoogde betrekking;

de burgerlijke en politieke rechten genieten;

lichamelijk geschikt zijn voor de beoogde betrekking;

onderdaan zijn van een lidstaat van de Europese Unie;

voor de mannelijke kandidaten : aan de dienstplichtwetten voldoen.

Voor de vacatures onder de nrs. 4 en 5 worden kandidaten die, tijdens het schooljaar 1999-2000 het laatste jaar van de studiën volgen die leiden tot het behalen van één van de vereiste diploma's eveneens toegelaten. Zij kunnen echter niet eerder in dienst worden geroepen dan nadat zij in bovenvermeld schooljaar het vereiste diploma hebben behaald.

Bezoldigingsregeling (geïndexeerde brutobedragen op jaarbasis, exclusief reglementaire toelagen) :

adjunct-adviseur : weddenschaal A1 (min. BEF 1 021 522 of euro 25 323 - max. BEF 1 606 642 of euro 39 828);

deskundige : weddenschaal B1 (min. BEF 835 015 of euro 20 699 - max. BEF 1 123 918 of euro 27 861);

technisch medewerker : weddenschaal C1 (min. BEF 664 355 of euro 16 469 - max. BEF 1 078 815 of euro 26 743);

suppoost : weddenschaal E1 (min. BEF 633 880 of euro 15 713 - max. BEF 736 276 of euro 18 252).

Wervingsreserves.

Voor alle betrekkingen worden er wervingsreserves van twee jaar aangelegd, die maximaal tweemaal met één jaar verlengd kunnen worden.

Indienen van de kandidaturen.

Een volledige functiebeschrijving, examenprogramma, aanvraag tot deelname-formulier en verdere informatie omtrent deze vacatures kan u aanvragen bij de dienst personeel, Provinciehuis Boeverbos, Koning Leopold III-laan 41, 8200 Brugge op het tel. 050/40 32 17, het faxnr. 050/40 31 24 of e-mail: Personeelsdienst@west-vlaanderen.be.

Kandidaturen dienen, op het aanvraag tot deelname-formulier en vergezeld van een uitgebreid *curriculum vitae*, gestuurd te worden aan de provincie West-Vlaanderen, t.a.v. dienst personeel, Provinciehuis Boeverbos, Koning Leopold III-laan 41, 8200 Brugge, uiterlijk tegen vrijdag 14 april 2000.

De postdatum geldt als bewijs van datum van inschrijving.

Kandidaten die reeds eerder geldig inschreven voor de eerste vacature dienen hun kandidatuurstelling niet te hernieuwen.

De provincie West-Vlaanderen voert een gelijkkansenbeleid voor mannen en vrouwen. Vrouwen die belangstelling hebben voor deze functies worden uitgenodigd om te solliciteren. (6549)

De provincie West-Vlaanderen gaat bij vergelijkend examen over tot de aanwerving van :

1. één adjunct-adviseur (jurist) in statutair verband Dienst Financiën (m/v).

Diploma van licentiaat of doctor in de rechten.

Drie jaar relevante en aantoonbare ervaring in de openbare sector op het vlak van provinciale en/of lokale belastingen.

2. één deskundige in statutair verband Dienst MIRONA, sectie Milieuhygiëne (m/v).

Diploma hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan of voor volwassenenonderwijs.

Drie jaar relevante en aantoonbare ervaring in de openbare sector op het vlak van milieu, bij voorkeur inzake milieuvergunningen.

3. één technisch beambte (klusjes) in statutair verband Huishoudelijke dienst (m/v).

Geen diplomaveriste.

Twee jaar relevante en aantoonbare werkervaring in de privé en/of openbare sector op het vlak van algemeen onderhoud van gebouwen.

4. één technisch beambte (schoonmaak-vestiaire) in contractueel verband (contract onbepaalde duur) met halftijdse prestaties Provinciaal Olympisch Zwembad te Brugge (m/v).

Geen diplomaveriste.

Twee jaar relevante en aantoonbare werkervaring in de privé en/of openbare sector als schoonmaakster. Ervaring met schoonmaak van zwembaden strekt tot aanbeveling.

Voor de betrekkingen 3 en 4 worden personen in het bezit van een einddiploma van secundair onderwijs uitgesloten van deelname aan het examen.

Algemene toelatings- en aanwervingsvoorwaarden voor alle betrekkingen :

de leeftijd van achttien jaar hebben bereikt;

een gedrag hebben dat in overeenstemming is met de eisen van de beoogde betrekking;

de burgerlijke en politieke rechten genieten;

lichamelijk geschikt zijn voor de beoogde betrekking;

onderdaan zijn van een lidstaat van de Europese Unie;

voor de mannelijke kandidaten : aan de dienstplichtwetten voldoen.

Bezoldigingsregeling (geïndexeerde brutobedragen op jaarbasis, exclusief reglementaire toelagen) :

adjunct-adviseur : weddenschaal A1 : min. BEF 1 021 522 of euro 25 323 - max. BEF 1 606 642 of euro 39 828);

deskundige : weddenschaal B1 (min. BEF 835 015 of euro 20 699 - max. BEF 1 123 918 of euro 27 861);

technisch beambte : weddenschaal E1 (min. BEF 633 880 of euro 15 713 - max. BEF 736 276 of euro 18 252).

Wervingsreserves.

Voor alle betrekkingen worden er wervingsreserves van twee jaar aangelegd, die maximaal tweemaal met één jaar verlengd kunnen worden.

Indienen van de kandidaturen.

Een volledige functiebeschrijving, examenprogramma, aanvraag tot deelname-formulier en verdere informatie omtrent deze vacatures kan u aanvragen bij de dienst personeel, Provinciehuis Boeverbos, Koning Leopold III-laan 41, 8200 Brugge op het tel. 050/40 32 17, het faxnr. 050/40 31 24 of e-mail: Personeelsdienst@west-vlaanderen.be.

Kandidaturen dienen, op het aanvraag tot deelname-formulier en vergezeld van een uitgebreid *curriculum vitae*, gestuurd te worden aan de provincie West-Vlaanderen, t.a.v. dienst personeel, Provinciehuis Boeverbos, Koning Leopold III-laan 41, 8200 Brugge, uiterlijk tegen vrijdag 14 april 2000.

De postdatum geldt als bewijs van datum van inschrijving.

De provincie West-Vlaanderen voert een gelijkkansenbeleid voor mannen en vrouwen. Vrouwen die belangstelling hebben voor deze functies worden uitgenodigd om te solliciteren. (6550)

Gemeente Dilbeek

—

Bij het gemeentebestuur van Dilbeek is volgende betrekking open verklaard :

Deeltijdse assistent-dienstleider bibliotheek (25 u./week) (m/v).

A. Functiebeschrijving :

ondersteuning en vervanging bibliothecaris;
afdelingsverantwoordelijke;
leiding personeel;
publieke dienstverlening;
andere taken eigen aan de bibliotheekwerking.

B. Voorwaarden :

Voldoen aan de algemene toelatings- en aanwervingsvoorwaarden.

C. Diploma :

HOKT-diploma bibliotheekwetenschappen.

Laatstejaarsstudenten in bovenvermelde studierichting komen eveneens in aanmerking.

Kandidaten die reeds solliciteerden bij de vorige oproep moeten hun kandidatuur niet hernieuwen.

De kandidaten moeten slagen in een aanwervingsexamen.

De geslaagde kandidaten worden opgenomen in een wervingsreserve die drie jaar geldig blijft.

Kandidaturen vergezeld van *curriculum vitae* en een afschrift van het diploma, moeten op de post afgegeven worden, uiterlijk op 30 april 2000 en aangetekend gericht worden aan het college van burgemeester en schepenen, Gemeenteplein 1, te 1700 Dilbeek.

Info en algemene voorwaarden, examenprogramma en functiebeschrijvingen zijn te bekomen bij de personeelsdienst, tel. 02/467 21 26/27. (6551)

Stad Eeklo

—

De stad Eeklo wil zich profileren als modern lokaal bestuur en is dan ook op zoek naar gemotiveerde medewerkers :

Assistent(e) onthaal (in vast verband).

Profiel :

U bent stijlvol, contactvaardig, klant- en servicegericht.

U beschikt over uitstekende kwaliteiten inzake telefoonverkeer.

U hebt administratief talent en voldoende kennis van PC-gebruik.

De gegadigden dienen bovendien te slagen voor een niet-vergelijkend aanwervingsexamen.

De kandidatuur voor deze betrekking, samen met een *curriculum vitae* dient aangetekend te worden verzonden aan de heer burgemeester, stadhuis, Markt 34, 9900 Eeklo en laatstens te zijn gepost op 20 april 2000.

Technisch assistent(e) containerpark (in vast verband).

Profiel :

U bent milieubewust en gevoelig voor afvalinzameling.

U hebt zin voor initiatief en planning en kunt zelfstandig of in team werken.

U bent communicatievaardig, assertief en uitgesproken plichtbewust.

U bent bereid tot zaterdagwerk en het volgen van bijscholing.

Een technisch diploma is een pluspunt, doch geen absolute vereiste.

De gegadigden dienen bovendien te slagen voor een niet-vergelijkend aanwervingsexamen.

De kandidatuur voor deze betrekking, samen met een *curriculum vitae* en een kopie van het rijbewijs B dient aangetekend te worden verzonden aan de heer burgemeester, stadhuis, Markt 34, 9900 Eeklo en laatstens te zijn gepost op 12 april 2000.

Animator/trice jeugddienst.

Taak :

coördineren speelpleinwerking;

coachen monitoren en Eeklose jeugdwerk;

administratieve ondersteuning jeugddienst.

Profiel :

U bent minder dan 25 jaar en werkzoekend.

U beschikt over organisatietalent en verantwoordelijkheidszin.

U kunt zich inleven in de wereld van jongeren.

U hebt voldoende PC-kennis.

Een diploma hoger onderwijs is een pluspunt, doch geen absolute vereiste.

De kandidatuur voor deze betrekking, samen met een *curriculum vitae* en een kopie van uw diploma dient aangetekend te worden verzonden aan de heer burgemeester, stadhuis, Markt 34, 9900 Eeklo en laatstens te zijn gepost op 8 april 2000.

In het kader van de bevordering van gelijke kansen voor mannen en vrouwen in de overheidsdiensten worden ook vrouwen aangespoord om zich kandidaat te stellen.

Nadere informatie kan bij de dienst personeelszaken, stadhuis, Markt 34, 9900 Eeklo, tel. 09/376 73-75 worden ingewonnen. (6552)

Gemeente Lebbeke

—

Het college van burgemeester en schepenen van de gemeente 9280 Lebbeke deelt mede dat de hiernavermelde betrekkingen vacant zijn bij wijze van aanwerving :

De aanwerving van één contractueel jeudwerker voor de begeleiding van de speelpleinwerking en de coördinatie van het jeugd ontmoetingscentrum.

Bijkomende inlichtingen nopens de diplomavereiste, de functiebeschrijving en het functieprofiel zijn te verkrijgen op het gemeentesecretariaat tel. 052/41 11 11.

De kandidaatstelling hiervoor dient bij aangetekend schrijven te worden verstuurd aan het college van burgemeester en schepenen, Grote Plaats 1, 9280 Lebbeke, uiterlijk op vrijdag 14 april 2000 (de poststempel geldt als bewijs) en vergezeld zijn van een uitgebreid *curriculum vitae* en een afschrift van het vereiste diploma.

De aanwerving van één aspirant-politieagent. De kandidaten hiervoor dienen opgenomen te zijn in een geldige reserve samengesteld door de Oost-Vlaamse Politieacademie (OPAC) Gent.

De kandidaatstelling hiervoor dient bij aangetekend schrijven te worden verstuurd aan het college van burgemeester en schepenen, Grote Plaats 1, 9280 Lebbeke, uiterlijk op vrijdag 12 mei 2000 (de poststempel geldt als bewijs) en vergezeld zijn van een uitgebreid *curriculum vitae*, een afschrift van het vereiste diploma en het attest afgeleverd door de OPAC. (6553)

Gemeente Nevele

—

(tweede oproep)

Het gemeentebestuur van Nevele gaat over tot de aanwerving voor de duur van één jaar (met mogelijkheid tot verlenging) van :

halfijds contractueel begeleiders voor de buitenschoolse kinderopvang in weerwerk gesco-statuut.

Voorwaarden :

onderdaan zijn van een land van de Europese Unie;

de burgerlijke en politieke rechten genieten;

de leeftijd van 18 jaar bereikt hebben;

voldaan hebben aan de dienstplichtwetten (mannelijke kandidaten);

van onberispelijk gedrag zijn;

voldoen aan de voorschriften van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in de bestuurszaken;

medisch geschikt zijn;

in aanmerking komen om als weerwerk gesco tewerkgesteld te worden d.i. op datum van de indiensttreding minstens één jaar volledig uitkeringsgerechtigd werkloos zijn;

geslaagd zijn, of slagen in de opleidingscursus voor begeleiders ingericht door de VDAB.

De kandidaturen moeten uiterlijk op 5 april 2000 aangetekend worden verstuurd of tegen ontvangstbewijs worden afgegeven op het gemeentebestuur, C. Buyssestraat 15, 9850 Nevele.

bij de kandidaturen moeten volgende bewijsstukken gevoegd worden :

uittreksel uit de geboorteakte;

bewijs van goed zedelijk gedrag;

militiegetuigschrift (enkel voor mannelijke kandidaten);

bewijs van de uitbatingsinstelling inzake werkloosheidsvergoeding;

attest van slagen in de opleidingscursus van de VDAB.

Bijkomende inlichtingen zijn te bekomen op de personeelsdienst, tel. 09/321 92 21. (6554)

Stad Roeselare

Wegens expansie en met het oog op de optimalisering van zijn dienstverlening aan de bevolking is de stad Roeselare dringend op zoek naar gemotiveerde dynamische medewerkers (m/v) die binnen een team van ruim 500 medewerkers zich willen engageren en verder bekwamen om het klantvriendelijk beleid van de stad mee gestalte te geven.

Het betreft voltijdse betrekkingen in vast dienstverband (statutaire benoeming waarvan één jaar op proef).

Er wordt meteen een wervingsreserve aangelegd geldig voor de duur van drie jaar.

De kandidaten moeten het vereiste diploma bezitten en minimum 18 jaar zijn op de uiterste datum van inschrijving en slagen in een gewoon aanwervingsexamen. (De vermelde data van het eerste examengedeelte zijn onder voorbehoud. Een persoonlijke uitnodiging wordt gestuurd aan de ingeschrevenen).

(*) Voor deze functie kan max. zes jaar nuttige ervaring in de privé-sector in rekening gebracht worden voor de berekening van de geldelijke anciënniteit.

Niveau A :

1 architect : (*) Diploma architect.

Leiding geven aan de sectie stedenbouw, ruimtelijke ordening en huisvesting.

Uiterste datum van inschrijving 7 april 2000.

1 bureauchef jurist : (*) Diploma licentiaat in rechten.

Algemene leiding van de sectie algemene administratieve coördinatie.

Leiden en uitbouw van de juridische dienst.

Datum eerste examengedeelte 13 mei 2000.

Uiterste datum van inschrijving 7 april 2000.

1 bureauchef : (*) Academisch of HOLT-diploma + eindexamen of getuigschrift leergangen adm. wetenschappen tenzij hiervan vrijgesteld te zijn.

Een vlot en efficiënt organiseren van de diensten bevolking, burgerlijke stand, sociale zaken en onthaal.

Datum eerste examengedeelte : 13 mei 2000.

Uiterste datum van inschrijving 7 april 2000.

1 didactisch assistent : (*) Meester in de muziek of hoger diploma of eerste prijs of lic. musicologie + getuigschrift GVO of GPL.

Ondersteuning van het pedagogisch project van de stedelijke academie voor muziek en woord en beheer van de mediateek.

Uiterste datum van inschrijving 7 april 2000.

1 secretaris S.A.S.K. : (*) Academisch of HOLT-diploma + eindexamen of getuigschrift leergangen adm. wetenschappen tenzij hiervan vrijgesteld te zijn.

Algemene coördinatie van de administratieve ondersteuning van het pedagogisch project van de stedelijke academie voor schone kunsten.

Datum eerste examengedeelte : 29 april 2000.

Uiterste datum van inschrijving 7 april 2000.

Niveau B :

1 boekhouder : (*) Diploma gegradueerde in de boekhouding of gegradueerde in bedrijfsbeheer optie accountancy-fiscaliteit of gelijkgesteld.

Administratieve, deels uitvoerende, deels coördinerende, controlerende en leidinggevende functie in toepassing van de gemeentewet, het nieuwe algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit en de wetgeving op de overheidsopdrachten.

Datum eerste examengedeelte : 6 mei 2000.

Uiterste datum van inschrijving 7 april 2000.

1 coördinator kinderopvang : (*) HOKT-diploma uit het studiegebied onderwijs sociaal agogisch werk of gezondheidszorg.

Dagelijkse leiding en promotie van de stedelijke kinderopvang.

Datum eerste examengedeelte : 29 april 2000.

Uiterste datum van inschrijving 7 april 2000.

1 deskundige informatica : (*) Een HOKT-diploma bezitten.

Vorbereidend en ondersteunend werk met betrekking tot aankoop, beheer en gebruik van de informatica.

Datum examen : 6 mei 2000.

Uiterste datum van inschrijving 7 april 2000.

1 deskundige milieu : (*) Diploma gegradueerde bedrijfsbeheer optie milieuadministratie of gegradueerde in chemie, optie biochemie, chemie milieuzorg of gegradueerde in landbouw en biotechnologie of leraar secundair onderwijs biotechnieken, land- en tuinbouw.

Vorbereidend en ondersteunend werk met betrekking tot het milieubeleid en de -administratie.

Datum eerste examengedeelte : 15 april 2000.

Uiterste datum van inschrijving 7 april 2000.

1 deskundige personeel : (*) Diploma gegradueerde in het sociaal werk (maatschappelijk assistent) met optie personeelswerk of maatschappelijke advisering of maatschappelijk werk.

Opvolging van individuele personeelszaken.

Uiterste datum van inschrijving 7 april 2000.

1 deskundige stedelijke werkplaatsen : (*) HOKT-diploma bouwkunde, mechanica, elektronica of tuinbouw.

Dagelijkse leiding aan een ploeg van medewerkers die mee instaan voor een verzorgde en veilige gemeentelijke infrastructuur en accommodatie ten bate van de bevolking en het stadspersoneel. De coördinatie tussen de verschillende ploegen in de werkplaatsen verzorgen.

Datum eerste examengedeelte : 6 mei 2000.

Uiterste datum van inschrijving 7 april 2000.

1 deskundige technieken : (*) HOKT-diploma van gegradueerde in elektromechanica.

Opvolging van dossiers m.b.t. de technieken toegepast in stadsgebouwen.

Datum eerste examengedeelte : 29 april 2000.

Uiterste datum van inschrijving 7 april 2000.

1 deskundige urbanisatie : (*) Gegradueerde architect-assistentie of gegradueerde in de bouw of gegradueerde landschaps- en tuinarchitect + opleiding ruimtelijke planning of stedenbouw en ruimtelijke ordening.

Ontwerpen, opvolgen en begeleiden van plannen en/of dossiers van ruimtelijke ordening.

Uiterste datum van inschrijving 7 april 2000.

1 diensthoofd toerisme : (*) Diploma gegradueerde beheer, toerisme en recreatie.

De stad aantrekkelijk maken voor toeristen, het toeristisch aanbod mee helpen verbeteren; de stad op diverse wijzen promoten via een degelijk doelgroepenbeleid en samenstelling van een mediamix.

Datum eerste examengedeelte : 22 april 2000.

Uiterste datum van inschrijving 7 april 2000.

Niveau C :

12 administratief medewerkers administratie : Diploma secundair onderwijs of gelijkgesteld onderwijs.

Het uitvoeren van het administratief werk en de logistieke ondersteuning van het stedelijk beleid.

Datum eerste examengedeelte : 8 april 2000.

Uiterste datum van inschrijving 31 maart 2000.

4 administratief medewerkers onderwijs : Diploma secundair onderwijs of gelijkgesteld onderwijs.

Het uitvoeren van het administratief werk en de logistieke ondersteuning van het pedagogisch project van de onderwijsinstelling.

Uiterste datum van inschrijving 7 april 2000.

1 kinderverzorgster : Diploma/brevet van hoger secundair beroeps-onderwijs richting verzorging of gelijkgesteld onderwijs.

Op pedagogisch verantwoorde wijze verzorgen van, toezicht houden op en animeren van kinderen-gebruikers van de kinderopvang.

Datum eerste examengedeelte : 29 april 2000.

Uiterste datum van inschrijving 7 april 2000.

1 technisch medewerker : Diploma of getuigschrift hoger secundair onderwijs.

Dienstverlening met betrekking tot openbare werken naar de burger, de stad en andere overheden.

Datum eerste examengedeelte : 15 april 2000.

Uiterste datum van inschrijving 7 april 2000.

Niveau D :

1 collectieverzorger : Diploma lager secundair onderwijs of gelijkgesteld onderwijs.

Materiële verzorging van de bibliotheekmaterialen en ondersteunende taken voor het technisch bibliotheek personeel.

Uiterste datum van inschrijving 7 april 2000.

Inschrijven voor deelname dient te gebeuren a.d.h.v. het inschrijvingsformulier dat uiterlijk op de uiterste inschrijvingsdatum aangetekend dient verstuurd, gericht aan het college van burgemeester en schepenen, Botermarkt 2, te 8800 Roeselare.

Het inschrijvingsformulier, de algemene voorwaarden (met exacte diplomaverreisten) en de functiebeschrijving zijn te verkrijgen bij het stadsbestuur, personeelsdienst, Botermarkt 2, 8800 Roeselare (tel. 051/26 22 25 of 051/26 22 26, fax 051/26 22 80, e-mail: personeelsdienst@roeselare.be). (6555)

Gemeente Rumst

Volgende betrekking is vacant bij het gemeentebestuur van Rumst in het gesco-stelsel :

1 geschoold arbeid(st)er (niveau D1-D2), voltijdse functie, groendienst.

Aanwervingsvoorwaarden :

minimum leeftijd 18 jaar;

de mannelijke kandidaten moeten voldaan hebben aan de dienstplichtwetten;

van onberispelijk gedrag zijn en de burgerlijke en politieke rechten genieten;

lichamelijke geschiktheid : de kandidaten die aangesteld worden door het college dienen zich te onderwerpen aan een geneeskundig onderzoek;

slagen in een bekwaamheidsproef gebaseerd op de functievereisten en profiel voor de betrekking.

Voorwaarden, functiebeschrijving en inschrijvingsformulieren zijn te bekomen op het gemeentehuis dienst personeel, tel. 03/880 00 40.

De uiterste inschrijvingsdatum is 6 april 2000. Het inschrijvingsformulier wordt aangetekend toegezonden aan het college van burgemeester en schepenen, Koningin Astridplein 12, te 2840 Rumst of wordt tegen ontvangstbewijs afgegeven op de personeelsdienst van het gemeentehuis. (6556)

Gemeente Temse

Het gemeentebestuur van Temse organiseert in samenwerking met het O.C.M.W. examens voor aanwerving van een voltijdse (m/v) :

SIF-coördinator (niveau A) in contractueel verband voor gemeenschappelijke werking tussen de gemeente en het O.C.M.W. ten behoeve van het Sociaal Impulsfonds.

Takenpakket : je staat in voor de algemene leiding en coördinatie van het SIF-beleid, verleent medewerking aan beleidsvoorbereidend en beleidsondersteunend werk en oefent, via netwerkvorming en sociologisch onderzoek, een adviserende staffunctie uit inzake de bestrijding van de kansarmoede en het herstel van de leef- en omgevingskwaliteit van de achtergestelde buurten.

Profiel : je behaalde één van de diploma's of studiegetuigschriften die in aanmerking komen voor de aanwerving in de betrekkingen van niveau 1 in de rijksbesturen.

Ben je geïnteresseerd ?

Vraag dan de gedetailleerde aanwervingsvoorwaarden bij onze personeelsdienst, gemeentehuis Temse, Kamiel Wautersstraat 9, 9140 Temse (loket 11, tel. 03/710 12 72 of 03/710 12 73). Of bezorg ons onmiddellijk, hetzij persoonlijk afgegeven, hetzij per aangetekende zending, je eigenhandig geschreven kandidatuur met *curriculum vitae* en een afschrift van je diploma.

Je hebt tot en met 14 april 2000 de tijd om dit alles te doen. (6557)

Het gemeentebestuur van Temse organiseert examens voor aanwerving van een voltijdse (m/v) :

Integratieambtenaar (niveau B) in contractueel verband.

Taak : je coördineert de werkzaamheden van de gemeentelijke integratiedienst, stelt beleidsplannen en toelagedossiers op, staat in voor de concrete implementatie van de beleidsvoering inzake minderheden en realiseert en bewaakt de inclusieve beleidsvoering terzake.

Profiel : je behaalde een diploma of getuigschrift van het hoger onderwijs van het korte type in een sociale, pedagogische of agogische richting of een gelijkwaardig erkend diploma of studiegetuigschrift. (6558)

Het gemeentebestuur van Temse organiseert examens voor aanwerving en het aanleggen van een wervingsreserve geldig voor twee jaar van een voltijdse (m/v) :

Maatschappelijk assistent (niveau B) in statutair verband ten behoeve van de sociale dienst.

Taak : je verleent advies en informatie over sociale aspecten, zorgt voor de voorbereiding, de planning, de coördinatie en uitvoering van het gemeentelijk sociale beleid. Je staat in voor de ondersteuning en begeleiding van sociale initiatieven en je coördineert de buitenschoolse kinderopvang.

Profiel : je behaalde een diploma of studiegetuigschrift van het hoger onderwijs van het korte type in een sociale, pedagogische of agogische richting of een gelijkwaardig erkend diploma of studiegetuigschrift.

Maatschappelijk assistent (niveau B) in statutair verband ten behoeve van de jeugdendienst.

Taak : je staat in voor advies en informatie over jeugdaspecten, zorgt voor de voorbereiding, planning en coördinatie van het gemeentelijk jeugdbeleid. Je staat in voor de ondersteuning en begeleiding van jeugdinitiatieven, de coördinatie en het dagelijks beheer van het jeugdcentrum.

Profiel : je behaalde een diploma of getuigschrift van het hoger onderwijs van het korte type in een sociale, pedagogische of agogische richting of een gelijkwaardig erkend diploma of studiegetuigschrift.

Administratief medewerker (niveau C) in contractueel verband ten behoeve van de buitenschoolse kinderopvang.

Taak : je staat in voor de inhoudelijke ondersteuning en uitvoering van administratieve opdrachten in het kader van de buitenschoolse kinderopvang. Je verzekert een efficiënte coördinatie van de opvangactiviteiten.

Profiel : je behaalde een diploma of getuigschrift dat toegang verleent tot niveau 2 bij de rijksbesturen (hoger secundair onderwijs of daarmee gelijkgesteld).

Administratief assistent (niveau D) in contractueel verband ten behoeve van de jeugdendienst.

Taak : je staat in voor de dienstverlening en informatieverstrekking en verricht ondersteunend administratieve taken ten behoeve van de jeugdendienst.

Profiel : geen diplomavereisten.

Ben je geïnteresseerd ?

Vraag dan de gedetailleerde aanwervingsvoorwaarden bij onze personeelsdienst, gemeentehuis Temse, Kamiel Wautersstraat 9, 9140 Temse (loket 11, tel. 03/710 12 72 of 03/710 12 73). Of bezorg ons onmiddellijk, hetzij persoonlijk afgegeven, hetzij per aangetekende zending, je eigenhandig geschreven kandidatuur met *curriculum vitae* en een afschrift van je diploma.

Je hebt tot en met 14 april 2000 de tijd om dit alles te doen. (6558)

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Melle

Het O.C.M.W. van Melle heeft een vacature voor een maatschappelijk werker (m/v) voor spoedige indiensttreding.

Er wordt een werfreserve (duur twee jaar) aangelegd voor toekomstige aanstellingen. Aan de kandidaten worden volgende voorwaarden gesteld :

houder zijn van een diploma van maatschappelijk assistent of sociaal verpleger;

slagen in een aanwervingsexamen;

Belg zijn.

Op eenvoudig verzoek aan de secretaris kan een functieomschrijving verkregen worden (tel. 09/252 33 27).

Hoe solliciteren ?

Solliciteren kan enkel schriftelijk. De kandidaturen dienen aangetekend verstuurd te worden aan de voorzitter van het O.C.M.W., Vossenstraat 107, te 9090 Melle en er toe te komen uiterlijk op 13 april 2000.

Uw kandidatuur dient vergezeld te zijn van een *curriculum vitae*, een bewijs van goed zedelijk gedrag en een kopie van het diploma, eensluidend verklaard door het gemeentebestuur van uw woonplaats.

Kandidaten worden in de loop van de maand april uitgenodigd voor de sollicitatieproef. (6559)

Belgocontrol

Entreprise publique autonome comportant 920 collaborateurs, offre des emplois aux passionnés de l'aéronautique et des technologies de pointe les plus récentes. Le contrôle aérien est notre métier, passionnant et exigeant.

Avec la sécurité comme premier objectif, nous conjuguons nos forces et nos ressources pour satisfaire la demande de nos clients, les compagnies aériennes, afin d'accroître la capacité de l'espace aérien.

Afin de faire face au trafic aérien croissant dans l'espace belge, nous recherchons de nouveaux collaborateurs (m/f), notamment pour :

Notre département engineering et développement de projets.

Des ingénieurs civils et des ingénieurs industriels.

Vous serez responsable du développement, de l'installation, de l'application et de l'entretien de systèmes relatifs à la sécurité aérienne dans les domaines du hardware et du software, notamment de systèmes radar et de traitement de plans de vol, de systèmes de télécommunication, d'instruments de navigation,...

Votre profil :

Ingénieur civil ou industriel avec une spécialisation en électronique, aviation, télécommunication ou informatique. Vous possédez des connaissances en systèmes informatiques interactifs et en software et vous vous intéressez aux techniques de télécommunication. Une connaissance passive du néerlandais et de l'anglais est un atout.

Pour toute information complémentaire, contactez Alain Vandenaeele (02/753 80 00).

Notre département IT.

Des analystes-programmeurs.

Vous aurez pour tâche la conception et la gestion des applications administratives Intranet, la création de bases de données et d'entry screens.

Pour toute information complémentaire concernant cette fonction, contactez Herman Boudenoodt (02/753 67 00).

Des Database Administrators.

Vous serez responsable de la structuration physique des données centralisés afin d'obtenir une qualité et une efficacité optimales des systèmes opérationnels, en collaboration avec le chef de projet et les analystes.

Pour toute information complémentaire concernant cette fonction, contactez Rudi Degezelle (02/206 24 47).

Des analystes système.

Vous concevrez des spécifications fonctionnelles en collaboration avec le chef de projet. Vous coordonnerez les projets dans leur phase d'exécution et d'implémentation.

Pour toute information complémentaire concernant cette fonction, contactez Rudi Degezelle (02/206 24 47).

Des ingénieurs réseau.

Vous serez responsable de la conception, de l'application et de l'entretien des composants du réseau et des aspects sécuritaires. Vous procéderez à des upgrades, des modifications et des extensions du réseau. Vous serez responsable de l'assistance aux utilisateurs et ferez l'interface entre les besoins des utilisateurs et leur solution technique.

Pour toute information complémentaire concernant cette fonction, contactez Marc Haest (02/753 80 02).

Votre profil pour les fonctions IT chez Belgocontrol :

Ingénieur, licencié ou gradué en informatique. Une connaissance passive du néerlandais et de l'anglais est un atout.

Une carrière passionnante vous attend, au sein d'un environnement professionnel technologique de pointe, avec de réelles perspectives d'épanouissement, une formation et un salaire attrayants.

Intéressé par une de ces offres d'emploi ?

Envoyez votre *curriculum vitae* au plus tard le 14 avril 2000 à Belgocontrol, à l'attention de Dirk Knegt, human resources manager, rue du Progrès 80, bte 2, à 1030 Bruxelles, fax 02/206 20 35, e-mail: Hilde_Rochtus@Belgocontrol.be.

Nous offrons le choix entre un engagement contractuel ou statutaire.

Les étudiants en dernière année d'études sont également invités à poser leur candidature. (6560)

Belgocontrol

Belgocontrol een autonoom overheidsbedrijf dat 920 personeelsleden telt, biedt jobs aan die een uitdaging betekenen voor al wie gepassioneerd is door de luchtvaart en de allernieuwste spits technologie. Luchtverkeersleiding is onze job, boeiend en een uitdaging. Met veiligheid als topprioriteit, bundelen wij onze krachten en middelen om tegemoet te komen aan de vraag van onze klanten, de luchtvaartmaatschappijen, naar extra capaciteit in het luchtruim.

Teneinde tegemoet te komen aan het toenemende luchtverkeer in het Belgische luchtruim, zoeken wij nieuwe medewerkers (m/v) voor :

Onze afdelingen engineering en projectontwikkeling.

Burgerlijk en industrieel ingenieurs.

Je staat in voor de ontwikkeling, de installatie, de implementatie en het onderhoud op hardware- en softwaregebied van luchtvaartveiligheidssystemen, onder andere radar- en vluchtplanverwerkingssystemen, telecommunicatiesystemen, navigatiehulpmiddelen,...

Je profiel :

Burgerlijke of industrieel ingenieur met een specialisatie elektronica, luchtvaart, telecommunicatie of informatica. Je hebt kennis van interactieve computersystemen en software en interesse in telecommunicatietechnieken. Passieve kennis van het Frans en het Engels is een troef.

Voor meer informatie, contacteer Danny De Vos (02/206 22 38).

Onze afdeling IT.

Programmeur-analisten.

Je ontwerpt en beheert administratieve Intranet-toepassingen, de design van databases en entry screens.

voor meer informatie voor deze functie, contacteer Herman Boude-noodt (02/753 67 00).

Database administrators.

Je bent verantwoordelijk voor de fysieke structurering van de gecentraliseerde gegevens om een optimale kwaliteit en doelmatigheid van de operationele systemen te bekomen in samenwerking met de project-leider en de analisten.

voor meer informatie m.b.t. deze functie, contacteer Rudi Degezelle (02/206 24 47).

Systeemanalisten.

Je ontwerpt functionele specificaties in samenwerking met de project-leider. Je begeleidt projecten in de uitvoerings- en implementatiefase.

Voor meer informatie m.b.t. deze functie, contacteer Rudi Degezelle (02/206 24 47).

Netwerk-ingenieurs.

Je bent verantwoordelijk voor het ontwerp, de implementatie en de ondersteuning van netwerkcomponenten en veiligheidssystemen. Je voert upgrades, wijzigingen en uitbreidingen uit in het netwerk. Je staat in voor de support aan de gebruikers en legt de link tussen de gebruikersbehoeften en de technische oplossing.

Voor meer informatie over deze functie, contacteer Marc Haest (02/753 80 02).

Je profiel voor de IT-functies bij Belgocontrol :

Ingenieur, licentiaat of graduaat informatica.

Passieve kennis van het Frans en het Engels is een troef.

Een boeiende carrière binnen een vooruitstrevende hoogtechnologische werkomgeving met reële doorgroei mogelijkheden, vorming en een aantrekkelijk salaris wachten op je.

Belangstelling voor één van deze vacatures ?

Stuur je *curriculum vitae* tegen 14 april 2000 naar Belgocontrol, t.a.v. Dirk Knegt, human resources manager, Vooruitgangstraat 80, bus 2, 1030 Brussel, fax 02/206 20 35, e-mail: Hilde_Rochtus@Belgocontrol.be.

Wij bieden de mogelijkheid voor een contractuele of statutaire arbeidsovereenkomst.

Laatstejaarsstudenten worden eveneens uitgenodigd om hun kandidatuur te stellen. (6560)

Gemeentelijk Havenbedrijf Antwerpen

Volle kracht vooruit met energiek talent !

Onze medewerkers weten dat je in de haven van aanpakken moet weten, want als overheidsbedrijf sta ja, hier wellicht meer dan elders, in het centrum van de commerciële activiteit. De rol die het autonoom gemeentelijk havenbedrijf Antwerpen hierin speelt is enorm. Wij staan borg voor een vlot verkeer in de haven, wij innen de liggelden van de schepen, wij verlenen de concessies aan de bedrijven,... En dat is lang niet alles, want binnen het havenbedrijf leeft een razend interessante technische bedrijvigheid : wij bouwen en baggeren de dokken, wij slepen voor eigen rekening, wij leveren elektriciteit, wij bemannen en onderhouden de sluizen en bruggen,... U ziet een hele wereld apart. Wildt u hierin een verantwoordelijkheid nemen ? Dan hebben we voor u een boeiende uitdaging in petto !

Binnen de unit van de infrastructuurdiensten, en dit voor de bedrijfs-eenheden droge infrastructuur, natte infrastructuur en renovatie en nieuwbouw, heeft het gemeentelijk havenbedrijf momenteel vacatures voor een (m/v) :

Industrieel ingenieurs bouwkunde.

Uw uitdaging :

Binnen de bedrijfseenheid droge infrastructuur.

Deze bedrijfseenheid is verantwoordelijk voor de visievorming, planning, organisatie, sturing van werken met betrekking tot het onroerend patrimonium van het havenbedrijf, waaronder wegen, dienstgebouwen, terreinen, voorkaaien, magazijnen en afdaken. Zij heeft tevens een adviserende functie met betrekking tot concessies, bouwaanvragen, leidingenplannen,...

Binnen dit kader staat u in voor de periodieke inspecties van eigendommen, formuleren van adviezen aangaande bouwaanvragen of aangaande vergunde terreinen. U volgt het administratief beheer op van vergunde gebouwen en stelt kostenvergelijkingen op. U treedt tevens als contactpersoon op naar concessionarissen en klanten toe.

Meer inlichtingen kan u bekomen bij de heer ir.-arch. K. Thys : 03/205 25 66.

Binnen de bedrijfseenheid natte infrastructuur.

De bedrijfseenheid natte infrastructuur heeft als doelstelling de waterbouwkundige constructies zoals sluizen, kaaien en bruggen op een economische en onderbouwde manier te beheren en te onderhouden zodat deze steeds operationeel blijven. Daar waar nodig staat zij in voor de aanpassing van deze constructies aan de hedendaagse noden van de havengebruikers.

U bent binnen deze bedrijfseenheid verantwoordelijk voor de inspectie van waterbouwkundige constructies in het kader van onderhouds- en renovatiewerken. U staat tevens in voor de onderbouw van onderhouds- en renovatieprogramma's, voor de daartoe benodigde studies en voor de opvolging van de uitvoering van de studies en werken.

Meer inlichtingen kan u bekomen bij de heer ir. T. Van Autgaerden : 03/205 25 69.

Binnen de bedrijfseenheid renovatie en nieuwbouw.

Het takenpakket van de bedrijfseenheid renovatie en nieuwbouw bestaat uit het plannen, ontwerpen, begeleiden van de aanbesteding en de uitvoering van grotere infrastructuurwerken in de haven van Antwerpen.

U staat als ingenieur in voor de opvolging van grote infrastructuurprojecten. Dit houdt onder meer de organisatie in van toezicht op de werken, het nazicht van plannen, de organisatie van contacten met andere diensten en derden. U staat tevens in voor rapportering en heeft een adviserende inbreng. Tenslotte bent u verantwoordelijk voor de organisatie en uitvoering van keuringen.

Meer inlichtingen kan u bekomen bij de heer ir. M. Vandamme : 03/205 25 70.

Uw profiel : u bezit een diploma van industrieel ingenieur optie bouwkunde of u bent bezig met het laatste jaar om dit diploma te behalen; u beschikt over sterke leidinggevende en organisatorische vaardigheden; u functioneert goed in teamverband; u bent communicatief en rapporteert zakelijk; u anticipeert alert en flexibel op problemen; u heeft een sterke zin voor verantwoordelijkheid en kunt initiatief aan de dag leggen; kennis van typische haveninstallaties is een pluspunt.

Wij bieden : een sterk gevarieerde job met ruimte voor creativiteit en eigen verantwoordelijkheden; reële doorgroeimogelijkheden.

Hoe solliciteren ?

Meer informatie betreffende de functie wordt u op verzoek toegezonden; u kunt zich tot 14 april 2000 inschrijven voor de vergelijkende selectieprocedure; de formulieren hiervoor bekomt u bij Goele Gross van de personeelsdienst van het gemeentelijk havenbedrijf, Havenhuis, Entrepotkaai 1, 2000 Antwerpen, tel. 03/205 21 99 - 205 22 79, e-mail: werving.selectie@haven.antwerpen.be; de formulieren zijn ook beschikbaar in de districtshuizen en wijkkantoren van de stad Antwerpen, de VDAB-kantoren in de regio Antwerpen, aan de infobalie van het stadhuis en in de infowinkel, Grote Markt 40, 2000 Antwerpen.

Het eerste gedeelte van de selectieprocedure is voorzien op zaterdag 29 april.

Het gemeentelijk havenbedrijf haalt aanpakkers met verantwoordelijkheidszin aan boord. (6561)

Gemeente Schelle

Het gemeentebestuur van Schelle zal overgaan tot de aanwerving van een chauffeur (m/v) niveau D, voltijds.

De kandidaten moeten een diploma hebben van het lager secundair technisch onderwijs en moeten in het bezit zijn van rijbewijs C.

Functiebeschrijving en functieprofiel, diploma- en andere voorwaarden, examenprogramma en bijkomende inlichtingen kan u bekomen op het secretariaat, Fabiolalaan 55, Schelle, tel. 03/887 42 44, fax 03/877 29 74.

Kandidaturen met een voor eensluidend verklaard afschrift van het diploma dienen uiterlijk 15 april 2000 aangetekend gestuurd te worden naar het college van burgemeester en schepenen, Fabiolalaan 55, 2627 Schelle. (6619)

Gerechtelijke akten en uittreksels uit vonnissen

Actes judiciaires et extraits de jugements

Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 490
van het Strafwetboek

Publication faite en exécution de l'article 490
du Code pénal

*Misdrijven die verband houden met de staat van faillissement
Infractions liées à l'état de faillite*

Cour d'appel de Liège

Extrait d'arrêt — Sixième chambre correctionnelle

Notice n° 523/98.

Arrêt n° 354/99.

Par arrêt contradictoire du 26 mai 1999,

En cause de :

Le ministère public, appelant

Contre :

744 Ramathan-Mhssin, née à Mosoul (Irak) le 21 juin 1960, sans domicile ni résidence connus, demeurant actuellement Lotissement « La Croix » 12, à F-97.455 Baie Mahault (Guadeloupe-France)

Prévenue, appelante

Sur l'appel d'un jugement du tribunal correctionnel d'Arlon rendu le 10 septembre 1998;

La cour, du chef de :

comme auteur, entre le 4 janvier 1993 et le 24 mars 1994

avec une intention frauduleuse ou à dessein de nuire détourné ou dissimulé une partie de l'actif de la S.C. « Arlon Cuisines », déclarée en faillite par jugement du tribunal de commerce d'Arlon en date du 24 mars 1994, en l'espèce notamment du numéraire pour un montant de 1 230 100 francs belges;

Condamne la prévenue de ce chef,

à une peine de trois mois d'emprisonnement principal avec un sursis de trois ans et à une amende de cent francs, majorée de 1 490 décimes avec un sursis de trois ans, ainsi portée à 15 000 francs ou huit jours d'emprisonnement subsidiaire;

à verser une somme de 10 francs portée à 2 000 francs (loi du 1^{er} août 1985);

au paiement d'une indemnité de 1 000 francs (arrêté royal du 23 décembre 1993);

à payer les frais d'instance liquidés à 5 857 francs et les frais d'appel qui la concernent liquidés à 3 151 francs.

Par arrêt du 17 novembre 1999, la Cour de Cassation casse l'arrêt attaqué en tant qu'il condamne chacun des demandeurs à l'interdiction prévue par l'article 1^{er} de l'arrêté royal n° 22 du 24 octobre 1934, modifiée par l'article 3 de la loi du 2 juin 1998 pour une durée de dix ans. Rejette les pourvois pour le surplus. Dit n'y avoir lieu à renvoi.

Liège, le lundi 13 décembre 1999.

Ordonne la publication par extrait du présent arrêt au *Moniteur belge*, aux frais de la prévenue, dans les formes et selon les modalités de l'article 490 du Code pénal;

Ordonne la restitution des objets saisis à leurs légitimes propriétaires.

Pour extrait conforme délivré à Mme le procureur général; M. le receveur des amendes.

(Signé) J. Thirifays, greffier-chef de service.

(6562)

Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 488bis e, § 1 van het Burgerlijk Wetboek

Publication faite en exécution de l'article 488bis e, § 1^{er} du Code civil

—
Aanstelling voorlopig bewindvoerder
Désignation d'administrateur provisoire
 —

Vrederecht van het kanton Deurne
 —

Bij beschikking van Winnie Vermeulen, vrederechter van het kanton Deurne, verleend op 15 maart 2000, werd Mevr. Marie Louise Octavie Kestens, geboren te Schaarbeek op 23 mei 1912, weduwe van de heer Jozef Hubert Gielen, wonende te 2100 Antwerpen-Deurne, Cornelis Dyckstratelaan 2, verblijvende O.L.V. Middelaars, te 2100 Antwerpen-Deurne, Florent Pauwelslei 1, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : de heer Hector Jozef Gielen, wonende te 2547 Lint, Daalsveld 3.

Het verzoekschrift werd neergelegd ter griffie op 23 februari 2000.

Antwerpen-Deurne, 18 maart 2000.

De hoofdgriffier, (get.) Blendeman, Richard. (62058)

Bij beschikking van Winnie Vermeulen, vrederechter van het kanton Deurne, verleend op 15 maart 2000, werd Robin Casier, geboren te Wilrijk op 28 oktober 1980, wonende te 2110 Wijnegem, Jozef Nauwelaertsstraat 7, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : zijn moeder, Vera Cassimon, wonende te 2110 Wijnegem, Jozef Nauwelaertsstraat 7.

Het verzoekschrift werd neergelegd ter griffie op 29 februari 2000.

Antwerpen-Deurne, 18 maart 2000.

De hoofdgriffier, (get.) Blendeman, Richard. (62059)

Vrederecht van het zesde kanton Gent
 —

Bij beschikking van de vrederechter van het zesde kanton Gent, verleend op 16 maart 2000, werd Glacz, Nele, geboren te Oostende op 6 november 1975, verblijvende Universitair Ziekenhuis, te 9000 Gent, De Pintelaan 185, K7, eerste verdieping, rechts, gedomicilieerd te 8400 Oostende, Frère Orbanstraat 315/4, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Doom, Ginette, Zevekoteheirweg 102, 8470 Gistel.

Voor eensluidend afschrift : de hoofdgriffier, (get.) R. Hantson. (62060)

Vrederecht van het kanton Haacht
 —

Beschikking d.d. 20 maart 2000, verklaart Somers, Carolina, geboren te Mechelen op 27 juli 1924, wonende te 3190 Boortmeerbeek, Anderveldstraat 1, niet in staat zelf haar goederen te beheren.

Voegt toe als voorlopig bewindvoerder : Herbots, Karel, advocaat, wonende te 3010 Kessel-Lo, Tiense Vest 29.

Haacht, 20 maart 2000.

De hoofdgriffier, (get.) Vangeel, Rudiger. (62061)

Beschikking d.d. 20 maart 2000, verklaart Duyn, Anne-Marie, geboren te Sint-Agatha-Berchem op 3 januari 1935, wonende te 3140 Keerbergen, A. Cleynhenslaan 173, verblijvende Psycho Geriatrisch Centrum, P. Damiaanstraat 33a, te 3120 Tremelo, niet in staat zelf haar goederen te beheren.

Voegt toe als voorlopig bewindvoerder : Hebbelynck, Marie-Hélène, wonende te 3140 Keerbergen, Ganzendreef 14A.

Haacht, 20 maart 2000.

De hoofdgriffier, (get.) Vangeel, Rudiger. (62062)

Vrederecht van het kanton Kapellen
 —

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Kapellen, verleend op 14 maart 2000, werd Mevr. Colders, Louisa, gepensioneerde, wonende te Hoboken, Steynstraat 353, bus 2, verblijvende te Essen, R.V.T. De Bijster, Nollekensstraat 15, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : de heer Hugo De Wachter, advocaat te 2020 Antwerpen, Jan Van Rijswijcklaan 164.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) G. Aertgeerts. (62063)

Vrederecht van het kanton Mol
 —

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Mol, verleend op 13 maart 2000, werd Huysmans, Theresia Margaretha, gedomicilieerd in het rusthuis « Ten Hove », 2400 Mol, Jacob Smitslaan 26, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder : Deprouw, Jo, advocaat, kantoorhoudende te 2400 Mol, Kruisven 64.

Mol, 20 maart 2000.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Paul Verhaert. (62064)

Vrederecht van het eerste kanton Oostende
 —

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Oostende, verleend op 13 maart 2000, werd Huyghebaert, Pieter, geboren te Oudenburg op 14 november 1910, wonende te 8460 Oudenburg, Kasteeldreef 11, verblijvende H. Hartziekenhuis, Gouwelozestraat 100, te 8400 Oostende, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Huyghebaert, Rita, wonende te 8460 Oudenburg, Westkerksestraat 2.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 13 maart 2000.

De griffier, (get.) Deleu, Marc. (62065)

Vrederecht van het eerste kanton Sint-Niklaas
 —

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Sint-Niklaas, verleend op 16 maart 2000, werd Bruggeman, William, geboren te Sint-Niklaas op 11 maart 1946, breier, wonende te 9100 Sint-Niklaas, Puitvoetstraat 61, bus 3, verblijvende A.P.Z. Sint-Lucia, Ankerstraat 91, te 9100 Sint-Niklaas, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Amelinckx, Daniël, advocaat, met kantoor te 9140 Temse, Piet Nutenlaan 7a.

Sint-Niklaas, 17 maart 2000.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Moonen, Fanny. (62066)

Justice de paix du canton d'Arlon

Suite à la requête déposée le 9 février 2000, par ordonnance du juge de paix du canton d'Arlon rendue le 9 mars 2000, Tonnelier, Simone Marie Catherine, veuve Arend, née à Heinsch le 21 février 1930, domiciliée à 6700 Arlon (Heinsch), rue de la Papeterie 16, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Me Marc Kauten, avocat, dont les bureaux se trouvent à 6700 Arlon, avenue Tesch 5.

Arlon, le 20 mars 2000.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) M. Mertz. (62067)

Justice de paix du canton d'Auderghem

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Auderghem du 15 mars 2000, Mme Gerard, Lucie, née le 2 août 1914 à Liège, domiciliée à 1000 Bruxelles, rue Léon Lepage 24, résidant à 1160 Auderghem, rue Hector Gobert 13 (Résidence Madou), a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire de ses biens, étant : Mme Christine Snoeck, domiciliée à 1170 Bruxelles, avenue du Martin-Pêcheur 46, bte 21.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) A. Vandenbranden. (62068)

Justice de paix du canton de Bastogne

En suite à la requête déposée le 2 mars 2000, par ordonnance du juge de paix du canton de Bastogne rendue le 15 mars 2000, M. Schmitz, Albert Léon, né le 9 mars 1916 à Longchamps, veuf, domicilié Harzy 10, à 6600 Bastogne, résidant Maison de Repos « En Famille », Salvacourt 11, à 6640 Hompré (Vaux-sur-Sûre), a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Mme Schmitz, Cécile, sans profession, domiciliée rue des Déportés 19, à 6600 Bastogne.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Aernouts, Marie-Yvonne. (62069)

Justice de paix du canton de Boussu

Par ordonnance de M. le juge de paix, Marc Bouillon, du canton de Boussu en date du 14 mars 2000, la nommée Blommaert, Marguerite, née à Boussu le 28 août 1914, domiciliée à 7300 Boussu, home Guérin, rue F. Dorzée 2, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Me Hélène Pepin, avocat à 7330 Saint-Ghislain, rue du Port 42.

Boussu, le 20 mars 2000.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Jean Mahieu. (62070)

Par ordonnance de M. le juge de paix, Marc Bouillon, du canton de Boussu en date du 14 mars 2000, la nommée Demeulemeester, Marie-Josée, née à Saint-Ghislain le 4 mars 1928, domiciliée à 7301 Boussu (Hornu), home Notre Maison, rue de la Fontaine 127, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Me Hélène Pepin, avocat à 7330 Saint-Ghislain, rue du Port 42.

Boussu, le 20 mars 2000.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Jean Mahieu. (62071)

Par ordonnance de M. le juge de paix, Marc Bouillon, du canton de Boussu en date du 16 mars 2000, la nommée Duvivier, Berthe, née à Quaregnon le 9 août 1927, résidant actuellement à 7333 Tertre, Seniorie « Les Aulnois », rue Royale 50, domiciliée à 7390 Quaregnon, place du Rivage 16, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Me Christelle Delplancq, avocat à Quaregnon, rue P. Pastur 143.

Boussu, le 20 mars 2000.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Jean Mahieu. (62072)

Justice de paix du canton de Stavelot

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Châtelet en date du 9 mars 2000, la nommée Dubois, Rosita, née à Farciennes le 29 juin 1925, et domiciliée à la résidence Harmonie, à 6200 Châtelineau, rue de Gilly 56, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Me Laurence Scutenelle, avocat, dont le cabinet est établi à 6280 Gerpinnes, rue F. Bernard 10, requête déposée et visée au greffe le 10 janvier 2000.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Hembersin, Guy. (62073)

Justice de paix du canton de Fléron

Suite à la requête déposée le 24 février 2000, par ordonnance du juge de paix du canton de Fléron rendue le 7 mars 2000, Mme Dengis, Marguerite, veuve de Philippart, Jules, née le 7 novembre 1926 à Loncin, domiciliée à Jupille, rue Désiré Simonis 24, résidant à la Résidence Charlemagne, rue de Bois de Breux 53, à 4020 Jupille-sur-Meuse, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de M. Philippart, Marc, employé communal, domicilié à Liège, rue Grandgagnage 14, son fils.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Joseph Leruth. (62074)

Justice de paix du canton de Marchienne-au-Pont

Par ordonnance du juge de paix du canton de Marchienne-au-Pont en date du 17 mars 2000, le nommé Aspiazu, Thiery Eloy Eddy, célibataire, né à Charleroi le 14 octobre 1975, domicilié à Charleroi (Gilly), rue Fiotte 31, résidant à Charleroi (Marchienne-au-Pont), rue Destrée 41/21, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Tramasure, Sébastien, avocat, juge de paix suppléant, domicilié à Charleroi (Mont-sur-Marchienne), avenue Paul Pastur 213, requête déposée le 25 février 2000.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Gudy Goffin. (62075)

Justice de paix du canton de Mouscron

Par ordonnance du juge de paix du canton de Mouscron en date du 13 mars 2000, la nommée Vandamme, Madeleine, demeurant à 7712 Herseaux, rue J. Beaucarne 10, Home Joseph, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Mme Vloebergs, Martine, avocate, demeurant à 7500 Tournai, rue Rogier 45.

Mouscron, le 20 mars 2000.

Le greffier, (signé) G. Bausier. (62076)

Par ordonnance du juge de paix du canton de Mouscron en date du 13 mars 2000, la nommée Dhooghe, Marguerite, domiciliée à 7700 Mouscron, rue de l'Agriculture 143, mais résidant à 7700 Mouscron, avenue Mozart 45, Résidence Amadeus, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : M. Santy, Dominique, demeurant à 7711 Dottignies, avenue des Marronniers 1.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) G. Bausier. (62077)

Justice de paix du troisième canton de Schaerbeek

Par ordonnance de M. le juge de paix du troisième canton de Schaerbeek en date du 14 mars 2000, la nommée Marie Baetens, née à Haeren (Borgloon) le 16 août 1910, résidant et domiciliée à la Résidence Linthout, à Schaerbeek, rue de Linthout 65, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Me Carine Van Damme, avocat à Ixelles, rue de Livourne 45.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Christiane Vanden Wijngaert. (62078)

Justice de paix du canton d'Uccle

Par ordonnance du juge de paix de complément du canton d'Uccle en date du 17 mars 2000, en suite de la requête déposée le 29 février 2000, Mme Maurice, Aline Constance, née à Warnant le 20 avril 1920, domiciliée chaussée d'Alseberg 1004, à 1180 Uccle, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Me Yvan Boels, avocat, ayant son cabinet à 1060 Bruxelles, rue de Suisse 15.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Pascal Goies. (62079)

Par ordonnance du juge de paix de complément du canton d'Uccle en date du 17 mars 2000, en suite de la requête déposée le 1^{er} mars 2000, Mme Elise Van Alphen, née à Evere le 3 octobre 1923, domiciliée à la Résidence Echevinage, à 1180 Uccle, avenue de l'Echevinage 14, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : M. Decoster, Marcel, pensionné, domicilié à 1180 Uccle, rue J.B. Labarre 37, bte 15.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Pascal Goies. (62080)

Justice de paix du canton de Visé

Par ordonnance du juge de paix du canton de Visé rendue le 9 mars 2000, sur requête déposée le 8 février 2000, M. Vossen, François, né le 21 août 1936, domicilié Rampe du Pont, Domaine d'Argenteuil 1, à 4684 Haccourt, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Me Polain, Jean-François, avocat, rue des Remparts 6/D2, à 4600 Visé.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Galasse, Roger. (62081)

Par ordonnance du juge de paix du canton de Visé rendue le 9 mars 2000, sur requête déposée le 8 février 2000, Mme Vangeerbergen, Alice, née le 2 novembre 1913, domiciliée Rampe du Pont, Domaine d'Argenteuil 1, à 4684 Haccourt, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Mme Vanegeren, Nadine, domiciliée allée Verte 94, à 4684 Haccourt.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Galasse, Roger. (62082)

Justice de paix du canton de Walcourt

Suite à la requête déposée le 7 mars 2000, par ordonnance du juge de paix du canton de Walcourt rendue le 15 mars 2000, Mme Dewever, Maria, née le 21 mai 1920 à Gilly, domiciliée chaussée de Ransart 159, à 6060 Gilly (Charleroi), résidant Home Lagrange, place d'Hanzinne 122A, à 5621 Hanzinne, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de M. Vanroosbroeck, Claude, domicilié rue d'Hanzinne 59, 5621 Hanzinne.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Rolin, Fany. (62083)

*Mainlevée d'administration provisoire
Opheffing voorlopig bewind*

Vrederegerecht van het kanton Borgloon

Beschikking d.d. 16 maart 2000, verklaart Bormans, Lutgarde, aangevozen bij beschikking verleend door de vrederechter van het kanton Borgloon, op 15 april 1999 (rolnummer 99B16-Rep.R. 350/1999) tot voorlopig bewindvoerder over Medaerts, Gerard, (gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 27 april 1999, blz. 14096 en onder nr. 62652), met ingang van 11 augustus 1999 ontslagen van de opdracht, gezien de beschermde persoon overleden is.

Borgloon, 20 maart 2000.

De griffier, (get.) Freson, Marie-Jeanne. (62084)

Vrederegerecht van het kanton Deurne

Bij beschikking van Winnie Vermeulen, vrederechter van het kanton Deurne, verleend op 14 maart 2000, werd een einde gesteld aan het mandaat van voorlopig bewindvoerder van de heer Erik Valère Clement Alphonse Irénée Smeets, geboren te Etterbeek op 21 september 1950, wonende te 2100 Antwerpen-Deurne, Karel Van Overmeirelaan 20 (gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* d.d. 2 februari 2000, blz. 3369, nr. 60641), over de goederen van zijn moeder Irène Maria Emma Alida Smeets, geboren te Antoing op 23 februari 1910, in leven wonende te 2100 Antwerpen-Deurne, Karel Van Overmeirelaan 20, overleden te Antwerpen-Merksem op 23 februari 2000.

Antwerpen-Deurne, 14 maart 2000.

De hoofdgriffier, (get.) Blendeman, Richard. (62085)

Vrederegerecht van het kanton Ninove

Beschikking d.d. 20 maart 2000, verklaart Christien, Elisabeth, wonende te 9470 Denderleeuw, Toekomststraat 8, aangewezen bij beschikking verleend door de vrederechter van het kanton Ninove, op 8 september 1992 (rolnummer 92/164-Rep.R. 1233), tot voorlopig bewindvoerder over Christien, Alice, geboren te Liedekerke op 9 augustus 1911, wonende en verblijvende in het rust- en verzorgingshuis Ter Bake, Steenweg 732, te 9470 Denderleeuw (gepubliceerd in

het *Belgisch Staatsblad* van 19 september 1992, nr. 5907), met ingang van 1 april 2000 ontslagen van de opdracht, gezien de beschermde persoon overleden is op 11 maart 2000.

Ninove, 20 maart 2000.

De eerstaanwezend adjunct-griffier, (get.) Van Durme, Rita. (62086)

Justice de paix du canton de Fontaine-l'Évêque

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Fontaine-l'Évêque, en date du 16 mars 2000, il a été mis fin au mandat de Me Luc Collart, avocat, dont le cabinet est établi à 6530 Thuin, drève des Alliés 28, en sa qualité d'administrateur provisoire de Vander-swalm, Armande, née à Renaix le 30 novembre 1908, domiciliée à 6142 Leernes, rue de la Hutte 102, décédée le 22 janvier 2000 à 6142 Leernes.

Fontaine-l'Évêque, le 16 mars 2000.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) F. Bastien. (62087)

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Fontaine-l'Évêque, en date du 20 mars 2000, il a été mis fin au mandat de Me Noël Patris, avocat, dont le cabinet est établi à 6540 Lobbes, rue des Quatre Bras 66, en sa qualité d'administrateur provisoire de Hiersoux, Rosine, née à Gosselies le 27 août 1909, domiciliée à 6180 Courcelles, rue Paul Pastur 121, décédée le 15 février 2000 à Jumet.

Fontaine-l'Évêque, le 20 mars 2000.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) F. Bastien. (62088)

Justice de paix du deuxième canton de Liège

Par ordonnance du juge de paix du deuxième canton de Liège, du 17 mars 2000, il a été constaté que la mesure d'administration provisoire prise par ordonnance du 21 septembre 1998 a pris fin suite au décès de Mme Balhant, Maria, née le 30 décembre 1926 à Liège, veuve, domiciliée rue du Mery 2, 4000 Liège, il a été mis fin, en conséquence, après dépôt d'un rapport de gestion, à la mission de son administrateur provisoire, Mme Warnotte, Arlette, domiciliée rue Saint-Paul 41, 4000 Liège.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Gillis, Monique. (62089)

Remplacement d'administrateur provisoire
Vervanging voorlopig bewindvoerder

Justice de paix du canton de Stavelot

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Stavelot, en date du 15 mars 2000, Me Bernard Parmentier, avocat à Bertrix, rue de la Gare 89, a été déchargé de sa fonction d'administrateur provisoire de la nommée Verplaetse, Marie-Louise, née le 13 juin 1956, célibataire, domiciliée à 5550 Vresse-sur-Semois, La Ringe 28, se trouvant actuellement au C.H.S. « l'Accueil », rue du Droyard 15, à 4990 Liernieux (telle que lui confiée par ordonnance en date du 18 avril 1997) et remplacé dans les mêmes fonctions par M. Charles Crespin, notaire à 4970 Stavelot, rue Neuve 113.

Pour extrait conforme : le greffier-adjoint principal, (signé) Grogna, Christiane. (62090)

**Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 793
van het Burgerlijk Wetboek**

**Publication prescrite par l'article 793
du Code civil**

Aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving
Acceptation sous bénéfice d'inventaire

Jongeheer Jelle Wildiers, geboren te Leuven op 9 maart 1981, en Mej. Emilie Wildiers, geboren te Leuven op 7 april 1982, beiden wonende te Haacht, Grote Baan 24, hebben bij verklaring afgelegd op de rechtbank van eerste aanleg te Leuven, op 30 december 1999, de nalatenschap van hun vader Guido Wildiers, overleden te Haacht op 20 januari 1998, aanvaard onder voorrecht van boedelbeschrijving.

Eventuele schuldeisers worden verzocht hun schuldvorderingen te betekenen binnen de drie maanden na datum van deze publicatie aan het adres van notaris Luc Van Campenhout, te Keerbergen, Tremelobaan 61.

(Get.) Bart Arnauts. (6563)

Rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen

Volgens akte verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, op 20 maart 2000, hebben :

Vercammen, Vera Jeannine Charlotta, geboren te Wilrijk op 4 april 1949, wonende te 2030 Antwerpen, Pater Strackestraat 14/11;

a) handelend in eigen naam;

b) handelend in haar hoedanigheid van moeder, wettige beheerster over de persoon en de goederen van haar minderjarig kind :

Benali, Tarek, geboren te Antwerpen op 21 november 1982, wonende bij de moeder;

Vercammen, Nadia, geboren te Antwerpen op 19 augustus 1977, wonende te 2030 Antwerpen, Pater Strackestraat 14/11, handelend in eigen naam,

verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Ghajini, Pascal Gummarus Astrid, geboren te Antwerpen op 11 juni 1970, in leven laatst wonende te 2000 Antwerpen, Jan van Gentstraat 29, en overleden te Lille op 11 maart 1999.

Er wordt woonstkeuze gedaan ten kantore van notaris Van Herzeele, Marnix, Ambtmanstraat 7, te 2000 Antwerpen.

De schuldeisers en de legatarissen worden verzocht hun rechten te doen kennen binnen de drie maanden te rekenen van deze bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, bij aangetekend bericht gericht aan de door de erfgenamen gekozen woonplaats.

Antwerpen, 20 maart 2000.

De adjunct-griffier, (get.) R. Aerts. (6564)

Rechtbank van eerste aanleg te Leuven

Op 16 maart 2000, ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Leuven, voor ons, G. Deroost, e.a. adjunct-griffier bij dezelfde rechtbank, is verschenen :

Vandebroek, Romain, advocaat, kantoorhoudend te 3000 Leuven, J.P. Minckelersstraat 19, handelend in zijn hoedanigheid van voorlopige bewindvoerder over :

Aerts, Elvire, geboren te Scherpenheuvel op 27 januari 1935, wonende en verblijvende te 3360 Bierbeek (Lovenjoel), Salve Mater, Groot Park 3.

De comparant verklaart ons, handelend in zijn gezegde hoedanigheid, onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Aerts, Augustus Franciscus, geboren te Scherpenheuvel-Zichem op 5 oktober 1920, in leven laatst wonende te 3270 Scherpenheuvel-Zichem, Zuidervest 2, en overleden te Begijnendijk op 23 december 1999.

Tot staving van zijn verklaring heeft de comparant ons een afschrift vertoond van het vrederecht van het kanton Leuven II, waarbij hij gemachtigd werd om in naam van de voornoemde Aerts, Elvire, de nalatenschap van wijlen Aerts, Augustus Franciscus, te aanvaarden onder voorrecht van boedelbeschrijving.

Hij heeft ons tevens verklaard om in deze procedure, en bij toepassing van artikel 793 van het Burgerlijk Wetboek, woonplaats te kiezen op het kantoor van Mr. Meuris, notaris te 3270 Scherpenheuvel-Zichem, Albertusplein 27, alwaar de schuldeisers en legatarissen zich bekend dienen te maken.

Waarvan akte, welke de comparant, na gedane lezing, met ons, e.a. adjunct-griffier, heeft ondertekend.

(Get.) R. Vandebroek; G. Deroost.

Leuven, 16 maart 2000.

De hoofdgriffier, (get.) M. Stessels. (6565)

Rechtbank van eerste aanleg te Oudenaarde

Heden, 29 november 1999, voor ons, Paul Van der Hauwaert, griffier-hoofd van dienst bij de rechtbank van eerste aanleg te Oudenaarde, is ter griffie verschenen :

Mevr. Katrien Top, kandidaat-notaris, wonende te Oudenaarde, Jagerij 33, handelend ingevolge onderhandse volmacht haar gegeven te Zottegem op 9 november 1999, door :

Mevr. De Ridder, Martine, geboren te Zottegem op 18 april 1967, wonende te Zottegem, Rijkestraat 77, in haar hoedanigheid van moeder, wettige voogdes over de persoon en de goederen van haar minderjarige met haar inwonende dochter, Stefanie Ronsse, geboren te Zottegem op 29 december 1985;

hiertoe gemachtigd bij beslissing van de familieraad, gehouden onder het voorzitterschap van de vrederechter van het kanton Oudenaarde, d.d. 7 maart 1996.

Welke comparant ons verklaard, namens haar opdrachtgeefster, te aanvaarden onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap van wijlen Ronsse, Johnny Alfons, geboren te Oudenaarde op 16 maart 1961, laatst wonende te 9620 Zottegem, Rijkestraat 77, en overleden te Horebeke op 1 december 1995.

Ten einde deze wordt keuze van woonst gedaan ten kantore van Mr. Luc Van Coppenolle, notaris, met kantoor te Oudenaarde, Baarstraat 16, bus 1.

De voormelde akte volmacht wordt aan onderhavige akte gehecht.

Een eensluidend verklaard afschrift van de voormelde beslissing van de familieraad wordt aan onderhavige akte gehecht.

Waarvan akte, opgemaakt op plaats en datum zoals voormeld en na voorlezing ondertekend door de comparant en ons, Paul Van der Hauwaert, griffier-hoofd van dienst.

(Get.) K. Top; P. Van der Hauwaert.

Voor eensluidend verklaard afschrift, afgeleverd aan comparant voornoemd.

Oudenaarde, 29 november 1999.

De griffier-hoofd van dienst, (get.) P. Van der Hauwaert. (6566)

Rechtbank van eerste aanleg te Hasselt

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt, op 20 maart 2000, blijkt dat Philippe Crolaa, notaris te 3920 Lommel, Frans Van Hamstraat 6, handelende in zijn hoedanigheid van gevolmachtigde van :

Hendriks, Riga Marie Josée, geboren te Lommel op 1 juli 1946, wonend te Lommel, Molenstraat 78, weduwe van Leon Marcel Louis Palstermans, handelende in eigen naam;

Palstermans, Jürgen René Louis, geboren te Lommel op 24 februari 1971, wonend te 2400 Mol, Weilandstraat 3, handelende in eigen naam;

Palstermans, Raf Jan Jeanne, geboren te Lommel op 10 maart 1975, wonend te Lommel, Molenstraat 78, handelende in eigen naam;

in het Nederlands verklaard heeft, de nalatenschap van wijlen Palstermans, Leo Marcel Louis, geboren te Opwijk op 6 mei 1946, in leven laatst wonende te 3920 Lommel, Molenstraat 78, en overleden te Lommel op 20 februari 2000, te aanvaarden onder voorrecht van boedelbeschrijving en teneinde dezer woonst te kiezen ter studie van de heer Philippe Crolla, notaris te 3920 Lommel, Frans Van Hamstraat 6.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht, binnen de drie maanden te rekenen van de datum van opnemings in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen ter studie van voornoemde notaris.

Hasselt, 20 maart 2000.

De afgevaardigd adjunct-griffier, (get.) L. Petrov. (6567)

Rechtbank van eerste aanleg te Brussel

Volgens akte, nr. 00-518, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, op 20 maart 2000, de heer Trap, Jan, advocaat te 1701 Dilbeek, Herdebeekstraat 119, handelende in zijn hoedanigheid van volmachtdrager krachtens twee onderhandse volmachten :

de eerste gedateerd van 8 maart 2000, en gegeven door Mevr. Pailaga, Bagsican Lydia, geboren te Katipunan (Filippijnen) op 5 mei 1977, wonende te Linter, Sint-Truidensesteenweg 152/A;

de tweede gedateerd van 16 maart 2000, en gegeven door Mevr. Muylaert, Betty, wonende te 1701 Dilbeek, Kleinveldweg 33, handelende in haar hoedanigheid van datieve voogd over het minderjarig kind, Muylaert, Kenneth, geboren te Jette op 25 juli 1984,

heeft verklaard, de nalatenschap van wijlen de heer Muylaert, Michel Francis Jean, geboren te Dilbeek op 22 december 1959, in leven wonende te Sint-Agatha-Berchem, Kattestraat 6, en overleden op 15 september 1999 te Jette, te aanvaarden onder voorrecht van boedelbeschrijving.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht, bij aangetekend bericht hun rechten te doen kennen binnen de drie maanden te rekenen van de datum van onderhavige opnemings, gericht aan de heer Van Bellinghen, Jacques, notaris te 1740 Ternat, Van Cauwelaertstraat 40.

Brussel, 20 maart 2000.

De griffier, (get.) Aerts, Vera. (6568)

Volgens akte, nr. 00-521, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, op 20 maart 2000, de heer De Cree, Pascal, wonende te 2800 Mechelen, Zijpestraat 50, heeft verklaard, de nalatenschap van Mevr. Cordier, Jeannine Louise, geboren te Audrignies op 18 november 1952, in leven wonende te Zemst-Laar, Lareveenstraat 57, en overleden op 2 april 1999 te Andenne (Coutisse), te aanvaarden onder voorrecht van boedelbeschrijving.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht, bij aangetekend bericht hun rechten te doen kennen binnen de drie maanden te rekenen van de datum van onderhavige opnemings, gericht aan de heer Clerens, Gauthier, notaris te 2800 Mechelen, Korenmarkt 47.

Brussel, 20 maart 2000.

De griffier, (get.) Aerts, Vera. (6569)

Rechtbank van eerste aanleg te Brussel

Voor de griffier van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, op 25 februari 2000, door Mr. Pelsmaekers, Gaëtane, advocaat te 3020 Winksele, Arnoudt Rulenslaan 19, in hoedanigheid van volmacht-draagster krachtens een hierbijgevoegde onderhandse volmacht, gedaateerd van 2 februari 2000, en gegeven door Mr. Beelen, Robert, advocaat te 3000 Leuven, Justus Lipsiusstraat 24, handelende in zijn hoedanigheid van voorlopig bewindvoerder over Mevr. Bourgoing, Monique, wonende te 1200 Brussel, Albertijlaan 15, thans verblijvende te Kortenberg, U.C. Sint-Jozef, Leuvensesteenweg 517, hiertoe aangesteld bij beschikking verleend door de vrederechter van het kanton Leuven-1, op 10 juni 1992.

Toelating : beschikking van de heer de vrederechter van het kanton Leuven-1, op datum van 19 januari 2000, beschikking ons vertoond onder de vorm van een fotocopie, deze aan verschijnster teruggegeven.

Voorwerp verklaring : aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving.

Aan de nalatenschap van : Plaum, Solange Andrée Martine, geboren te Elsene op 1 oktober 1910, in leven wonende te Sint-Lambrechts-Woluwe, Albertijnlaan 15, en overleden op 26 september 1999 te Sint-Lambrechts-Woluwe.

Waarvan akte, na voorlezing, (get.) Pelsmaekers, Gaëtane; Vera Aerts.
De griffier, (get.) Vera Aerts. (6570)

Tribunal de première instance de Dinant

L'an deux mille, le mercredi quinze mars, par devant nous, Georgette Feret, greffier en chef du tribunal de première instance séant à Dinant, province de Namur, a comparu au greffe de ce tribunal, M. Marion, Jean-Paul, rédacteur, domicilié à Havelange, agissant, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Walcourt en date du 6 mars 2000, et qui restera annexée au présent acte, comme mandataire de Mme Martin, Marie Paule Louise Ghislaine, née à Roly le 16 avril 1953, veuve de M. Constant, Daniel, domiciliée à 5620 Florennes, rue Gérard de Cambrai 13, agissant en sa qualité de mère et tutrice légale de son fils mineur, domicilié avec elle, Constant, Guillaume Georges, né à Montignies-sur-Sambre le 14 novembre 1983, lequel comparant, faisant choix de la langue française, et pour se conformer à la délibération du conseil de famille tenu sous la présidence de M. le juge de paix du canton de Florennes en date du 1^{er} février 2000, et dont extrait conforme restera annexé au présent acte, nous a déclaré, pour et au nom de sa mandate préqualifiée, agissant elle-même pour et au nom de son fils mineur préqualifié, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession qui lui est dévolue par le décès de son père, M. Constant, Daniel Paul Ghislain Georges, né à Chimay le 10 février 1956, en son vivant demeurant et domicilié à 5620 Florennes, rue Gérard de Cambrai 13, et décédé en date du 4 janvier 2000.

Dont acte, que le comparant a signé avec nous, greffier en chef, après lecture faite.

(Signé) G. Feret; J.P. Marion.

Les créanciers et les légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, dans un délai de trois mois à compter de la présente insertion. Cet avis doit être adressé à Me Geneviève Gigot, notaire à 5650 Walcourt.

Pour copie conforme délivré à Me Gigot, notaire à Walcourt : le greffier en chef, (signé) G. Feret. (6571)

Tribunal de première instance de Liège

L'an deux mille, le vingt mars, au greffe du tribunal de première instance de Liège, a comparu :

Mme Nathalie Manguin, née le 21 février 1960 à Uccle, domiciliée Au Trihay 4, 4053 Embourg, porteuse d'une procuration sous seing privé qui restera annexée au présent acte pour et au nom de :

Barsics, Joseph, né le 24 février 1953 à Ougrée, agissant conjointement avec son épouse :

La Placa, Viviane, née le 22 octobre 1954 à Seraing, en qualité de représentants légaux de leurs enfants mineurs d'âge :

Barsics, Catherine, née le 26 octobre 1983 à Liège;

Barsics, Fanny, née le 9 octobre 1987 à Liège,

tous domiciliés rue de la Coopération 119, à 4100 Seraing,

laquelle comparante a déclaré ès qualités, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession testamentaire de Barsics, Joseph, né à Pécs-banyatelep (Hongrie) le 10 octobre 1913, de son vivant domicilié à Seraing, rue de Rotheux 67, et décédé le 28 octobre 1999 à Seraing.

Le testament se trouve au rang des minutes de Me Alain Van den Berg, notaire, domicilié rue du Commerce 1, à 4100 Seraing, et est produit en copie, qui restera annexé au présent acte.

Conformément aux prescriptions du dernier alinéa de l'article 793 du Code civil, la comparante déclare faire élection de domicile en l'étude de Me Van den Berg, rue du Commerce 1, à 4100 Seraing.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, au domicile élu dans les trois mois de la présente insertion.

Le greffier-chef de service, (signature illisible). (6572)

Tribunal de première instance de Namur

L'an deux mille, le six mars, au greffe du tribunal de première instance de Namur et par devant nous, Jacqueline Tholet, greffier, a comparu :

M. Luc Defrenne, employé, domicilié à 5031 Grand-Leez, rue de Petit Leez 79, représentant en vertu de procurations sous seing privé :

M. Otelet, Raymond, domicilié à Saint-Servais, rue du Tivoli 26, agissant personnellement;

Mlle Everarts, Christine, domiciliée à Beez, rue du Porson 59, agissant personnellement,

lequel comparant, a déclaré en langue française, agissant comme dit ci-dessus, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Mme Gabriel, Denise, en son vivant domiciliée à Namur, rue de Balart 8, et décédée à Namur (Bouge) en date du 29 décembre 1999.

Dont acte requis par le comparant, qui après lecture, signe avec nous, greffier.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits, dans un délai de trois mois, à compter de la date de la présente insertion.

Cet avis doit être adressé à M. Stéphane Watillon, notaire, rue Joseph Saintraint 8.

Namur, le 22 mars 2000.

Le greffier, (signé) Jacqueline Tholet. (6573)

Tribunal de première instance de Huy

L'an deux mille, le vingt mars, au greffe du tribunal de première instance séant à Huy, province de Liège, a comparu :

Mme Nathalie Manguin, née à Uccle le 21 février 1960, domiciliée à 4053 Embourg, Au Trihay 4, agissant en qualité de mandataire spéciale en vertu d'une procuration sous seing privé du 16 mars 2000 qui reste en annexe au présent lui donnée par :

1. Mme Majerus, Anne-Marie Marguerite Jeanne, sans profession, née à Heinsch le 18 juin 1944, divorcée, domiciliée à Liège, rue des Blés 77, agissant en qualité de mère et tutrice légale de ses enfants mineurs demeurant avec elle, soit Marechal, Sophie Anne, étudiante, née à Liège le 23 novembre 1983, célibataire, domiciliée à Amay, rue de Biber 9;

Marechal, Renaud André, étudiant, né à Saint-Nicolas le 7 février 1986, célibataire, domicilié à Couthuin, rue Beaujean 28,

autorisée aux fins des présentes par délibération du conseil de famille tenu le 21 janvier 2000, sous la présidence de M. le juge de paix du canton de Grâce-Hollogne, dont copie reste en annexe au présent.

La comparante agissant en outre pour et au nom de :

2. Mlle Sabine José Simone Marechal, demandeuse d'emploi, née à Liège le 3 septembre 1971, célibataire, domiciliée à Flémalle, avenue J.J. Merlot 10/11;

3. M. Thierry Marechal, étudiant et indépendant à titre complémentaire, né à Liège le 17 janvier 1973, célibataire, domicilié à Liège, rue Sohét 8.

La comparante, s'exprimant en langue française, a déclaré pour et au nom de ses mandants, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Marechal, Simone Marie Joseph, née à Saint-Georges-sur-Meuse le 5 mars 1919, divorcée de Rivaletto, Giovanni, en premières noces, veuve en secondes noces de Havasse, Albert, domiciliée en dernier lieu à Saint-Georges-sur-Meuse, rue Georges Berotte 57, décédée à Saint-Georges-sur-Meuse, le 18 février 1999.

Les créanciers et légataires sont invités à faire valoir leurs droits, dans les trois mois de la présente insertion, par avis recommandé, à adresser à Me Alain van den Berg, notaire de résidence à 4100 Seraing, rue du Commerce 1.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) F. Morhet. (6574)

Faillissement – Faillite

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 14 mars 2000, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré ouverte, sur citation, la faillite de Chancoi B.V.B.A., dont le siège social est établi à 1020 Bruxelles, rue Heysel 80, R.C. Bruxelles 134898, T.V.A. 454.666.813, grossiste articles de cadeaux.

Juge-commissaire : M. Daniël Maes.

Curateur : Me Jos Mombaers, avocat à 3300 Tienen, O.L.V.-Broederstraat 3.

Date de la cessation de paiements : 14 mars 2000.

Dépôt des déclarations de créances : au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice, place Poelaert, dans un délai de maximum trente jours à compter de la date de la prononciation du jugement de faillite.

Procès-verbal de vérification des créances : le 26 avril 2000, à 14 heures, en la chambre G du conseil du tribunal de commerce de Bruxelles.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Jos Mombaers. (6576)

Rechtbank van koophandel te Brussel

De rechtbank van koophandel te Brussel, vijfde kamer, heeft bij vonnis van 14 maart 2000, op bekenenis, in staat van faillissement verklaard Chancoi B.V.B.A., waarvan de zetel gevestigd is te 1020 Brussel, Heyselstraat 80, H.R. Brussel 134898, BTW 454.666.813, groothandel in geschenkartikelen.

Rechter-commissaris : de heer Daniël Maes.

Curator : Mr. Jos Mombaers, advocaat te 3300 Tienen, O.L.V.-Broederstraat 3.

Tijdstip ophouden van betaling : 14 maart 2000.

Indienen der schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen een termijn van ten hoogste dertig dagen te rekenen vanaf het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op 26 april 2000, om 14 uur, in zaal G van voormelde rechtbank.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Jos Mombaers. (6576)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 14 mars 2000, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré ouverte, sur citation, la faillite de Elskens, Walter, né à Zaventem le 28 janvier 1949, domicilié à 1030 Schaarbeek, Daillylaan 166, R.C. Bruxelles 479713, T.V.A. 733.175.983, exploitation de blanchisserie.

Juge-commissaire : M. Daniël Maes.

Curateur : Me Jos Mombaers, avocat à 3300 Tienen, O.L.V.-Broederstraat 3.

Date de la cessation de paiements : 14 mars 2000.

Dépôt des déclarations de créances : au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice, place Poelaert, dans un délai de maximum trente jours à compter de la date de la prononciation du jugement de faillite.

Procès-verbal de vérification des créances : le 26 avril 2000, à 14 heures, en la chambre G du conseil du tribunal de commerce de Bruxelles.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Jos Mombaers.

(Pro deo) (6578)

Rechtbank van koophandel te Brussel

De rechtbank van koophandel te Brussel, vijfde kamer, heeft bij vonnis van 14 maart 2000, ingevolge dagvaarding, in staat van faillissement verklaard Elskens, Walter, geboren te Zaventem op 28 januari 1949, wonende en handeldrijvende te Schaarbeek, Daillylaan 166, H.R. Brussel 479713, BTW 733.175.983, uitbating wasserette.

Rechter-commissaris : de heer Daniël Maes.

Curator : Mr. Jos Mombaers, advocaat te 3300 Tienen, O.L.V.-Broederstraat 3.

Tijdstip ophouden van betaling : 14 maart 2000.

Indienen der schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen een termijn van ten hoogste dertig dagen te rekenen vanaf het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op 26 april 2000, om 14 uur, in zaal G van voormelde rechtbank.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Jos Mombaers.

(Pro deo) (6578)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 14 mars 2000, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré ouverte, sur citation, la faillite de Waves Link Communications C.V.O.A., dont le siège social est établi à 1050 Ixelles, rue de la Brasserie 40, R.C. Bruxelles 614378, T.V.A. 460.903.319, exploitation de lignes téléphoniques.

Juge-commissaire : M. Daniël Maes.

Curateur : Me Jos Mombaers, avocat à 3300 Tienen, O.L.V.-Broederstraat 3.

Date de la cessation de paiements : 14 mars 2000.

Dépôt des déclarations de créances : au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice, place Poelaert, dans un délai de maximum trente jours à compter de la date de la prononciation du jugement de faillite.

Procès-verbal de vérification des créances : le 26 avril 2000, à 14 heures, en la chambre G du conseil du tribunal de commerce de Bruxelles.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Jos Mombaers.

(Pro deo) (6579)

Rechtbank van koophandel te Brussel

De rechtbank van koophandel te Brussel, vijfde kamer, heeft bij vonnis van 14 maart 2000, op dagvaarding, in staat van faillissement verklaard Waves Link Communications C.V.O.A., waarvan de zetel gevestigd is te 1050 Elsene, Brouwerijstraat 140, H.R. Brussel 614378, BTW 460.903.319, uitbating telefoonlijnen.

Rechter-commissaris : de heer Daniël Maes.

Curator : Mr. Jos Mombaers, advocaat te 3300 Tienen, O.L.V.-Broederstraat 3.

Tijdstip ophouden van betaling : 14 maart 2000.

Indienen der schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen een termijn van ten hoogste dertig dagen te rekenen vanaf het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op 26 april 2000, om 14 uur, in zaal G van voormelde rechtbank.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Jos Mombaers.

(Pro deo) (6579)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 14 mars 2000, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré ouverte, sur citation, la faillite de Mercier, Michel Jean Lucien Marie Ghislain, né à Berchem-Sainte-Agathe le 24 mars 1951, domicilié à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, avenue Gilbert Mullie 11/5, R.C. Bruxelles 544712, T.V.A. 565.776.155, service de courrier.

Juge-commissaire : M. Daniël Maes.

Curateur : Me Jos Mombaers, avocat à 3300 Tienen, O.L.V.-Broederstraat 3.

Date de la cessation de paiements : 14 mars 2000.

Dépôt des déclarations de créances : au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice, place Poelaert, dans un délai de maximum trente jours à compter de la date de la prononciation du jugement de faillite.

Procès-verbal de vérification des créances : le 26 avril 2000, à 14 heures, en la chambre G du conseil du tribunal de commerce de Bruxelles.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Jos Mombaers.

(Pro deo) (6580)

Rechtbank van koophandel te Brussel

De rechtbank van koophandel te Brussel, vijfde kamer, heeft bij vonnis van 14 maart 2000, ingevolge dagvaarding, in staat van faillissement verklaard Mercier, Michel Jean Lucien Marie Ghislain, geboren te Sint-Agatha-Berchem op 24 maart 1951, wonende en handeldrijvende te Sint-Lambrechts-Woluwe, Gilbert Mullieleaan 11/5, H.R. Brussel 544712, BTW 565.776.155, koerierdienst.

Rechter-commissaris : de heer Daniël Maes.

Curator : Mr. Jos Mombaers, advocaat te 3300 Tienen, O.L.V.-Broederstraat 3.

Tijdstip ophouden van betaling : 14 maart 2000.

Indienen der schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen een termijn van ten hoogste dertig dagen te rekenen vanaf het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op 26 april 2000, om 14 uur, in zaal G van voormelde rechtbank.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Jos Mombaers.

(Pro deo) (6580)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 14 mars 2000, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré ouverte, sur citation, la faillite de G.H. Promotion B.V.B.A., dont le siège social est établi à 1970 Wezembeek-Oppem, Bergenblokstraat 31, R.C. Bruxelles 577702, T.V.A. 451.956.949, entreprise de publicité.

Juge-commissaire : M. Daniël Maes.

Curateur : Me Jos Mombaers, avocat à 3300 Tienen, O.L.V.-Broederstraat 3.

Date de la cessation de paiements : 14 mars 2000.

Dépôt des déclarations de créances : au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice, place Poelaert, dans un délai de maximum trente jours à compter de la date de la prononciation du jugement de faillite.

Procès-verbal de vérification des créances : le 26 avril 2000, à 14 heures, en la chambre G du conseil du tribunal de commerce de Bruxelles.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Jos Mombaers.

(Pro deo) (6581)

Rechtbank van koophandel te Brussel

De rechtbank van koophandel te Brussel, vijfde kamer, heeft bij vonnis van 14 maart 2000, ingevolge dagvaarding, in staat van faillissement verklaard G.H. Promotion B.V.B.A., waarvan de zetel gevestigd is te 1970 Wezembeek-Oppem, Bergenblokstraat 31, H.R. Brussel 577702, BTW 451.956.949, publiciteitsonderneming, uitgeversbedrijf.

Rechter-commissaris : de heer Daniël Maes.

Curator : Mr. Jos Mombaers, advocaat te 3300 Tienen, O.L.V.-Broederstraat 3.

Tijdstip ophouden van betaling : 14 maart 2000.

Indienen der schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen een termijn van ten hoogste dertig dagen te rekenen vanaf het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op 26 april 2000, om 14 uur, in zaal G van voormelde rechtbank.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Jos Mombaers.

(Pro deo) (6581)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 14 mars 2000 la faillite de la S.P.R.L. G.S. Khan & C°, dont le siège social est établi à 1070 Anderlecht, rue Eloy 79, R.C. Bruxelles 594874, T.V.A. 455.225.354, a été clôturée pour absence d'actif.

Le tribunal n'a pas déclaré le failli excusable.

Juge-commissaire : M. Dellaert.

Curateur : Me Christian Van Buggenhout, rue Henri Wafelaerts 47-51, 1060 Bruxelles.

Le curateur, (signé) Chr. Van Buggenhout. (Pro deo) (6577)

Rechtbank van koophandel te Brussel

—

Bij vonnis d.d. 14 maart 2000 werd het faillissement van de B.V.B.A. G.S. Khan & C^o, met maatschappelijke zetel te 1070 Anderlecht, Eloystraat 79, H.R. Brussel 594874, BTW 455.225.354, afgesloten wegens gebrek aan actief.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Recher-commissaris : de heer Dellaert.

Curator : Mr. Christian Van Buggenhout, H. Wafelaertsstraat 47-51, 1060 Brussel.

De curator, (get.) Chr. Van Buggenhout. (Pro deo) (6577)

Tribunal de commerce de Bruxelles

—

Par jugement du 13 mars 2000 a été déclarée ouverte, sur assignation, la faillite de la S.C.R.L. A., chaussée de Wemmel 22, à 1090 Jette, R.C. Bruxelles 556847, T.V.A. 437.285.797.

Juge-commissaire : M. R. De Smedt.

Curateur : Me Jean-Pierre Davreux, avenue Louise 131, à 1050 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 26 avril 2000, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J.-P. Davreux.

(Pro deo) (6582)

Rechtbank van koophandel te Brussel

—

Bij vonnis d.d. 13 maart 2000 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de B.V.B.A. A., Wemmelbaan 22, te 1090 Jette, H.R. Brussel 556847, BTW 437.285.797.

Rechter-commissaris : de heer R. De Smedt.

Curator : Mr. Jean-Pierre Davreux, Louizalaan 131, te 1050 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 26 april 2000, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J.-P. Davreux.

(Pro deo) (6582)

Tribunal de commerce de Bruxelles

—

Par jugement du 13 mars 2000 a été déclarée ouverte, sur assignation, la faillite de Philippe Robert, rue d'Aerschot 255, 1030 Schaerbeek, R.C. Bruxelles 599129, T.V.A. 758.188.919.

Juge-commissaire : M. R. De Smedt.

Curateur : Me Jean-Pierre Davreux, avenue Louise 131, à 1050 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 26 avril 2000, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J.-P. Davreux.

(Pro deo) (6583)

Rechtbank van koophandel te Brussel

—

Bij vonnis d.d. 13 maart 2000 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van Philippe Robert, Aerschotstraat 255, te 1030 Schaerbeek, H.R. Brussel 599129, BTW 758.188.919.

Rechter-commissaris : de heer R. De Smedt.

Curator : Mr. Jean-Pierre Davreux, Louizalaan 131, te 1050 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 26 april 2000, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J.-P. Davreux.

(Pro deo) (6583)

Tribunal de commerce de Bruxelles

—

Par jugement du tribunal de commerce de Bruxelles, du 8 mars 2000, les opérations de la faillite de la S.C. Dayina, en liquidation, rue Waelhem 32, à 1030 Schaerbeek, R.C. Bruxelles 519223, T.V.A. 437.326.379, ont été déclarées closes faute d'actif.

La faillie n'est pas excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Diane Ossieur.

(Pro deo) (6584)

Rechtbank van koophandel te Brussel

—

Bij vonnis van 8 maart 2000 werd het faillissement van de C.V. Dayina, in vereffening, Waelhemstraat 32, te 1030 Schaerbeek, H.R. Brussel 519223, BTW 437.326.379, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Diane Ossieur.

(Pro deo) (6584)

Tribunal de commerce de Dinant

—

Me Gérard Gauthier, avocat, avenue Franchet d'Esperey 14, à 5500 Dinant, avise l'ensemble des créanciers de ce que la faillite de feu M. Masson, Joseph, de son vivant domicilié à Rochefort, rue des Tanneries 39, faillite déclarée le 4 décembre 1984, a été clôturée pour insuffisance d'actifs par jugement du tribunal de commerce de Dinant en date du 14 mars 2000. Le tribunal a déclaré qu'il y avait lieu à excusabilité du failli.

(Signé) G. Gauthier, curateur.

(6585)

Tribunal de commerce de Liège

Par jugement du 20 mars 2000, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la faillite, sur citation, de la S.P.R.L. Maes Jef, ayant son siège social à 4000 Liège (Rocourt), chaussée de Tongres 194, R.C. Liège 202960 (venant de Turnhout), T.V.A. 428.255.592, ayant comme activité l'exploitation d'une entreprise d'installation sanitaire et de plomberie, entreprise de travaux d'étanchéité et revêtement de construction..., entreprise d'installation de chauffage au gaz par appareils individuels à 4020 Liège, rue Saint-Julien 2.

Date du début de l'activité commerciale : le 1^{er} octobre 1998.

Juge commissaire : M. Philippe Tromme.

Procès-verbal de vérification des créances : le mardi 2 mai 2000, à 9 h 30 m, dans le bureau de Mme le greffier en chef du tribunal de commerce.

Les déclarations de créance doivent être déposées pour le 20 avril 2000 au plus tard.

Les curateurs, (signé) Mes Pierre Cavenaille et Koenraad Tanghe, avocats, rue Julien d'Andrimont 23/25, à 4000 Liège. (6586)

Tribunal de commerce de Marche-en-Famenne

Le tribunal de commerce de Marche-en-Famenne, par jugement du 20 mars 2000, a déclaré ouverte la faillite de la S.A. T.D.S., dont le siège social est établi rue du Plantis 2a, à 6900 Marche-en-Famenne, R.C. Marche-en-Famenne 18835.

Juge-commissaire : M. D. Poumay.

Curateur : Me Michel Ghislain, avocat, avenue de la Toison d'Or 28, à 6900 Marche-en-Famenne.

Dépôt des déclarations des créances avec leur titre dans les trente jours à compter du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances le lundi 15 mai 2000, à 14 h 30 m, en la salle d'audience du palais de justice, extension du palais de justice, rue Victor Libert, à 6900 Marche-en-Famenne.

Le curateur, (signé) M. Ghislain. (Pro deo) (6587)

Par jugement du 20 mars 2000, le tribunal de commerce de Marche-en-Famenne a déclaré ouverte la faillite de la société coopérative à responsabilité limitée Jardi-Salm, dont le siège social est établi à 6698 Grand-Halleux, rue Eysden Mines 51, pour l'entreprise d'horticulture et d'exploitation forestière ainsi que le commerce de gros et de détail en fleurs, plantes d'ornement, graines, semences et articles de jardinage, T.V.A. 431.362.760.

Il a nommé juge-commissaire : M. Manfred Linden, et curateur : Me Eric Maurice Marie Christian Robert, avocat à 6690 Vielsalm, rue Chars à Bœufs 4.

Il ordonne aux créanciers de déposer au greffe du tribunal de commerce, rue V. Libert 19, à 6900 Marche-en-Famenne, pour le mercredi 19 avril 2000, les déclarations de créances avec leurs titres.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances aura lieu le lundi 15 mai 2000, à 14 h 30 m, au local habituel des audiences du tribunal de commerce, palais de justice, rue V. Libert 19, à Marche-en-Famenne.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Me Eric Robert. (Pro deo) (6588)

Tribunal de commerce de Mons

Par jugement du 20 mars 2000, le tribunal de commerce de Mons a déclaré en faillite, sur assignation, Mme Dubus, Viviane, née à Mouscron le 17 décembre 1951, ouvrière, non immatriculée R.C. Mons, domiciliée à 8400 Oostende, Maria Theresiastraat 30.

Curateur : Me Monique Blondiau, avocat à Mons, chemin de la Procession 164.

Dépôt des déclarations de créances pour le 19 avril 2000 au plus tard.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 18 mai 2000, à 8 h 30 m, au tribunal de commerce de Mons, place du Parc 32, à 7000 Mons.

Le curateur, (signé) M. Blondiau. (6589)

Par jugement du 7 février 2000 du tribunal de commerce de Mons a été clôturée la faillite de Mme Ducobu, Réjane, née à Mons le 17 avril 1966, ayant été domiciliée rue Gérin 52, à Boussu, l'intéressée avait exploité un institut de beauté, rue Leman 14, à Jemappes, T.V.A. 667.364.651.

La faillie a été déclarée excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) P.H. Bataille. (Pro deo) (6590)

Par jugement du 20 mars 2000, le tribunal de commerce de Mons a déclaré en faillite, sur aveu, M. Duray, Dominique, né à Haine-Saint-Paul le 14 juillet 1965, domicilié à 7100 Haine-Saint-Paul, rue Institut Notre-Dame de la Compassion 280/1, exerçant les activités de fabrication et vente de produits en polyester, R.C. Mons 136363, T.V.A. 665.239.955.

Curateur : Me Georges Ponchau, avocat à 7100 La Louvière, rue du Temple 52.

Dépôt des déclarations de créances pour le 19 avril 2000 au plus tard et clôture du procès-verbal de vérification des créances le 17 mai 2000, 8 h 30 m, au tribunal de commerce de Mons, place du Parc 32, à 7000 Mons.

Le curateur, (signé) Georges Ponchau. (Pro deo) (6591)

Tribunal de commerce de Tournai

Par jugement du 21 décembre 1999, le tribunal de commerce de Tournai a clôturé, pour insuffisance d'actif, la faillite de la S.P.R.L. Goldi S Dress, rue du Chambge 29, à 7500 Tournai. Ladite société a été déclarée non excusable.

Le curateur, (signé) P. Kensier. (6592)

Par jugement du 7 juin 1999, le tribunal de commerce de Tournai a clôturé, pour insuffisance d'actif, la faillite de M. Laurent Hus, place de la Station 6, à Frasnes-lez-Buissenal. M. Laurent Hus a été déclaré non excusable.

Le curateur, (signé) P. Kensier. (6593)

Par jugement du 27 septembre 1999, le tribunal de commerce de Tournai a clôturé, pour insuffisance d'actif, la faillite de Mme Marguerite Charlier, domiciliée à Ellezelles, rue d'Audenarde 14. Mme Marguerite Charlier a été déclarée non excusable.

Le curateur, (signé) P. Kensier. (6594)

Par jugement du 21 décembre 1999, le tribunal de commerce de Tournai a clôturé, pour insuffisance d'actif, la faillite de la S.P.R.L. Deganck et fils, dont le siège social était sis à Tournai, quai Staline 31. La société faillie a été déclarée non excusable.

Le curateur, (signé) P. Kensier. (6595)

Par jugement du 7 février 2000, le tribunal de commerce de Tournai a clôturé, par liquidation, la faillite de la S.C. Axcel, rue des Volontaires 1, à 7500 Tournai. La société faillie a été déclarée non excusable.

Le curateur, (signé) P. Kensier. (6596)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Dendermonde

Bij beschikking van de heer D. De Cuyper, rechter-commissaris, d.d. 16 maart 2000, worden de schuldeisers van het faillissement B.V.B.A. Famelaer Glasbedrijf, met maatschappelijke zetel te 9240 Zele, Dreef 19, H.R. Dendermonde 35966, opgeroepen om aanwezig te zijn op vrijdag 7 april 2000, om 10 uur, in de hoorzaal van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, Noordlaan 31, 9200 Dendermonde, dit voor het doen van rekening van de curatele.

(Get.) Mr. J. Dauwe, curator. (6597)

Rechtbank van koophandel te Hasselt

Bij vonnis d.d. 16 maart 2000 werd het faillissement van C.V. Taxi Yves, met maatschappelijke zetel gevestigd te 3800 Sint-Truiden, Tongersesteenweg 74, H.R. Hasselt 74238, BTW 438.097.530, failliet verklaard in datum van 13 februari 1997, gesloten verklaard na vereffening.

Bij ditzelfde vonnis werd de gefailleerde niet verschoonbaar verklaard.

De curatoren, (get.) Geert Pauwels; Dirk Van Coppenolle. (6598)

Bij vonnis d.d. 16 maart 2000 werd het faillissement van B.V.B.A. Algemeen Technische Installaties, met maatschappelijke zetel gevestigd te 3800 Sint-Truiden, Tongersesteenweg 190, H.R. Hasselt 82265, BTW 406.231.842, failliet verklaard in datum van 6 mei 1997, gesloten verklaard na vereffening.

Bij ditzelfde vonnis werd de gefailleerde niet verschoonbaar verklaard.

De curatoren, (get.) Geert Pauwels; Dirk Van Coppenolle. (6599)

Rechtbank van koophandel te Mechelen

De rechtbank van koophandel te 2800 Mechelen, Voochtstraat 7, tweede kamer, heeft bij vonnis van 20 maart 2000, ingevolge dagvaarding, in staat van faillissement verklaard Hendrickx, Johan, geboren te Lier op 1 september 1956, wonende te 2560 Nijlen, Wijngaardberg 44, handeldrijvende te 2500 Lier, Antwerpsestraat 130, H.R. Mechelen 57405, banketbakker, BTW 514.214.519.

Rechter-commissaris : J. Gils.

Tijdstip ophouden van betaling : 20 maart 2000.

Curator : Kristin Van Hocht, advocaat te 2800 Mechelen, Schuttersvest 22.

Indienen van de schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Voochtstraat 7, te 2800 Mechelen, vóór 3 mei 2000.

Sluiting proces-verbaal nazicht van de schuldvorderingen : 8 mei 2000, om 12 uur, Voochtstraat 7, te 2800 Mechelen.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Kristin Van Hocht, curator. (6600)

De rechtbank van koophandel te 2800 Mechelen, Voochtstraat 7, tweede kamer, heeft bij vonnis van 20 maart 2000, op bekenenis, in staat van faillissement verklaard Dijckmans, Marc, geboren te Turnhout op 25 september 1967, wonende te 2500 Lier, Guldensporenlaan 12/C, handeldrijvende te 2500 Lier, Antwerpsestraat 108, H.R. Mechelen 78728, muziekinstrumenten, BTW 702.620.389.

Rechter-commissaris : J. Gils.

Tijdstip ophouden van betaling : 20 maart 2000.

Curator : Kristin Van Hocht, advocaat te 2800 Mechelen, Schuttersvest 22.

Indienen van de schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Voochtstraat 7, te 2800 Mechelen, vóór 3 mei 2000.

Sluiting proces-verbaal nazicht van de schuldvorderingen : 8 mei 2000, om 12 uur, Voochtstraat 7, te 2800 Mechelen.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Kristin Van Hocht, curator.

(Pro deo) (6601)

Rechtbank van koophandel te Tongeren

Bij vonnis van 16 maart 2000, heeft de rechtbank van koophandel te Tongeren, het faillissement Isofix C.V., gevestigd te Zutendaal, Kennepstraat 108, H.R. Tongeren 60703, gesloten verklaard. De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) Vanbuul, Michel; Ruyschaert, Felix; Bernaerts, Mark. (Pro deo) (6602)

Verbeterend bericht

Rechtbank van koophandel te Gent

Faillissement Lampens, Dirk, d.d. 9 maart 2000

In het *Belgisch Staatsblad* van 16 maart 2000, blz. 7905, nr. 5604, dient men te lezen Lampens, Dirk, in plaats van Lampers, Dirk.

Voor eensluidend uittreksel : voor de hoofdgriffier, (get.) H. Vanmaldeghem. (6575)

Huwelijksvermogensstelsel – Régime matrimonial

Par requête en date du 16 décembre 1999, M. Maurice Joseph Désiré Hermans, né à Liège le 1^{er} septembre 1932, pensionné, et son épouse, Mme Jocelyne Marie Thérèse François Ghislaine Clotuche, née à Bovigny le 20 mars 1941, assistante sociale, demeurant ensemble à 4000 Liège, rue du Magnolia 28, ont introduit devant le tribunal civil de première instance de Liège, une requête en homologation du contrat modificatif de leur régime matrimonial dressé par le notaire Michel Capelle, à Liège, en date du 16 décembre 1999. Le contrat modificatif comporte adoption du régime de la séparation des biens pure et simple.

(Signé) M. Capelle, notaire. (6603)

Par requête en date du 24 janvier 2000, M. Jacques François Germain Marie Delbeke, industriel, né à Gent le 17 février 1936, et son épouse, Mme Jacqueline Jeanine Adeline Rose Wibail-Parmentier, sans profession, née à Uccle le 13 novembre 1944, domiciliés ensemble à Uccle, avenue de la Ferme Rose 12, mariés à Uccle le 17 juin 1988, sous le régime légal à défaut d'avoir fait précéder leur union de convention anténuptiale, régime non modifié, ont introduit devant le tribunal de première instance de Bruxelles, une demande en homologation du contrat modificatif de leur régime matrimonial dressé par Me Pierre Van den Eynde, notaire à Saint-Josse-ten-Noode, le 24 janvier 2000.

Le contrat prévoit le régime de la séparation de biens pure et simple. L'attribution des biens communs aux époux se fait conformément au règlement transactionnel.

Pour extrait conforme : (signé) Pierre Van den Eynde, notaire. (6604)

Par requête en date du 20 mars 2000, M. Bonhivers, Christian Victor Ghislain, ingénieur du son, né à Andenne le 9 février 1942, et son épouse en troisième noces, Mme Vienne, Anne Renée Angèle Oliva, ménagère, née à Jamappes le 27 octobre 1948, domiciliés et demeurant à Wasseiges (Acosse), rue de Hannêche 32, ont introduit devant le tribunal civil de première instance de Huy, une requête en homologation du contrat modificatif de leur régime matrimonial, dressé par acte reçu par le notaire Etienne Michaux, d'Andenne, en date du 20 mars 2000.

Pour les requérants, (signé) Etienne Michaux, notaire à Andenne.
(6605)

Suivant jugement prononcé le 3 février 2000, par la septième chambre, affaires civiles, du tribunal de première instance de Nivelles, le contrat de mariage modificatif du régime matrimonial entre M. Federici, Armando, ingénieur électronicien, né à Costa Volpino (Italie) le 14 avril 1944, et son épouse, Mme Scansani, Anna Maria, fonctionnaire retraitée, née à Milan le 19 décembre 1937, domiciliés à Waterloo, avenue Baron Seutin 23, dressé par acte du notaire Guy Nasseaux, de Waterloo, le 17 décembre 1999, a été homologué.

Les époux Federici-Scansani ont apporté une modification à leur régime de séparation des biens pure et simple en y adjoignant une société d'acquêts limitée à un immeuble.

(Signé) G. Nasseaux, notaire. (6606)

Bij verzoekschrift van 20 maart 2000 hebben de heer Haex, Albert, beroepsmilitair, geboren te Neerpelt op 30 augustus 1961, en zijn echtgenote, Mevr. Bergmans, Marina Clementina, huishoudster, geboren te Bree op 29 januari 1960, wonende te Neerpelt, Begonia-laan 31, voor de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Hasselt een vraag ingediend tot homologatie van de akte verleden voor notaris Peter Berben, te Neerpelt, op 2 maart 2000, waarbij genoemde echtgenoten, gehuwd onder het stelsel van de wettelijke gemeenschap bij gebrek aan een huwelijkscontract, hun huwelijksvermogensstelsel wijzigen: zij nemen het wettelijk stelsel aan en er wordt door de heer Haex, Albert, een onroerend goed dat hem persoonlijk toebehoort in het gemeenschappelijk vermogen gebracht.

(Get.) P. Berben, notaris. (6607)

Bij beschikking uitgesproken op 9 februari 2000 werd, in de raadkamer van de eerste kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout, gehomologeerd de akte wijziging huwelijksvermogensstelsel, verleden voor notaris Tom Verbist, te Geel, op 18 november 1999.

Ingevolge deze akte hebben de echtgenoten, de heer Hannes, Jan, bediende, geboren te Geel op 8 mei 1971, en zijn echtgenote, Mevr. Van Weert, Petra, zelfstandige haarkapster, geboren te Herentals op 2 januari 1971, samenwonende te Geel, Herentalsedijk 25, verklaard hun stelsel wettelijke gemeenschap van goederen te behouden en waarbij de heer Jan Hannes een onroerend goed inbrengt in de gemeenschap en hebben de echtgenoten een aanpassing van het beding van verdeling van het vermogen gedaan.

Voor de echtgenoten Hannes-Van Weert, (get.) Tom Verbist, notaris te Geel. (6608)

Bij verzoekschrift van 6 maart 2000 hebben de heer Edouard Arthur Christian Vandepaer, bediende, geboren te Leuven op 7 december 1951, en zijn echtgenote, Mevr. Anna Maria Josée Robbrechts, bediende, geboren te Veltem-Beisem op 9 maart 1952, samenwonende te Herent, sectie Veltem-Beisem, Binnenstraat 14, aan de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Leuven, de homologatie gevraagd van het contract houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, opgemaakt bij akte verleden voor notaris Christian Maes, te Leuven, op 6 maart 2000, inhoudende behoud van het wettelijk stelsel met inbreng van een onroerend goed.

(Get.) Chr. Maes, notaris. (6609)

Uit een verzoekschrift gericht aan de rechtbank van eerste aanleg te Brussel blijkt dat de heer Guy Gochet, en zijn echtgenote, Mevr. Wijnant, Tineke, samenwonende te 1760 Roosdaal, Keerstraat 65, verzocht hebben tot de homologatie van de akte die verleden werd voor notaris Jacques Van Bellinghen, te Ternat, op 14 februari 2000, inhoudende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, nl. behoud van hun huidige stelsel der wettelijke gemeenschap maar inbreng van een eigen onroerend goed.

(Get.) J. Van Bellinghen, notaris. (6610)

Met een verzoekschrift van 15 maart 2000 vragen de heer Logghe, Michel Jozef Emiel, en zijn echtgenote, Mevr. Brusselselle, Liliane Leonie Maria, samenwonende te Oudenburg, Sint-Pietersstraat 61, de homologatie door de rechtbank van eerste aanleg te Brugge, van de akte tot wijziging van hun bestaande huwelijkscontract, vastgelegd bij akte opgemaakt voor notaris Patrick Van Hoestenbergh, te Jabbeke, op 15 maart 2000. Deze wijziging omvat verdelingsbedingen en een inbreng van roerende en onroerende goederen.

Jabbeke, 16 maart 2000.

(Get.) P. Van Hoestenbergh, notaris. (6611)

Bij verzoekschrift van 13 maart 2000 hebben de echtgenoten, Gaston Félix Adams-Havet, Martha Maria Josephina, beiden wonende te Boutersem, Lubbeeksestraat 200, voor de rechtbank van eerste aanleg te Leuven, de homologatie aangevraagd van de akte inhoudende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, verleden voor notaris Albert Janssen, te Tienen, op 13 maart 2000, waarbij zij hun huwelijksstelsel ongewijzigd behouden, behoudens inbreng in het gemeenschappelijk vermogen door Mevr. Martha Havet, van een onroerend goed dat haar persoonlijk toebehoort.

(Get.) A. Janssen, notaris. (6612)

Onbeheerde nalatenschap – Succession vacante

Par ordonnance du tribunal de Mons, en date du 7 février 2000, RRQ 00/93B, Me J.-L. Legat, juge de paix suppléant, avocat à 7000 Mons, boulevard Kennedy 65, a été désigné en qualité de curateur à la succession vacante de feu Marie Louise Ghislaine Coyman, née à Châtelineau le 8 novembre 1909, et décédée à Quaregnon le 24 avril 1997, domiciliée de son vivant à 7390 Quaregnon, Rieu du Cœur 150.

Les créanciers et débiteurs éventuels de cette succession vacante se feront connaître du curateur par lettre recommandée, dans les trois mois de la présente publication.

Le curateur, (signé) J.-L. Legat. (6613)

Rechtbank van eerste aanleg te Gent

Bij beschikking behandeld en uitgesproken in raadkamer door de derde burgerlijke kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Gent, op 17 februari 2000, werd op vordering van de heer procureur des Konings te Gent, advocaat Frank Van Vlaenderen, kantoorhoudende te 9000 Gent, Krijgslaan 47, benoemd tot curator over de onbeheerde nalatenschap van wijlen Helena Stephania Beeckman, geboren te Dikkelvenne (thans Gavere) op 30 mei 1909, in leven laatst wonende te 9000 Gent, Molenaarsstraat 24, en overleden te Gent op 25 oktober 1994.

Voor eensluidend uittreksel: de e.a. adjunct-griffier, (get.) M. De Vriese. (6614)

BIJLAGE tot het *Belgisch Staatsblad* van 25 maart 2000 – ANNEXE au *Moniteur belge* du 25 mars 2000

**Bekendmaking gedaan in uitvoering van het artikel 34bis
van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen**

**Publication faite en exécution de l'article 34bis
des lois coordonnées sur les sociétés commerciales**

**Redbus Group, société anonyme,
avenue de la Floride 47, 1180 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 626892

Avis aux actionnaires

Conformément à l'article 5bis des statuts de la société, le conseil d'administration a procédé ce 24 mars 2000, à l'émission de 1 250 obligations convertibles nominatives d'une valeur nominale de BEF 500 000. Les conditions de rémunération et de conversion de ces obligations peuvent être obtenues au siège social de la société. Conformément à l'article 34bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales les actionnaires pourront souscrire préférentiellement à cette émission d'obligations convertibles. Le droit de souscription préférentiel pourra être exercé à compter du 26 mars 2000 jusqu'au 18 avril 2000. Les demandes de souscription doivent être effectuées par lettre recommandée adressée au siège social de la société dans le délai susmentionné. (6616)